

## LA GUERRE DU GOLFE

Nouvelle offensive  
de l'armée iranienne

LIRE PAGE 20

## Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

Algérie, 200 francs ; Argentine, 200 francs ; Belgique, 200 francs ; Brésil, 200 francs ; Canada, 200 francs ; Chili, 200 francs ; Danemark, 200 francs ; Espagne, 200 francs ; États-Unis, 200 francs ; France, 200 francs ; Grèce, 200 francs ; Irlande, 200 francs ; Italie, 200 francs ; Japon, 200 francs ; Norvège, 200 francs ; Pays-Bas, 200 francs ; Portugal, 200 francs ; Royaume-Uni, 200 francs ; Suède, 200 francs ; Suisse, 200 francs ; Tchécoslovaquie, 200 francs ; Turquie, 200 francs ; Yougoslavie, 200 francs.

Tarif des abonnements page 20

RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. Paris n° 650572  
C.C.P. 4397 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Poussée à droite  
du Labour

La peur des élections serait-elle le commencement de la sagesse ? Les syndicats britanniques ont tenté de redorer l'image du parti travailliste, alors que le congrès de Blackpool, qui s'achève ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre, pourrait bien être le dernier avant le renouvellement de la Chambre des communes. Ils y sont parvenus avec un bonheur inégal. Ils ont renforcé la position de M. Michael Foot, leader de l'opposition de Sa Majesté, assuré l'élection à la direction du Labour d'une majorité de droite, et fait pencher la balance en faveur d'une exclusion de la tendance trinitariste, ou, pour le moins, de ses principaux animateurs. Mais ils ont aussi été l'objet d'un incident de procédure qui a soulevé de vives critiques : les délégués syndicaux au congrès du parti travailliste jouent en effet avec des centaines de milliers de mandats d'adhérents, au parti et au syndicat.

La « poussée à droite » n'a pas atteint les organisations de base du parti, ni l'expression des adhérents au sein du parti, plus sensibles à la pureté de la doctrine qu'à l'attrait du pouvoir. Mais la gauche, qui depuis deux ans avait imposé la désignation par la base, des candidats à la députation, puis une nouvelle procédure de désignation du leader, et de son adjoint, est en perte de vitesse. Le surcroît des syndicats, qui amènent les gros bataillons et le « nerf de la guerre », est dû à la crainte que la dérive continue du travaillisme vers la gauche ne favorise soit la victoire des sociaux-démocrates, « renégats » du Labour, soit la reconquête pour eux du gouvernement de Mme Thatcher, responsable à leurs yeux du chômage et des lois antisociales.

Pour M. Foot, le bilan du congrès de Blackpool est ambigu. Cet ancien chanteur de la gauche travailliste, dont la bonne volonté et la sincérité n'ont pas suffi à asseoir la popularité, va se retrouver au milieu d'une direction plus à droite que lui, qui risque de l'entraîner beaucoup plus loin qu'il ne le souhaiterait dans les « purges », comme dans la définition d'une stratégie de gouvernement. En outre, rien ne garantit que le soutien syndical dont il a bénéficié à Blackpool se maintiendrait en cas de victoire, et qu'un prochain gouvernement travailliste n'échouerait pas sur les mêmes écueils que ses prédécesseurs.

Manifeste au niveau des hommes, le « recentrage » est moins dans les décisions politiques, où l'empreinte de la gauche reste forte. M. Foot a toutefois eu la prudence de laisser possibles toutes les options : il ne s'est pas expressément engagé, par exemple, en faveur d'un armement nucléaire unilatéral vis-à-vis d'une forte majorité et à propos de l'Europe. Il a promis que la Grande-Bretagne sortirait du Marché commun, tout en respectant ses engagements internationaux.

Face au bouleversement provoqué dans l'économie et la société britanniques par l'expérience Thatcher, les travaillistes promettent moins un changement qu'une restauration : celle du plein emploi, du secteur public, de l'État-providence... Il leur reste peu de temps pour regagner le terrain perdu.

REMANEMENT  
GOUVERNEMENTAL  
AU CANADA

(Lire page 6.)

Le changement à Bonn  
M. Helmut Kohl sollicite  
l'investiture du Bundestag

Les députés ouest-allemands ont débattu, ce vendredi matin 1<sup>er</sup> octobre, de la « motion de défiance constructive » déposée par l'opposition en vue de renverser le gouvernement de M. Helmut Kohl. Avant d'entendre les explications de vote des représentants des différents groupes, le Bundestag avait écouté un long discours du chancelier sortant.

L'adoption de la motion devait faire de M. Helmut Kohl, président de la C.D.U., le sixième chancelier de la République fédérale, en vertu de la Loi fondamentale ouest-allemande.

## Les adieux de M. Schmidt

De notre envoyée spéciale

Bonn. — Parmi les dernières images de l'ère Schmidt, les Allemands de l'Ouest garderont sans doute en mémoire celle de l'ambassadeur américain à Bonn pleurant, comme quelques autres de ses collègues du corps diplomatique, tandis que le chancelier, au cours d'une réception d'adieu, leur expliquait, sans une ombre de tristesse ni d'orgueil dans la voix, que « dans les États de constitution démocratique, les changements de dirigeants politiques sont chose normale » et que le République fédérale, « indépendamment de ses querelles internes, est et restera pour le monde un partenaire à qui l'on peut se fier ».

Ils garderont aussi l'image de ce chancelier énergique, combatif, qui demandait ce vendredi matin au Bundestag de ne pas compromettre les acquis, pour la République fédérale, de l'époque de la coalition social-libérale. La « chancelière » avait, d'abord, en termes très sobres, et, rétrospectivement d'une coalition à laquelle les élections avaient accordé, en 1980, un mandat de quatre ans. « Cette opération est partie légitime », a-t-il dit, mais elle n'a pas de morale interne. « Se tournant vers M. Helmut Kohl, il a mis en doute la véracité de ses intentions d'organiser des élections en mars, et déploré ce manque de clarté dans lequel s'élabora le nouveau gouvernement ».

C'est pour parler de la politique étrangère et de la paix que le chancelier a trouvé les accents les plus solennels pour s'adresser à la nouvelle coalition. « Je vous en prie, ne gaspillez pas le capital de confiance que nous avons construit pour la République fédérale », il a mis en garde contre une « prétendue coalition ».

M. ANDRÉ BERGERON  
INVITE AU « GRAND JURY  
R.T.L. - LE MONDE »

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, sera l'invité de l'émission « Le grand jury de R.T.L. - Le Monde », dimanche 3 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Bergeron répondra aux questions des journalistes de la station et du journal.

« Vous êtes le futur, et donc le protecteur naturel des professions de santé. Comment expliquez-vous la malaise croissant qui justifie les manifestations de cette semaine ? »

« Je me considère d'abord comme le protecteur — encore que je n'aime guère ce mot — de la santé des Françaises et des Français. Mais, bien sûr, qui dit santé dit professions de santé, et j'entends effectivement assumer mes responsabilités envers elles. D'ailleurs, dès mon arrivée au ministère, mon tour de France a été un immense rendez-vous croisé avec ces professionnels et les populations qui en ont besoin. »

« Je continue dans ce sens et j'ai pu bénéficier ainsi des richesses de multiples conversations sur la santé et sur ceux dont c'est le bon métier de la maintenir pour chaque personne pensée. Alors, malgré cela, malgré la politique menée, ce malaise, qui

(Lire la suite page 4.)

## LE DISCOURS DE M. MAUROY DEVANT L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES

## Les pauvres dans leur coquille ?

Parlant jeudi 30 septembre devant l'Assemblée des Nations unies, le premier ministre, M. Mauroy a approuvé les « suggestions concrètes » du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, pour rendre en particulier au Conseil de sécurité « son rôle de forum de négociations », et il s'est prononcé pour

« une consolidation massive du système financier international ». « J'ai attribué les « désordres » et « difficultés » du monde à l'aveuglement des deux grandes puissances », à la montée des égoïsmes nationaux, et au surarmement « dont les pays du tiers-monde sont les premiers à souffrir. »

par PIERRE DROUIN

terdépendance mondiale en ont maintenant la preuve. Même le « cercle de fer », s'il arrête les hommes, n'empêche pas la propagation des misères économiques. Selon le dernier rapport du

Fonds monétaire international, la croissance économique des pays en développement ne pousse pas à la prospérité, mais elle aggrave la situation de la population. En valeur réelle, la production globale de ces pays n'a augmenté

que de 2,5 %. C'est le taux annuel le plus faible observé depuis plusieurs décennies d'années. On voit comment le ralentissement de l'activité dans le monde industrialisé s'est diffusé dans les options en développement non productrices de pétrole. Les exportations de ce groupe, dont le volume avait augmenté d'environ 9 % par an au cours de la période 1976-1979, n'ont plus progressé que de 4 % en 1981.

(Lire la suite page 6.)

## UN ENTRETIEN AVEC M. BOGIANCKINO

« L'opéra ne doit pas être prisonnier  
de l'arrogance des gosiers italiens »  
estime le futur administrateur du palais Garnier

L'Opéra de Paris est une vedette de l'actualité, une diva qui exerce sur les imaginations un pouvoir à la mesure de son prestige passé. Son histoire mouvementée, fertile en coups de théâtre depuis dix ans et plus, s'apparente à un feuilleton attendu. Le public est friand des mille anecdotes d'un milieu talentueux et nerveux sur lequel s'épanouissent les fleurs suprêmes du bel canto.

A l'orée d'une saison brillante, où le programme de M. Bernard Lefort (dernière « vic-

« Il est vrai que je n'aime pas beaucoup parler, dit M. Massimo Bogianckino ; je préfère m'exprimer par mes réalisations. Quand on parle, c'est d'habitude pour populariser, non pas ce qu'on produit, mais sa propre image ou celle de son entreprise. Mon ami Paolo Grassi, surintendant de la Scala, voulait que chaque jour son nom fût dans la presse. Ce n'est pas mon style et je n'abandonnerai que rarement ma réserve. En revanche, à l'intérieur de l'Opéra, je pratiquerai dès cette année la plus large concen-

time » du feuilleton semble devoir être réalisée dans les meilleures conditions par une « direction collégiale » (MM. Puaux, Leclerc, Lombard et Hirsch), on guette déjà l'avenir et l'on s'étonne (comme so « Grand échiquier » du 21 septembre) du silence dans lequel s'enferme le nouvel administrateur désigné, silence qui contraste avec les nombreuses déclarations de son prédécesseur, M. Massimo Bogianckino, a bien voulu nous préciser ici les grandes lignes de l'action qu'il se propose de mener.

« Je suis pas mon silence ; ni le public, ni les artistes et les techniciens qui travaillent à l'Opéra n'ont encore de raison de juger mon activité. Je devine les obstacles que j'aurai à affronter, mais cette tâche ne m'effraie nullement ; j'ai dirigé entre autres la Scala de Milan, qui est un théâtre aussi difficile, avec un public avertis. »

Propos recueillis par JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 22.)

Un roman planétaire  
Olivier Todd  
Un cannibale très convenable

« C'est violent, ample, superbe »  
Jean-Paul Enthoven/  
Le Nouvel Observateur

« Un formidable mouvement où s'inscrivent tous les désarrois de notre temps »  
Pierre Billard/Le Point



GRASSET

501-1010



Le Monde

# idées

## La politique et les passions

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

L'action d'hommes, c'est-à-dire de sujets. Or ces sujets ne sont pas simplement moivés par des idées, des représentations rationnelles; ils n'obéissent pas toujours à une volonté pleinement consciente. Ils sont aussi le lieu de conflits passionnels et obscurs. Ils sont la proie de vertiges intérieurs. Ils s'agitent les uns les autres ou au contraire ils se détestent; ils se révoltent; ils fuient; ils recherchent le pouvoir durant leur vie entière et, lorsqu'ils l'ont, ils deviennent fous — ou ils abdiquent. En un mot: c'est là, dans cette intersection entre la politique (entendu comme « le collectif ») et l'individuel, que se livrent les combats décisifs pour l'avenir des cités.

Tel était donc le regard nouveau que ce séminaire invitait à jeter sur les rapports du « prince » et du « citoyen ». Les divers participants ont accepté le jeu avec toutes ses difficultés. Tandis que Louis Sala-Molins, admettant que derrière tout Etat il y a un « sacré » invisible, défendait le droit des citoyens à savoir tout au moins à quel sacré ils se vouent, Bernard-Henri Lévy dénonçait vigoureusement la passion avec laquelle les hommes combattent pour leur servitude en croyant défendre leur liberté.

José-Luis Aranguren — que certains surnommaient le « Jankélévitch espagnol » — affirmait, quant à lui, qu'on ne pouvait demander à l'Etat de produire du bonheur mais, dans le meilleur des cas, de la tranquillité, tandis que Ricardo Bofill essayait d'expliquer comment l'archi-

tecture contribue à réaliser, dans les murs mêmes de la cité, une certaine représentation des rapports entre les hommes.

C'est à Jean Baudrillard et à Jean Daniel qu'il est revenu de conclure ce colloque — dont on souhaite que les actes soient bientôt publiés. Le premier, développant ses idées sur la « société du simulacre », a défini le monde actuel comme un monde « transpolitique »: la politique au sens traditionnel en a été évacuée au profit de la violence présentée comme spectacle, la terreur pure règne parmi nous, l'otage est devenu la figure la plus caractéristique de notre époque et les systèmes destinés à assurer notre sécurité sont eux-mêmes transformés en systèmes terroristes.

Quant au directeur du *Nouvel Observateur*, il a centré son analyse des relations entre « ambition individuelle » et « sens du service public » sur l'exemple de quelques hommes d'Etat contemporains. L'ambition, a-t-il expliqué, n'est pas un péché en soi (on ne la reproche d'ailleurs pas à celui qui en a), mais à celui qui montre qu'il en a) — ce qui ne veut pas dire, bien sûr, qu'il n'y ait pas des rapports complexes entre éthique et politique. Toute la question est de savoir comment ces deux instances s'articulent l'une sur l'autre. Et ce n'est pas seulement une question académique. C'est encore, aujourd'hui plus que jamais, notre question.

(1) *El Sentido Intimo*, Muchnik Editores, 1982.

(2) Prestigieuse université d'été, dirigée par Raoul Moirand (présentée par des étudiants du monde entier).

## La grande pitié du royaume

par GABRIEL MATZNEFF

La France est, comme l'ensemble du monde créé, soumise au rythme pascal de la mort et de la résurrection. Cette lutte entre la lumière de la vie et les ténèbres de la destruction est le fil d'or avec lequel toute son histoire est tissée. On la comprend bien lorsqu'on lit Michelet, ou, plus récemment, Clavel, qui, dans la *Grande Pitié du royaume de France*, met en scène ce combat de Jeanne d'Arc contre Satan.

« Tu mens ! » a crié Jeanne d'Arc à Satan, chez Clavel. Oui, le diable est un menteur, le menteur. Tout ce qui, en nous et hors de nous, s'abandonne aux grâces du mensonge participe à la diablerie issue de la chute. Chez Gogol, l'imposteur Khlestakov est l'archétype du démon. Les petits Khlestakov grouillent dans notre monde dégradé comme de la vermine sur un morceau de viande.

Faces au menteur se dressa celui qui a dit: « Je suis la vérité et la vie ». Michelet et Clavel ont fixé un des moments les plus significatifs du destin chrétien de la France: cette fin du XIV<sup>e</sup> siècle où se joua la lutte entre le pape, déchiré par la guerre civile, livré à l'étranger, et le duc de Bourgogne, qui se retrouva solitaire, grâce à la passion salvatrice de la paysanne lorraine, envoyée par Dieu pour être « Christ à la France ».

Humainement, Jeanne d'Arc semble avoir échoué: vendue à l'Anglais par le parti de l'étranger, brûlée comme sorcière, elle n'est plus, ainsi que le dit Satan, qu'un paquet de lympe et de

sang noirs ». On songe ici à la parole de saint Jean de Damas: « S'il n'y a pas de résurrection, bienheureuses les bêtes dans leur vie exempte de tristesse ». Notre histoire baigne dans la tristesse, et souvent dans l'atrocité, mais si le désespoir ne triomphe pas, c'est parce qu'au bout du calvaire brille la couronne de France, mystère de justice et figure de la réconciliation des hommes: réconciliation des factions, réconciliation de tout un peuple avec lui-même.

La rage a beau grogner dans les coins, nous savons que, lorsque Jeanne pardonne au duc de Bourgogne, assassin de Louis d'Orléans, Satan — archange du mensonge et de la division — a perdu la partie. Jeanne a fait « le peuple de France indivisible et éternel », et Charles VII, vrai oint du Seigneur, rend la vue aux aveugles; il leur rend l'espérance.

De même qu'on peut avoir un tempérament anarchiste et être conscient de l'utilité de l'Etat comme pouvoir qui empêche le pays d'être livré aux factions rivales, de même il n'est pas nécessaire d'être royaliste pour constater que cette lutte contre les lignes partisans et les fédéralités a été la pierre d'angle de la monarchie française. Cependant, l'idéal capitaine de l'Etat n'a qu'un lointain rapport avec l'Etat bureaucratique, l'Etat législatif, la monnaie froide de nos sociétés contemporaines. Nous avons la nostalgie d'un prince qui mettrait les vertus évangéliques au service du bien commun.

## Les hommes et le pouvoir

La politique n'est pas un pur jeu de forces « objectives ». Elle fait s'affronter des hommes, des passions: c'est le constat auquel est parvenu un séminaire réuni à Sitges, près de Barcelone, dont rend compte Christian Delacampagne. Ce sont des hommes, et des femmes, qui ont tissé, comme le rappelle Matzneff à propos d'un livre de Maurice Clavel, le fil d'or de l'histoire de France. Mais l'exercice du pouvoir est un art singulièrement difficile et, à la limite, décevant, ainsi que le note Raoul Bertrand, en comparant la manière dont fonctionnent la présidence aux Etats-Unis et en France.

CRÉÉ en 1975 — l'année même de la mort de Franco, — le Collège de philosophie de Barcelone est une institution unique en son genre et qui figure, aujourd'hui, parmi les plus brillants foyers de rayonnement culturel en Espagne. A la différence du projet de « collège international de philosophie » — dont une mission rattachée à M. Chevenement étudie actuellement les modalités de réalisation, — le collège barcelonais est une université sans murs, sans chaires, sans titulaires et sans beaucoup d'argent. Mais il est animé par quatre jeunes philosophes — le plus âgé d'entre eux vient à peine de dépasser la quarantaine, — tous dynamiques et doués d'un solide sens de l'organisation.

Xavier Rubert de Ventós est, des quatre, le plus connu à l'étranger, surtout aux Etats-Unis, où il est régulièrement invité: ses travaux portent sur l'analyse du concept de modernité dans ses aspects sociologiques et esthétiques. Josep Ramoneda, qui vient de publier (en catalan) un remarquable petit livre sur le *Sens intime* (1), voit dans la philosophie une entreprise de connaissance de l'individu. Eugenio Trias s'intéresse plus particulièrement à l'œuvre de Kant et de Hegel, à partir de laquelle il poursuit sa méditation personnelle. Jordi Llovet, enfin, se meut dans l'univers de l'esthétique littéraire et de la « sémiologie » chère à Julia Kristeva.

Egalement ouverts aux courants les plus variés de la philosophie contemporaine, tant européenne qu'américaine, ces quatre intellectuels n'arrêtent pas d'écrire dans les journaux, de publier des livres, de donner des cours, de participer à des « tables rondes », d'organiser colloques et conférences. Dans cette Espagne qui sort courageusement mais difficilement de quarante années de dictature et où, jusqu'à hier, la philosophie officielle se bornait à ressasser saint Thomas, l'activité du collège est donc remarquable et féconde à tous égards. En témoignage encore, tout récemment (10-20 septembre), le séminaire que Rubert de Ventós et Ramoneda viennent d'organiser à Sitges, près de Barcelone, dans le cadre de l'université internationale Menéndez Pelayo (2), sur ce thème paradoxal: « Philosophie des sentiments politiques ».

L'alliance des mots « politique » et « sentiment » a, en effet, de quoi surprendre. Chacun ne sait-il pas que ce monde de purs rapports de force qu'est le monde politique exclut, *a priori*, tout sentimentalisme? Et n'est-il pas connu — trop connu — que la passion du pouvoir ne s'encadre guère de scrupules psychologiques? Sans doute. Mais l'idée de Rubert et de Ramoneda, lorsqu'ils décident de susciter cette douzaine de conférences-débats, était autre. Il s'agissait, pour eux, de tenter de renouveler les catégories de la philosophie politique contemporaine, en faisant échapper celle-ci aux stéréotypes marxistes sur le primat de l'économie pour la ramener dans la mouvance de penseurs comme Machiavel, La Botie, Gracian ou bien Chamfort qui, il y a des siècles, dirent sur les mécanismes du pouvoir des choses si subtiles qu'elles continuent, aujourd'hui encore, d'être mal entendues.

Quelles que soient, en effet, les contraintes exercées par les rapports juridiques, la politique n'est pas un pur jeu de forces « objectives ». Elle passe, d'abord et avant tout, par

## Un emploi décevant

Par RAOUL BERTRAND (\*)

DEUX siècles aux Etats-Unis, un demi-siècle au Mexique, près d'un quart de siècle en France: l'importance du chef de l'Etat en régime présidentiel. C'est à Paris que son pouvoir est le plus étendu, puis à Mexico, enfin à Washington, où s'exerce le traditionnel système modérateur de *check and balance* (contrôle et équilibre). L'intensité en est déterminée par la Constitution, mais elle varie en fonction de l'époque et du titulaire.

Proclamé partout, le principe de la séparation des pouvoirs n'est appliqué nulle part. Le chef de l'Etat, surtout s'il espère être réélu, cherche à influencer les électeurs et les Assemblées, à diriger les ministres, notamment en faisant préparer les réformes les plus populaires par son entourage qui l'isole peu à peu de la nation. Lorsqu'ils sont nommés, et même lorsqu'ils sont élus, les magistrats restent attentifs à ses desirs. Rares sont les chefs civils, militaires et diplomatiques qui émettent des avis peu conformistes. Les plus hautes autorités financières suivent de près ses tendances. Depuis sa création, la Banque de France a fait preuve d'une grande souplesse. Le Federal Reserve Board n'a jamais exécuté que ce qu'en attendait la Maison Blanche. Aujourd'hui, sa tâche la plus difficile consiste à deviner ce qu'elle veut.

La Constitution française interdit tout ce qui risquerait de porter atteinte à la dignité présidentielle. L'expérience a montré ce que pouvaient en déduire des juges complaisants. La Cour suprême américaine a récemment déclaré irrecevable toute action ayant pour but d'obtenir réparation de dommages causés par le chef de l'Etat. Dans les deux cas se retrouve cette séquelle républicaine de l'axiome suivant lequel « le roi ne peut pas faire mal ». Bref, le président est investi de très grands pouvoirs, dont il peut impunément abuser, au détriment des droits fondamentaux de chaque citoyen. Qu'en fait-il? L'histoire répond: « presque rien d'important ».

Pour nous en tenir à notre siècle, en Amérique, Wilson n'a pu convaincre ses concitoyens d'accepter la Société des Nations, son seul

grand dessein. Roosevelt n'aurait jamais réussi à les faire entrer dans la guerre sans l'attaque japonaise sur Pearl-Harbor, en 1941, qui lui a permis de transformer son pays en « arsenal des démocraties ». On oublie injustement le succès du New Deal réalisant de dix-sept à sept millions le nombre des chômeurs. On se souvient du président Truman à cause de l'explosion de deux bombes atomiques sur des populations civiles. Grâce à Johnson, le nombre des Américains végétant au-dessous du seuil de pauvreté est tombé de quarante à vingt-cinq millions. Nixon a ouvert des relations diplomatiques avec la Chine et s'est surtout illustré par le Watergate. Personne ne peut se rappeler ce qu'il a réalisé les autres chefs de la nation.

De Gaulle, confondant régime présidentiel et pouvoir personnel, a compromis les relations avec les démocraties anglo-saxonnes qui avaient sauvé la France du désastre, et il a écarté l'espoir d'unification européenne esquissée par la IV<sup>e</sup> République. Le souvenir de Pompidou est associé au plateau Beaubourg et au Concordat, sans parler des « cathédrales englouties », dont il n'était pas le seul responsable. Celui de Giscard d'Estaing, à la modification du rythme de la *Marseillaise*, aux diamants de son « cher parent » et à la déconfiture de la sidérurgie.

loppement de la délinquance et du crime. L'appel à la solidarité nationale et au sacrifice des intérêts particuliers se perd dans le scepticisme, en raison des avantages et dérogations — supposés ou réels — accordés aux amis du pouvoir.

Il est à la fois illogique et injuste de porter au crédit ou au débit du chef de l'Etat seul les résultats de son mandat. Telle est, cependant, la règle du système, puisqu'il est — officiellement — l'« élu de toute la nation », même si seulement 33 % des électeurs ont voté pour lui (Pompidou), et qu'il dispose de presque tous les pouvoirs, tout au moins en France. C'est aussi ce que, par la force des choses, fait la grande majorité des citoyens, auxquels ne sont pas fournis tous les éléments d'appréciation indispensables.

Comment pourrait-on améliorer une telle situation? D'abord, en informant scrupuleusement la nation, notamment que par la propagande officielle et les attentats de l'opposition. Et instituant, par exemple, un office aussi indépendant que possible, disposant d'une chaîne de télévision nationale. En enlevant aux partis le monopole de la sélection des candidats et aux politiciens professionnels celui de se présenter. Monopoles de fait, certes, mais qui

n'en sont pas moins réels, avec cette conséquence néfaste que les meilleurs éléments de tous les champs d'activité essentiels à l'Etat sont éloignés ou s'éloignent d'eux-mêmes des voies tortueuses et humilantes donnant accès aux cimes du pouvoir. En fixant le mandat à cinq ans (quatre étant trop peu, sept étant trop), renouvelable une seule fois. En chargeant le Parlement du choix des ministres et les grands commis, pour réduire autant que possible « le fait du prince », et en refusant le *spoils system*, pillage fortement diminué aux Etats-Unis mais allégrement développé en France, comme si l'adulation inconditionnelle tenait lieu de valeur professionnelle.

Peu d'hommes résistent à l'encens des thuriferaires et au fumet des honneurs. Atatürk a très vite renoncé à la promesse qu'il s'était faite de relire régulièrement *l'Ancien chargé de relations*. Lord Acton a noté que « le pouvoir absolu corrompt et que le pouvoir absolu corrompt absolument ». Après avoir observé de près, en tant qu'ambassadeur de France, d'abord l'Allemagne de Hitler, puis l'Italie de Mussolini, André François-Poncet concluait: « La classe de sixième dure toute la vie... ».

(\*) Ancien consul général à Los Angeles.

## CORRESPONDANCE

### Les œuvres de Marx

M. Fred E. Schrader, de Ribérac (24), nous écrit:

Dans son article « Marx était-il marxiste? » (*Le Monde* du 26 juin), Christian Delacampagne fait allusion à « la fameuse MEGA » (quarante et un volumes publiés à Berlin-Est entre 1956 et 1968) et à « la nouvelle MEGA, mise en chantier par les mêmes éditeurs ». Il reste à préciser que c'est déjà en 1927 que la publication de la première MEGA (abréviation courante de: *Marx-Engels historisch-kritische Gesamtausgabe*) a commencé à Berlin, à Francfort-sur-le-Main et à Moscou, dirigée par David Rjazanov de l'Institut Marx-Engels à Moscou. Comme la plupart des manuscrits de Marx et Engels se trouvaient à Berlin dans les archives du parti socialiste allemand S.P.D., la publication a dû être arrêtée en 1933, les manuscrits étant transférés clandestinement à Copenhague, puis, en 1938, achetés par l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam qui les sauva de la Suisse par l'équipe Rosenberg de la SS allemande.

En 1956 commença la publication d'une autre édition des écrits de Marx et Engels en allemand. Il ne s'agit plus d'une continuation de la MEGA, mais tout simplement des *Œuvres* (*Marx-Engels Werke*, abréviation courante: *MEW*), édition établie par l'Institut pour le marxisme-léninisme de Berlin-Est d'une manière qui ne pouvait pas satisfaire aux exigences de recherche et laissait de nombreuses lacunes. Ce n'est qu'en 1972 qu'une nouvelle édition « critique » fut mise en route: la *Marx-Engels Gesamtausgabe* (abréviation courante: *MEGA2*) des deux Instituts pour le marxisme-léninisme de Moscou et de Berlin-Est. Plusieurs inédits importants, notamment les cahiers de 1861-1862 de Marx, ont été publiés dans cette édition rigoureusement complète. Il faut tout de même formuler des réserves sur l'établissement des textes et les annotations insatisfaisantes. Ainsi les *Œuvres*, publiées par Maximilien Rubel dans la « Bibliothèque de la Pléiade », se distinguent-elles nettement des éditions MEGA et MEW dans les annotations, tout en donnant plus de références historiques et bibliographiques.

AVANT TRAVAUX

# ORPHEE CLUB

50, rue du Four PARIS 75006

## LIQUIDATION TOTALE

par décision ministérielle (préfecture) du 30.12.1982

Toutes nos collections de prêt-à-porter de qualité pour femmes: pulls, jupes, vestes, ensembles, tailleurs, etc.

Démarque 30, 40 et 50 % Ouverture de 10 h à 19 h.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant: André Laurent, directeur de la publication

Ancien directeur: Hubert Bonin-Héry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0195-2037

هكزا من الأصل



Le Monde

# étranger

## L'évolution de la crise au Proche-Orient

Les Libanais ont fêté, mercredi 30 septembre, la réunification de leur capitale, divisée par la guerre depuis sept ans. Le retour de la vie à la normale a été marqué par la reprise du premier vol de la Middle East Airlines après près de quatre mois d'interdiction. Air France devait à son tour reprendre la liaison avec Beyrouth ce jeudi. Seule fausse note dans cette atmosphère de fête, la mort d'un fusilier marin américain de la Force multinationale de sécurité, qui a été tué par l'explosion d'une mine à l'aéroport de Beyrouth. Trois de ses camarades ont été blessés. Le président Reagan s'est déclaré « bouleversé » par cet « incident malheureux » qui n'affectera cependant pas la mission du contingent américain au Liban.

L'ancien président libanais, M. Camille Chamoun, a proposé jeudi la création d'un secrétariat de la Palestine, dans les limites du temps du mandat britannique, d'un Etat portant le nom de Confédération israélo-arabe de Palestine, qui pourrait remplacer selon lui l'actuel Etat d'Israël. Cette confédération comprendrait trois unités, l'une arabe,

composée de la Cisjordanie et de Gaza, et les deux autres israéliennes, situées respectivement, la première en Galilée occidentale (jusqu'à Haïfa) et l'autre dans la région de Tel-Aviv. La capitale confédérale serait Jérusalem et le gouvernement comprendrait « deux tiers de ministres israéliens ». Au bout de vingt-cinq ans, les deux communautés se prononceraient sur le maintien de ce système ou sur la formation de deux Etats séparés.

● **AUX NATIONS UNIES.** M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, a eu une série d'entretiens qu'il a jugés « positifs et encourageants » avec ses collègues de Syrie, de Jordanie et d'Egypte. Par ailleurs, le Conseil de sécurité a examiné à huis clos, jeudi, un projet de résolution chargeant le secrétaire général de l'ONU de désigner un représentant spécial pour examiner les circonstances et l'étendue des massacres de Sabra et Chatila. Le texte précise que cette enquête devra se faire de manière acceptable pour le gouvernement libanais, ce qui obligera sans doute ce représentant à se limiter à une étude de dossiers,

le gouvernement libanais ayant fait savoir qu'il ne souhaitait pas une enquête du Conseil de sécurité à Beyrouth.

● **AU CAIRE.** M. Philip Habib s'est entretenu jeudi avec M. Kamel Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères. Il a réaffirmé les engagements américains en faveur du maintien de la sécurité et de la stabilité du Liban et déclaré que l'accord sur le retrait de toutes les troupes étrangères stationnées dans ce pays était « une question de semaines ». M. Ali a, de son côté, précisé que l'Egypte est prête à fournir au Liban toute l'aide qu'il pourra réclamer.

● **AU VATICAN.** on précise que le patriarche Marinos V Hakim, chef de l'Eglise catholique melchite, qui est parti jeudi pour Beyrouth, va examiner les perspectives d'une prochaine visite du pape Jean-Paul II au Liban, à l'invitation du président Amine Gemayel, le mois prochain. Le nouveau président libanais pourrait lui-même rendre visite au souverain pontife en se rendant à l'Assemblée générale de l'ONU ou à son retour de New-York.

● **A DJEDDAH.** M. Yasser Arafat est revenu en Arabie Saoudite venant de Damas. Le président du comité exécutif de l'O.L.P., qui effectue une tournée des pays arabes, doit encore se rendre au Yémen du Nord, en Jordanie et dans les Emirats du Golfe.

● **A WASHINGTON.** la chaîne de télévision CBS a révélé que la firme américaine fabriquant les bombes à fragmentation avait continué ses livraisons à Israël en dépit de l'embargo décrété en juin par le président Reagan. Un fonctionnaire de la Maison Blanche a admis que l'administration avait « oublié » d'aviser la firme de l'interdiction.

● **A MOSCOU.** le journal des syndicats soviétique « Trud » consacre un éditorial d'une rare violence au « sionisme militant » de M. Begin. « Si dans les rues de Beyrouth on a utilisé les méthodes de liquidation du ghetto de Varsovie, dans les terres arabes occupées par Israël on a appliqué et on continue d'appliquer les méthodes des gauliers du III<sup>e</sup> Reich... Un Nuremberg viendra pour les criminels de guerre israéliens. » — (A.F.P., A.P., Reuters.)

### TANDIS QUE M. BEGIN ENVISAGE DE NOUVELLES ÉLECTIONS

### Les partis religieux sont en train de reconsidérer leur participation au gouvernement

De notre correspondant

Jérusalem. — Le sort du cabinet de M. Begin dépendra beaucoup, dans les semaines ou les mois à venir, de l'attitude des partis religieux, qui sont actuellement en train de reconsidérer leur participation à la coalition gouvernementale. Le parti national religieux (P.N.R.) et l'Agoudat Israël, qui comptent respectivement six et quatre sièges à la Knesset, auxquels il faut ajouter le parti Tami (deux sièges) — formation qui n'a pas par définition de caractère confessionnel mais est née l'an dernier d'une scission du P.N.R. — font figure de mains à côté de Likoud, qui compte quarante-huit députés. Mais leur appui est plus que jamais indispensable alors que le premier ministre ne dispose plus théoriquement que d'une voix de majorité.

Il y a, évidemment, de quoi remettre en cause son adhésion à une politique après l'affaire des massacres de Beyrouth alors que l'ensemble de la campagne israélienne en Liban est loin d'avoir donné tous les résultats habituellement escomptés par M. Begin et Sharon, notamment depuis que le gouvernement américain paraît « lâcher » ces derniers, proposant un plan de paix qui comme les récentes déclarations du roi Hussein de Jordanie, après le sommet arabe de Pékin, fait plutôt le jeu de l'opposition travailliste.

Malgré les démentis du président du parti travailliste, M. Shimon Peres, il semble bien que des contacts ont déjà eu lieu dans la perspective de voir les trois partis, aujourd'hui associés au Likoud, renverser leurs alliances. Ces formations ont cependant de multiples raisons d'hésiter avant de faire un choix, la première étant que M. Begin, même fortement ébranlé, conserve de sérieux atouts pour maintenir la présente coalition au pouvoir, voire se succéder à lui-même après de nouvelles et prochaines élections qu'il paraît souhaiter de plus en plus.

Le parti national religieux, depuis la création de l'Etat d'Israël, a toujours joué un rôle charnière. Sa présence n'a jamais cessé d'être nécessaire à la formation d'une coalition de gouvernement. C'est ainsi que, pendant vingt-neuf ans, le P.N.R. s'est allié au parti travailliste avant de se joindre au Likoud en 1977. Le P.N.R. s'est adapté, à l'instar de l'un de ses principaux dirigeants, M. Yasser Burg.

La carrière de ce dernier est un modèle de prudence, de souplesse et de longévité. Agé maintenant de soixante-trois ans, M. Burg siège au Parlement israélien depuis sa création. Il y a toujours décliné un portefeuille ministériel depuis 1951 et M. Begin lui a confié l'intérieur. Ces dernières années, le fossé s'est élargi entre le P.N.R. et le parti travailliste. En 1980, par exemple, l'insertion dans le programme travailliste d'une résolution prônant la reconnaissance par l'Etat d'Israël de tous les

courants du judaïsme a profondément irrité les dirigeants du P.N.R. Tenant de l'orthodoxie qui prévaut en Israël, le P.N.R. récuse l'officialisation des tendances (fortes dans la Diaspora et surtout aux Etats-Unis) des synagogues, « réformées » ou « conservatrices » (celle-ci, comme son nom de l'indique, est plutôt libérale et progressiste). Au contraire de l'Agoudat Israël, le P.N.R. refuse la théocratie mais réclame le respect des principes prescriptifs religieux par la législation civile de l'Etat. Cela n'a cependant pas empêché pendant longtemps le P.N.R. de faire bon ménage avec le mouvement travailliste laïc et socialisant, l'un et l'autre ayant grandement le sens du compromis.

Le conflit entre « laïcs » et « religieux » est bien davantage dû aux pressions de l'Agoudat Israël. C'est dans le domaine de la politique étrangère, principalement sur la question palestinienne et l'avenir des territoires occupés, que les divergences sont les plus grandes entre le P.N.R. et le parti travailliste, et qu'elles pourraient rendre assez délicate la participation du premier dans un nouveau gouvernement dirigé par M. Shimon Peres.

Avec la fréquentation du Likoud, les nationaux du Grand Israël, et notamment le Gouch Emounim (Bloc de la foi), ont pris de plus en plus d'importance dans l'appareil du parti. Ainsi le P.N.R. sous la houlette du rabbin Eliezer Berkovits, a-t-il poussé le gouvernement à multiplier les implantations en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. La grande majorité des colons dans les territoires occupés sont religieux. Mais M. Peres a raison de souligner que le P.N.R. est composite et que M. Abraham Melemed, député, est aussi « colombe » que la plupart des membres de l'aile gauche travailliste.

D'autre part, M. Zevulun Hammer, ministre de l'éducation, l'un des fondateurs du Gouch Emounim, vient apparemment de donner le signal de révisions déclinantes. Lui, le « feueux » a soudain déclaré au cours d'un débat télévisé qu'il éprouvait le besoin de « repenser beaucoup de choses, particulièrement maintenant, après la guerre (au Liban)... » surprenant et scandalisant ses amis, ce qui le 30 septembre, l'ont accusé de trahison. Il a ajouté : « La terre d'Israël (Eretz Israël, expression qui englobe les territoires occupés) n'est pas le seul facteur de médiation du monde. Nous devons aussi penser au peuple qui vit sur cette terre. »

Cette allusion aux Palestiniens et cette volonté manifeste d'un réexamen de ses positions ne pouvaient que choquer ceux qui, au P.N.R., restent favorables à l'annexion de la Cisjordanie et du territoire de Gaza, même si M. Hammer a affirmé qu'il continuait de croire au droit des Israéliens à s'installer dans ces territoires et persistait à refuser l'idée

d'un compromis territorial selon les travaillistes.

Cette évolution peut-elle conduire à un rapprochement avec le parti travailliste, comme l'avait déjà envisagé M. Burg au moment des élections générales de juin 1981 ? Il est encore trop tôt pour le savoir, les dirigeants du P.N.R. qui conservent dans l'ensemble plus d'affinités avec le Likoud qu'avec les travaillistes, préfèrent attendre le temps de la réflexion et se montrent circonspects, car tout changement risque d'être fatal en pareil, non seulement parce que cela pourrait provoquer un éclatement de la formation, mais aussi parce que cela pourrait nuire davantage à M. Begin à décider des élections anticipées dont le P.N.R. a tout lieu de craindre les résultats.

Le P.N.R. est en effet, en perte de vitesse. En 1981, il a perdu la moitié de ses sièges à la Knesset, et actuellement les sondages d'opinion indiquent que sa situation pourrait encore s'aggraver.

#### Imposer la loi divine

L'Agoudat Israël, qui représente les milieux religieux ultra-orthodoxes, en cas de création d'une nouvelle coalition, pourrait beaucoup moins de problèmes au parti travailliste pour définir sa politique étrangère et relancer le processus de paix. A ce sujet, les juifs intégristes sont souvent moins d'accord, d'autant plus qu'ils ne s'inté-

sent guère qu'à la politique intérieure pour renforcer leurs prérogatives, et imposer la loi divine selon la plus stricte observation de la vie publique. Mais c'est là que le bât blesse pour les travaillistes, car l'Agoudat Israël est d'une incroyable intransigence pour contraindre un gouvernement à se soumettre à sa conception théocratique.

M. Begin, pourtant, plus traditionaliste et moins réticent que les travaillistes, en sait quelque chose, lui qui vient d'être obligé de condamner la compagnie aérienne El Al à interrompre toutes ses activités durant les jours de sabbat et de fêtes religieuses. Et c'est l'Agoudat Israël qui déjà avait provoqué la chute du dernier gouvernement travailliste, en 1976, parce que le créneau officiel organisé pour la réception des premiers avions F-15 américains n'était pas terminé avant l'heure du repos sabbatique.

L'Agoudat Israël poursuit, lors de chaque élection, un grignotage méthodique : le dernier accord de coalition est consacré pour les deux tiers aux exigences de ce seul parti. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin, l'Agoudat Israël a obtenu de grandes satisfactions. Les lois sur l'avortement et sur les autopsies ont été rendues moins libérales ; on a dû faire une entorse au principe de l'égalité devant le service militaire, la conscription des jeunes

filles pratiquantes n'étant pas obligatoire.

Le grand rabbinat a réussi à limiter la recherche archéologique (pour empêcher la violation de sépultures juives) et, à cette occasion, M. Schlomo Goren a affirmé la primauté de la loi religieuse sur la loi civile. Après l'affaire d'El Al, l'Agoudat Israël a remis à plus tard la révision de la « loi de retour » (il remet notamment en cause les professions de foi qui ne sont pas faites devant un rabbin ultra-orthodoxe). Mais il n'y renonce pas. De surcroît, les représentants intégristes s'attirent les foudres d'une grande partie de l'opinion publique parce qu'après chaque scrutin ils obtiennent du gouvernement la promesse de nouvelles et substantielles subventions pour leurs institutions alors que, par exemple, les établissements scolaires publics manquent de plus en plus de crédits.

L'Agoudat Israël ne craint pas un retour aux urnes. Son électoral est stable. Et, avec sérénité, son état-major vient de laisser entendre qu'il était plutôt enclin à préférer un changement de gouvernement. Les dirigeants de l'Agoudat Israël paraissent encoeuragés par les éventuelles promesses que pourrait leur faire M. Peres. Ce dernier s'est gardé de dire qu'un gouvernement qu'il dirigeait reviendrait sur l'arrêt des vols d'El Al le samedi.

Le parti Tami, qui veut représenter les « arabes » des Israéliens originaires des pays arabes,

FRANCIS CORNU.



### Une conversation de salon

(Entendu au 69<sup>e</sup> Salon de l'Automobile à Paris).

- Cher ami, avez-vous vu la nouvelle Buick Century?
- Oui, mon cher, évidemment. Tout le monde l'a vue!
- J'admire son luxe traditionnel américain.
- Et sa technologie d'avant-garde... Pensez...!
- Une traction avant, moteur transversal... Sa direction assistée à crémaillère... Quelle précision!
- Oh! Ses lignes, cher ami, ses lignes aérodynamiques!
- Ah! Cette finition, exceptionnelle quoi!
- Oui, cher ami, elle a tous les automatismes du confort américain! Entre nous, sachiez-vous qu'elle

- est disponible en France?
- Mais oui! En deux versions 431 diesel V6, 12 CV ou 2.81 V6 essence, 13 CV.
- Allons la voir, elle me manque déjà.



THE NEW AMERICANS FROM GENERAL MOTORS  
CHEVROLET PONTIAC OLDSMOBILE BUICK CADILLAC

Salon de l'Auto, Porte de Versailles du 30 Septembre au 10 Octobre Stand T12 Hall C, ou alors chez les distributeurs officiels à Paris : J. CHARLES 16<sup>e</sup> - Tel. 524.43.33 ou R. PETIT S.A. 19<sup>e</sup> - Tel. 607.93.92.

### M. IBRAHIM SOUSS : les massacres de Sabra et de Chatila visaient à expulser les Palestiniens du Liban

« La tuerie de Sabra et de Chatila n'est pas une tuerie. Elle est bel et bien le maillon d'une chaîne d'actes de terreur visant à expulser toujours plus loin de leur terre, en matérialisant une menace d'extermination physique, les hommes, les femmes et les enfants de Palestine », a déclaré, jeudi 30 septembre, M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. en France, en réponse aux déclarations de M. Sharon au « Club de la presse » d'Europe. M. Souss, la responsabilité d'Israël (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre).

« Ce n'est pas en mettant en cause leurs agendes (les plans) que les dirigeants israéliens pourront gommer l'image accablante de leur acte criminel », a poursuivi M. Souss. « Depuis l'époque du mandat britannique, de multiples massacres ont eu lieu qui n'étaient pas des bagarres mais le résultat de décisions froidement arrêtées visant à terroriser ou à chasser de sa

terre le peuple palestinien », a-t-il ajouté. A ce propos, M. Souss a cité le massacre du village de Deir Yassin en avril 1948, du village de Qibya en 1953, de Kafr Kassem en octobre 1956. « Tous ces massacres ont été perpétrés pour imposer à la population arabe du Liban et par l'unité 101 de l'armée israélienne, dont les chefs étaient respectivement Begin, Shamir et Sharon » (trois noms qui figurent dans le rapport de l'enquête de la commission d'enquête de la défense de l'Etat hébreu), a-t-il souligné.

En conclusion, il a qualifié de « coupures » les voix qui, en Israël, se sont élevées pour dénoncer ce « crime horrible » et il a exprimé l'espoir que « l'indignation soulevée par ce massacre marquera le commencement de la fin de cette inacceptable mentalité morale que l'Occident, capable des massacres des juifs d'Europe, a trop longtemps octroyée à Israël ».

502 من الامم







EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

# M. Kohl ou la longue marche de l'autre Helmut

M. Helmut Kohl à la chancellerie, c'est, pour beaucoup, l'inconnu dans la maison fédérale. Sans doute cette remarque vaut-elle plus pour l'étranger que pour la R.F.A. elle-même, où sa déjà longue carrière politique ne risque pas de le faire passer pour un nouveau venu de la vie publique. Mais même outre-Rhin, par rapport à un Helmut Schmidt, à un Willy Brandt, ou à un Franz-Josef Strauss, sa personnalité paraît d'autant moins facile à cerner que ses adversaires lui ont toujours reproché de n'en avoir aucune. Sévérité de jugement que pouvaient au demeurant encourager certains propos égrégés de ses propres « amis », dont l'indulgence fut parfois assez faible à cet égard, tout particulièrement lorsqu'il s'agissait de rixes au sein de la famille chrétienne-démocrate.

Tout commence à Ludwigshafen, en 1947, tandis que dans les ruines d'une certaine Allemagne une autre est en train de naître. Le jeune Helmut Kohl — né le 3 avril 1930, il n'est encore qu'un lycéen de dix-sept ans — fonde avec quelques amis la Junge Union, le mouvement de jeunesse des chrétiens-démocrates, de sa ville natale. Deux ans plus tard, étudiant, il participe à la première campagne électorale nationale de la République fédérale, qui vient d'être officiellement fondée et doit désigner son Bundestag : il fait partie du groupe d'orateurs que la C.D.U. a mis sur pied pour « tourner » d'une réunion à l'autre. Premières armes militantes, premier contact avec le public dont il gardera le goût du débat de type « préau d'école », la capacité, sur une place de marché ou la sortie d'une usine, de faire passer les idées qu'il défend, mais aussi peut-être, une certaine répulsion à l'égard des effets de tribune. De ce point de vue, M. Kohl sera, au moins autant que l'anti-Schmidt, l'anti-Strauss.

La C.D.U. de Konrad Adenauer l'emporte sans surprise et, durant quelques années, le militant Kohl se consacre prioritairement à ses études, à l'université de Heidelberg,

## Le plus jeune député

Entre-temps, Helmut Kohl est passé du militantisme jeune à la C.D.U. des adultes. L'année qui suit la fin de ses études, il devient député des chrétiens-démocrates de Ludwigshafen, puis entre au Landtag de Rhénanie-Palatinat, dont il est, à vingt-neuf ans, le plus jeune député. De l'assemblée régionale au conseil municipal de la grande cité rhénane, il n'y a qu'un pas, qu'il franchit en 1960 tout en consolidant sa position personnelle dans les instances locales de la C.D.U. Quatre ans plus tard, tout en continuant de s'implanter localement, il rejoint enfin le comité directeur des chrétiens-démocrates à Bonn. Il a trente-quatre ans, et une ambition que ses premiers succès régionaux ne peuvent qu'encourager. Même s'il préfère donner, plutôt que l'image de l'homme pressé, à celle de l'homme tranquille.

Les élections générales de 1965 lui fournissent l'occasion d'élargir ses contacts et son audience, en particulier en nouant des liens avec la direction de la C.D.U. de régions voisines pour mener une offensive commune. Avec succès : dans la Hesse, en Saxe, dans le Bade-Wurtemberg, son parti marque des points spectaculaires. Ce dernier saura s'en souvenir : l'année suivante, M. Helmut Kohl devient président de la C.D.U. du Land de Rhénanie-Palatinat, ce qui doit logiquement, sauf accident, le conduire à succéder au ministre-

président Peter Altmeier. Ce sera chose faite en 1969. Et, en 1971, son parti conquiert la majorité absolue au Landtag.

Avec la quarantaine, et dans le prolongement de ces succès flatteurs mais encore limités géographiquement, vient un appétit nouveau pour des responsabilités plus directement nationales. En 1970, M. Helmut Kohl participe à l'élaboration d'un nouveau programme pour la C.D.U., qui commence à accuser son âge sous le règne du chancelier Kiesinger. Le parti chrétien-démocrate doit désigner son nouveau président, qui serait tout naturellement candidat à la chancellerie à l'occasion des prochaines élections au Bundestag : M. Kohl fait à cette occasion son premier grand « tour de piste » au niveau fédéral contre M. Rainer Barzel. Ce dernier l'emporte, comme on s'y attendait.

Qu'importe au ministre-président de Rhénanie-Palatinat : il a pris date. Et dans les meilleures conditions possibles, puisque M. Barzel ne peut l'ôter du jeu. La victoire des sociaux-démocrates de M. Brandt aux élections de 1972. Un an plus tard, M. Kohl devient président de la C.D.U., et doit donc être chargé de diriger la campagne pour les élections générales en 1976, au cours desquelles il briguera, pour la première fois, la chancellerie.

Après avoir opéré de spectaculaires réformes, M. Willy Brandt doit quitter le pouvoir en catastrophe en 1974, à la suite de l'affaire Gültzow et dans un climat général d'espionnage assez pénible. C'est donc son successeur, le chancelier Schmidt, que M. Kohl doit affronter en 1976. C'est le premier grand face-à-face de deux hommes qui n'ont pas fini d'être découverts. Le chef du gouvernement sortant l'emporte, certes. Mais dans des conditions ambiguës : 2900...bigues, dont la crise de cet automne 1982 sera le lointain aboutissement ; la C.D.U. s'affirme comme le premier parti de la République fédérale, elle frise la majorité absolue des suffrages. Un résultat que M. Schmidt ne pourra atteindre en 1980, et que les fidèles du nouveau chancelier, choisisse-t-on allemand ne manquent jamais de rappeler à ses détracteurs. D'autant plus que, sous sa direction, la formation chrétienne-démocrate est devenue un parti de masse, doublant ses effectifs en quelques années pour atteindre 750 000 membres.

## La « géant noir »

Il reste que, relégué au rang de deuxième formation du pays, le S.P.D. est seul en mesure de réunir une majorité absolue au Bundestag puisque les libéraux, fidèles à leur stratégie d'alliance avec celui des deux grands partis auquel ils sont le plus indispensables, choisissent la formule d'un chancelier de centre gauche, et désignent les appels des sirènes chrétiennes-démocrates. Ce choix pourrait marquer l'échec d'une stratégie à laquelle M. Kohl ne va au contraire cesser de marquer sa préférence, et qui consiste à miser, à plus ou moins long terme, sur un retour du F.D.P. de M. Genscher vers une alliance à droite qu'il juge sensiblement plus naturelle, compte tenu des positions des uns et des autres dans le domaine économique.

Les conditions dans lesquelles, en vue des élections du 5 octobre 1980, M. Franz-Josef Strauss l'emporte finalement sur M. Kohl comme candidat à la chancellerie paraissent indiquer que cette stratégie est battue en brèche par une majorité des dirigeants chrétiens-démocrates. En choisissant le ministre-président de Bavière, dont la renuanta C.S.U. (chrétien-social) est toujours plus ou moins en rupture de ban avec la C.D.U., ils semblent, en effet, faire choix d'une attitude plus offensive à l'égard des libéraux, définitivement considérés comme des traîtres, de préférence à tout effort de séduction en direction des amis du vice-chancelier Genscher. Bon prince, mais n'en pensant pas moins, la président de la C.D.U. s'incarne dans ce robuste gaillard de 1,93 mètre, aussi brun que tant de ses compatriotes sont blonds. Et il n'est pas sûr que ce Rhénan fidèle à ses origines, qui ne manquerait pour rien au monde un de ces camavals qui réchauffent les hivers du « Varter Rhein », et tranche aujourd'hui à son profit la querelle des hommes du Nord (dont M. Schmidt est l'archétype) et des « sudistes » à la Strauss, ne finisse pas par trouver le chemin du cœur de cette Allemagne profonde avec laquelle, qu'ils le veuillent ou non, les hommes politiques de Bonn sont bien obligés de compter à chaque instant. Allemagne profonde, mais non pas passésiste : M. Kohl joue d'ordinaire beaucoup moins sur le registre de la vieille culture germanique, ou de l'histoire — où il assure pourtant trouver de très éclairantes leçons pour la présent — que celui d'une Allemagne moderne, tournée vers l'économie dont il n'est certes pas un spécialiste.

Entre-temps, il a eu la sagesse de s'opposer à une autre opération que ses amis avaient commencé de lancer, et qui aurait consisté à implanter la C.D.U. en Bavière, pour faire pièce aux menaces de M. Strauss de lancer la C.S.U. à l'assaut de l'ensemble de l'électorat ouest-allemand en créant un véritable « quatrième parti ». Toute cette offensive, ou plutôt cette contre-offensive, était déjà prête à la C.D.U., jusqu'aux « listings » d'ordinateurs. Pour être sûr qu'elle n'eura pas lieu, M. Kohl fait détruire les bandes magnétiques. Il sait déjà que, si exaspérés que lui apparemment soient le ministre-président de Bavière et sa stratégie « musclee », il aura, le jour venu, besoin de lui.

Le 5 jour venu, c'est ce 1<sup>er</sup> octobre 1982 où, enfin, la pari fait par M. Kohl sur un revirement des libéraux trouve, pour le président de la C.D.U., sa récompense. Un pari qu'il lança dans le scepticisme de bon nombre de ses amis, et sous les sarcasmes de ses adversaires, qu'il maintint lorsqu'une autre stratégie semblait prévaloir ; et que les désenchantements provoqués par la crise économique lui auront, parmi d'autres facteurs, permis de tenir.

Mais de tenir jusqu'où ? Il est désormais mieux placé qu'auparavant pour savoir la fragilité des libéraux. Fragilité dans leurs alliances, mais aussi fragilité dans un électorat qui n'apprécie visiblement guère — les élections régionales de Hesse l'ont montré dimanche — certaines infidélités. Il lui reste cinq mois pour faire des élections anticipées de mars prochain un triomphe pour son parti — les sondages sont encourageants pour la C.D.U. à cet égard — mais aussi une consécration personnelle — et là, le pronostic est beaucoup plus incertain.

Ses amis vont, il est vrai, s'employer à populariser l'image du « géant noir », comme on dit depuis longtemps outre-Rhin pour parler de ce robuste gaillard de 1,93 mètre, aussi brun que tant de ses compatriotes sont blonds. Et il n'est pas sûr que ce Rhénan fidèle à ses origines, qui ne manquerait pour rien au monde un de ces camavals qui réchauffent les hivers du « Varter Rhein », et tranche aujourd'hui à son profit la querelle des hommes du Nord (dont M. Schmidt est l'archétype) et des « sudistes » à la Strauss, ne finisse pas par trouver le chemin du cœur de cette Allemagne profonde avec laquelle, qu'ils le veuillent ou non, les hommes politiques de Bonn sont bien obligés de compter à chaque instant. Allemagne profonde, mais non pas passésiste : M. Kohl joue d'ordinaire beaucoup moins sur le registre de la vieille culture germanique, ou de l'histoire — où il assure pourtant trouver de très éclairantes leçons pour la présent — que celui d'une Allemagne moderne, tournée vers l'économie dont il n'est certes pas un spécialiste.

## De droite ? certes...

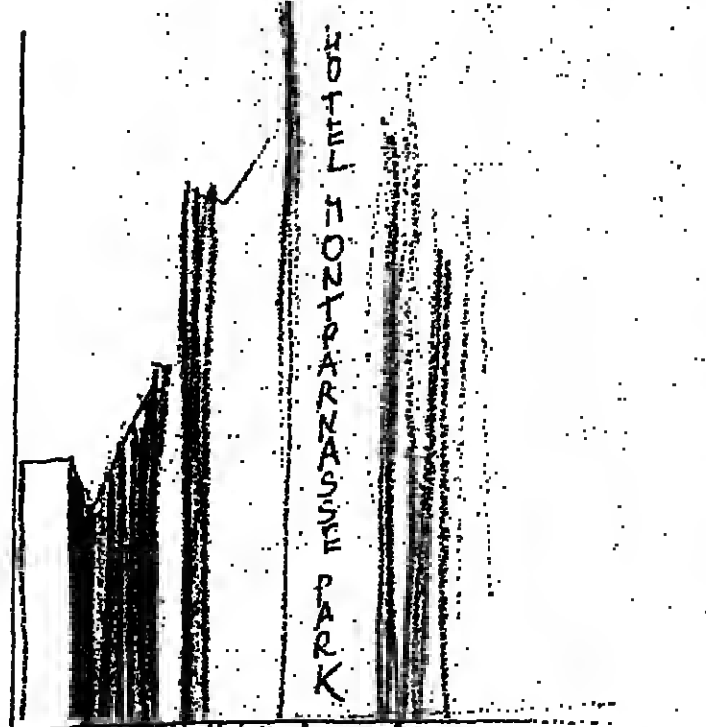
M. Kohl est la chancellerie, c'est un peu la « roi-citoyen ». Bourgeois gentilhomme, si l'on veut — mais un M. Jourdain qui aurait tout de même passé l'agrégation. Il y a chez lui un côté « altérgisch », comme disent les Allemands, un côté « vie quotidienne », dont l'avenir dira s'il demeure compatible, avec ses nouvelles fonctions et si les électeurs s'y reconnaissent. Ce « géant noir » — là n'a pas à se vouloir bonhomme pour séduire : il l'est, et il reste d'ailleurs à prouver que cela séduit.

Il a finalement assez peu parlé programme, jusqu'à présent. Il est vrai que son pragmatisme lui permet de mesurer à quel point, dans le contexte de crise mondiale qui a pour le moins favorisé sa victoire, tout engagement trop précis ne peut que lier les mains à un futur gouvernement dont le rôle essentiel sera de naviguer à vue, le moins mal possible. Tout au plus peut-on le situer à peu près au centre de la démocratie chrétienne ouest-allemande. Ce qui ne l'empêche pas, sur le plan international, de cultiver des amitiés plus marquées — dont celle du R.P.R., au sein de l'Union démocratique européenne, dont M. Chirac avait accueilli une des réunions en juillet dernier à l'Hôtel de Ville de Paris.

Francophilie ? Ses amis l'assurent... à leurs interlocuteurs français. D'ailleurs, n'est-il pas rhénan, donc issu de ce milieu où le fleuve européen par excellence réunit (après les avoir tant divisés) l'Allemagne et la France ? Très proche des Américains ? Ni plus ni moins que l'ensemble de son parti, sans doute, c'est-à-dire assez. M. Kohl ne cache pas sa volonté de redonner un nouveau souffle à l'alliance qui lie son pays aux Etats-Unis. Mais il ne sera pas moins tenu que ses prédécesseurs par l'évolution des rapports entre Bonn et Moscou, et aussi entre la R.F.A. et l'ensemble de l'Europe de l'Est.

Homme de droite, pourtant ? Oui. Mais de cette droite allemande « républicaine » et moderniste, sinon toujours parfaitement moderne, libérée des complexes et des ambiguïtés héritées des heures les plus sombres de l'histoire du pays. N'est-il pas d'ailleurs, le premier chancelier que son âge dispense même d'avoir à évoquer son passé ? De cette droite qui ne tient pas plus l'infirmité du patronat pour un point du dogme que toute revendication syndicale pour une diabolique manœuvre des « marxistes ». Et qui prétend faire de la « société Allemagne » une affaire qui se son mieux que d'autres (ou encore mieux) de la crise mondiale. De cette droite qui effime aujourd'hui incarner le réalisme — une qualité que l'on prise toujours fort en Allemagne — sans renoncer à la quête du « supplément d'âme ». Bref, de cette droite qui cherche à s'affirmer, en R.F.A. comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, comme « une idée qui fait son chemin ».

BERNARD BRIGOLEUX.



**MONTPARNASSE PARK HOTEL**  
Groupe Suisse Nova - Park

19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris. Tél. : 320.15.51. Téléc. : 200135.

La nouvelle enseigne vive gauche.

Le Groupe Suisse Nova-Park : une réputation d'excellence, une philosophie hôtelière originale, le goût de la vie et du rythme. A Montparnasse brille maintenant l'enseigne du troisième hôtel Nova-Park de Paris. 1000 chambres, 1000 m<sup>2</sup> d'espace business modulable. 2 restaurants, 1 bar. Une ambiance musicale chaleureuse. Des réservations promptes et sûres. Montparnasse Park Hôtel de très grands services.

**STERN**  
GRAVEUR

depuis 1840  
Cartes de visite  
Invitations

Papiers à lettres  
de prestige  
pour Sociétés

Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

**Belgrade**

Départ 15 h 15-Arrivée Paris Orly Sud 20 h 05 via Vienne

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9.

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66.

Venez les essayer au calme.  
Toutes les Mercedes  
sont à la Grande Cascade du Bois de Boulogne.



Du 30 septembre au 10 octobre, venez tranquillement regarder, comparer et essayer les Mercedes 1983 à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. Tous les modèles sont là, des 4 x 4 au coupé 500 SEC. Vous pourrez les conduire et apprécier vous-même les derniers perfectionnements présentés au Salon.

Mercedes-Benz



# ASIE

## Chine

### Tous les militaires condamnés lors du procès de Pékin en 1980 sont sortis de prison avant terme en «raison de leur état de santé»

Pékin. — La réception que donne, chaque année, dans la soirée du 30 septembre, le gouvernement chinois pour célébrer l'anniversaire de la fondation de la République populaire est généralement appréciée par les invités étrangers, pour une raison simple : elle est pour eux l'une des rares occasions d'entrer en contact direct avec d'importantes personnalités du régime et d'obtenir ainsi de première main des informations qui, pour des raisons diverses, n'ont pas encore filtré hors des cercles immédiats du pouvoir.

La cérémonie organisée jeudi dans la grande salle du Palais du peuple, en présence de M. Zhao Ziyang, premier ministre, n'a pas manqué à la règle. A peine M. Zhao avait-il terminé son toast que l'un des principaux chefs de l'armée, l'ancien général Wu Xiquan, n'hésitait pas à faire à trois ou quatre journalistes une révélation de taille : tous les accusés militaires jugés à la fin de 1980 dans le cadre du procès de Pékin contre la « bande des quatre » et les complices du Lin Biao ont été relâchés depuis un certain temps et se trouvent actuellement dans un hôpital administré par l'armée de libération. En réponse à nos questions, M. Wu a indiqué que cette mesure avait été prise « en raison de l'état de santé des condamnés ». « Il s'agit, a précisé M. Wu Xiquan, d'un acte de grâce et non d'un acte de clemence. Mais il était bon, ensuite, de faire preuve envers eux d'humanité révolutionnaire ».

A quelle date se situe la fin de l'emprisonnement de ces personnes ? Le général Wu Xiquan ne l'a pas précisé, mais on peut supposer qu'il s'agit là d'une mesure prise il y a plusieurs mois et qui a été déterminée, outre l'état de santé des

De notre correspondant

détenus, par des considérations politiques dans la perspective de la réunion du douzième congrès du parti. Selon des sources dignes de foi, il semble, en effet, que la question du sort à réserver à la « bande des quatre » et à ses complices est plus généralement, de l'attitude à observer envers les « gauchistes » et fait l'objet de discussions au plus haut niveau. Ces échanges de vues, selon les mêmes sources, auraient fait apparaître des divergences entre les partisans de la fermeté et ceux portés à plus de compréhension, les uns et les autres étant également divisés quant à l'influence des rangs du parti du « libéralisme bourgeois ».

## Compromis

Le débat, ainsi que le déroulement du congrès l'a montré, s'est finalement terminé en faveur de ceux qui préconisaient la poursuite de la lutte contre le gauchisme, tenu pour « principal responsable » des erreurs du parti. Mais des compromis ont dû être passés, notamment avec l'armée et la sécurité. La libération anticipée des accusés militaires du procès de la bande des quatre en serait l'un des éléments.

Les mesures de clémence pour les principaux membres des « cliques contre-révolutionnaires » de Lin Biao et de Jiang Qing — il est acquis que la venue de Mao ne sera pas oubliée à l'impulsion du surse de deux ans dont elle a bénéficié — sont cependant contrebalancées par le fait que obtenu par M. Deng Xiaoping pour la mise en jugement de comparses de la « bande des quatre » dans l'attente d'un procès depuis 1976. Ainsi des associés de Mme Jiang Qing à Shanghai ont-ils été condamnés à de lourdes peines, à la veille de l'ouverture du

deuxième congrès, et un autre procès vient-il d'être signalé dans le Hailongjiang.

Par ailleurs, les grands perdants de cet arrangement, lâchés en même temps par les deux camps, auraient été le ministre de la défense, M. Gang Biao, que les militaires n'auraient pas beaucoup aidé à conserver son poste au bureau politique, et M. Wei Guoqing, écarté il y a une dizaine de jours de la direction du département politique de l'armée au profit de M. Yu Qili. Des divergences en matière idéologique opposaient, depuis déjà un certain temps, M. Wei à M. Deng Xiaoping. Son remplacement par M. Yu Qili, l'un des hommes protégés par Zhou Enlai pendant la révolution culturelle, devait contribuer à une meilleure harmonisation entre le travail politique dans l'armée et les orientations idéologiques du régime.

Marqué par un optimisme débridé, le discours de Zhao Ziyang a surtout intéressé par la proclamation de « la volonté unanime et indéniable du peuple chinois de réaliser au plus tôt la grande œuvre de réunification de la patrie ».

## Avertissement

sur Hongkong

Au lendemain de la visite de Mme Thatcher, l'affaire de Hongkong continue, en effet, de susciter ici maintes réflexions.

Pour sa part, le ministère chinois des affaires étrangères a fait, dans la journée de jeudi, une mise au point particulièrement nette, qui dénote une irritation à la suite des propos tenus à Hongkong par le ministre britannique. Mme Thatcher avait insisté sur la nécessité pour la Chine de respecter les traités signés au dix-neuvième siècle par l'empire des Qing avec Londres. Réaffirmant que Hongkong est « une partie du territoire chinois », la déclaration du ministre indique que « le gouvernement de la République populaire de Chine n'est pas lié par ces traités inégaux (...), qui n'ont jamais été acceptés par le peuple chinois ».

En conclusion, la déclaration affirme sans ambages que « l'ensemble de la région de Hongkong sera récupérée (par le gouvernement de la R.P.C.) lorsque les conditions seront mûres ». L'avertissement est clair et ne fait que confirmer la fermeté de la position adoptée actuellement par Pékin en cette affaire.

Enfin, et dans un autre ordre d'idées, l'agence Chine nouvelle fait état d'un message transmis, ce 1er octobre, par le président du Soviet suprême et le conseil des ministres de l'U.R.S.S. au comité permanent de l'Assemblée nationale populaire et au gouvernement chinois à l'occasion de la fête nationale de la République populaire.

Le message félicite le peuple chinois pour le succès de la révolution culturelle et le rôle joué par le peuple chinois dans la reprise des conversations sino-soviétiques, envisagées maintenant pour le mi-octobre.

MANUEL LUCBERT.

IA Moscou. M. Leonid Dytchek, vice-président soviétique des affaires étrangères, a déclaré jeudi à la réception offerte par l'ambassadeur de Chine, a confirmé qu'il se rendrait à Pékin vers la mi-octobre, sur invitation du gouvernement chinois, pour y assister aux pourparlers préliminaires sur une éventuelle normalisation des relations sino-soviétiques.

(Interim.)

# AMÉRIQUES

## Canada

### M. Trudeau a parachuté un remaniement ministériel destiné à rassurer les milieux d'affaires

De notre correspondant

Montréal. — M. Pierre Elliott Trudeau a réglé, jeudi 30 septembre, le deuxième acte du chassé-croisé de ses ministères, qui vise à améliorer l'image de marque du cabinet libéral. Le 10 septembre dernier, le premier ministre avait redistribué les premiers rôles en nommant notamment M. Marc Lalonde aux finances, M. Allan Rock aux affaires extérieures, M. Jean Chrétien à l'énergie et M. Mark MacGuigan à la justice (le Monde daté 12-13 septembre).

Cette fois, treize ministères ont été invités à troquer leurs portefeuilles. Aucune figure nouvelle n'entre dans l'équipe gouvernementale. En revanche, certains changements ne sont pas anodins. En permettant à M. Donald Johnston de la présidence du conseil du Trésor, du ministère d'Etat au développement économique et M. Ed Lumley du commerce extérieur au ministère de l'industrie et de l'expansion ré-

gionale, M. Trudeau a sans aucun doute voulu rassurer le patronat et les investisseurs potentiels.

Il s'agit en effet de deux personnalités plutôt marquées à droite.

Le grand perdant de l'opération est M. Herb Gray, qui passe de l'industrie au conseil du Trésor. Il paie vraisemblablement le fait d'avoir été le responsable de la FIRA, l'agence chargée de donner son aval aux investissements étrangers, devenue la cible privilégiée des principaux partenaires commerciaux du Canada, surtout des Etats-Unis.

D'autre part, le dossier de la coopération du Canada avec les Etats francophones a été enlevé à M. Pierre de Baul, relégué au ministère des pêches, pour être confié à M. Charles Lapointe, venu du ministère d'Etat à la petite entreprise.

## LE NOUVEAU CABINET

Voici la composition du cabinet après le remaniement de jeudi (1) :

- Premier ministre : M. Pierre Elliott Trudeau.
- Vice-premier ministre, ministre des affaires extérieures : M. Allan Rock.
- Transports : M. Jean-Luc Pepin.
- Energie : M. Jean Chrétien.
- Affaires indiennes : M. John Munro.
- Leader du gouvernement au Sénat : M. Bud O'Connor.
- Président du conseil du Trésor : M. Herb Gray.
- Agriculture : M. Eugène Whelan.
- Consommation : M. André Ouellet.
- Finances : M. Marc Lalonde.
- Santé : M. Ray Perrault.
- Travaux publics : M. Roméo LeBlanc.
- Environnement : M. John Roberts.
- Efficacité sociale : Mme Monique Bégin.
- Approvisionnement et services : M. Jean-Jacques Blais.
- Communications : M. Francis Fox.
- Défense : M. Gilles Lamontagne.
- Pêches : M. Pierre de Baul.
- Ministère chargé de l'Office du bi : M. RAZET ARGUE.
- Commerce international :

- M. Gerald Regan (\*).
- Justice : M. Mark MacGuigan.
- Solliciteur général (police) : M. Robert Kaplan.
- Multiculturalisme : M. James Fleming (\*).
- Petites entreprises : M. William Rompkey (\*).
- Revenu national : M. Pierre Bouchard.
- Relations extérieures (pays francophones) : M. Charles Lapointe (\*).
- Président du conseil privé (leader à la chambre) : M. Yvon Pinard.
- Industrie et expansion régionale : M. Ed Lumley.
- Ministère d'Etat aux finances : M. Donald Johnston (\*).
- Emploi et immigration : M. Lloyd Axworthy.
- Ministère d'Etat aux finances : M. Paul Cosgrove (\*).
- Ministère d'Etat aux mines, chargé de la condition féminine : Mme Judy Erola (\*).
- Développement social : M. Jack Austin (\*).
- Travaux : M. Charles Caccia.
- Education et culture : M. Serge Joyal.
- Anciens combattants : M. Bennett Campbell.

(1) Les personnalités dont le nom est suivi d'un astérisque ont le rang de ministre d'Etat, ou conseiller à celui de secrétaire d'Etat en France.

# DIPLOMATIE

## LA VISITE DU CHEF DE L'ETAT AU CONSEIL DE L'EUROPE

### M. Mitterrand a marqué sa sollicitude pour la défense des droits de l'homme et la construction européenne

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le long discours prononcé jeudi 30 septembre par M. Mitterrand devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe — auquel il rendait sa première visite de président de la République — ne pouvait guère échapper à la forme d'éloquence et aux rites oratoires qui sont de mise lorsqu'une instance internationale de cette nature reçoit un chef d'Etat. Ce dernier y a donc sacrifié dans les formes convenues (nos dernières éditions). Mais les propos présidentiels répondaient aussi, à l'évidence, à d'autres desseins que celui d'un exercice de style.

Le premier était sans doute de rappeler que l'un des effets du « changement » opéré en France depuis un an et demi aura été de mettre le conduits du pouvoir politique français en meilleure conformité avec les engagements européens de Paris en faveur des droits de l'homme. Le président a rappelé les progrès récemment accomplis à cet égard, et une satisfaction donnée aux simples citoyens de saisir directement la Cour européenne des droits de l'homme, abolition de la peine de mort ; adoption d'une législation plus libérale en matière civile et pénale. « Mon pays, a-t-il estimé, est trop longtemps resté en marge. Ce temps est révolu. La France est au rendez-vous des libertés ».

Des libertés sur la dimension économique et sociale auxquelles M. Mitterrand a également mis l'accent. Que signifiaient les droits et les principes du droit public, a-t-il demandé, si ces droits étaient vidés de leur substance par le seul fait que, dans le déroulement de la vie sociale et dans les structures économiques, ils ne protégeaient aucunement ceux qui ont le plus besoin de l'être, en particulier ceux qui appartiennent au tiers inférieur, les femmes, les enfants, les handicapés ? Il a notamment insisté sur le sort de « ceux qui travaillent trop, mais surtout ceux qui ne trouvent pas assez » à cause du chômage. Il s'agissait ainsi de répondre à l'argumentation de ceux qui — dans le monde communiste tout particulièrement — accusent des institutions occidentales, comme le Conseil de l'Europe de ne se

préoccuper que des libertés « formelles », voire « bourgeoises », et non d'autres droits de l'homme comme celui d'avoir un emploi.

Où était sa revanche à d'autres détracteurs que s'adressait la mise au point faite par le chef de l'Etat à propos du dialogue avec l'Est. Un dialogue, a-t-il souligné, qui n'est certes la condition de la « sauvegarde commune » des peuples d'Europe, s'agissant notamment du désarmement (et aussi de la défense d'un patrimoine culturel commun). Mais un dialogue dans lequel les démocraties que regroupent le Conseil de l'Europe doivent conserver un garde-fou, une « rampe de sécurité » : les droits de l'homme.

La seconde grande idée qui sous-tendait l'intervention présidentielle est que, en matière de libertés, « si la lutte a longtemps été un combat pour des textes, elle est aujourd'hui un combat pour leur application ». M. Mitterrand considère, certes, que le champ de ces libertés peut toujours être élargi juridiquement, qu'il s'agisse des législations nationales, de leur harmonisation entre partenaires européens, ou des grands accords internationaux comme ceux d'Amsterdam. Mais il estime que, dans l'ensemble, d'excellents instruments juridiques existent déjà pour défendre les droits de l'homme : encore faut-il que traités, conventions ou proclamations ne demeurent pas autant de vœux pieux. Cette vigilance est d'autant plus nécessaire, selon lui, sur les « grands principes » bien peu de régimes osent affirmer leur désapprobation, à commencer par ceux de l'Est.

Enfin, le chef de l'Etat a tenu à marquer d'une façon un peu solennelle un regain d'intérêt de la France à l'égard du Conseil de l'Europe, où cette intention, à son avis, ne saurait être que la conséquence de certaines réformes de son auditoire, n'est pas passée inaperçue. Le président de l'Assemblée parlementaire, M. José-María de Arellano (Espagne), a salué la venue de M. Mitterrand comme « la plus éclatante depuis la création du Conseil, en

1949 ». Réflexion d'autant plus méritoire que le roi Juan Carlos en avait lui-même été l'hôte il y a peu. An cours d'une péroraison où il n'a pas hésité à se réclamer d'une certaine filiation spirituelle avec Jean Monnet et Robert Schuman, tout en indiquant qu'il avait pas partagé toutes leurs options, M. Mitterrand avait, il est vrai, prononcé un « éloge de l'Europe » allant bien au-delà du propos de circonstance.

Cette sollicitude appuyée pour la construction européenne, et ce souci d'y marquer fermement la place de la France, se sont également manifestés par l'insistance avec laquelle M. Mitterrand a rappelé que, si le Conseil de l'Europe accueillait jeudi le président de la République française, celle-ci accueillait de son côté le Conseil depuis sa création. Et aussi dans le fait que M. Mitterrand, après le déjeuner suivi d'une visite à l'Institut international des droits de l'homme, et avant de gagner Mulhouse en hélicoptère, s'est entretenu avec les élus alsaciens (et en particulier avec M. Pierre Frimlin, maire de la ville) du rôle que joue Strasbourg à cet égard. Il a assuré que la « capitale » régionale était aussi « celle de l'Europe ». « C'est un fait acquis », a-t-il déclaré.

Il semble donc se confirmer que l'Etat reconstruit le contrat qui le lie à la ville de Strasbourg et au département du Bas-Rhin pour la prise en charge partielle des frais occasionnés par la présence des institutions européennes. M. Mitterrand a toutefois été plus prudent à propos du choix d'un siège définitif pour le Parlement européen (qui se réunit généralement dans l'hémicycle de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe) : « La France aura son mot à dire » au moment de la décision finale, a-t-il simplement expliqué. L'ensemble de cette visite semblait en tous cas indiquer quelle en tout cas indiquer quelle souhaiterait aussi, à l'avenir, le dire davantage que par le passé dans les instances de cette « autre Europe » : celle des Vingt-cinq.

BERNARD BRIGOUTEUX.

# Les pauvres dans leur coquille ?

(Suite de la première page.)

Cette baisse des ventes s'est accompagnée d'une détérioration des termes de l'échange du fait de la chute des cours des matières premières. Sur la Banque mondiale, les prix internationaux des produits (à l'exclusion du pétrole) ont diminué de 14,5 % en 1981 par rapport aux niveaux de 1980, et à nouveau de 7,7 % au cours des quatre premiers mois de 1982. La chute des prix a été un phénomène commun aux trois principaux groupes de produits de base : produits alimentaires, produits agricoles non alimentaires, métaux et produits d'extraction.

Dans la première catégorie, seules les céréales ont fait exception du fait de la forte demande d'importation de l'U.R.S.S. La baisse d'activité des pays industrialisés a évidemment repercuté sur les prix du caoutchouc (industrie automobile), du bois (logement), du cuir, de l'automobile, et d'autres métaux (industries d'équipement et de biens de consommation durables).

La faiblesse de la consommation d'énergie du monde occidental ont eu également des effets défavorables sur les marchés pétroliers. La consommation

de pétrole a diminué de près de 6 % dans les pays industrialisés en 1981. Le pic de la demande a été atteint de près de 9 % au cours du premier trimestre 1982, et les pays de l'OPEP ont décidé d'abaisser les plafonds de production pour réduire la pression à la baisse.

Quant aux « nouveaux pays industrialisés » (N.P.I.), inutile d'insister sur la mesure d'austérité de certains d'entre eux (Mexique, Brésil, Argentine), qui commencent à faire trembler les prêteurs. On parle moins des mesures d'austérité adoptées en 1981 par trois grands pays en développement, le Brésil et l'Argentine précisément, ainsi que la République populaire de Chine. Ensemble, ces trois pays représentent environ un tiers de la production totale des pays en développement non pétroliers et la réduction de leur taux de croissance s'est fortement repercutée sur la moyenne globale.

Pour le malheur des nations du Sud, l'aide a baissé précisément au moment où elle est la mieux venue. Le volume global de l'aide publique au développement (APD) fournie par les pays de l'O.C.D.E. en 1981 a diminué de 4 % environ, et n'équivaut plus qu'à une moyenne de 0,25 % du produit intérieur brut. Du côté de la Banque mondiale, les prêts envisagés pour l'exercice 1982 sont en augmentation par rapport à 1981, mais l'Association internationale du développement, filiale de la Banque qui accorde une aide aux pays membres les plus pauvres, a dû amplifier son programme en raison de l'insuffisance des contributions. L'an dernier, l'A.I.D. a dû réduire de 35 % son programme de prêts. « Ce n'est pas une contraction, c'est une véritable amputation », a dit M. Clausen, président de la Banque mondiale, lors de la dernière assemblée générale de Toronto.

On conçoit le retentissement sur le tiers-monde de l'austérité économique occidentale si les pauvres peuvent-ils se repaître dans leur coquille ?

Sans doute, des observations sagaces ont depuis longtemps demandé aux pays en développement de mieux compter sur leurs propres forces. Il est sûr qu'il y a une perversion de l'aide, et que certains canaux de transmission vers ceux qui en auraient le plus besoin sont trop souvent bouchés. Cela dit, et les redistributions appropriées sont un des éléments de lutte contre l'injustice, c'est bien entre le Nord et le Sud, et c'est bien aujourd'hui où l'écart se creuse encore plus, qu'il faut chercher à améliorer. Il est capital en effet que l'aide ne s'éparpille plus, mais aille d'abord vers les populations rura-

les, qui constituent 70 % des habitants des pays en développement. Il ne s'agit plus de songer à d'énormes plans d'irrigation, d'outils agricoles, mais à des travaux à ras de terre, à la multiplication des puits et des pompes, qui ont, eux, une plus forte incidence sur la réduction de la pauvreté. Démarche qui est de nature à encourager les pays en développement à la Banque mondiale (1).

Penser davantage à réaliser sur place l'industrialisation de la production des cultures vivrières, une première réponse aux effets désastreux de la crise mondiale. Développer les échanges de la zone des pays en développement, est une autre riposte. Le commerce Sud-Sud s'est accru ces dernières années : depuis 1978 on a augmenté en moyenne de 25 % pour les produits manufacturés, et les échanges entre pays en développement non pétroliers ont augmenté en 1980 de 22 % des exportations de ces pays contre 18 % en 1979. Ce courant s'amplifierait largement si le programme des pays en développement (dit groupe des 77) élaboré l'an dernier à Caracas pour favoriser leur coopération économique pouvait voir le jour. Il faudra certes du temps, et rogner quelques illusions.

Ainsi, la théorie des vases communicants entre pays arabes pétroliers et autres pays arabes a été mise en échec au niveau des Etats. Certains observateurs pensent que l'aide à certains pays a été fixée plus pour les empêcher de se radicaliser que pour les voir « décoller » (2). En revanche, les pays les moins avancés ont subi une perte croissante de leurs ressources à travailler dans les pays pétroliers. Du coup, les fonds rapatriés par ces émigrés ont amoindri le secteur économique des nations exportatrices de main-d'œuvre. Ainsi le Yémen du Nord a enregistré en 1980 des rentrées d'un milliard et demi de dollars, soit 200 dollars par habitant, dans un pays où le P.N.B. par tête est de l'ordre de 700 dollars par an.

M. Jacques Chirac citait il y a peu, dans un autre contexte, le proverbe chinois : « Quand les riches sont malades, les pauvres meurent ». Il arrive qu'ils meurent aussi quand les riches sont prospères, mais sûrement en moins grand nombre. L'Occident plaide pour la division internationale du travail. Et celle des sacrifices ?

PIERRE DROUIN.

(1) Voir le Rapport sur le développement dans le monde 1982.  
(2) Voir le Rapport Annuel 82, publié par l'Institut français des relations internationales (IFRI) pour les éditions Economica.

# A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

● L'ARMÉE DE L'AIR ARGENTINE a perdu plus de la moitié de ses appareils au cours de la guerre des Malouines, selon l'Institut international des études stratégiques de Londres. Celui-ci, dans son rapport annuel 1982-1983 sur l'état des armées, précise que le nombre des avions militaires argentins et revenus de deux cent vingt-trois à quatre-vingt dix-sept. — (Euler.)

## Bolivie

● LE CONGRÈS BOLIVIEN désignera les prochains président et vice-président de la République le 3 ou le 8 octobre, a annoncé le jeudi 30 septembre le président du Sénat. Il choisira entre les trois candidats qui ont obtenu le plus de voix lors des dernières élections. M. Hernán Siles Zuazo, principal dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R., gauche) est le candidat qui a le plus de chances d'être désigné. Il avait été porté à la

présidence par les membres du Congrès élus en juin 1980, mais n'avait pu entrer en fonctions à la suite du coup d'Etat au mois de juillet suivant. — (A.F.P.)

## Hongrie

● L'U.R.S.S. A REDUIT SES LIVRAISONS DE PÉTROLE à la Hongrie de 10 %, a-t-il été annoncé, à la suite d'un accord mutuel, et grâce à des mesures pour restreindre la consommation d'énergie, cette diminution des livraisons n'a pas affecté l'économie. — (U.P.I.)

## Japon

● TOKYO A DONNÉ SON ACCORD DE PRINCIPES pour un statutement sur son territoire de nouveaux avions de combat américains F-16, a annoncé, jeudi 30 septembre, le Pentagone à la suite de la visite à Washington de M. Ito, directeur de l'agence de défense japonaise.



# Magnétoscopes.

**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit ses prix par le remboursement de la différence, dans les conditions de l'article 1 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit un choix des plus grandes marques, dans les conditions de l'article 3 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit la livraison gratuite, dans les conditions de l'article 4 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit la mise en service gratuite, dans les conditions de l'article 4 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, pendant la garantie, Darty vous assure ses interventions gratuites à domicile, dans les conditions de l'article 5 du Contrat de Confiance.

**TV. ÉLECTROMÉNAGER  
HI-FI. VIDÉO**



## PARIS

B\* : DARTY sous la Madeleine  
 11\* : 1, avenue de la République  
 12\* : 25 à 35, boulevard de Belleville  
 13\* : Centre Commercial "Galaxie" Niveau 3  
 30, avenue d'Italie  
 14\* : Centre Commercial "Gare Montparnasse"  
 88 80, avenue du Maine  
 15\* : Front de Seine, Centre Commercial "Beaugrenelle"  
 71, quai de Grenelle  
 17\* : 6, avenue des Lettres  
 18\* : 12B, avenue de Saint-Ouen

## RÉGION PARISIENNE

78 : Orgeval - Centre Commercial "Art de Vivre" - Sarthe Poissy  
 Autoroute de l'Ouest  
 78 : Parly 2 - Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay  
 91 : Les Ulis - Centre Commercial "Les Ulis 2"  
 91 : Morsang sur Orge - 51, rue de Montlhéry - Autoroute du Sud - Sarthe Savigny - Direction Sainte Geneviève des Bois  
 92 : Asnières - "Carrefour des 4 Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309  
 92 : Châtillon - 151, avenue Marcel Cachin - R.N. 306  
 92 : Boulogne - Pont de Sèvres - 123 bis, av. du Général Leclerc  
 92 : Puteaux - Centre Commercial "Les 4 Temps" - La Defense  
 Niveau 1 - "Grand Place"

93 : Bagnollet - Porte de Bagnollet - Au pied du Navatel  
 40, avenue Gallieni  
 93 : Bondy - 123 155, avenue Gallieni - R.N. 3  
 93 : Aubervilliers - Centre "Pardieu" - Porte de la Villette  
 6 bis, rue Emile Reynaud  
 93 : Noisy le Grand - Centre Commercial "Les Arcades"  
 Murmure la Vallée  
 93 : Puteaux - 162 114, avenue Lenne - R.N. 1  
 94 : Champigny - 10 12, av. P. Salengro - La Fouchette - R.N. 4  
 94 : Clichy - Centre Commercial "Clichy-Salut"  
 94 : Ivry - Centre Cial "Ivry bords de Seine" - 16 r. Venturmyer  
 94 : Ivry-Rang - Centre Commercial "Belle Epine" - R.N. 2  
 95 : Garges Pontoise - Centre Commercial "3 Fontaines"

## OISE

60 : Beauvais - Centre Commercial "Le Franc Marché"  
 2 à 4, place du Franc Marché  
 60 : Criel - Centre Commercial de Criel Nogent - 10, avenue de l'Europe

## MARNE

51 : Peims Taqueux - Zone artisanale du Moulin de l'Éclair  
 Route de Dormans

**ET 36 AUTRES MAGASINS  
EN PROVINCE.**

La livraison et le service après-vente sont assurés dans les zones couvertes par les magasins Darty, définies dans le Contrat de Confiance.

مكتبة من الامم



## M. Mauroy : l'aveuglement des deux grandes puissances est l'une des principales causes des désordres mondiaux

مَكْذُومَاتُ الْأَهْلِ



**OCTOBRE 72 / OCTOBRE 82 : POUR SON DIXIÈME ANNIVERSAIRE**

# Chevry 2

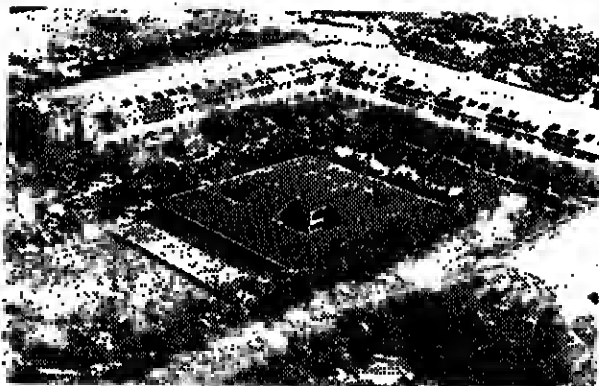
## lance son Centre-Ville

### et ses nouveaux modèles

#### de maisons et d'appartements

Dix ans d'existence pour un "nouveau village", cela veut dire : **Vie - Qualité - Confiance**

Aucune autre réalisation en Ile-de-France ne réunit autant d'agréments, d'équipements, de commodités et de plaisirs. Vous trouverez sur place : écoles, C.E.S., commerces, piscine, tennis, tous les sports et même un golf ! Oubliez les stress et les troubles d'un Paris devenu inabordable pour vivre ici plus au large, plus agréablement, en toute sécurité.



L'achèvement du Centre-Ville, c'est le couronnement de Chevry 2 ...et vous habiterez en face

Les Appartements-Campagnards et les maisons Chevryennes qui vous sont actuellement proposés sont en bordure même du Centre-Ville, dans le quartier de l'Eglise. On ne peut être mieux placé. Aux premières loges de la vie et de l'activité. A proximité immédiate de la galerie commerciale (40 magasins) et du marché couvert qui ouvriront à la fin de l'année. C'est le calme et la tranquillité à côté de l'animation.

CHRISTIAN CHASSIN

## Vivez mieux qu'à Paris



**La vie à la maison**  
C'est le week-end tous les jours au milieu de la verdure. Même dans les appartements, on vit beaucoup à l'extérieur grâce aux loggias ou au jardin qui les prolongent.

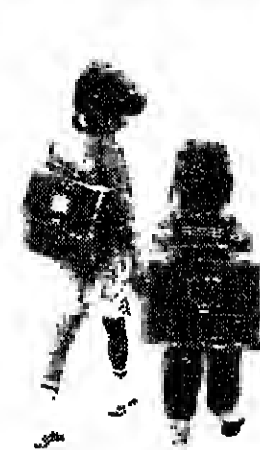


**La vie sociale**  
Le Country-Club, point de rencontre de Chevry 2. On s'y retrouve après le tennis. Pour le thé, le cocktail. Ou pour dîner entre amis sans avoir à se déplacer.



**La vie sportive**

Le golf, la piscine et tous les sports sur place. Chevry 2 compte déjà : 6 courts de tennis, une salle omnisports, un gymnase, un stade et des terrains de sports.



**Les enfants**

De la crèche au C.E.S. Crèche, halte-garderie, trois groupes scolaires et un C.E.S. Les enfants peuvent se rendre en classe seuls et sans danger grâce aux passages réservés.



**L'environnement**

La région de Chevry 2, haut lieu de la recherche, des études, des sports nobles, de la gastronomie et de l'histoire. Dans un rayon de 20 km : châteaux, restaurants réputés, forêts, parc animalier, Centre d'Etudes, grandes écoles, etc.



**La vie pratique**

Centre-Ville, Commerces, R.E.R. Il vous suffira de traverser la rue pour faire la marche ou du shopping dans la galerie commerciale. Même sans voiture, vous pouvez être à Paris rapidement : une navette assure la liaison avec le R.E.R. Gif/Châtelet.



## VOICI LES NOUVEAUX MODÈLES VENDUS AVEC PRÊTS CONVENTIONNÉS



**Les Appartements-Campagnards**

La version intelligente du compromis ville/campagne. Pour concilier les goûts de ceux qui aiment à la fois la campagne et le côté rassurant et économique d'un immeuble.

Studios, 2, 3, 4 pièces et duplex. Exemples de prix : 3 pièces 478.000 F - 4 pièces 613.000 F (avec box, parking extérieur et cuisine équipée).



**Les Chevryennes**

Des maisons bien conçues pour mieux vivre notre époque. Adossées l'une à l'autre, faciles à entretenir, elles pèsent moins sur le budget.

Quatre modèles de 5 et 6 pièces. Exemples de prix : 5 pièces 720.000 F - 6 pièces 761.000 F (avec cuisine équipée).

Et toujours, Les Harmoniales (du studio au 5 pièces et duplex) et Les Patios (quatre modèles de 4, 6 et 8 pièces).

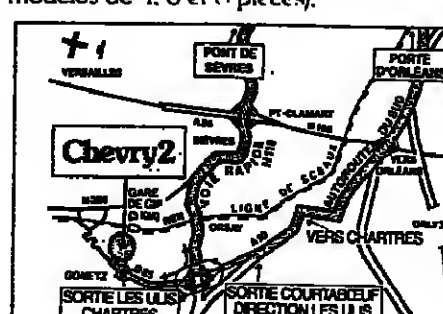
Venez visiter les appartements et les maisons décorés. Bureau de vente sur place ouvert tous les jours. Tél. 012.26.26 A Paris : 4 place d'Iéna 723.78.78



au bord de la Vallée de Chevreuse  
**Chevry 2**  
GIF-SUR-YVETTE

Des maisons et des petits immeubles réunis en hameaux, qui font des villages... qui font une ville... à la campagne.

UNE NOUVELLE RÉALISATION IMMOBILIÈRE PARAFI



Pour se rendre à Chevry 2 : 2 autoroutes et le R.E.R. Par le Pont de Sévres voie rapide N 118 ou par la porte d'Orléans Autoroute du Sud direction Chartres, sortie Les Ulis et prendre la D 35 (vers Chartres) par la RN 156. Par la ligne de Sceaux R.E.R. SUD gare de Gif-sur-Yvette ou Courcelle.

5000 من الاجل











CRITIQUANT LA PASSIVITÉ DES POUVOIRS PUBLICS

Le Front national publie des noms de membres présumés d'Action directe

A l'extrême droite, le Front national, que préside M. Jean-Marie Le Pen, entend faire parler de lui. Comme les journalistes, il chasse les « scoops », ces informations exclusives qui font du bruit. Cela ne va pas sans un certain goût de la dénonciation, pour la bonne cause...

Au début du mois de septembre, le Front national accusait ainsi des membres du Parti des forces nouvelles (P.F.N.) - son frère ennemi en politique - de « collaborer officiellement » avec la police, et notamment les renseignements généraux. Le Front national n'hésitait pas, alors, à rendre publics deux noms de militants « suspects ».

Cette fois, au cours d'une conférence de presse, jeudi 30 septembre, le Front national s'en est pris tout à la fois au groupe extrémiste et clandestin Action directe, à la police et au gouvernement. Elément choc de cette « sortie » : le Front national est en possession d'une note signée par le chef de la police de l'air et des frontières. En date du 24 juin, ce texte mentionne les identités de trente-cinq membres ou sympathisants de l'organisation d'ultra-gauche avec leurs dates de naissance, leurs nationalités et, éventuellement, leurs adresses. Le texte, qui émane du ministère de l'Intérieur, précise ensuite que ces personnes « sont susceptibles de se rendre à l'étranger » en Italie, en R.F.A., en Belgique, en particulier (...).

Cette note, le Front national a décidé de la publier en partie dans son journal *R.L.P. Hebdo*. De manière arbitraire, il dévoile les identités de trois inconnus qui ont le malheur de figurer en tête de liste en raison de l'ordre alphabétique et de deux autres, connus : Jean-Marie Rouillon et Nathalie Ménigon.

M. Roland Gaucher, membre du bureau politique du Front national et ancien grand reporter à *Minute*, s'insurge : « Depuis le 24 juin, le ministère de l'Intérieur soit tout

cela. Que fait-il ? Apparemment rien ! Il surveille. Il observe. Il notifie à d'autres services. Il considère. Il délire. Il n'intervient pas. Il ne réprime pas. (...) C'est beaucoup dire. M. Defferre et les services de police ont déjà démontré qu'ils ne chômaient pas. Surtout, cette note prouve, s'il en était besoin, que la police est renseignée et se renseigne. En revanche, le Front national, par cette publication, désigne trois personnes qui, jusqu'à preuve du contraire, ne sont coupables de rien. Plus, M. Gaucher alerte douze autres personnes dont il cite les prénoms, et parfois les adresses, dans son article de *R.L.P. Hebdo*.

Des « sages » contre le terrorisme

Pour sa part, M. Michel Collinot, porte-parole du Front national, suggère une révision de la politique antiterrorisme française. Ses propositions sont simples : départ des ministres communistes « liés au terrorisme international » par le truchement de Moscou ; départ de M.M. Defferre et Badinter ; rétablissement immédiat de la peine de mort pour les terroristes, de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux militaires. Le Front national demande, enfin, un contrôle strict des frontières, la suppression des « faux visas » accordés aux travailleurs immigrés, la rediscussion du droit d'asile et la création « d'une commission de sages réunissant les partis politiques nationaux afin d'informer l'opinion publique sur les tenants et aboutissants du terrorisme ». Le tout est adressé au président de la République.

LAURENT GRELSAMER.

(1) N.D.L.R. - A l'heure actuelle six membres présumés d'Action directe sont détenus.

FAITS ET JUGEMENTS

Un directeur intermédiaire à la caisse d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône

Marseille. - La majorité du conseil d'administration de la caisse primaire centrale d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, qui s'est réunie le jeudi 30 septembre, a désigné M. Lucien Leouffre comme directeur intermédiaire en remplacement de M. Jean Delezon, inculpé le 22 septembre du faux et usage de faux, escroquerie et complicité par Mlle Marie-Chantal Coux, juge d'instruction du tribunal de Marseille. M. Leouffre, qui fait partie de l'encadrement de la caisse depuis plus de trente ans, occupait le poste de directeur adjoint à la fonction technique.

Les délégués C.F.D.T. ont refusé de siéger, estimant que le conseil s'est constitué en « couvrant » la gestion de René Luot et de M. Delezon. Les administrateurs C.G.T., pour leur part, ont voté contre la nomination de M. Leouffre. Ce dernier étant à la veille de la retraite, son intérim ne pourra de toute façon excéder la date du 31 décembre 1982. - (Corresp.)

● Inculpation de l'auteur du meurtre d'un auto-stoppeur. - Daniel Baron, trente-deux ans, meurtrier présumé d'un étudiant auto-stoppeur, Christophe Breton, dix-neuf ans, dont le corps avait été découvert le 2 septembre dans un champ de maïs, à Saint-Seine-en-Bache (Côte-d'Or), a été inculpé d'homicide volontaire, le 30 septembre, à Dijon. Ancien légionnaire, Daniel Baron avait été libéré le 11 août de la maison d'arrêt de Valence (Drôme), où il avait purgé une peine de dix années de prison criminelle pour violences sexuelles sur un mineur.

● M. Jean-Laurent Andréani, vingt-huit ans, vice-président du Grand Cercle, 12, rue de Presbourg, à Paris (16<sup>e</sup>) a été inculpé, jeudi 30 septembre, d'infraction à la législation et à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger par M. François Potot, juge d'instruction à Paris, devant lequel il s'était présenté spontanément. Il a toutefois été laissé en liberté sous caution de 250 000 F et placé sous contrôle judiciaire. Les mêmes inculpations avaient été notifiées le 12 mars à son père, M. Jean-Baptiste Andréani, président du Grand Cercle, qui avait été incar-

céré le même jour (le *Monde* daté 14-15 mars), libéré le 19 avril pour raison de santé. Il est reproché aux deux hommes d'avoir accepté au cours de deux années pour 35 millions de francs de devises étrangères de clients non résidents en France, sans avoir reçu à cet effet aucune délégation de banque.

● Des armes et des explosifs découverts en Corse. - Des policiers opérant dans le cadre de la lutte antiterroriste ont découvert dans une bergerie désaffectée située près de Sagone, au nord d'Ajaccio, un fusil Mauser, deux carabines américaines et plusieurs centaines de cartouches, ainsi que 5 kilos d'explosifs, des cordons de détonateurs et de la même lente.

● Des représentants de la commission des lois de l'Assemblée nationale, conduits par leur président, M. Raymond Forni, député (P.S.) du Territoire de Belfort, ont passé la journée du jeudi 30 septembre au tribunal de commerce de Rouen, nous indique notre correspondant. Cette démarche se situe, a expliqué M. Forni, dans le cadre « d'un travail avec les hommes de terrain », pour que la commission et, au-delà, l'Assemblée nationale, « ne légifèrent pas en vase clos ». Cette visite à Rouen est justifiée par le prochain débat sur la réforme des tribunaux de commerce et de la législation sur les entreprises en difficulté. Une délégation de la commission des lois s'était déjà rendue à Lyon en octobre 1981 où elle avait rencontré des représentants des professions juridiques et judiciaires (le *Monde* du 9 novembre 1981).

JUSTICE

Le procès en diffamation de François Chalais contre Thierry le Luron L'imitateur et l'imité

M. Thierry le Luron, imitateur caustique et fortuné, ne se doutait certainement que sa prestation à la Nuit des césars, le 25 février 1982, lui vaudrait ce procès en diffamation intenté par le critique François Chalais et qui se plaidait, jeudi 30 septembre, devant la troisième chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. François Gouge. Ce soir-là, après avoir amusé la salle comme à son habitude aux dépens de M.M. François Mitterrand, Jacques Chirac, Georges Marchais et Edgar Faure, le jeune fantasiste avait voulu la faire rire, propos de M. François Chalais, qui assistait, lui, au spectacle. Peu de mots, mais des mots qui allaient faire mal : « Je suis dans la salle, je suis à la scène, bref, je suis partout », et pour les compléter : « Je regrette, bien sûr, que vous n'ayez pas promu mon film préféré : la Môme vert-de-gris ».

Or, si c'est un fait que, entre 1943 et 1944, M. Chalais, qui signait alors Charles-François Bauer, a écrit dans *Je suis partout*, hebdomadaire engagé politiquement dans la collaboration, c'en est un autre que, dès 1945, il était décoré de la médaille de la Résistance pour ses activités dans un réseau et, sans le moindre ennui, retrouvait tribune dans des journaux issus de la clandestinité comme le *Parisien libéré* et *Carrefour*.

Aussi bien, pour son avocat, M. Georges Kiejman, M. Chalais est fondé à s'estimer diffamé, pour le moins injurié. Car, soutient-il en substance, il y aurait déjà eu sa fausse après quarante ans, un droit à l'oubli, mais les faits étant ce qu'ils ont été, il y a surtout un droit à l'exactitude. En rappelant de la façon dont il l'a fait cette collaboration à *Je suis partout* et en y ajoutant que le film préféré de M. Chalais était la *Môme vert-de-gris*, Thierry le Luron ne pouvait que vouloir signifier que M. Chalais avait adhéré à l'idéologie national-socialiste, aux actes et à la politique mêmes de l'occupant. « En réalité, ajoute M. Kiejman, cette collaboration à la presse de l'occupation, dont je ne soutiens pas qu'elle était honorable, constituait pour l'écrivain une couverture qui facilitait

ses activités dans le réseau Thermopyles, dont il était un agent homologué ».

Ainsi, il ne s'agissait plus d'un de ces procès bien parisiens, mais d'un débat singulièrement grave et passionné, qu'avaient tenu à suivre personnellement les deux plaideurs. Pourtant, à entendre M. Gilles Dreyfus, avocat de Thierry le Luron, le jeune fantasiste ne pensait pas à mal. Son « *Je suis dans la salle, je suis à la scène, bref, je suis partout* » était un propos sans arrière-pensée. Au reste, quand on est né, comme lui, en 1952, va-t-on songer à ressusciter un passé dont, finalement, on se soucie assez peu ? Quant à l'affirmation que « la *Môme vert-de-gris* » serait une allusion à la couleur de l'uniforme de la Wehrmacht, ce n'est vraiment pas sérieux, s'agissant d'une adaptation d'un roman de Peter Cheyney qui ne concerne en rien les temps noirs de l'occupation. Alors, il faut bien chercher à savoir pourquoi M. Chalais a réagi comme il l'a fait. Pour M. Dreyfus, c'est tout simplement que, seul, le critique pouvait prendre en mauvaise part ce bref numéro innocent. Pourquoi ? Parce que lui seul pouvait garder le souvenir de ses articles dans *Je suis partout*, mais aussi dans *Combat*, journal de la milice. M. Dreyfus est d'ailleurs allé les chercher à la Bibliothèque nationale. Il en a compté cent deux pour une période de quatorze mois. « Que M. Chalais en ait mauvaise conscience, on le comprend. Mais on ne peut condamner Thierry le Luron sur ce qu'un mot ou un titre peuvent évoquer uniquement dans l'esprit de M. Chalais, mais assurément pas dans celui de son imitateur, ni même dans celui du public ».

En attendant, le critique demande l'arrêt de dommages-intérêts et des insertions du jugement de condamnation d'un montant de 100 000 francs dans cinq journaux, tandis que Thierry le Luron estime que son adversaire doit être débouté et lui verser cette même somme de 100 000 francs.

Jugement le 12 novembre.

J.-M. THÉOLLEIRE.

A PARIS

La chambre d'accusation se prononcera le 20 octobre sur l'extradition d'une jeune Italienne membre de Prima Linea

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jean Berthoin, rendra son avis, le 20 octobre, sur la demande d'extradition de M<sup>lle</sup> Maria-Grazia Barbierato, vingt-quatre ans, une militante italienne de l'organisation d'extrême gauche Prima Linea. La cour a remis à huitaine sa décision sur la mise en liberté de la jeune femme, qui a aussi été placée devant elle mercredi 29 septembre.

M<sup>lle</sup> Barbierato n'est pas une intellectuelle, une théoricienne de l'extrême gauche comme M. Oreste Scalzone, à propos duquel la chambre d'accusation se prononcera aussi le 20 octobre. Il s'agit d'une militante ouvrière, entrée à l'usine Soilar de Milan à quinze ans. Est-ce cet anonymat qui lui vaut une aussi longue détention ? Elle a été arrêtée à Paris, où elle venait de se réfugier, le 4 juin. L'examen de la demande d'extradition, présentée par les autorités italiennes, a été plusieurs fois reporté au cours de l'été, mais la jeune femme a été maintenue en détention malgré les trois demandes de mise en liberté déposées par ses avocats, M<sup>me</sup> Martine Coisne et Jean-Pierre Mignard, auxquels se joint désormais le collectif d'avocats qui a assuré la défense de M. Scalzone.

Comme dans l'affaire Scalzone, l'avocat général, M. Serge Galand a

conclu à un rejet de la demande d'extradition de M<sup>lle</sup> Barbierato, accusée de participation à bande armée, détention et port d'armes, complicité de vol et d'attentats. Certaines de ces infractions, a développé M. Galand, n'entrent pas dans la convention franco-italienne d'extradition, les autres sont de nature politique, donc irrecevables aux termes de la loi française de 1927.

Les défenseurs de la jeune femme ont demandé à la cour d'interpréter strictement les textes et de rejeter qu'on lui présente « des accusations confuses, incohérentes, contradictoires venant de témoignages fortement sujets à caution ». M<sup>lle</sup> Barbierato a été dénoncée par un repenti, M. Massimiliano Barbieri.

Elle a expliqué qu'elle « revendiquait huit années de lutte politique et d'engagement social pour faire progresser les droits des travailleurs italiens ». Elle a réaffirmé son désir de rester en France « pour vivre en paix et en bonne santé ». Elle doit subir une intervention chirurgicale importante que son incarcération a rendu impossible.

Le cas de M. Jacques Fasel

La cour a aussi examiné la demande d'extradition faite par la Suisse de M. Jacques Fasel, trente ans, condamné à vingt années d'emprisonnement par défaut pour « enlèvement solitaire-doute délit » selon l'accusation. L'avocat général a souhaité qu'un avis favorable à l'extradition soit rendu dans cette affaire qu'il estime être de droit commun.

Ce n'est pas l'opinion des délégués de M. Fasel, M<sup>me</sup> Elisabeth Auerbacher et Jean-Louis Garbade - du barreau de Zurich. Ils ont soutenu que Jacques Fasel était un militant anarchiste « révolté contre l'ordre social suisse » et que « le produit de ses vols était redistribué dans des projets culturels ». M. Fasel, qui s'est présenté avec un appareil orthopédique à la bras, a été libéré de trois balles lors de son arrestation le 6 mars, à Paris. « Nous ferons tout pour que cette bavure policière soit élucidée », a affirmé M<sup>me</sup> Auerbacher. La cour rendra son arrêt le 27 octobre.

Jo. S.

UN CRIME PASSIONNEL JUGÉ AUX ASSISES DE PARIS Sylvie, le jouet cassé

Elle est là, Sylvie Valentin, la petite femme blonde de 22 ans, tuée un soir d'août 1981. Ils l'ont tant aimée, l'accusé frère et son rival à la barre, qu'elle en est morte. A leur manière ils l'ont aimée comme des coqs. Alain Masana, la plus jaloux, l'a retenue en lui tirant six balles dans le corps parce qu'elle voulait rejoindre Patrick, Patrick Bellamy. L'autre qu'enfin elle avait choisi. Elle est là, il n'y a plus qu'elle, ce jeudi 30 septembre, devant la cour d'assises de Paris, et deux hommes défaits, qui n'ont plus à se battre, deux enfants et leur jouet cassé. Un accusé pour qui la prison n'est rien : « Je voudrais seulement qu'elle soit vivante », et Bellamy, le jeune homme en liberté, qui avait pour elle tenté de sa suicider en s'étranglant.

Elle, ou plutôt la passion de Sylvie, qui n'a cessé de jouer de malchance, de cheminer à petits coups sûrs vers la fin de sa vie. « Je lui avais dit, témoigne sa sœur Dominique, comme son double à l'audience, si tu continues entre Patrick et Alain, il t'arrivera un malheur ».

Malgré des parents avec lesquels elle ne s'entendait pas, un mari qui la battait, dont elle avait fini par se séparer, un travail de fille de salle dans un service d'agonisants, Sylvie avait un solide appétit de vivre et, en attendant le grand amour, l'envie, naturelle à son âge, de faire l'amour. Alain lui plaisait. Elle l'a rencontré chez Dorothée, une amie. C'est un bel Andalou fragile avec qui, très vite, elle se met en ménage. Six mois de bonheur, puis elle se lasse parce qu'elle est « vivante et gaie ». Alain est un garçon sérieux, travailleur, fatigué. Il ne satisfait plus Sylvie, qui rencontre Patrick aux fins moustaches. Bellamy. Cette infidélité la conduit à la mort. « Ma sœur, dit Dominique, était une enfant, elle était inconsciente ». Son cœur bondissant ignorait qu'il avait ravagé Alain Masana. Un homosexuel, un fils d'agriculteur - « Nous vivions dans une ferme isolée où il n'était pas facile de rencontrer des filles » - qui, après un service militaire dans la marine, sur le « Provoira », un dragueur de mines, n'avait connu que des amours de garçons, désertes. « Je l'aimais profondément. Avant d'être sexual. Avec Sylvie

pour la première fois j'avais du sentiment ». Et Alain, révolté, éprouva un attachement fou pour sa première femme qui devait le trahir.

Le meurtre du perdant

« Maintenant - le président Guy Floch s'adresse à l'accusé - vous portez le deuil de Sylvie ? ». « Non pas le deuil, mais le président, l'amour ».

Il devient alors possédé et possesseur, menaçant aussi, pitoyable. Sylvie connaît la peur, le désespoir, la fuite pour rejoindre son nouvel amour. Et Alain, humilié, détruit, laissera, le soir de son crime, une lettre à ses parents : « Pardonnez-moi le mal que je vous fais. Je ne peux pas supporter qu'elle parte avec un autre. Je préfère la voir morte ». Ils se faisaient écho : « Jamais tu ne lui appartenais ». Ainsi elle était prise dans l'orgueil des mâles qui ne la lâchaient plus.

Bellamy redoutait de séduction, de cadavres, « mes parents ont un château », lui avait-il fait miroiter. Tendra qu'Alain, vaincu, achetait une arme pour lui offrir une dernière fois sa virilité.

« Comme un fou, j'ai tiré, dit-il en pleurant. Je pensais : Qu'est-ce que je suis en train de faire, mais les coups partaient. J'ai vu qu'elle bougeait encore un peu. J'ai appelé la police. Quand on est venu le chercher à l'école, elle n'était plus là. La brigade qui le premier arriva sur les lieux rapporte : « C'était un homme effrayé ». Un collègue de la S.M.C.F., où Masana était aiguilleur chef principal, témoigne : « On n'a pas voulu le laisser tomber. On est une grande famille. Nous avons fait pour lui notre collecte du Noël ». On ne compte pas les circonstances atténuantes d'un drame passionnel. Mais Sylvie est toujours là, avec sa mort trop injuste et trop bête, sa liberté hachée entre ces deux hommes qui ne lui ont pas laissé de répit.

« Le projeté le plus intéressant, dira le médecin chargé de l'expertise, a traversé le massif facial ». Tout le sang de Sylvie pour un jeu de séduction contre deux partenaires féroces. Et le perdant la tua. Alain Masana a été condamné à six ans de réclusion criminelle.

CHRISTIAN COLOMBANI.

ÉDUCATION

Le projet de budget pour 1983 s'élève à 156 milliards de francs

Une progression qui ne doit pas faire illusion

Une priorité relative dans un contexte d'austérité générale : ainsi se présente le projet de budget du ministère de l'éducation nationale pour 1983. Avec 156 140 millions de francs, il progresse de 15,02 % si l'on tient compte du transfert de certains dépenses sur d'autres budgets (communes pour l'indemnité logement des instituteurs, services généraux du premier ministre pour les centres de formation d'apprentis par exemple). C'est une progression nettement plus forte que celle du budget de l'Etat (11,8 %), dans lequel les dépenses d'éducation nationale reviennent au premier rang devant celle de la défense (140 milliards contre 133, si l'on considère les seuls personnels actifs, c'est-à-dire abstraction faite des pensions).

Cette progression symbolique ne doit cependant pas faire illusion : il y aura en 1983, si le projet de budget est voté par le Parlement, trois fois moins de créations de postes qu'en 1982. Sur les huit mille trois cent cinquante emplois créés, cinq mille trois cent quarante six doivent être considérés comme des moyens supplémentaires, les autres correspondant à des transformations d'emplois (crédits de remplacement de maîtres auxiliaires) ou des suppressions d'heures supplémentaires. La priorité va à l'enseignement professionnel de tous les niveaux, tant en ce qui concerne la répartition des emplois que les crédits de fonctionnement et d'équipement ou l'aide sociale aux familles. En revanche, les moyens en personnel dans les écoles primaires n'augmentent pratiquement pas, mais les instituteurs bénéficieront des premières mesures de revalorisation de leur traitement. Il en coûtera 200 millions.

D'autre part, le gouvernement était attendu sur la progression des crédits de l'enseignement privé : de

22 % en 1982, elle tombe, sans trop de difficultés, à 10,3 %. Cinq cents emplois supplémentaires sont prévus (plus deux mille en 1982) et les dernières mesures d'application de la loi Guemour en faveur des personnels de l'enseignement privé sont d'un coût nettement moins élevé. En outre, les provisions pour l'augmentation des traitements des personnels de l'enseignement public, désormais inscrites au budget de l'éducation nationale et non plus au budget général, contribuent pour la plus large part à rééquilibrer.

Si l'on s'en tient à l'analyse générale des dépenses de personnels (soit 88 % du budget de l'éducation nationale), la publication de ce projet de budget risque fort d'accroître la « grogne » qui commence à apparaître chez les enseignants. « Ces chiffres, indique-on au cabinet du ministre, impliquent à tous les niveaux d'enseignement un effort important des personnels qui devront, sans dans les écoles primaires, accueillir des effectifs supplémentaires et répondre à un effort de rénovation ».

CATHERINE ARDITI.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au D.E.C.S.

autres préparations : Capacité en Droit - Admission dans les Ecoles de Service Social

L'ÉCOLE CHEZ SOI

enseignement privé à domicile

1, rue Thénard 75240 PARIS CEDEX 05

Tél. 634 21 99

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteuse-monteur

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années) Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.05.94

Documentation M sur demande



## MÉDECINE

FAUTE D'AVOIR PU COORDONNER L'ACTION DE PUISSANTES ASSOCIATIONS PRIVÉES

### Le Haut Comité français d'aide à la lutte contre le cancer va être dissous

Le Haut Comité français d'aide à la lutte contre le cancer va être prochainement dissous. La décision devrait être prise, le 27 octobre prochain, lors d'une assemblée générale extraordinaire du conseil d'administration de cette association. Depuis février 1980, ce Haut Comité, présidé par M. Roger Grégoire, président de section au Conseil d'Etat, avait pour vocation l'harmonisation des efforts des différentes associations

et organismes privés œuvrant en faveur de la recherche sur le cancer. Sa dissolution témoigne des profondes tensions qui existent entre certaines associations reconnues d'utilité publique qui se sont donné pour but de financer cette recherche. Ces associations jouent, aujourd'hui, de par le volume des sommes qu'elles collectent, un rôle considérable allant jusqu'à se substituer à l'Etat.

Le Haut Comité français d'aide à la lutte contre le cancer aura donc vécu moins de trois ans. Cet organisme qui avait la forme juridique d'une association privée (type loi de 1901), avait pour vocation officielle « de coordonner l'action des différentes associations et organismes privés existants, d'harmoniser leurs efforts en faveur de la recherche sur le cancer et d'utiliser au mieux les fruits de la générosité du public ». Sa création avait été préconisée, en 1979, par M. Roger Goetze, gouverneur honoraire du Crédit foncier de France. M. Goetze s'était, en effet, vu confier une mission par M. Raymond Barre, alors premier ministre, concernant « la collecte, dans le public, et la répartition des fonds en faveur de la recherche sur le cancer ». On imaginait alors que ce Haut Comité pourrait constituer, outre « le lieu où s'élaboreraient les règles de l'action bénévole », « l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics ».

Deux associations privées reconnues d'utilité publique partageaient quasiment alors — et se partagent toujours — le monopole des actions nationales menées dans le domaine spécifique du cancer : la Ligue nationale française contre le cancer et l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif (A.D.R.C.V.). La Ligue a disposé, l'an dernier, d'un peu plus de 100 millions de francs et l'A.D.R.C.V. fait état, pour l'exercice 1981, d'un crédit de plus de 122 millions de francs. Ces sommes dépassent considérablement celles

que les pouvoirs publics consacrent au financement de la recherche sur le cancer.

#### Le manque d'entente

La création du Haut Comité avait notamment pour origine le manque évident d'entente et d'esprit de coordination entre ces deux associations, l'absence de coopération institutionnelle et des gestions « passibles de réserves » pour reprendre les termes du rapport Goetze. S'y ajoutait l'absence de renseignements donnés au public sur l'emploi des fonds collectés. Doté en pratique de pouvoirs moins étendus que ceux qu'avaient imaginés M. Goetze, le Haut Comité n'a jamais pu jouer pleinement le rôle pour lequel on l'avait créé.

Contraint de préserver la liberté d'action des associations, chargées du seul contrôle a posteriori de l'utilisation des sommes recueillies, il n'est jamais parvenu à coordonner les actions ni à établir la « transparence » souhaitée.

Le 24 février dernier, à l'occasion d'une inauguration à l'Institut Gustave-Roussy (Villejuif), M. Jack Ralite, ministre de la santé, déclarait : « Malgré les efforts de son président, le Haut Comité n'a pu jouer pleinement le rôle qui lui était dévolu ». M. Ralite ajoutait alors qu'au terme d'une concertation entre les cabinets du ministre de la santé et du ministre de la recherche, devraient être définies « les règles claires du fonctionnement futur de ce Haut Comité si tant est qu'il

doive être conservé sous sa forme actuelle ».

Or, M. Roger Grégoire, qui assumait depuis sa création la présidence du Haut Comité, a décidé, en juillet dernier, de démissionner de cette fonction, et sa démission a été acceptée par M. Ralite. M. Grégoire a proposé, en outre, au ministre de la santé la dissolution du Haut Comité au profit d'autres formules sur lesquelles le ministre aura à se prononcer.

Cette dissolution survient alors même que la concertation nationale sur le cancer bat son plein. Dans le document préparatoire à cette concertation (Le Monde du 8 septembre), il est indiqué que « la recherche sur le cancer est un des exemples où des associations privées (Ligue et A.D.R.C.V.) jouent un rôle considérable dans le financement et quelquefois se substituent à l'Etat pour certains choix d'orientation. Est-il naturel de préserver cette situation ou faut-il la modifier et dans quel sens ? ».

On confie, aujourd'hui, au ministre de la santé, l'espoir de voir la concertation déboucher sur des propositions concrètes. Quelles que soient les solutions qui seront adoptées, il serait utile, dans l'intérêt général, qu'elles soient rapidement rendues publiques. « La lutte contre le cancer », peut-on lire dans le rapport Goetze, « est en soi trop importante, elle excite dans le public de trop profonds échos pour ne pas justifier l'affirmation d'une volonté claire dans la mise en œuvre des moyens ».

JEAN-YVES NAU.

## JEUNESSE

### LES JEUNES LAURÉATS DE LA FONDATION DE FRANCE ONT REÇU LEURS PRIX

Mme Françoise Jurgensen-Chandernagor, écrivain et maître des requêtes au Conseil d'Etat, a remis leurs diplômes aux vingt-trois lauréats de la huitième promotion de la Fondation des prix d'honneur aux jeunes, le jeudi 30 septembre.

La Fondation des prix d'honneur, créée en 1975 au sein de la Fondation de France par un couple soucieux d'aider les jeunes, a pour objet d'attribuer une bourse de 20 000 francs à des jeunes de dix-huit à trente ans, afin de leur permettre de réaliser leur projet ou leur vocation.

Voici la liste des lauréats, le nom de chacun étant suivi de la spécialité dans laquelle il souhaite appliquer sa vocation : Mohamed Amara, sculpteur ; Olivier Aubert, ingénieur médical ; Alain Babouchian, violoniste ; Marc Boutron, luthier ; Jean-Pierre Brunet, psychologue-infirmier ; Jean-Thibault Chague, potier-céramiste ; Marie-Laure Clément, puéricultrice ; Régis Coquilhat, agriculteur tiers-monde ; Alain Eich, édition-potée-animation culturelle ; Eric Georges, maître-chéniste ; Dominique Fanal, professeur-direction d'orchestres ; Mohamed Hadidane, biochimiste ; Jean-François Hamel, biotechnologiste ; Didier Laine, percussionniste ; Pascal Léger, animateur dessin animé ; Olivier Lemaire, Marie Loizidou, sculpture ; Sylviane Mas, médecine ; Thi-Mai Pham, chimiste ; Bruno Pigeon, peintre-verrier ; François Rouillay, maquette culturelle pédagogique ; Pierre Turpin, sociologie politique ; Elisabeth Veron, assistance sociale.

## POLICE

### M. RENÉ-GEORGES QUERRY NOMMÉ CHEF DE LA BRIGADE « ANTIGANG »

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, a signé, mercredi 29 septembre, deux arrêtés : l'un, pour désigner M. René-Georges Querry comme successeur de M. Robert Broussard à la tête de la brigade de recherche et d'intervention (BRI), dite brigade antigang de la police judiciaire parisienne ; l'autre, pour préciser les moyens dont disposera M. Broussard, nommé en août dernier conseiller technique auprès de M. Franceschi, chargé de la liaison « renseignement-police judiciaire ». Il est précisé que M. Broussard conserve sous sa responsabilité la

brigade anticommando, formation de la P.J. parisienne constituée temporairement en fonction de l'événement, et regroupant les effectifs de la BRI, ainsi que ceux d'autres services, en particulier des moniteurs du Centre d'application des personnels en uniforme (CAPU).

[M. René-Georges Querry, commissaire divisionnaire, âgé de trente-six ans, est commissaire depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1971. Il a été successivement chef adjoint de la brigade des stupéfiants de Paris, chef adjoint de la BRI et, depuis deux ans, l'adjoint du commissaire Serge Devos à la brigade de répression du banditisme (B.R.B.).

## L'application de la loi sur l'avortement

### Un décret précise les obligations des hôpitaux publics

Le Journal officiel du 29 septembre 1982 publie un décret relatif aux interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.) dans les établissements publics.

Selon ce texte, les centres hospitaliers régionaux et généraux ainsi que les établissements publics d'hospitalisation qui comprennent un service de chirurgie ou de maternité « sont tenus de disposer des moyens permettant la pratique des interruptions volontaires de grossesse », et cela afin de « répondre aux besoins locaux en la matière ».

Ces établissements doivent fournir chaque année, au 31 décembre, un rapport au ministre de la santé précisant le nombre de demandes d'I.V.G. dont ils ont été saisis, et la suite qui leur a été réservée.

En outre, les services et unités où sont pratiqués des I.V.G. sont tenus de demander dans les six mois leur agrément comme « centre de planification familiale, afin d'assurer l'information, les consultations, les examens et toutes les prescriptions relatives à la régulation des naissances, y compris la délivrance d'utérus, gratuits des médicaments, produits ou objets contraceptifs aux personnes bénéficiaires de l'aide sociale ».

La publication de ce décret a pour objet de rappeler au service hospitalier public ses obligations envers la loi et la population.

En effet, nombre de femmes sont encore obligées d'entreprendre des démarches inutiles et coûteuses, et de s'adresser à des cliniques privées, pour obtenir que leur grossesse soit interrompue. A l'heure actuelle, trois

cent soixante-sept établissements publics (le nouveau décret devrait porter ce nombre à quatre cent vingt) et trois cent quatre-vingt-seize établissements privés pratiquent en France métropolitaine des I.V.G., mais 65 % de celles-ci sont conduites dans le secteur privé.

La loi du 31 décembre 1979 avait prévu qu'il appartenait aux conseils d'administration des hôpitaux publics de créer une unité dotée de moyens permettant la pratique de l'I.V.G., lorsque les chefs de service de gynécologie-obstétrique refusaient d'en assumer la responsabilité, ce qui est leur droit.

Ces centres d'I.V.G. distincts des services de gynécologie-obstétrique sont maintenus selon les normes définies par le nouveau décret, et la coordination de leurs activités doit être organisée avec celle des services de chirurgie et de gynécologie-obstétrique.

La nouveauté essentielle du décret que publie le Journal officiel est qu'il implique l'obligation pour toute unité ou service pratiquant l'I.V.G. d'informer et de consulter les femmes sur la contraception.

Trop fréquemment, en effet, les unités ou centres où se pratiquent les avortements renvoient les femmes vers d'autres établissements, structures ou organisations spécialisées pour ce qui concerne la contraception.

Dorénavant, toute unité où se pratique l'I.V.G. dans le secteur hospitalier public devra disposer d'un « centre de planification », et les médecins qui s'en occupent recevront les vacations correspondant à cette activité préventive. En effet, jusqu'à présent, les services de gynécologie-obstétrique dont les chefs avaient refusé les I.V.G. revendiquaient, en revanche, l'exclusivité des conseils contraceptifs, même pour les femmes prises en charge par d'autres.

D.E.L.

**VOIR AU LIT**

**READY MADE**

SPÉCIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE

33 et 35, rue Jacob - 75006

PARIS - Tél. 780 83 25

# FOURRURES DU NORD

pendant le Salon de l'Auto  
prolongation  
exceptionnelle

du samedi 2 au samedi 9 oct. inclus

**7 DERNIERS JOURS**

**ESCOMPTE 20%**  
SUR TOUS LES PRIX  
dans les 2 magasins

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10<sup>e</sup>  
100, Av. Paul Doumer PARIS 16<sup>e</sup>  
PRÈS GARE du NORD ANGLE RUE de la POMPE

#### MANTEAUX

Rest d'Amérique	2250F	5800 F
Murmel	8850F	5450 F
Queue de Vison	8250F	5400 F
Pahmi	2550F	6100 F
Ragondin	5250F	4800 F
Marmotte Canada	13750F	11000 F
Zorinos	5850F	4550 F
Castor rasé	11250F	9400 F
Opossum d'Amérique	4250F	3450 F
Astrakhan pleines peaux	8850F	3850 F
Patte d'Astrakhan	2650F	2100 F
Chevette	3250F	2600 F
Lapin Castorette	2450F	1950 F
Lapin naturel	1250F	1400 F
Vison Koh-t-Noor	11750F	9400 F
Vison allongé pearl	15750F	12600 F
Vison dark	16250F	13000 F
Vison ranch	17500F	14250 F
Vison pastel	18750F	15800 F

#### VESTES

Renard bleu	4850F	3850 F
Mouton doré	2850F	2250 F
Chevette	4850F	1450 F
Lapin naturel	3250F	1050 F

#### PELISSES

Intérieur Marmotte	2850F	3050 F
Intérieur Lapin	2450F	1950 F
Intérieur Lapin morceaux	1850F	1450 F

Cet escompte de 20% sera effectué à nos caisses.

**CREDIT 9 mois**  
**EXCEPTIONNELLEMENT**  
pendant la durée de cette vente



Magasins ouverts tous les jours de 9h30 à 19h sans interruption sauf dimanche

صكنا من الأمل



# SOCIÉTÉ

## LA DÉCLARATION DES ÉVÊQUES FRANÇAIS

### « Pour de nouveaux modes de vie »

Voici, à l'exception des deux premiers chapitres dont nous ne publions que le résumé, le texte quasi intégral de la « Déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat français sur la conjoncture économique et sociale » rendue publique le lundi 27 septembre sous le titre « Pour de nouveaux modes de vie » (le Monde du 28 septembre).

Dans le premier chapitre, les évêques rappellent que les difficultés actuelles (inflation, chômage, diminution du taux de croissance...) touchent toutes les catégories sociales. Ces difficultés sont mondiales et elles sont durables.

Dans le deuxième chapitre, les évêques expliquent qu'ils ont pris la parole « dans le contexte de la société française globale et non par rapport à tel ou tel pouvoir politique ou à tel ou tel groupe social », précisant qu'ils sont en contact quotidien avec des personnes et des groupes concernés par cette situation. « L'Eglise n'a pas à donner de leçon à personne. Mais elle a pour mission, à l'exemple même du Christ, de susciter des attitudes nouvelles inspirées par le sens chrétien de la solidarité, la justice et l'équité », ajoute l'épiscopat. Voici le texte quasi intégral des chapitres suivants :

#### Changer les habitudes

« En premier lieu, il est indispensable que les citoyens de notre pays acquièrent une idée réaliste de l'état du monde et de la situation de la France. Cette exigence implique que les gouvernements et les oppositions successives n'entretiennent pas l'illusion de solutions faciles et rapides, contribuant ainsi à la démotivation des énergies ; que les médias développent un effort courageux et coordonné pour éduquer réellement. Les rêves sont vains, le désespoir inutile, le sentiment d'impuissance injustifié. (...) »

« Nous appelons tous ceux qui contribuent à la vie économique, sociale et, pour ce qui nous concerne, les membres des communautés chrétiennes, les mouvements et les regroupements divers, à s'informer sans exclusivité et à réfléchir aux raisons de la crise. Tenir une telle analyse est une entreprise complexe, même pour des spécialistes. (...) »

« Sans préjuger des résultats de cette analyse ni prétendre en épuiser le champ, nous croyons important d'évoquer quelques traits des mentalités courantes qui ont régné pendant toute la période de croissance continue et qui constituent, aujourd'hui, des obstacles à vaincre. (...) »

« L'un des moteurs efficaces de la consommation a été, pour chacun, le vif désir d'atteindre le niveau de vie de la catégorie sociale jugée immédiatement supérieure à la sienne. (...) »

« Le besoin de consommation ainsi stimulé a fait naître parfois, pour anticiper sa satisfaction, la course aux emprunts entraînant la pratique excessive du cumul des emplois. (...) »

« La croissance continue a entraîné des pratiques inégalitaires. Des groupes catégoriels ont su s'organiser pour obtenir des avantages contractuels ou légaux garantis indéfiniment. (...) »

« Le sentiment illusoire qu'il resterait des surplus à partager entre tous a engendré un système de protection sociale tellement complexe qu'il est parfois inaccessible aux plus démunis. Étendu à l'indemnisation du chômage, il est facilement altéré par des abus, malgré les valeurs qu'il comporte (1). (...) »

« Enfin le passage, en une génération, du monde rural au monde industriel urbain, l'objectif prioritaire de l'enrichissement individuel, la manque de participation des citoyens à une gestion des affaires jugée trop complexe pour eux, l'amenuisement des corps intermédiaires, ont suscité des comportements largement démunis d'idéal, insoucieux des autres et surtout de la collectivité. (...) »

« Il ne s'agit pas de juger ni de condamner. Nous constatons des faits. (...) »

« La persistance d'un tel état d'esprit rendrait impossible le nécessaire partage à la fois de l'emploi et du revenu. Déjà techniquement difficile, un tel partage serait impossible à réaliser sans transformation des mentalités individuelles et catégorielles. (...) »

« C'est donc à un examen critique que nous convions les catholiques. (...) Nous sommes appelés à nous montrer solidaires sans plus tarder. Personne ne peut se dérober. La confrontation avec l'Evangile appelle à de nouveaux comportements. (...) »

L'esprit de l'Evangile ne s'accommode pas de n'importe quel comportement individuel ou collectif. Il ne transige ni avec la vérité, ni avec la justice, ni avec le respect des partenaires. Dans le cas présent, la démagogie, le corporatisme, les multiples manières de tirer égoïstement son épingle du jeu, le report des responsabilités sur un bouc émissaire... contredisent les exigences de la foi.

#### Quatre séries de propositions (2)

« Chacun porte la responsabilité des moyens à mettre en œuvre : la diversité de situation des individus, des familles et des groupes, est telle qu'aucun code précis ne peut convenir à l'action concrète de tous. Il faut cependant admettre que nous devons questionner ceux qui disposent d'un pouvoir plus grand, avec plus de vigueur que ceux qui sont en situation de dépendance ou de pauvreté. Tous cependant ont des droits et des devoirs. (...) »

« Dans cet esprit évangélique de réconciliation et de partage, nous invitons les communautés chrétiennes à s'interroger sur la qualité de la solidarité humaine vécue par leurs membres. Nous leur proposons quelques points d'attention. Ces propositions sont exigeantes, réalistes et source d'espérance. Elles ne s'adressent pas toutes à tout le monde : à chacun, à chacune, à chaque groupe, de voir celles qui les concernent davantage et de les approfondir. (...) »

#### • EMPLOI

« Alors que certains ménages bénéficient du cumul de salaires plus que suffisants, le renouveau total ou partiel à l'un d'entre eux, celui de l'homme ou celui de la femme, faciliterait le partage du travail. (...) »

« Le cumul d'un emploi et d'une retraite suffisante peut poser question. Dans certains cas, renoncer au premier développerait la possibilité d'exercer une autre activité, par exemple dans la vie associative. (...) »

« Certains foyers, lorsque les enfants sont élevés et les besoins en voie de diminution, pourraient envisager la retraite anticipée. (...) »

« Il semble que l'on n'ait pas encore suffisamment exploré la possibilité d'emplois à temps partiel, au moins à certaines époques de la vie d'une famille. (...) »

« Une société dans laquelle le travail « au noir » est aussi répandu dans la plupart des catégories sociales ne peut être une société de justice. (...) »

« Toutes les inscriptions en fonds de chômage sont-elles pleinement justifiées ? (...) »

« Si le système de répartition des charges sociales freine l'emploi plus qu'il ne le stimule, il convient de le réexaminer. En contrepartie, les dispositions nouvelles devraient inciter à l'embauche. (...) »

« Dans la mesure où la sécurité des uns a pour contrepartie l'insécurité des autres, il serait anormal de lutter sans discernement pour le maintien des avantages acquis et des dispositions qui les consacrent. (...) »

« Dans les conditions actuelles, on ne peut en rester à une attitude nourrie de préjugés et systématiquement critique qui cacherait un refus de participer à la solution des difficultés communes. (...) »

#### • PLACEMENT DE L'ARGENT

« Ceux qui peuvent actuellement placer de l'argent ont à juger de leurs placements en fonction de leur utilité sociale et non de leur seule rentabilité financière. (...) »

#### • REVENU

« Sauf pour les plus défavorisés, la défense du niveau de vie n'est pas aujourd'hui l'objectif le plus urgent. (...) »

« Il est conforme à la justice que tous les professionnels, salariés ou non, participent au financement de la protection sociale. (...) »

« Les dissimulations et les fraudes fiscales et parafiscales vont à l'encontre de la solidarité indispensable. (...) »

« Les mécanismes d'augmentation des salaires sont légitimes pour assurer le nécessaire aux moins favorisés, mais étendre sans discernement ce processus à toute hiérarchie augmente souvent les inégalités. (...) »

« L'éventail actuel des revenus paraît loin de correspondre au travail ou aux services rendus. (...) Nous remarquons aujourd'hui des attitudes individua-

listes qui ne sont ni honnêtes ni raisonnables en face des institutions de solidarité telles que la Sécurité sociale. (...) »

« Le recours aux subventions de l'Etat et des collectivités n'est pas toujours justifié. Quand il l'est, le sens de la solidarité devrait conduire ceux qui en profitent à les rendre superflues grâce aux résultats obtenus pour permettre à d'autres d'en bénéficier à leur tour. (...) »

« Les responsables des deniers publics doivent se préoccuper du caractère productif et créateur d'emplois de leur utilisation. (...) »

#### • CONSOMMATION

« La vigilance des consommateurs, jointe à l'effort des intermédiaires, rendrait plus équitable la détermination du prix des services et des produits. (...) »

« S'interroger ne suffit pas. Seul le changement des comportements individuels et collectifs peut entraîner un plus haut degré de solidarité sociale, nationale et internationale. Dans ce but, que les catholiques qui exercent des responsabilités économiques et sociales déploient toutes les ressources de leur intelligence pour faire œuvre nouvelle ; pour ceux d'entre eux qui appartiennent aux catégories sociales les plus revendicatives et les mieux garanties, qu'ils poursuivent leur effort ou éventuellement prennent l'initiative d'imaginer, de proposer, de promouvoir, par des engagements collectifs, des pratiques nouvelles. Celles-ci relèvent de notre réponse à l'appel du Christ, d'un effort permanent de conversion. (...) »

(1) Nous avons déjà attiré l'attention sur ce point (La Sécurité sociale et ses valeurs, commission sociale de l'épiscopat, octobre 1980, éditions du Centurion).

(2) Cet intertitre est de la rédaction du Monde.

### L'individu et les lois ordinaires de l'économie

La déclaration du conseil permanent de l'épiscopat français sur la conjoncture économique et sociale troublera-t-elle quelques consciences chrétiennes ou sera-t-elle rejetée par ceux qui conçoivent mal que la politique, fût-elle sociale, s'élève dans les sacristies ? Quel citoyen français en fin de compte se montrera réceptif à un langage aussi éloigné de celui qu'emploient d'ordinaire les économistes. Pour peu informé qu'il soit de ces choses, l'homme de la rue n'imaginera pas que l'on puisse traiter d'économie sans parler de taux de croissance, de balance commerciale, de déficit budgétaire ou de prélèvement obligatoire.

Ces mots pourtant ne rendent pas compte des situations aussi compliquées que les économistes l'imaginent.

Pour cette raison, on pourrait penser que les évêques se sont méfiés de l'économisme, prenant le risque de manquer leur cible en ne démontrant pas, courbes et statistiques à l'appui, la valeur de leurs propositions. Pourtant, ils ne s'en sont pas tenus à quelques vœux pieux. Mettre en cause le cumul des salaires dans un ménage, celui d'un emploi et d'une retraite, le travail noir, l'insécurité frauduleuse au fond de chômage et bien d'autres comportements analogues relèvent d'une assez grande audace autant que d'une juste vision économique. Ces propositions, en outre, bousculent les canons traditionnels et ne seront pas acceptées, quoi qu'on en dise, par toutes les forces de gauche. Il sera facile de prétendre qu'elles relèvent plus de la morale que de la stratégie économique et sociale. Reste à savoir si l'on peut faire de l'économie sans se soucier de la morale.

Cette question est posée depuis un certain temps, depuis que la crise est venue brouiller les analyses pour lesquelles les experts des pays occidentaux. Pendant un quart de siècle, on s'était « donné l'illusion de régir les lendemains », selon l'expression d'un ancien commissaire général au Plan, M. Pierre Massé. Les

boussoles ne donnaient plus le nord, mais il était prématuré de le dire. Celui qui proclamait que le monde avait changé était suspect : il justifiait une politique d'austérité dont seuls auraient profité les nantis avides.

#### Le monde a changé

Les citoyens sans cesse poussés à consommer davantage ne pouvaient comprendre qu'un si grand péril s'abatte si soudainement sur eux qu'il leur faille tout aussitôt économiser l'énergie connue au temps de la guerre. La progression constante du pouvoir d'achat comme le maintien du plein emploi leur paraissaient naturels, personne n'ayant imaginé de rupture. Les prévisions à long terme faites dans les années 60 ne parlaient ni de chômage ni de ralentissement significatif du rythme de croissance à l'horizon 1985. Cet aveuglement, au demeurant partagé par tous, conduisit à prendre pour une crise passagère ce qui était, en réalité, un long et profond bouleversement.

Si le monde a changé, les comportements doivent aussi changer. Mais réclamer une modification de comportement n'est-ce pas faire appel à l'individu et négliger les lois ordinaires de l'économie ? N'est-ce pas se fonder sur l'effort personnel de quelques-uns qui doivent se décider sans être assurés d'être imités ? Plutôt que de jouer ce jeu de dupes, et pour des raisons qui tiennent à leur histoire sociale, les Français préféreraient s'en tenir au statu quo. Si quelqu'un doit bouger, ce ne peut être que l'Etat.

Cette attitude figée, dont on commence à faire la critique, a paralysé plus d'un gouvernement. Il est arrivé souvent que le remède ne puisse être administré alors même que le diagnostic était correctement établi. On prendra comme exemple l'analyse que faisait Jean Boissonnat il y a deux ans (1) — à une époque, faut-il le rappeler, où nul ne prévoyait sérieusement l'arrivée de la gauche au pouvoir. Dans la première partie

de son analyse, il démontre que l'inflation, en 1980, était plus rapide chez nous que chez nos voisins, et il en tirait la conclusion que le gouvernement ne pouvait « tenir » le franc, quoi qu'il arrive.

« En réalité, écrivait-il, il n'y a que deux issues à cette situation. Ou bien, dès qu'on voit le franc s'aligner sur l'évolution des prix, c'est-à-dire sera dévalué ; ou bien le rythme actuel de notre inflation sera brisé. Pour ce faire, pour briser l'inflation, Jean Boissonnat indiquait qu'il fallait aller jusqu'à amputer le pouvoir d'achat, s'en prendre notamment aux multiples mécanismes d'indexation, ce que, notait-il, M. Raymond Barre n'avait pas osé faire, alors que, dans la plupart des autres pays, on avait de la sorte « purgé » l'inflation. La conclusion, notre confrère la traitait à l'époque sous forme d'un rêve éveillé : « Peut-on imaginer, disait-il, qu'au lendemain d'une élection présidentielle — c'est-à-dire au moment où le nouvel élu jure de toute sa personne — gouvernement, patronat et syndicats décrètent une sorte de trêve des prix et des revenus pour essayer de ramener les évolutions nominales à un palier inférieur ? »

#### La contribution personnelle

Nous y sommes, à cette exception près que le blocage décidé le 13 juin dernier a été décrété par le gouvernement sans être approuvé, c'est le moins que l'on puisse dire, ni par les syndicats ni par les patrons. Toutefois, les protestations n'ont été que verbales, chacun sentant bien qu'une partie importante se jouait.

Sur ce fond de rigueur imposée par les événements, les évêques français affirment qu'il faut mettre au point de nouveaux types d'échange dans la justice et l'équité pour les hommes de nouveaux comportements, mais que les pouvoirs publics ne peuvent les décréter : qu'il appartient donc aux forces morales du pays, à commencer par l'Eglise, de susciter de tels comportements ; qu'il convient de changer les habitudes en se faisant route d'abord « une idée réaliste de l'état du monde et de la situation de la France ». La phrase-clé du document est peut-être celle-ci : « Il s'agit de permettre à chacun de comprendre la situation et de s'interroger sur la contribution personnelle qu'il est en mesure d'apporter. »

Et en effet, on ne peut écarter l'idée que ce sont bien les agents économiques, autrement dit tous les producteurs et les consommateurs, qui « font » l'économie. Et que, dès lors, l'attitude des uns et des autres retentit sur l'ensemble des activités économiques du pays. Rien n'est indifférent, ni la désinvolture qui préside à nos achats et justifie l'inflation, puisqu'il y a toujours quelqu'un pour payer, au prix demandé, ni le maintien de rentes de situation qui ne sont justifiées que par la chance.

Or on aurait tort de s'imaginer que cette analyse relève de la cogitation des seuls évêques et mal de morale. Elle recoupe au contraire un courant de pensée dont les auteurs ne se réclament pas nécessairement de l'Eglise. On rappellera à cet égard la thèse soutenue par M. Michel Albert, commissaire général au Plan sous le gouvernement de M. Raymond Barre, dans son livre Le Pari français (2). On renverra le lecteur aux différents ouvrages d'introduction à l'économie, de M. Jean-Marie Albertini, maître de recherches au C.N.R.S. ; les Rouges de l'économie, l'Economie française, Comprendre l'Economie mondiale, les mécanismes du sous-développement, etc. (3). Tout en rappelant qu'il est indispensable de maintenir les grands équilibres, celui-ci préconise d'intégrer les stratégies économiques, sociales et politiques. « Décisions, souligne-t-il, et ce dès 1978, la poursuite de la croissance économique dépend de notre capacité politique à résoudre certains problèmes sociaux. » N'est-ce pas ce que le conseil permanent de l'épiscopat exprime à sa manière quand il prétend que la mission de l'Eglise est « de susciter des attitudes nouvelles inspirées par le sens chrétien de la solidarité, la justice et l'équité » ? Les solutions qu'il propose méritent d'être discutées. Certaines ne seront pas acceptées, de gaieté de cœur, notamment par les femmes, qui se sentent les plus concernées par le cumul de salaires dans les ménages, au moment où elles revendiquent le droit au travail en tant que statut social. Globalement, c'est tout de même un vrai problème « économique », qu'ont posé les évêques français.

FRANÇOIS SIMON.

(1) La Croix, du 13 octobre 1980.  
(2) Michel Albert, Le Pari français, éditions de Seuil, 65 F. (le Monde du 12 juin).  
(3) Aux Editions ouvrières, Editions du Seuil.

circulez mieux dans le monde des affaires :

30% DE REDUCTION dès le premier vol



avec LES CARTES D'ABONNEMENT AIR INTER

VOUS AVEZ LE CHOIX ENTRE DEUX FORMULES

Il n'est pas nécessaire de voyager très souvent en France par avion pour rentabiliser une carte d'abonnement AIR INTER. Quelques aller-retour dans l'année (1) suffisent à en amortir le prix d'achat.

La carte d'abonnement "vois rouges, vois blancs, vois bleus" vous donne accès sans restriction à tous les vols sur la ou les lignes choisies.



La carte d'abonnement "vois blancs, vois bleus" (toute nouvelle) sur certaines lignes, donne accès exclusivement à aux vols blancs et aux vols bleus.



(1) entre 5 et 7 aller-retour sur une même ligne pour une carte nouvelle "vois rouges - vois blancs - vois bleus" - entre 3 et 5 aller-retour sur une ligne pour une carte nouvelle "vois blancs - vois bleus".

POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS ADRESSEZ-VOUS A VOTRE AGENCE DE VOYAGES, A AIR INTER PARIS TEL. : (1) 320.13.80, OU ECRIVEZ A AIR INTER DOCK, 1, AVENUE DU MARÉCHAL DEVAUX - 91550 PARAY VIELLE POSTE.

AIR INTER NOTRE MONDE C'EST LA FRANCE



## EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

### LA PRÉPARATION DU BUDGET POUR 1983

#### Les petits sous de l'écologie

M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, peut se montrer tout à fait déçu et satisfait du budget qui a été alloué à ses services lors du conseil des ministres du 1<sup>er</sup> septembre et qui sera proposé à l'approbation du Parlement.

Déçu, il l'est à l'égard des crédits de paiement et des dépenses ordinaires (l'est-à-dire les frais de gestion des services de l'environnement). Avec 751 millions de francs, le budget est en baisse de 3,55 % sur celui de l'an dernier.

Cette progression fort modeste sera, en outre, érodée par l'application de 1983. Elle se traduit même par le maintien à un niveau constant des dépenses de routine. Le ministère, y compris ses services de terrain, ne compte que sept cent quatre-vingt-quatre personnes et il n'y aura qu'un seul emploi supplémentaire en 1983. Seule consolation : trente-cinq contrats de travail à l'avenir jusqu'en 1985, seront titularisés. Mais les écologistes qui font cruellement défaut dans les délégations régionales à l'environnement, les inspecteurs des établissements polluants, aux effectifs réduits (vingt-cinq contre quarante pour toute la France), ne seront pas renforcés. Rigueur budgétaire oblige.

En revanche, pour les investissements, le ministère de l'environnement a bien tiré son épingle du jeu. En situation de programmes, ses crédits s'accroissent de 34,4 % par rapport à l'an dernier (522 millions de francs contre 418), alors qu'ils n'augmentent que de 13 % pour l'ensemble des ministères.

D'abord, on a remplacé par des crédits d'Etat les fonds traditionnellement versés au ministère de l'environnement par le P.M.U. Ces sommes, calculées sur les recettes du pari mutuel, avaient tendance à plafonner et même à diminuer. Les difficultés du P.M.U., qui les joueurs de l'Etat ne laissent au profit du lot, menacent à plus ou moins long terme cette entrée d'argent. Elle est désormais indépendante des aléas du jeu et donc définitivement consolidée. Elle représente 76 millions en 1983.

En second lieu, les crédits du Conservatoire du littoral, qui dépendent jusqu'à présent du ministère du plan et de l'aménagement du territoire, sont transférés à l'environnement. Ils se montent à 98 millions pour 1983.

Il était, en effet, surprenant que le Conservatoire du littoral, qui a pour rôle d'acheter des terrains en bord de mer pour les soustraire à la construction, soit rattaché à l'aménagement du territoire. Les crédits (d'ailleurs en diminution) de l'établissement public seront désormais sous le contrôle de M. Crépeau. Mais celui-ci devra partager la tutelle administrative du Conservatoire avec M. Michel Rocard, qui n'a pas voulu abandonner cette prérogative. Tout achat du Conservatoire devra donc porter une double signature, ce qui n'est pas fait pour raccourcir les délais ni alléger les procédures.

MAÏC AMBROISE-RENDU.

### ENVIRONNEMENT

#### Le Vaudreuil aura un directeur socialiste...

M. Roger Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, a nommé directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil M. Michel Doucet, ancien conseiller général socialiste de l'Eure. Cette nomination, intervenant au mois d'août, a été quelque peu surprenante : le conseil d'administration de l'établissement public, présidé par le docteur Paul Guilhaud, conseiller général M.R.G., se compose d'un grand nombre de personnalités, réunies en assemblée générale, désapprouva ce choix ; les divers responsables des villes nouvelles ne dissimulèrent guère leur étonnement.

Outre que ce genre de nomination n'est pas habituelle dans l'administration française, elle peut compliquer le fonctionnement de l'établissement public. Le Vaudreuil n'a de « ville nouvelle » que le nom : il est tout au plus un « bourg nouveau » ; le cœur de la ville, qui devait accueillir dans un premier temps quinze mille habitants, n'abrite, dix ans après le début des opérations, qu'à peine plus de cinq mille personnes ; deux mille logements ont été construits, mais près de cinq cents sont inoccupés. Les Normands ont boudé le Vaudreuil, qui devait, dans les plans primitifs, être un point de fixation pour éviter l'urbanisation continue de la vallée de la Seine entre Rouen et Paris.

L'établissement public d'aménagement du Vaudreuil connaît donc de sérieuses difficultés financières. Pour survivre — car il faut quand même tenir l'achèvement de ce qui a été commencé — il doit renforcer de collaborer avec les communes voisines afin de gérer la grande base de loisirs de plein air de 1 300 hectares, mais aussi parce que les deux communes de cette boucle de la Seine, regroupées dans le syndicat mixte du Vaudreuil, avec les départements de Seine-Maritime et de l'Eure, sont deux à majorité de droite, doivent coordonner leur projet d'urbanisme. Or, si le maître de la ville nouvelle du Vaudreuil est socialiste, certains autres, comme le maire du vieux village du Vaudreuil, sont dans l'opposition. Nommer à la tête de l'établissement public un homme politique local, ce n'est pas faciliter cette nécessaire collaboration. — Th. B.

M. Michel Doucet, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, occupait, au Crédit lyonnais, des fonctions de commerce extérieur. Mais il fut nommé, de 1976 à 1982, conseiller général socialiste de Louviers, canton voisin de celui du Vaudreuil. Le 21 mars, il fut battu au deuxième tour des élections par M. Jean Proust (R.P.R.). Il était déjà intervenu au Vaudreuil, puisque, du temps où il dirigeait l'assemblée départementale, il avait tenu — sans succès, d'en être le représentant au conseil d'administration de l'EPA à la place du docteur Guilhaud.

#### ...et une liaison par hélicoptère avec Issy-les-Moulineaux

« Passagers à destination du Vaudreuil, embarquement immédiat. » Non, ce n'est pas un canular. Il existe désormais une ligne aérienne reliant Issy-les-Moulineaux à la ville nouvelle normande, par hélicoptères, à raison de deux aller-retour le mardi et deux autres le jeudi.

A priori, l'entreprise peut paraître bien onéreuse : 330 francs pour 35 kilomètres à vol d'oiseau (le meilleur de l'aéronautique déjà construite à mille trois cents exemplaires qui assure le service), cela ressemble à un luxe hors d'époque. D'autant que des transports de surface existent. Mais c'est oublier que l'autoroute de l'Ouest n'est pas de tout repos et que le chemin de fer est parfois insuffisant.

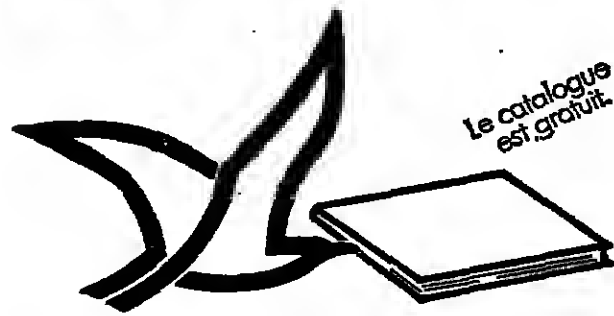
Que les initiateurs de la ligne aient nom, entre autres, M. de Burroughs, tend à prouver que l'idée n'est pas aussi folle. Les usines du Vaudreuil, comme celles de quelques autres industries, souffrent d'enclavement. Par la route, il faut deux heures à un ingénieur de Matra pour gagner Orly ou Roissy. Du temps perdu, et aussi de l'argent. Dans ces conditions, l'écart de prix avec l'hélicoptère qui l'emporte à destination en une demi-heure est vite compensé.

A tel point qu'une soixantaine d'entreprises manifestent l'intérêt pour l'hélicoptère dans la ville nouvelle. Leur désir a fini par rejoindre l'intérêt enthousiaste de deux entreprises : Hélicofrance, spécialisée dans l'exploitation commerciale des hélicoptères, et Technic'Air, créatrice d'hélicoptères sociaux et économiques en dalles de ciment préfabriquées qui permettent d'adopter une installation en trois jours là où les précédentes nécessitent pendant un mois et beaucoup de béton.

Elles se donnent deux mois pour prouver que la ligne est viable mais, surtout, que d'autres le sont aussi et que l'hélicoptère est désormais tout à fait bon pour le service commercial.

JAMES SARAZIN.

## Le catalogue locations vacances Hiver 82-83 est arrivé.



Le catalogue est gratuit.

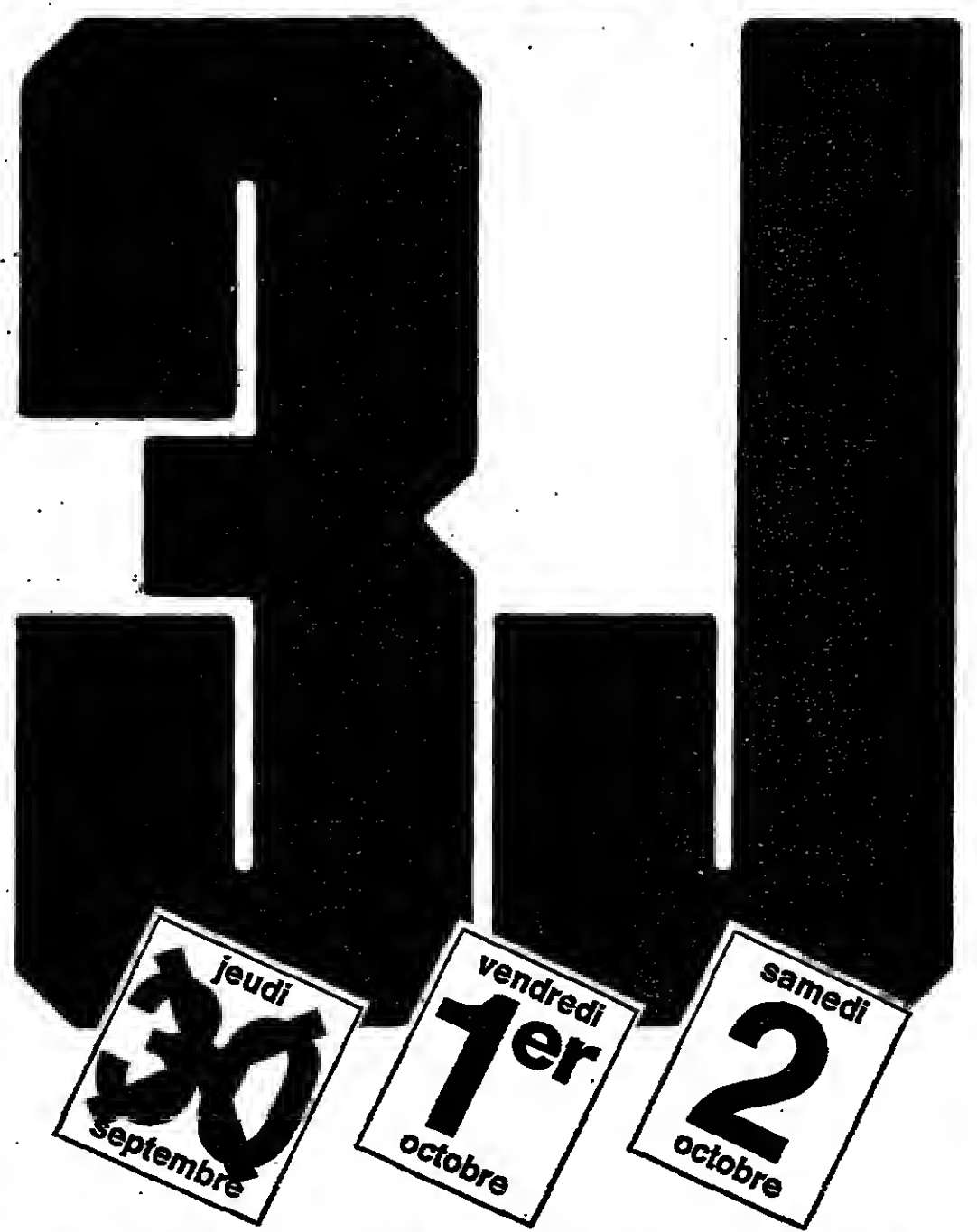
### Maeva

Découvrez nos 33 stations, mer et montagne, nos 5 000 appartements, nos services.

Tél. : (1) 745.17.21.

30, rue d'Orléans. 92200 Neuilly. Et Havas Voyages de votre ville.

## GALERIES LAFAYETTE



Des milliers d'articles 3 J, tous les rayons en fête !  
Les 3 J de rêve : des articles de rêve à des prix 3 J.  
Reportage permanent sur Europe 1.

Crédit gratuit 6 mois sur tout le magasin.

Crédit gratuit 6 mois, à partir de 2000 f d'achat, sur les articles marqués d'un point rouge. Des exceptions du dossier, après versement comptant 20 %, les frais de crédit Cetelem, (sauf assurance facultative), sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

**Galeries Lafayette**

Hausmann, Belle Epine, Montparnasse, Entrepôt de l'Île-Saint-Denis.

Près de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher)

#### E.D.E. envisage de construire un atelier de broyage d'enveloppes de combustibles nucléaires

De notre correspondante

Blois. — La centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), dont la construction, qu'il s'agisse de la première ou de la deuxième tranche, s'est déroulée sans incident, a été mise en service pour la première fois quelques semaines dans le département.

Ce n'est pas la centrale elle-même qui suscite des inquiétudes, mais un projet d'installation d'un atelier de broyage et de conditionnement des combustibles de graphite pour la centrale « A 900-Mw » fonctionnant à l'uranium naturel, un combustible qui se présente sous la forme de barreaux, faits d'une gaine en alliage de magnésium, le tout étant enfermé dans une chemise de graphite de 80 centimètres de long.

#### L'opposition de la commune d'Avray

Chacun des deux réacteurs de la centrale contient environ quarante mille éléments combustibles qui restent en moyenne trois ans en activité, quand on les retire du cœur du réacteur, les barreaux d'uranium sont déposés dans une piscine avant d'être

envoyés à l'usine de Marcoule (Gard). Quant à la chemise de graphite, elle est placée dans l'un des deux silos construits en même temps que la centrale.

Or ces deux silos seront pleins avant la fin de 1984. Il avait été initialement prévu de construire trois silos supplémentaires, mais les responsables préfèrent aujourd'hui opter pour la technique du broyage et du conditionnement sur place. L'électricité de France présente aucun risque de rejet, ni liquide, ni gazeux, et fait observer que les déchets ne seront plus sur place comme c'est le cas à l'heure actuelle, mais seront envoyés dans des fûts vers l'usine de La Hague (Manche).

Toutefois, deux comités de défense viennent de fustiger pour rendre plus efficace leur opposition au projet. Et la commune d'Avray, qui est la plus proche de la centrale nucléaire, a pris position contre l'installation de l'usine de traitement des combustibles de graphite, préférant que celles-ci soient directement envoyées au centre de La Hague. Une enquête d'utilité publique est en cours.

BEATRICE HOUCARD.

Handwritten note in Arabic script: "العمل من أجل" (Work for...)



هكذا من الأصل

V5121

PUBLICIS

# LA FETE DE L'AUTOMOBILE DU SAMEDI 2 AU LUNDI 4 OCTOBRE



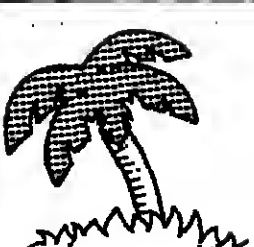
**6 RENAULT 9 GTL ET  
6 RENAULT 5 CAMPUS A GAGNER**

**12 VOYAGES AU SOLEIL  
A GAGNER**



## GRAND JEU DES 3 BORNES

Pour partir le cœur en fête au volant d'une Renault 9 GTL ou d'une Renault 5 Campus, il suffit de retirer chez votre concessionnaire ou votre agent Renault une carte-jeu. Sur cette carte figurent 3 bornes. Vous en choisissez une. Attention, choisissez bien! Vous la grattez avec une pièce de monnaie, et vous verrez apparaître un symbole. Pour savoir si vous avez gagné, consultez le tableau qui se trouve chez votre concessionnaire ou votre agent Renault, et au vu de votre carte, vous repartirez peut-être au volant d'une Renault 9 GTL ou d'une Renault 5 Campus, la dernière-née de la gamme Renault 5. Chez Renault, la fête est pour tout le monde, il y a des sacs isothermes et des lampes électriques de poche à gagner. En tout, plus d'un million de cadeaux. Jouez vite, et que la fête commence!



## JEU CONCOURS DU SERVICE RENAULT

**1<sup>er</sup> prix : 1 semaine en HAITI pour 2 personnes.**  
**2<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> prix : 1 semaine en SICILE pour 2 personnes.**  
Partir au soleil, c'est la fête que vous offre Renault. Pour saisir cette chance, rendez-vous vite chez votre concessionnaire retirer votre bulletin de participation. Répondez aux 4 questions que vous pose le Service Renault. Votre bulletin rempli et déposé dans l'urne fera l'objet d'un tirage au sort, et peut-être partirez-vous une semaine en Haïti ou en Sicile. Répondez vite et participez à la fête du soleil! Bonne chance!

**PLUS D'UN MILLION DE CADEAUX A GAGNER!**

**CREDIT DIAC\* SPECIAL PORTES OUVERTES SUR TOUTE LA GAMME (VOITURES PARTICULIERES)**

# VENEZ FETER LES RENAULT 83

Renault fête la gamme 83. Venez applaudir la Renault 9, qui mérite bien son titre de voiture de l'année 82, la Renault 5 Campus, une Renault 5 Luxe, mais pas cher du tout. Venez découvrir des nouveautés étonnantes, la Renault Fuego Turbo D\*, le coupé diesel le plus rapide du monde ou la Renault 20 Turbo D\*\*, une grande routière accrocheuse et économique. Faites connaissance avec la nouvelle Renault 18 Turbo 125 ch DIN\*\*\* (92 kW ISO à 5500 tr/mn), la Renault Fuego GTL 1647 cm\*\*\*\*, toutes deux plus puissantes et la Renault 4 encore plus agréable avec ses nombreux aménagements intérieurs. Venez voir la gamme Renault 83, plus que jamais chez Renault l'innovation est à l'honneur. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée: 4,8 L (\*de gazole) à 90 km/h - 6,7 L à 120 km/h - 8,1 L en cycle urbain. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée: 5,6 L (\*\*de gazole) à 90 km/h - 8,3 L à 120 km/h - 8,4 L en cycle urbain. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée: (\*\*\*\*) 5,5 L à 90 km/h - 7,7 L à 120 km/h - 9,7 L en cycle urbain. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée: (\*\*\*\*) 4,9 L à 90 km/h - 6,6 L à 120 km/h - 8,7 L en cycle urbain.

# PORTES OUVERTES CHEZ RENAULT

\*DIAC Diffusion Industrielle Automobile par le Crédit, S.A. au capital de 350.000.000F. - 51-53, Champs Elysées, 75361 PARIS. Cedex 08 - RCB 542 062 435. RENAULT préconise elf



Si vous ne pouvez pas venir chercher ce guide à nos bureaux, nous vous l'envoyons contre 5 francs en timbres.

هكذا من الاحل



# BALADE A LA CARTE

## DIX VITESSES SUR LE CAUSSE

DANS le poussif autocar qui, parti d'Alès sur une route cahoteuse, serpente à travers les gorges du Gardon en direction de Florac, le T.G.V., le Cévenol et autres trains de luxe paraissent loin. Ici rien ou presque n'a changé depuis un demi-siècle. A chaque village, le car charge et décharge tranquillement les petits colis pour l'arbutage ou les sacs postaux. Et un coup d'œil sur les hauteurs laisse découvrir le tracé de l'ancien chemin de fer dont l'exploitation cesse — arbitrairement — il y a une quinzaine d'années.

A Florac, l'effet de surprise est total. Une énorme barre rocheuse de 400 mètres surplombe la vallée. Cet extraordinaire accident géologique a nom causse Méjean, un plateau calcaire de 33 000 hectares entouré de gorges profondes (Monte, Tarn, Tournon), d'une altitude moyenne de 950 mètres. « Climat sain, étés secs et chauds, hivers longs et rudes, très beaux sites, corniches, zones boisées et dénudées », Christian Planter, secrétaire

de l'association caussenarde pour l'écueil et le développement culturel, fondée il y a douze ans et qui rassemble deux cents adhérents, plante le décor tout en escaladant au volant de sa 2 CV le vertigineux chemin vicinal menant sur la causse.

### La planète de là-haut

Là-haut, au cœur du parc national des Cévennes, sur une autre planète, vivent 1,4 habitant au kilomètre carré, cinq cents personnes environ, un peu plus d'été, « l'effectif d'une compagnie », aurolent grimpé les militaires du temps où les envahisseurs de Larzac volaient. En fait, comme aux Malouines, les ressortissants les plus nombreux d'avant être les moutons : dix-huit mille, la seule richesse tangible sur ces caillouteux arpentés où un agriculteur doit posséder 300 hectares pour vivre. Continuellement par centimètre, il tente d'étendre

la surface cultivable. Une performance dans une contrée qui ne possède aucun point d'eau : depuis 1971, celle-ci arrive du mont Algotoul vers chaque foyer grâce à 140 kilomètres de canalisations.

Question d'équipement pour la tournée, c'est réussi, quasiment l'ensemble pour les autochtones aussi ! La causse recense une pompe à essence, un boulanger et une épicerie digne de ce nom. Il est difficile de ne pas descendre dans l'une des vallées voisines. Trois écoles subsistent : celle de Christian Planter à sept élèves. Une maternelle vient de clore ses portes : les trois bambins et leur mère s'ennuyaient à mourir. Dans la sidama, les parents ne voient plus grandir leurs enfants : ceux-ci émigrent à Mandou ou à Millau pour n'en ramener qu'après le service militaire. Car, aujourd'hui — phénomène remarquable — l'exode rural est arrêté. Plutôt que de grossir la poignée des chômeurs en ville, les jeunes s'accrochent à cette terre qui n'a pas dit son dernier mot. Afin de se connaître et de se distraire, une équipe de football est née : emmenée par l'instigateur, elle vient de remporter le championnat régional, devant les gens des vallées.

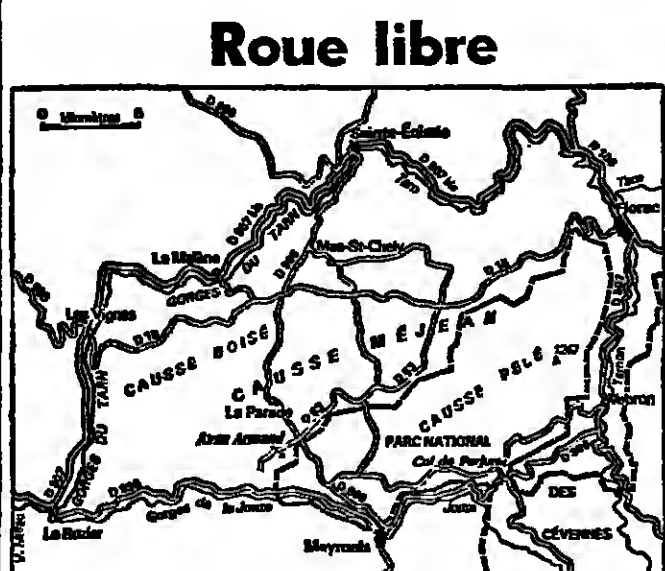
### Bidons d'eau

Afin de compléter le revenu des familles, l'Association caussenarde, présidée par Mme Varnhet, tente d'attirer le touriste avec six campings à la terre, un centre d'hébergement de vingt lits et un gîte d'étape à 15 francs la nuit, onze gîtes ruraux, cinq fermes proposant des chambres d'hôtes et des fermes-auberges à 50 francs la nuit pour deux personnes avec douche chaude à l'étage. Et, ô merveille ! l'Association propose en location quarante vélos à dix vitesses pour 30 francs par jour, le moyen rêvé de découvrir le causse, à condition de ne point s'aventurer sans deux bidons d'eau.

Sur le croquis du causse remis par l'Association, la « ferme d'outre-fois », des vestiges préhistoriques, une exposition géologique et l'événement d'attraction, à moins de flâner parmi les dizaines de kilomètres de chemins goudronnés. Reste le tour pédestre du causse, 200 kilomètres non balisés systématiquement, rapporte Michel Guilbert, l'un des animateurs : « Car la tournée chewing-gum tout maché ne nous intéresse pas ! »

Il n'est pas rare d'entendre nos hommes politiques évoquer, avec des trémolos dans la voix, les Français du bout du monde s'évertuant à survivre sur une terre difficile. A l'occasion, sur la liste, ils peuvent rajouter le Méjean.

MICHEL DELORE.



• Secrétariat de l'association caussenarde pour l'écueil et le développement culturel, Le Buisson, 46100 Meyrueis, tél. (06) 35-61-22 (réception de l'après-midi et de la location des vélos).

• Deux revues : « Les Cahiers du Causse Méjean » (publiés par l'association caussenarde) et « Drailles » (association « Drailles », B.P. 46, 46100 Florac).

• Parc national des Cévennes, 46100 Florac. Publie : — une carte officielle du parc et de sa zone périphérique (1:50.000, au 1/50 000 en quatre couleurs) ; — les topo-guides des sentiers GR 66 (Tour de l'Alzon) et GR 67 (Tour des Cévennes) ; — des pochettes sur les autres sentiers du parc ;

— la revue « Cévennes » et une lettre mensuelle d'information.

• Accès au Causse-Méjean : — route départementale 187, depuis Millau ou nationale 106 Alès-Florac ; — train jusqu'à Millau, puis car jusqu'à Meyrueis ; — train jusqu'à Alès (ligne Paris-Nîmes par le Massif Central), navettes fréquentes avec Nîmes (environ 20 minutes de trajet) ; de la gare routière d'Alès, car privé jusqu'à Florac à 16 h 40 (arrivée vers 18 heures), retour avec départ de Florac à Alès à 9 h 15, d'où un train part pour Nîmes à 9 h 22. Le car Alès-Florac accepte quelques vélos. Le transport des vélos est gratuit (bagages à main) dans certains trains de la ligne Alès-Nîmes.

## AUTOCARISTES

### MITCAR 82

LES autocaristes vivent d'une part du ramassage scolaire et professionnel, d'autre part de l'exploitation de lignes régulières. Ces deux fonctions quotidiennes assurent de moins en moins la rentabilité des entreprises. C'est pourquoi le marché international du tourisme en autocar, le « Mitcar », donne du 7 au 10 octobre aux professionnels la possibilité de mieux remplir occasionnellement leurs véhicules.

Cinq cents exposants attendent huit mille visiteurs pour conclure avec eux des contrats destinés à fabriquer des produits touristiques fiables et attractifs. Trois tables rondes animées par la rédaction de la revue Bus et car traitent de sujets d'actualité. La première table de quatre participants au point de vue d'attribution d'étiquettes aux autocars. Ce classement existe déjà en Allemagne, en Belgique et en Suède. Pourquoi pas en France où l'année 1982 sera la règle Renault produira le premier car de grand tourisme ?

La deuxième table sera consacrée aux rapports parfois difficiles entre les hôteliers et les autocaristes.

Enfin, sous-évalué cherchant en commun les moyens d'améliorer leur image de marque : design des véhicules, catalogues, logos, etc.

Une quatrième table ronde sur la politique du gouvernement socialiste en matière de transport en autocar a été présidée par les organisateurs. Comme l'explique M. Jean Furet, directeur du Mitcar, « la terrible accident de Beaune est venu bouleverser nos projets, car, dans ce contexte, le débat aurait été à vif ».

\* Mitcar (réservé aux autocaristes et aux agents de voyage). 7 au 10 octobre. De 10 h à 19 h, le jeudi, le vendredi et le samedi. De 10 h à 17 h, le dimanche.

## Sierra-Leone

### Cocotiers de cartes postales

CETTAIT sans aucun doute une page que de vouloir introduire le tourisme occidental dans un Etat qui a, le plus sérieusement du monde, appelé sa décoration officielle l'ordre national du Moustique, en hommage à cet insecte sévissant, agaçant et piquant, car il était porteur de la malaria et qu'il contribuait ainsi à l'élimination des... Blancs. Et pourtant, grâce à la quinine, à l'obstination de quelques passionnés et à l'appât des devises, et pourtant aussi malgré les infrastructures insuffisantes, la corruption largement répandue et la xénophobie de la population, l'expérience a été tentée. Et elle est en voie de réussite. D'ici, pour la saison 1981-1982, deux mille touristes sont venus en Sierra-Leone, dont 80 % de Français, ce qui représente un accroissement de 300 % par rapport à l'année précédente. Trois fois par semaine, de novembre à juin, un vol U.T.A. relie Paris à Freetown, où l'hébergement est assuré à l'Hôtel Many-Yoko, inauguré en 1980 pour loger les chefs d'Etat du sommet de l'O.U.A. Géré par l'ancien responsable du Mbarra de Tahiti, M. Steeb, ce palace avec piscines, tennis et golf tout proche, dominant une immense plage, constitue une véritable récompense après un vol de six heures... au moins.

Car tout ici est dépayssé et contraste. Conçues entre la Guinée socialiste, l'Indonésie aux touristes, et l'immense Libéria, la petite Sierra-Leone, montagneuse et difficilement pénétrable, offre en effet les plus belles plages qui soient en Afrique. C'est par hectares de sable blanc que se baignent en bordure d'une mer sans marée, sans barres, et sans rouleaux, aussi douce et tiède à minuit qu'en plein soleil. Les cocotiers penchés sur l'eau, les villages de piroguiers que l'on atteint par mer ou par des pistes de latérite échantonnées à travers la forêt, évoquent tout à la fois

les Seychelles, les Caraïbes ou la Polynésie, mais à quelques heures seulement de Paris. Il faut aller à River-Number-Two bungalow qu'un jeune et entreprenant français, Alain de Conninck, a aménagé pour les touristes, et y assister au retour des pêcheurs de barracudas. Il faut aller à River-Number-Two ou à Tokay-Beach, où le long de kilomètres de plages désertes et éblouissantes on fait griller le poisson tandis que des enfants offrent mangues et ananas. Il faut laisser de Conninck négocier avec les chefs de villages les safaris-photos indispensables à tout voyage africain.

Et puis, il faut, dans Freetown, où aucun building n'a encore été édifié, voir les maisons colorées et démodées bâties par les premiers esclaves africains et y a deux siècles, traverser prudemment les foules grouillantes sur les marchés permanents — on risque, si l'on n'y prend garde, de se faire voler sa montre au poignet, et même ses lunettes sur le nez. On y admire le cotton-tree, ce framer géant planté lors de la fondation de la cité, un peu avant notre révolution de 1789, et devenu un vénérable monument végétal.

Freetown, avec tout ce qui lui reste d'authenticité, contraste décidément avec le modernisme banal de trop d'autres capitales africaines. Et l'on comprend mieux que Graham Greene ait pu écrire ici, dans le bar minable du restaurant City-Hotel : « Tout ce qui est laid est européen ».

Ainsi, à grande vitesse, la Sierra-Leone devient un million promoteur du tourisme africain, entre le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, pour tous ceux qui recherchent la chaleur, le soleil et la mer en plein hiver.

ANDRÉ PASSERON.

\* Adresses, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris, 753-75-58. Une semaine Paris-Paris, chambre, petit déjeuner au Many-Yoko, de 5 270 à 7 210, selon les périodes.

## Laos : on rouvre

DES circuits touristiques seront-ils organisés au Laos, début novembre ? Déjà, en mars et en avril derniers, Diethelm Travel, une agence de voyages installée à Bangkok, avait réussi à envoyer en scoutisme, dans l'ex-royaume du million d'éléphants et du parasol blanc, pour la première fois depuis la prise du pouvoir par les communistes en décembre 1975, trois groupes de touristes. Une trentaine de visiteurs au total, Autrichiens, Allemands et Suisses. Les préparatifs, puis la réunion du troisième congrès du parti populaire révolutionnaire avaient obligé Diethelm Travel à interrompre prématurément, au printemps dernier, sa série de tours organisés au Laos qui n'ont pas repris depuis lors.

Mais, M. H.-P. Tugener, directeur général de cette agence de voyages, a bon espoir de relancer rapidement son projet. N'a-t-il pas en main une lettre d'intention des autorités de Vientiane en date du 31 mai 1982 ?

Ces voyages organisés — quinze personnes au maximum — pourraient avoir une fréquence hebdomadaire. M. Tugener espère obtenir, début novembre, l'accord définitif des autorités locales qui se seraient engagées à accélérer les procédures de délivrance des visas, et dématérialiser aussi le programme. Les responsables locaux semblent avoir pris conscience de la nécessité de relancer le tourisme au Laos, si pauvre en devises. « C'est un secteur-clé de notre économie », affirme M. Souphavanh Inthavong, vice-ministre du plan, une richesse que nous devons exploiter.

Encore convient-il de modérer ces ambitions, car moyens de transport et capacités d'accueil font encore cruellement défaut. Reste aussi à valider les résistances de tous ceux qui, dans un pays politiquement replié sur lui-même, craignent les courants d'air.

JACQUES DE BARRIN.

# AGADIR

## AU DEPART DE PARIS

### 2400F\*

\* 8 jours avec petits déjeuners.

Demandez nos catalogues et réservez auprès de votre agent de voyages ou dans les agences Air France. Pour tout renseignement consultez le centre d'information Jet Tours, 19, avenue de Tourville 75007 Paris. Tél. : 705.01.95.

# AIR FRANCE

## Jet tours

TOUTES LES VACANCES DU MONDE

## TOURISME

### HOTELS SELECTIONNES

**Mer**

**ILES ANGO-NORMANDES**

**ILE DE JERSEY**

Une île est étonnante cette petite île de 20 km de long sur 10 de large, située à 20 km seulement des côtes de Normandie qui, depuis sont adhérentes au petit Etat rattaché à la Couronne d'Angleterre mais indépendante. L'île est administrée par le Gouvernement, son Gouvernement, ses lois, sa monnaie, ses timbres et ses services de police. L'île est une destination de choix pour les touristes. L'île est une destination de choix pour les touristes. L'île est une destination de choix pour les touristes.

**Montagne**

**05420 ST-VERAN (Hautes-Alpes)**

LE VILLARD - Tél. : (04) 82-82-82-82. Chèques et duplex avec carte postale. 2 à 9 pers. Fond. Plat. De Noël à Pâques.

**Provence**

**ROUSSILLON - 04200 GORDON**

AD MAS DE GARRIGON — Des vacances idéales pour l'été dans le petit hôtel de charme du Luberon. Calme, confort, cuisine de marché. Piscine dans l'habitat, tennis et équitation à proximité. Demi-pension. Accueil : Christiane BECH-DEBART.

**Italie**

**VENISE**

**HOTEL LA FENICE**  
EX-CELSIOR  
(près du Palais de la République)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Ambiance intime, bon confort.  
Réservation : 41-35-35 VENISE  
Tél. : 4150 VENISE 1  
Directeur : Dante Apollonio

**Suisse**

**CH 3962 MONTANA-CRANS VALAIS**

Hôtel DREY — Vacances d'été en Valais. Prix par jour : 35 F.S. OFFRE SPECIALE POUR 2 PERSONNES : 91 F.S. Comprenant chambre, bain, petit déjeuner, petit déjeuner, 1 repas, services de table. Tél. 1841/77/41.21.15

## SALZBOURG A LA CARTE

### Formules spéciales automne-hiver 1982/83

Week-end escapade ou semaines culturelles.  
Noël, Nouvel-An à Salzbourg.  
Semaine Mozart (fin janvier 1983).

Cures de remise en forme et d'aminéssissement.

Demandez notre dépliant détaillé, le « SALZBOURG-PACKAGE » à :  
Office de Tourisme de la Ville de Salzbourg.  
7, Auerspergstrasse, A-5024/SALZBURG.  
Tél. 19.43.6222.71511 - 73866/74620.  
TLX. 633486.

# SALZBURG

— de schneestadt

محکمات الاصل



## Plaisance

## Petits chantiers, petit avenir

« **Q**UE faut-il souhaiter aux petits chantiers navals malades, une lente agonie ou une mort rapide ? » Cette phrase, écrite dans la bouche d'un industriel du secteur ne surprend plus aujourd'hui. Dans un contexte incertain, les difficultés économiques ont bel et bien touché les plaisanciers, mais peut-être de manière moins immédiate.

Le calcul est simple : en 1982, le chiffre d'affaires global des fabricants de bateaux de plaisance sera au mieux égal à celui de l'an passé, subissant donc l'inflation de plein fouet. Or Beneteau a connu une progression de son chiffre d'affaires de l'ordre de 30 % et Jeanneau également, sans compter la fabrication de voiliers, qui a apporté cette année 80 millions de francs de chiffre d'affaires. Cette croissance des deux leaders s'est faite à l'exportation, mais également au détriment des petits chantiers, désarmés dans une lutte qui porte désormais des noms barbares : gestion, cash-flow, investissements.

Dernière, ce n'est pas l'euphorie. Dans l'industrie, une période d'autant plus délicate que le baron Bich semble s'être totale-

ment désengagé du capital financier, retirant implicitement sa caution déterminante dans l'avenir du chantier rochelais. Le nouveau directeur, Gaston-Marie Cocchi, se retrouve donc dans la même position que ses concurrents, sans parrainage fortuné. Yachting-France continue de fabriquer de bons produits mais a du mal à se créer une image de marque dans ce créneau encombré.

Ce créneau, GibSea et Kelt l'ont trouvé. Le premier en se présentant comme l'alternative des deux grands, même s'il n'est pas véritablement troisième chantier. Il croise le fer sur tous les terrains : en course, en transportant la très réputée compétition du Figaro, en marketing, où il se positionne comme « le concurrent ». M. Chamblé n'a pas froid aux yeux, mais sait rester prudent : « L'important, aujourd'hui, c'est le cash-flow. En cinq ans, nous avons perdu 10 points dans ce domaine : 6 à cause de l'augmentation de la main-d'œuvre, 2 à cause des frais financiers. »

Chez Kelt, Gilles Le Band a également fait preuve de sagesse : « 1982 a été l'année de consolidation interne. » Embouteillage d'un directeur général venu de l'industrie (la vraie), à l'heure où le Band I, meilleur cocheron, achète d'un ordinaire.

## Les Suisses n'aiment plus les bateaux français

Dans ce tourbillon 1982, de nombreux autres chantiers ont connu de sévères difficultés : Wanquiez a déposé son bilan, licencié cinquante personnes, mais est repartie avec toute la détermination de son chef d'entreprise, Henry Wanquiez, qui a le mérite de posséder d'excellents bateaux. Un projet de 47 pieds devrait voir le jour en 1983, dans la lignée des Hood, Pretoria et Centurion.

Cela dit, la tendance du Grand Pavot, qui vient de se tenir à La Rochelle, est au gros bateau, et les chantiers français, jusqu'à présent de ce marché favorable, rattrapent le temps perdu : Beneteau vient de sortir un 46 pieds, le 456 de l'ère « Orient Express » a présenté le plus grand bateau de La Rochelle, un 19 mètres avec une piste de descente sur le pont ; Fourreau a exposé un 18 mètres au design italien, la *Planète bleue*, et le chantier Minault, un 18,50 mètres destiné au charter ; « Au-delà de 17 mètres ou de 18 mètres, précise Guy Fillon, directeur du chantier Fourreau, la clientèle n'est pas touchée par la crise, et d'ailleurs elle est surtout étrangère. »

Désormais les chantiers français se positionnent sur les chasses gardées de Swan et de Balise avec beaucoup de bonheur. Mais les mesures gouvernementales et fiscales imposent un droit d'escalade de 3 francs par jour et par tonneau aux bateaux battant pavillon d'un pays n'ayant pas conclu de convention d'assistance douanière avec la France sont inopportunes. Déjà les Suisses ont décidé de boycotter les voiliers français. Guy Fillon peut s'estimer heureux : le propriétaire de la *Planète bleue* est suisse et a acheté ce magnifique voilier quelques jours avant la nouvelle réglementation. D'autres chantiers n'auront pas cette chance.

Il est trop tôt actuellement pour établir un véritable bilan du Grand Pavot, qui a été décalé en partie dans le mauvais temps. Un multicoque de croisière, l'*Exception*, a attiré beaucoup de monde, et l'on peut se demander s'il s'agit uniquement de curiosité. Avec ses 12 mètres de long et ses 8 mètres de large, l'*Exception*, dessiné par Philippe Briand, inaugure une nouvelle génération de voiliers habitables auxquels les Français ne sont pas habitués, à la différence des Anglais ou des Américains. Parallèlement, Sylvester Langevin, l'architecte d'*El Aquilino* et de *Gautier III*, vient de produire un trimaran de 10,20 mètres, le *Triel 34*, aux chantiers Aluminium et techniques. Il ne s'agit pas d'une coïncidence, mais bien d'une évidence qui est dans l'air depuis quelques années : un multicoque est plus confortable, plus rapide, va partout et sa fiabilité est désormais prouvée aux quatre coins des océans. Alors, le multicoque de croisière est-il pour demain ?

Ce produit séduisant n'en est pourtant qu'à son deuxième stade : après le multicoque sportif (Edel Cat, Hobby Cat...), voici venu le temps du multicoque de croisière fabriqué par des chantiers de taille moyenne : Triagos, Speed 1000, *Exception*, *Triel 34*. Pour l'instant, ni Jeanneau ni Beneteau ne semblent avoir à ce créneau, et ils attendent les résultats des premiers produits mis sur le marché pour se faire une véritable opinion. Le jour où un multicoque de croisière sortira de l'usine des Herbiers ou de Saint-Hilaire-du-Riez, c'est que le plaisancier français aura enfin compris qu'aller vite sur l'eau est à la fois un gage de sécurité et un plaisir sans limite, et non pas un droit réservé aux navigateurs de haute mer.

DOMINIQUE GAUTRON.

## Hippisme

## HISTOIRE D'UNE GRANDE FAMILLE

**N**OUS voici donc devant l'interrogation majeure de l'année, celle à laquelle ont dû conduire, s'il y a quelque logique sous les pas des chevaux, toutes les cavalcades du printemps et de l'été : quel va, dimanche, gagner l'Arc de triomphe ? Quel est le champion des champions ?

Fait unique dans l'histoire de cette course et rarissime dans celle des autres, prodige des prodiges : la lutte devrait être d'abord celle de deux demi-frères, *Bikala* (quatre ans) et Assart (trois ans).

L'histoire de ces deux chevaux illustre de façon spectaculaire les caprices des destins hippiques.

En 1968, l'industriel suisse Walter Heefner (l'un des rares et des plus importants actionnaires privés de Volkswagen), qui venait de créer un haras en Irlande, Moyglare Stud, acquiesça, à Deauville, pour 370 000 francs (à l'époque, une enchère considérable) une pouliche qui se recommandait d'une victoire dans le prix de Minerva : *Irish Lass*.

Unie au grand *Sea Bird*, *Irish Lass* donna le jour à une pouliche : *Irish Bird*.

Walter Heefner la mettait en vente, toujours à Deauville. Il nourrissait l'ambition d'être un grand éleveur international, mais pas un dieu de la statistique, gardant éternellement les mêmes souches : su, contrairement, un homme qui échoue, vend, au gré des ascensions et des déclin, fait de l'arbitrage, comme à la Bourse, qu'il connaît bien.

*Irish Bird* était achetée 700 000 F par Daniel Wildenstein.

Mais elle se révéla très médiocre : caractère rebelle, répugnance à la lutte, jambes fragiles. Elle remporta péniblement et uniquement un « maiden », c'est-à-dire une course pour chevaux n'ayant jamais gagné.

Ce n'était pas suffisant pour l'écurie Wildenstein, qui avait des visées plus élevées et était sur le point de les atteindre avec *Allez France*. Le propriétaire la remettait en vente. Entre-temps, *Sea Bird* était mort. Probablement de Weller Heefner se dit-il qu'il n'allait plus avoir souvent l'occasion de faire entrer à Moyglare Stud des filles du grand champion. Il racheta son élevage. En 1975 et 1976, elle lui donna deux poulains, qu'il vendit. On est toujours à la Bourse... Hélas ! ces deux premiers poulains furent aussi médiocres que l'avait été leur mère : l'un ne devait gagner qu'à quatre ans en obstacles ; l'autre allait courir encore plus obscurément, aux Etats-Unis. Walter Heefner se débarrassa donc, pour 6 000 guinées, aux ventes d'Irlande, du troisième produit de *Irish Bird*. Ce n'était autre que *Bikala*. Et, comme décidément il ne croyait plus à cette famille, l'année suivante, en 1976, à Paris — bien entendu, avant que *Bikala* ne se fût révélé — il vendit *Irish Bird*.

pour 200 000 francs et le quatrième fils de celle-ci pour 180 000 francs. Ce quatrième fils était Assart. Assart a été syndiqué voilà quelques semaines, aux Etats-Unis, pour 25 millions de dollars, c'est-à-dire l'équivalent de 175 millions de francs : *Bikala* vaut 20 ou 30 millions, qui tripleront s'il gagne dimanche. Les produits puînés de *Irish Bird* et celle-ci représentent ensemble plus de 30 millions. Au total, un capital hippique de 220 à 250 millions de francs a été cédé pour 430 000 francs par un homme qui, dans le même temps — croyant acquiescer un crack alors que c'était lui qui le détenait — achetait, une fortune, l'éphémère *Masterman Lake*. La Bourse des chevaux doit laisser des arrière-goûts d'amertume... Pourtant, Walter Heefner, qui connaît les règles — et les aléas — du jeu hippique, sera, dimanche, dans les tribunes de Longchamp, apparemment aussi attentif et aussi enthousiaste que si les deux champions n'étaient cessé de lui appartenir.

## Un cheval tout neuf

Nous sommes de ceux qui, des deux, préfèrent Assart. *Bikala* est étêté de ce qui est une quasi-infirmitté dans une grande épreuve internationale : il ne sait que s'élever en tête et galoper éperduement jusqu'à ce que le souffle lui manque. Certes, ce souffle manque à d'autres — et presque à tous — avant de lui faire défaut.

Mais, chez des adversaires de première grandeur, comme ceux de dimanche, il se trouve souvent un petit melin qui, s'étant laissé traîner sans effort au milieu du peloton, aborde les cent derniers mètres avec des forces intactes. Assart peut être ce petit melin.

Pourtant, il reste une incertitude à son sujet. Il n'apprécie pas le terrain lourd. Il est possible qu'en dernière heure, s'il pleut, il reste en Irlande : au prix où il vient d'être mis en copropriété, il n'a plus le droit de mal courir... Après les deux fils de *Irish Bird*, nous tenons confiance à *Real Shadai*. C'est un cheval tout neuf, qui n'a couru qu'une fois depuis le début de l'été, à Deauville, pour gagner le Grand Prix (voie d'approche de l'Arc) remportant empruntée

male qu'avait pour lui suivi Molvédor, vainqueur en 1961). Sa remarquable pointe de vitesse ne peut que profiter de cet état de fraîcheur.

Noir quatrième favori sera Bon Sang. Celui-ci, longtemps absent des pistes à la suite d'ennuis de santé, est aussi, de ce fait, un cheval tout neuf.

Il paraît que ce Bon Sang nous a fait quasiment mentir. En tout cas, son éleveur, le propriétaire libanais Naji Pharaon, croit utile de préciser par écrit ce qu'il définit comme « l'histoire réelle » de Bon Sang.

« Au cours d'un dîner, offert par M. Fustok, qui est un frère et un ami pour moi, celui-ci a eu l'extrême gentillesse de me proposer d'aller avec lui en Irlande pour m'offrir des chevaux en association. Trop touché par ce geste, j'ai décliné l'invitation et proposé à mon tour en cadeau le mollet d'un yearling en qui je croyais fermement et qui s'appelait Bon Sang, considérant que M. Fustok avait tout le temps de faire un geste en retour en attendant de voir comment allait se comporter Bon Sang... Vous m'avez prêté des propos que je n'ai jamais tenus... »

Allons, maintenant que l'on sait que Bon Sang se comporte bien, le « frère », l'ami, peut au moins se préparer à donner un autre dîner, bien entendu fraternel et amical...

On ne peut pas ne pas citer encore, parmi les compétiteurs de dimanche, *All Along*, *Harbour*, *April Run*, *General Holmes*, *Ardross*, *Kelaglow* (ces deux derniers cependant, partent douteux).

Une mention encore pour le russe Kasteri, il représentera le plus grosse cote de la course mais il sera le premier cheval soviétique au départ de l'Arc depuis *Anilin*, voilà quinze ans.

LOUIS DANIÉL.

## En Business Class, sur long-courrier, quelle compagnie préférez-vous ?



A en croire la plupart des compagnies aériennes, les différences entre les Classes Affaires se mesurent uniquement en centimètres. Bien sûr, c'est important d'avoir de la place pour ses jambes. Mais pour Lufthansa, c'est la moindre des choses. Parce qu'en Business Class, sur nos DC 10, comme sur nos B 747, nous avons supprimé jusqu'à 31 sièges. Pour vous, c'est du confort en plus et davantage d'espace vital. Mais ce n'est pas tout. Notre Business Class, c'est aussi un choix de menus et un service de bar gratuit : si vous ne trouvez pas votre bonheur parmi notre sélection de six bières, de six whiskies ou de sept vins, vous le trouverez sans doute dans notre grand choix de boissons non alcoolisées ; à moins que vous ne préférez notre délicieux porto. Et notre Business Class, c'est aussi un grand choix de lectures et de distractions gratuites durant le vol. Il n'y a que Lufthansa pour vous donner tout ça.

## RÉSIDENCES

secondaires ou principales

### Campagne • Mer • Montagne

**Aude : QUILLAN**  
Vue panoramique sur Pyrénées  
PROPRIÉTÉ de 54 ha  
ruisse de 220 m<sup>2</sup> PRIX 1 080 000 F  
BENEFICIAIRE de 750 m<sup>2</sup>  
très bon état sur terrain de 3 000 m<sup>2</sup>  
viabil. divers pos PRIX 425 000 F  
MAISON DE MAÎTRE  
736 m<sup>2</sup> hab. sur terrain de 1 ha  
Divers pos.  
Bâtiment rest. état. PRIX 1 000 000 F  
Tél. 05/20-40-42  
TORTS. B.P. 16 - 11500 QUILLAN

GERS. — Charmante maison de campagne restaurée, beau séjour, cuisine, 3 chambres, 1 salle de bains, garage, jardin, belle vue. PRIX : 350 000 francs.  
IMMOBILIER-SERVICE  
32150 Casaubon. Tél. : (52) 95-35-34.

CARAVANTING Résidentiel, 8 km mer.  
Lota, eau, électricité, nus ou avec caravane.  
de 100 000 F à 250 000 F  
Agence EUROPAZUR  
178, rue Jean-Jaures, 43000 FRETUS.  
Téléphone : (94) 51-55-88.

**VIENNOIS (40)**  
Face au lac de Port-d'Albret  
Résidence de PESTACADE  
Parking couvert compris  
Studios T1 - T2 - T3  
Vendus entièrement meublés  
LIVRAISON JUILLET 83  
A partir de 175 000 F

**SOUILLAC-SUR-MER (33)**  
Entre Océan et piscine  
LE GRAND LARGE  
Studios T1 - T2 - T3  
Vendus entièrement meublés  
LIVRAISON JUILLET 83  
A partir de 165 000 F  
Parking compris

Renseignements :  
C. O. F. A. - Place Pierre-Curie - 33700 AIGUIERS - BORDEAUX

Nom ..... Adresse ..... Tél. ....

مكتبة الامم المتحدة







**échecs** N° 989

## TROP D'OPTIMISME NUIT

1. A4	C45	D45	F45 (n)
2. A5	C45	D45	E45
3. C45	56	D45	F45 (n)
4. C45 (n)	56	D45	F45 (n)
5. C45 (n)	56	D45	F45 (n)
6. C45 (n)	56	D45	F45 (n)
7. C45	56	D45	F45 (n)
8. C45	56	D45	F45 (n)
9. C45	56	D45	F45 (n)
10. C45	56	D45	F45 (n)
11. C45	56	D45	F45 (n)
12. C45	56	D45	F45 (n)
13. C45	56	D45	F45 (n)
14. C45	56	D45	F45 (n)
15. C45	56	D45	F45 (n)
16. C45	56	D45	F45 (n)
17. C45	56	D45	F45 (n)
18. C45	56	D45	F45 (n)
19. C45	56	D45	F45 (n)
20. C45	56	D45	F45 (n)
21. C45	56	D45	F45 (n)
22. C45	56	D45	F45 (n)
23. C45	56	D45	F45 (n)
24. C45	56	D45	F45 (n)
25. C45	56	D45	F45 (n)
26. C45	56	D45	F45 (n)
27. C45	56	D45	F45 (n)
28. C45	56	D45	F45 (n)
29. C45	56	D45	F45 (n)
30. C45	56	D45	F45 (n)
31. C45	56	D45	F45 (n)
32. C45	56	D45	F45 (n)
33. C45	56	D45	F45 (n)
34. C45	56	D45	F45 (n)
35. C45	56	D45	F45 (n)
36. C45	56	D45	F45 (n)
37. C45	56	D45	F45 (n)
38. C45	56	D45	F45 (n)
39. C45	56	D45	F45 (n)
40. C45	56	D45	F45 (n)
41. C45	56	D45	F45 (n)
42. C45	56	D45	F45 (n)
43. C45	56	D45	F45 (n)
44. C45	56	D45	F45 (n)
45. C45	56	D45	F45 (n)
46. C45	56	D45	F45 (n)
47. C45	56	D45	F45 (n)
48. C45	56	D45	F45 (n)
49. C45	56	D45	F45 (n)
50. C45	56	D45	F45 (n)
51. C45	56	D45	F45 (n)
52. C45	56	D45	F45 (n)
53. C45	56	D45	F45 (n)
54. C45	56	D45	F45 (n)
55. C45	56	D45	F45 (n)
56. C45	56	D45	F45 (n)
57. C45	56	D45	F45 (n)
58. C45	56	D45	F45 (n)
59. C45	56	D45	F45 (n)
60. C45	56	D45	F45 (n)
61. C45	56	D45	F45 (n)
62. C45	56	D45	F45 (n)
63. C45	56	D45	F45 (n)
64. C45	56	D45	F45 (n)
65. C45	56	D45	F45 (n)
66. C45	56	D45	F45 (n)
67. C45	56	D45	F45 (n)
68. C45	56	D45	F45 (n)
69. C45	56	D45	F45 (n)
70. C45	56	D45	F45 (n)
71. C45	56	D45	F45 (n)
72. C45	56	D45	F45 (n)
73. C45	56	D45	F45 (n)
74. C45	56	D45	F45 (n)
75. C45	56	D45	F45 (n)
76. C45	56	D45	F45 (n)
77. C45	56	D45	F45 (n)
78. C45	56	D45	F45 (n)
79. C45	56	D45	F45 (n)
80. C45	56	D45	F45 (n)
81. C45	56	D45	F45 (n)
82. C45	56	D45	F45 (n)
83. C45	56	D45	F45 (n)
84. C45	56	D45	F45 (n)
85. C45	56	D45	F45 (n)
86. C45	56	D45	F45 (n)
87. C45	56	D45	F45 (n)
88. C45	56	D45	F45 (n)
89. C45	56	D45	F45 (n)
90. C45	56	D45	F45 (n)
91. C45	56	D45	F45 (n)

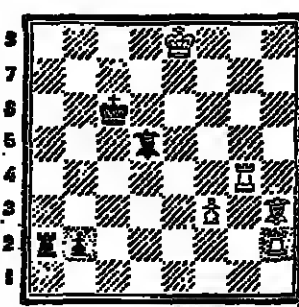
[illegible][illegible]

**SOLUTION DE L'ETUDE N° 988**  
**Y. DOROGAY, 1973.**

[illegible]

## ÉTUDE

**D. PETROV**  
(1980)



**BLANCS (5) :** R63, Tg4 et h2  
 h3, P13.  
**NOIRS (4) :** R66, Ta2, P45  
 h2.  
*Les Blancs jouent et gagnent.*  
**CLAUDE LEMOINE**

**bridge** N° 986

## LE COUP DU FAKIR

Cette donne a été l'une des plus belles de l'année 1979 car la réussite du contrat a exigé un raisonnement parfait.

♠ 6 5 2  
 ♥ 6 5 8.  
 ♦ A 10 8 4  
 ♣ A D 4

♠ A 5 7  
 ♥ 12  
 ♦ B 6 6 2  
 ♣ 10 8 6 2

N	O	E
S		S

♠ R D 4  
 ♥ A D V 10 9 7  
 ♦ D 7  
 ♣ 7 3

Adv. - S. don. N.-S. vain.

Sud	Ouest	Nord	Est
Besse	X	Jacobi	Y
1 ♥	passé	1 SA	passé
3 ♥	passé	3 SA	passé

Ouest ayant entamé le de Trèfle, le déclarant a joué le dame; Est prit avec le roi et le contre-attaque; le valet de Pique cou-

vert pour la dame et l'as. Ouest rejoue le 8 de Pique et Sud mit le roi ; ensuite, il monta sa mort, grise à l'as de trèfle et fit une coupe. Cœur ayant fait la levée, comment Besse a-t-il joué la suite du coup pour gagner QUATRE CŒURS contre deux ?

**Réponses**

A moins que le roi de Carreau ne soit sans le déclarant se condamnerait s'il jouait l'as de Carreau pour monter au mort et à la fin de la levée, l'as de Carreau tira donc l'as de Cœur et vit avec satisfaction tomber le roi de Cœur. Ensuite, il a tiré ses atouts et a vu que le déclarant avait bien la situation à la fin.

Sur le sixième coup d'atout chaque adversaire ne put conserver que le roi de Pique et l'as de Pique ou un Trèfle ; afin de garder second un honneur à Carreau. En effet, si Est ne conserve que le roi de Pique, Sud jouera l'as de la dame de Carreau pour faire

teur Carreau. Bref, la situation fut la suivante :

♠ R 9 10 4    ♠ A 10 4 4  
 ♣ —    ♣ —    ♣ —    ♣ —    ♣ 10 ♠ V 5

Besse joue alors le 4 de Pique sur lequel il dévassait le 4 de Trèfle et mort. Est prit, mais il est mort. Carreau se retourne sur lequel Sud fourrait le 7 en espérant qu' Ouest avait le roi (ce qui semblait probable puisque Est avait laissé entrer le main à Pique)...

Si Ouest avait gardé le 7 de Pique et Est le 4 de Trèfle, c'est Ouest qui aurait pris le roi et qui aurait été forcé de jouer Carreau sans que Besse, cette fois, risque de se tromper.

**Un attaque mortelle**

L'entame a souvent un rôle décisif comme dans cette donne de Championnat du monde de Rio.

Qu'avez-vous attaqué par

**scrabble®** N° 147

TOUCHEZ PAS  
AU FRISBEE

Ne touches pas un frisbee, ou du moins n'y touches pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle édition du P.E.I. Nous passerons aujourd'hui en revue les nouveaux mots étrangers (mais jouables) qui y figurent. Outre le FRISBEE, pratiqué par les discoboles en herbe, on trouve le BRUNCE (-S) télescopage des mots BREAK-FAST et LUNCE, apprécié des "acc-kard", le CLASH (-S) con-  
nu brutal - le DRAGSTER

	TRAGE	SOLUTION	REP	POINTS
1	EEIODST			
2	O+RIOURQ	DEISTE	H 4	18
3	O+AIIMNP	DORIQUE	4 H	30
4	IUECHLT	PROMENAI (a)	J 3	87
5	IBO+ACUT	LUTH	11 H	26
6	AEDLNNV	ECORBAIT	N 4	66
7	-EIEELLE	NAVEL (b)	G 5	21 + 10
8	AEEUTV	INDIGERAI	9 B	54
9	-AEEPERS	TEUT	8 L	96
10	IODNETW	FALKERNES (c)	1 7	76
11	NW+EUNN	DROIT	A 4	33
12	ENNN+AEJ	WU (S)	O 2	26
13	EENN+LMI	JAN	A 13	41
14	-AEUDGFS	EUE	C 12	31
15	UDG+ESS?	PAYSE	L 6	29
16	AEOKLMT	DEGU (I) SES (d)	E 3	68
17	EOHMT+AT	KA	P 2	34
18	LT+CGFEI	ATOME (e)	O 11	23
19	CGLETT+ES	TP	F 11	23
20	CLT+AEV	DEGRES (f)	A 4	26
21		LEGAT	H 11	27
22				848

[illegible]

**NOTES**

(a) OPINAMES, 7 A. 82.  
TOMAINÉ, 8 G. 82, (d) solo de  
mae Larozaia, (c) vin ariague;  
ARINNES, C. 6. 72, (d) ou  
RIGUES, C. 6. MOLEST,  
RIGUES, C. ATELOE, implacés,  
(f) ou DRECES.  
**Résultats :** 1. Lapoterie, 755.  
Port. 763, 3. Hostein, 773, 4.  
1. 763, 2. Résultats  
Tournoi, homologue, 1. Arbat.  
Hostein, S. Mme Gabard, 4.  
1. 5. Balemets.

• Chronique n° 143 ENCYCLOPEDIA UNIVERSARICA  
LUS : il manque aussi le mot  
quimau CUMAK, grande bar.

• Journaux homologues d'Ob-  
serv. Le 8, Challenge de Wal-  
nieu, homologue F.F.S.C. tél. :  
2) 25-23-11-80. Le 10, Angers,  
1) (41) 49-51-60, et Clermont-  
Ferrand, 2) 37-27-27.  
Toulouse, tél. : (61) 21-56-93.  
Tours, tél. : (38) 88-23-61.

**MICHEL CHARLEMAGNE.**

# les grilles du week-end

## MOTS CROISÉS

N° 217.

Horizontalement

I. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas dans le vent. — II. Détestable. Débutée en tranches. — III. Pour faire du blé. Pourra qu'il ne demande

[illegible]

**ANA - CROISÉS®**

**Verticalement**

1. Bricole. — 2. Dans l'empire des sens. Partie de mitta. — 3. Méconnue. N'a pas d'imperfections. — 4. Possessif. Fait un effet bouffé. — 5. Peu distingués. — 6. Les. — 7. Proposition. En avant. Syndicat. — 7. A au plus près. Verrait et fleurit (rarement) en Méditerranée. — 8. Montrés au doigt. — 9. Pratique. — 10. Pour les fouter, soyons sérieux. Tout dialogue lui est impossible. — 11. Affeuteuses. Personnes. — 12. A ouvert les yeux. Au mamelon. — 13. Encore plus affeuteuses.

**№ 217**

**Horizontalement**

1. ADELIMPU (+ 1). — 2. AKINORSU (+ 1). — 3. DEGILOE. — 4. AAEWNOG. — 5. EIORSSSU. — 6. AEILNRU (+ 2). — 7. EELIFT (+ 1). — 8. AEILNRU (+ 1). — 9. AAEKRSU. — 10. AEILNRU (+ 1). — 11. AAEFGNRU. — 12. ACELRU (+ 3). — 13. EILNBSU. — 14. AERNNRU. — 15. AEEIPTX. — 16. AINRSV (+ 1).

Solution du n° 216

**Horizontalement**

I. Enquiquinasse. — II. Moûts.  
Smashes. — III. Bus. Loupes. Vt.  
IV. Onclaire. Éole. — V. Née.  
Meeting. — VI. Patiss. Ultima.  
— VII. Os. As. Le durtin (le durtin).  
— VIII. Ageru. Eute. 12.  
Nouveau. Solide. — X. Trans-  
gressée.

**Verticalement**

I. Embonpoint. — 2. Nouveaux.  
Er. — 3. Queue. Ana. — 4. Ut.  
Tapin. — 5. Islamistes. — 6.  
Oies. Esg. — 7. Usure. La. — 8.  
Impétueuse. — 9. Nae. Rd. Es. —  
10. Essentiels. — 11. Ut. Oratoire.  
12. Seru. Mutée (Mûse). — 13.  
Espérances.

**FRANÇOIS DORLET.**

17. DETIMOS (+ 1). — 18. ACEPLPU (+ 1). — 19. EILNPN. — 20. EIMNPN. — 21. AGERTU (+ 3). — 22. AEGILU (+ 2). — 23. AEKRU. — 24. AETKNST. — 25. ELRSSUU. — 26. AEGRRUU. — 27. AACF. — 28. AFNPU (+ 1). — 29. ADEFN. — 30. AAGMNT (+ 2). — 31. REEPFS. — 32. EWRSSY.

Solution du n° 216

Horizontalement

1. SCENARIO (ACTIEROS,  
ACONIER, ECORNAL, NECRO-  
SAT). — 2. BANANE. — 3. BRA-  
CELET (CELEBRAT). — 4. BU-  
SINESS. — 5. ASPERITE (ESPE-  
RAT, PESERRAT, FESTERAL).

PÉTERAIS, PIETERAS, PIRATEES, REPÉTERAIS). — 8. IMITAT (MITAIT). — 7. AMENUISE (MANUEUSE). — 6. ESSIEU (ESSUE). — 9. TREPANG. — 10. TRUCIDEES. — 11. EMACIE. — 12. TOLUENE. — 13. LEBENDE. — 14. LENTIGO, grain de beauté.

15. SONATINE (ETONNAIS).  
16. COUTIL. — 17. PACTOLE  
(CLAPOTE, PECLOTA). — 18.  
EGYPTIEN. — 19. GAGEURE  
(EGRUEA). — 20. AEGOSOME,  
insecte. — 21. RABLOTS. — 22.  
DEBESAIT (DEBOISAIT, DE-  
BOISSAIS). — 23. MERCUREY. —  
24. BANLIEUE. — 25. POITEVIN.

26. OUTARDE (DEROUTA.  
ETOURA, DOUTERA. REDOU-  
A), — 27. ALSACIEN (CAN-  
SE, ELANÇAIS, ENLAÇAIS).  
28. ERODAI (IODERA), — 29.  
EGMENT. — 30. ETHNIES  
HEINES). — 31. ASIENTO  
TONIES, OSAIENT), contrate  
autorisant la traite des Noirs  
dans les colonies espagnoles.

**MICHEL CHARLEMAGNE  
et CATHERINE TOFFIER.**

[illegible]

مكتبة من الاجل



هكذا من الأصل

CINÉMA

« L'HONNEUR D'UN CAPITAINE », de Pierre Schoendoerffer

Plaie ouverte

Paris 1982. Vingt ans ont passé depuis la fin de la guerre d'Algérie. Au cours d'une émission télévisée consacrée au conflit, un militant de gauche, professeur à la Sorbonne, va accuser un officier tué lors des derniers combats et dont on vient de voir le cadavre sur les écrans : « C'était un tortionnaire et un criminel... comme tous ceux qui firent, par métier, cette guerre injuste. » Cet officier mis en cause, c'est Marcel Caron (Jacques Perrin). Sa veuve (Nicole Garcia) décide de laver l'honneur de son mari, diffamé dans l'émission. Le procès, intenté contre vents et marées, va faire suivre l'itinéraire exemplaire d'un soldat, depuis les heures exaltantes de la Résistance, quand il avait dix-sept ans, sur le plateau des Glières, jusqu'à la ligne Morice, à la frontière tunisienne, où il tombera, mort d'être las de se battre quand sifflent les balles.

Découpé comme une enquête, le procès va permettre, à travers les récus, les documents photographiques et la mémoire des témoins, de constater que l'honneur du capitaine peut être lavé ou non de tout soupçon, selon le jugement politique que l'on sera amené à porter sur un conflit qui mit la France au bord de la guerre civile.

Autrefois militaire, puis correspondant de guerre, Pierre Schoendoerffer prouve encore une fois avec son film qu'il fait partie des auteurs courageux, prêts à ériger lorsque le besoin impératif de proclamer leur vérité l'exige (1).

L'œil braqué jadis sur ce que fut l'indochinoise de la défaite - ce sera la 317<sup>e</sup> Section - il prend aujourd'hui à bras-le-corps le drame de la guerre d'Algérie, l'ère honteuse de l'ombre du Crotte tombant. Toute une génération a connu cette tragédie qui mena à l'héroïsme, mais

aussi aux défaillances et aux méthodes inavouables.

L'honneur d'un capitaine est la suite logique d'une démarche : les hommes qui ont survécu à l'enfer indochinois se sont vu confier, à peine sortis des camps vietnamiens, humiliés et blessés, la mission apparemment simple de maintenir l'ordre sur une terre alors française. Ils se laisseront prendre au piège, pour la seconde fois, mais auront fait ce qu'ils pouvaient, sous le regard tout proche d'une France indécise qui enverra sur le terrain toute sa jeunesse.

Ce film laisse un goût d'équivoque qui atteindra jusqu'à la veuve du capitaine Caron, on le verra dans les dernières images. Curieuse fin qui nous amène à nous demander si, vingt ans après, ce portrait d'un officier, tué après dix-huit jours de commandement, symbole de l'armée d'Algérie défilante, ne vient pas trop tard et ne risque pas de ne convaincre que les convaincus et d'échapper à ceux que cette partie de l'histoire de France ne concerne pas.

Jacques Perrin est l'officier de la 317<sup>e</sup> Section, mais il a vieilli, et le passé indochinois qui vole son regard annonce le soldat perdu. La mort l'empêchera d'aller plus loin.

Nicole Garcia est sobre, qui veut laver l'honneur. En avocats de l'accusation et de la défense, Georges Wilson, pour le capitaine et l'armée qu'il représente, Charles Denner pour la conscience de gauche, sont l'image de la France écartelée qui vit la fin de l'Algérie française, avec sa débâcle de conscience. Le plus convaincant n'est pas celui qu'on pense.

CLAUDE LAMOTTE.

(1) L'honneur du capitaine n'a pas bénéficié de l'avance sur recettes et l'armée n'a pas prêté son concours au tournage.

\* Voir les films nouveaux.

INSTITUT

La commission du Grand Prix du roman de l'Académie française s'est réunie le jeudi 30 septembre et a retenu les titres suivants selon l'ordre alphabétique de leurs auteurs : Alexandre Astier, Le Perceur (La Table ronde) ; Dominique Fernandez, Dans la main de l'ange (Grasset) ; Philippe Labro, Des bateaux dans la nuit (Gallimard) ; Henri Polès, Sur le fleuve de song vient parfois un beau navire (Julliard) ; L'âge d'homme ; Vladimir Volkoff, Le Montagne (Julliard) ; Françoise Nèkakis, La Nuite coupée (Grasset). Cette liste est définitive et inamovible.

L'Académie française a ensuite arrêté le calendrier suivant jusqu'à la fin de l'année : jeudi 26 octobre : élection au fauteuil du duc de Lévis-Mirepoix ; jeudi 4 novembre : Grand Prix du roman ; jeudi 9 décembre : grand prix Paul-Morand ; et jeudi 16 décembre : séance publique annuelle de l'Académie.

RECTIFICATIF. - Une erreur s'est glissée dans l'article d'André Fermigier, « La fin des Beaux-Arts ? » (Le Monde du 29 septembre) à propos de la direction des archives et de la direction des bibliothèques. La direction des archives dépend bien du ministère de la Culture. En revanche, la direction des bibliothèques relève du ministère de l'Éducation nationale et c'est la seule direction du Livre qui entre dans les attributions de la rue de Valois.

HENRI ALLEG: LE FILM EST « AMBIGU DANS SON PROPOS ET FAUX DANS SES CONCLUSIONS »

Dans un entretien publié par l'Humanité ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre, M. Henri Alleg, l'auteur de la Question, déclare que le film de Pierre Schoendoerffer est « ambigu dans son propos et faux dans ses conclusions ».

Reprochant notamment au cinéaste de ne pas citer « la mort d'environ un million d'Algériens », M. Henri Alleg estime qu'« on trouve dans le film tous les poncifs et les mensonges véhiculés aux pires moments de la guerre coloniale ». Il poursuit : « Plutôt que d'éclaircir ce qui a été cette guerre coloniale, il estompe la réalité du mouvement de libération d'un homme sous une offrande d'honneur... La présentation d'un des protagonistes, commandant de parachutistes et personnage sympathique, comme un patriote sans compromission peut même être considérée comme une apologie indirecte de l'action criminelle de l'O.A.S. ».

« Théâtre à une voix », opération patronnée par la S.A.C.D. (Société des auteurs et compositeurs dramatiques) en liaison avec le Théâtre Essalon, repart de cette salle le 2 octobre avec « Cap à cœur » de Jacques Elmer, lu par José Maria Flotats et Catherine Rich. D'autres lectures suivront chaque samedi, à 14 h, et à partir du 11 octobre, chaque lundi à 18 h.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

JOSEPH LOSEY  
ISABELLE HUPPERT

la Truite

Un film sensuel. Jean-Luc DOUIN - PÉRIODIQUES  
Une tragédie feutrée, somptueusement raffinée. Annie COPPERMANN - LES ÉCHOS  
Un très beau film... Isabelle Huppert est l'interprète idéale d'un rôle presque tragique. Jacques SICLER - LE MONDE  
Inépuisable, glissante, fuyante, Isabelle Huppert incarne la perverse héroïne de Roger Vadim. LE FIGARO  
L'émotion du retour superbe de Joseph Losey. LA CROIX

Gaumont

VARIÉTÉS

A LA GAITÉ-MONTPARNAISSE

Le blues de Sapho

Sapho n'est pas une inconnue. Il y a quelques années, elle a donné des concerts à l'éphémère théâtre Campagne-Première. Plus récemment, elle a publié aux éditions Ramsay son premier roman (Douce Violence) et présenté chez EMI son troisième album (Passage d'enfer), qui a détonné au milieu de la production française courante, par une recherche de sons, par une musique libre, rock et jazz mêlés à des couleurs orientales, par une voix qui hurle - conçu dans l'extravagance et le rêve.

Au théâtre de la Gaîté-Montparnasse, où elle est entourée de six musiciens français (Lanning Robinson et Marc Salama aux batteries, Richard Morier à la guitare, Pascal Trogoff au saxophone, Diego Burgado à la basse, Ariane Cadier au clavier), Sapho s'impose magistralement dans un show éclairé de temps en temps par un éclair de cirque.

Certes, l'ensemble comporte des naïvetés, des maladresses et, dans la gestuelle, s'ajoutent de plans clichés. Mais la violence qui porte le chant de Sapho a une belle et forte résonance. La voix, puissante, magnétique, est celle d'une chanteuse de blues. Dans une chanson en forme de cris, Sapho rend d'ailleurs hommage à Janis Joplin et, dans une adaptation rock réussie d'une chanson de Marguerite Monnot et de Michel Rivage, elle salue à sa manière Édith Piaf.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, 20 b 15.  
\* Albums distribués par Pathé-Marconi.

THÉÂTRE

MARIONNETTES AUSTRALIENNES A CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Neville Tranter et ses doubles

L'Australie a encore frappé. Si un palmarès devait être proclamé à l'issue du sixième Festival mondial des théâtres de marionnettes qui s'achève ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre à Charleville-Mézières (Ardennes), Neville Tranter arriverait en tête, loin devant avec son Stuffed Puppet Theatre.

Neville Tranter, originaire de Melbourne, a fait son apparition en Europe lors du Festival des fous à Amsterdam en 1978 ; et il a résidé ensuite dans cette ville. C'est à se demander pourquoi et comment il a fallu attendre quatre ans pour le découvrir en France. C'est à devenir encore plus impatient d'en arriver au prochain Festival d'automne qui promet une livraison consistante de performances australiennes : si elles sont toutes de ce tonneau-là, on aura du bon temps en 1983. Le pays, on dirait le continent de Mad Max n'a pas fini de surprendre : certains prétendent que l'on s'y ennuie faiblement. En tout cas, les artistes travaillant là-bas, pour ceux que l'on connaît, déjouent joliment la désolation.

Très triste mais très belle est la sixième des quelque douze histoires brèves qui constituent le « one (super) man show » de Neville Tranter. Tout y est suggéré des nostalgies d'une vieille veuve attendant son heure dans l'une de ces maisons de retraite bien cosy où les conversations se réduisent aux considérations quotidiennement reprises sur le temps qu'il fait, le menu du jour, et celui du lendemain, et comment l'on a dormi, les pilules distribuées par les infirmières, et le temps qu'il fera...

La marionnette au chignon argenté, au cou ridé dont le visage impressionnant de vraisemblance a pris avec les années un côté masculin,

une dame âgée donc, s'est mise sur son trente et un pour un rendez-vous avec l'ange qu'elle a cru voir dans le jardin : avec sa meilleure robe - la bleue brodée - et ses boucles d'oreilles, et son mouchoir fin, Ma-tilda, c'est son nom, s'adresse à John, l'ange invisible. Lui dit : « C'est si tranquille ici, il est interdit de cueillir les fleurs et de faire l'amour », repense à voir haute à son mari défunt depuis vingt ans. Petites phrases courtes, simples, et une conclusion digne des meilleures nouvelles. Fin : on passe à un autre sujet. On plonge dans l'humour noir, puis le poème, avec ou sans paroles. Plus loin l'ironie féroce. D'autres auraient besoin d'heures pour n'en pas montrer davantage.

Retourner l'illusion

Montrer est le mot. Et pourtant Neville Tranter n'est pas un montreur de marionnettes au sens strict. La moitié de ses « études en fantaisie » relèvent certes de la technique traditionnelle des poupées à gaines ou à tiges manipulées derrière un castelet. Autrement, s'il passe au devant de la scène, c'est en danseur qu'il arrive, moulé dans un collant blanc et non pas vêtu de noir comme le veut la coutume, selon laquelle celui qui anime doit disparaître au profit des formes qu'il anime. Tranter inverse l'effet optique, retourne l'illusion, ou plutôt il conjugué ses mouvements à ceux des créatures fabriquées, au point de semer le doute. Parfois il se déguise à vue, faisant de son propre corps celui d'une marionnette géante. Il se détache de lui-même, apte à se réduire à l'état d'objet, de structure neutre, qu'une simple cape, un masque, un bandeau sur les yeux, ou un semblant de robe métamorphose.

Et le voilà Pierrrot de taille humaine entraînant dans un tango intense et lascif son double féminin, pour ensuite payer son tribut de marionnettiste « réglo » à un Pierrrot à fils plus normal, que nature. Les temps d'arrêt ont ici la nécessité des silences en musique. Pas un seul instant mort, les numéros s'enchaînent, se déduisent les uns des autres. Tranter a travaillé avec un cinéaste américain, Robert Gist. Comme ses images, ses mini-scénarios sont efficaces. Et on se sent capable d'inventer encore. Alors, le reste à côté ?

De même qu'il y a trois ans, lors du précédent Festival de Charleville, le Figuren Theatre de Hollande écumait tout, Tranter cette année, a cassé les autres barreaux. La troupe venue de la Jubbana (Yonglavie) pouvait bien construire une allégorie rupestre charmante où un escargot sorti de sa coquille allait sous un parapluie faire sa cour à une coquette fleur environnée de notions... Les Hongrois du Théâtre national de Budapest pouvaient bien faire état de leur métier et de leurs talents de plasticiens avec des numéros inspirés de Samuel Beckett ou illustrés de musique de Bartok ou de Ravel... La troupe arrivée de l'Equateur avait beau, de son côté, être comique et naïve à souhait avec ses toiles peintes animées. Et même si la Française Martine Nicolas faisait sa belle comédie en jouant seulement de ses mains gantées, rien ne nous a paru attendre la cheville (blanche) de l'Australien.

MATHILDE LA BARDONNIE.

\* Signalons que les deuxièmes Semaines de la marionnette française, à Paris, organisées par le Centre national des marionnettes, s'ouvrent le samedi 2 octobre. Trois compagnies se produiront dans cinq théâtres. (Reus : 340-91-87.)

MUSIQUE

Un entretien avec le futur administrateur de l'Opéra

(Suite de la première page.)

Comment concevez-vous votre programme artistique ?

Je ne veux pas transplanter mécaniquement mes expériences passées en Italie ; il faut tenir compte du génie de Paris, de ses traditions et de ses besoins culturels. Mon objectif est d'avoir très large de styles différents, en donnant des œuvres significatives qui n'ont pas été jouées ici au moins depuis 1973, début de l'époque Liebermann. Il y a forcément beaucoup de vides dans ce répertoire, l'Opéra ne pouvant offrir que neuf ou dix œuvres par saison. Le champ est donc vaste.

Disons d'abord ce que je ne veux pas faire : en premier lieu, abolir des opéras célèbres qui nous assurent que le public sera content, que le théâtre sera plein. Je préfère que les spectateurs découvrent de nouvelles œuvres susceptibles de les faire réfléchir, réagir, au besoin étonner, le souhaite un public actif. C'est ce que j'appelle un théâtre de recherche - je ne dis pas d'expérimentation - contre un théâtre d'évasion. Je me méfie des succès immédiats et continuels. La vie de l'Opéra est pleine d'échecs frustrants.

Je ne veux pas non plus fonder ma saison sur la présence de tels ou tels chanteurs qui détermineraient mon programme. L'opéra, bien entendu, se fait avec des chanteurs, de grands chanteurs même, surtout pour le répertoire romantique, mais pour moi la valeur des œuvres, le travail d'équipe continuel du chef, du metteur en scène et des artistes sont l'essentiel, et je refuse que la diva arrive pour la répétition générale. De surcroît, bien souvent les vedettes se défilent à la dernière minute, et alors il ne nous reste rien. En bref, il ne s'agit pas de supprimer la joie vocale, mais l'opéra ne doit pas être prisonnier de l'arrogance des gosiers italiens.

Un patrimoine propre

Quelles seront vos lignes de force ?

Ma programmation sera raisonnée et structurée sur trois ans. Je veux d'abord présenter des aspects polytechniques du patrimoine propre à l'Opéra de Paris, en particulier des œuvres que des musiciens comme Gluck, Rossini, Bellini, Donizetti, Wagner, Verdi, et naturellement les Français, ont composées ou recomposées expressément pour lui.

Je ferai une place à l'époque classique et baroque, à Lully par exemple, mais en me défiant de l'archéologie pure, et je m'attaquerai résolument à l'opéra contemporain : dès la première saison seront donnés

le Saint François d'Assise d'Olivier Messiaen, qui avait été commandé par mon prédécesseur et ami Rolf Liebermann, ainsi que des œuvres de Henze et de Stockhausen ; les saisons suivantes, des partitions de Phil Glass, de Berio, de Penderecki et d'autres.

Avec M. Paul Puaux, nous mettons au point une politique de commandes à des compositeurs français et étrangers, mais il faudra être patient, comme en témoignent les exemples de Messiaen, ici, ou de Berio, dont la Scala vient seulement de créer l'opéra que je lui avais commandé en 1972. Dans les prochains mois j'étudierai aussi la possibilité de donner vie, pendant mon mandat, à un ou plusieurs spectacles fondés sur la musique française - non officielle - des siècles passés : de Mazarin à Napoléon III, il y a un vaste patrimoine qui demande à être suscité. La France a été, par excellence, le pays des chansons, et le contre-pouvoir s'est affirmé souvent par la voie de la musique populaire.

Reprendrez-vous certains des spectacles de vos prédécesseurs ?

Je ne le souhaite pas, car chaque reprise enlève la possibilité de faire connaître de nouveaux opéras, donc d'accroître la culture du public, et les avantages économiques sont très limités. Par ailleurs, les productions se démodent vite (à part des exceptions comme les Noces de Stravinsky ou la Bohème de Zeffirelli), et d'autres ont été marquées de façon tellement exceptionnelle par leurs interprètes que je me refuse à les reprendre avec d'autres ; c'est le cas de Lulu ; Boulez et Chéreau ont aujourd'hui d'autres objectifs que de refaire un travail qu'ils ont pleinement réussi.

Quand annoncerez-vous votre première saison ?

Elle est presque entièrement arrêtée (disons à 80 %) et commencera par le Moïse de Rossini, sans doute mis en scène par Stravinsky, mais je souhaite obtenir encore quelques confirmations. J'annoncerai ces projets au cours d'une conférence de presse dans quelques mois.

Quelle sera votre équipe artistique ?

Tout le monde sait qu'il y aura un directeur du ballet et que ce sera Rudolf Noureev, qui vient de m'envoyer des propositions de programmes extrêmement intéressantes. Le corps de ballet est une des premières troupes du monde, et il a des possibilités immenses ; avec Noureev, il doit acquiescer ou reconquiescer une identité plus aisée. Quant au directeur musical, j'espère que je pourrai le présenter, ce sera une nécessité impérieuse.

La Bastille

Que ferez-vous pour la renaissance des chanteurs français ?

Dans les mois qui viennent, je soumettrai au ministère de la culture et à notre conseil d'administration des propositions pour un centre de formation lyrique destiné à tous les artistes du spectacle et où l'Ecole de chant aura une place essentielle. J'espère que ce centre pourra fonctionner en liaison avec des théâtres lyriques de province, dont la collaboration est indispensable pour assurer ce renouveau.

L'avenir, c'est l'élargissement du public à d'autres classes sociales, grâce à la construction d'un Opéra moderne et populaire, d la Bastille. Comment situez-vous votre action par rapport à celui-ci ?

Il est certain que les murs du palais Garnier (et de tous les Opéras anciens) exercent, pour des raisons historiques que l'on ne peut effacer d'un trait, un effet intimidant sur les classes populaires. Témoin d'une autre époque, il n'est pas facile de lui donner une autre destinée esthétique. La création d'un nouvel Opéra à la Bastille nous fixe un objectif difficile, mais excitant. C'est d'ailleurs devant un dessin aussi ample que j'ai accepté de quitter mon pays.

L'Opéra de la Bastille donnera un coup décisif aux habitudes conservatrices et favorisera l'appropriation par toutes les couches de la société d'un patrimoine qui a été produit pour et par une classe aristocratique et bourgeoise. Et il est certain qu'un édifice doté d'installations techniques modernes et comportant au moins mille places de plus que Garnier permettra de multiplier les représentations et d'augmenter les possibilités de travail et d'acquiescer à celles d'aujourd'hui. Ce sera une mutation considérable.

Propos recueillis par JACQUES LONCHAMPT.

LETTRES

CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LE GRAPHISME ET LA TYPOGRAPHIE

M. Jack Lang, ministre de la culture, a annoncé, le 27 septembre à l'Imprimerie nationale, la création d'un groupe de travail interministériel sur le graphisme et la typographie, placé sous la responsabilité de M. Claude Molitard, délégué aux arts plastiques.

Premier ministre de la culture à visiter l'imprimerie nationale, M. Jack Lang s'y rendait à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'ATYPI (Association typographique internationale), de la sortie d'un ouvrage intitulé Du plomb, d'encre et de lumière - défense et illustration de l'art typographique, - de la remise, enfin, du prix Maximilien-Vox à Jean-Claude Lambrot, graveur lapidaire.

Le traditionnel pèlerinage de Médan, organisé chaque année en souvenir d'Emile Zola, aura lieu dimanche 3 octobre, à 15 heures, dans la propriété du romancier. Une exposition célébrant le 80<sup>e</sup> anniversaire de Pot-Bouille sera présentée au terme de la réunion.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

rentrée de



MARCEL MARCEAU

du 1<sup>er</sup> novembre au 5 décembre  
location ouverte dès maintenant par tél. 723.47.77 et par correspondance au théâtre



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**SADO ET MASO.** - Nouveautés (770-52-76), 20 h 30.  
**SARAH ET LE CRI DE LA LAN.** - Coliste (874-48-52), 20 h 30.  
**LE FUNAMBULE UNJAMBISTE.** - Espace Galilé (327-95-94), 18 h 30.  
**LA MARQUETTE.** - Studio Bertrand (783-64-66), 20 h 30.  
**NUIT DE RÊVE.** - Péniche-Théâtre (245-18-20), 21 h.  
**CELMARE LE BIEN-ÂIMÉ.** - La Courtoise, Centre culturel Houdemont (838-92-60), 20 h 30.  
**ONCLE VANIA.** - Cité internationale, Galerie (589-38-69), 20 h 30.  
**L'ÉCHANGÉE.** - Odéon (325-70-32), 20 h 30.  
**LA HOBERAUTE.** - Saint-Maur-des-Fossés, Rond-point de la Liberté (889-22-11), 21 h.  
**LE VOYAGE IMMOBILE.** - Irvy, Studio (672-37-43), 20 h 30.

### HORS PARIS

**GRENOBLE:** Marie Béral, par le Théâtre des Deux-Mondes (76), (44-57-28).  
**COULT:** Le café blanche et le Monologue de Sed, par la Compagnie Canadale (90) 72-44-28.

### Les salles subventionnées et municipales

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20) : Don Juan, 20 h 30.  
**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (277-12-33), cinéma-vérité : treize ans de cinéma expérimental en France (1950-1980), 16 h, 18 h et 20 h ; théâtre-dance : Ligne d'horizon, 20 h 30.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (531-28-34), 21 h : L'Histoire du soldat.

### Les autres salles

**Alliance Française** (544-41-42), 20 h 30 : Cécile illustrée des autres mondes.  
**Antioche** (208-77-71), 20 h 30 : Cours de soleil.  
**Artiste-Architecte** (271-51-00), 20 h 30 : La Vallée de l'ombre de la mort.  
**Assolvi-Théâtre** (238-35-52), 20 h 30 : Le Malentendu.  
**Atelier** (606-49-24), 21 h : le Nombri.  
**Bouffes d'été** (296-97-03), 21 h : Diable d'homme.  
**Cartoucherie, Atelier du chandron** (328-97-04), 20 h 30 : Le bruit de l'eau dit ce que je pense.  
**C.I.S.P.** (343-19-01), 20 h 45 : Dieu nous gâte.  
**Comédie Cammarini** (742-43-41), 21 h : Reviens d'Élysée.  
**Comédie des Champs-Élysées** (733-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.  
**Comédie Italienne** (321-22-22), 20 h 30 : Mamma Maria.  
**Comédie de Paris** (281-00-11), 20 h 15 : L'Éveil du printemps ; 22 h : Figure Solo.  
**Compassée** (258-97-62), 20 h 30 : Appel-moi Arthur.

**Dames** (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.  
**Edmond-VII** (742-37-49), 21 h : la Dernière Nuit de l'été.  
**Escalier d'or** (523-15-10), 19 h : Vins-ver's ; 21 h : Diables amoureux.  
**Espace Galilé** (327-95-94), 18 h 30 : Le fantôme du jacobinisme ; 20 h 30 : Vie et mort d'Arlequin ; 22 h : Kadoch.  
**Espace Marais** (271-10-19), 20 h 30 : la Mouette ; 22 h 30 : Une chèvre sur un nuage ; les Quatre Cabes : Une tortue nommée Dostoïevski.  
**Festales** (874-74-40), 20 h 30 : Et nos amours.  
**Galilé Montparnasse** (322-16-18), 22 h : Patience au centre culturel.  
**Galerie 55** (326-65-51), 20 h 30 : A view from a bridge.  
**Grand Hall Montorgueil** (296-04-06), 20 h 30 : Tania que j'agonise.  
**Guichette** (326-38-59), 20 h 15 : la Cantatrice aveugle ; 21 h 30 : la Légion.  
**La Bruyère** (874-76-99), 21 h : Au bois sacré.  
**Lucernaire** (544-57-34), Théâtre Noir : 18 h 30 : l'Homme lige ; 20 h 30 : la Paix américaine ; Théâtre Rouge : 18 h 30 : Noces de sang ; 20 h 30 : Tchouf ; 22 h 15 : Vacances écosais.  
**Petit salon**, 18 h 30 : Parions français ; 22 h 15 : le Pélican.  
**Madame** (265-07-09), 20 h 45 : Sodomie et Gomorrie.  
**Marigny** (252-04-41), 21 h : Amadeus.  
**Mathéus** (265-90-00), 21 h : Emballage-perda.  
**Michel** (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.  
**Michodière** (742-95-22), 20 h 30 : Joyeux Piqués.  
**Montparnasse** (320-89-90), 21 h : Tristesse ; Petit-Montparnasse, 21 h : Lettre au père.  
**Palais des Glaces** (607-49-93), 21 h : Chopin.  
**Palais Royal** (279-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.  
**Plaisance** (320-00-06), 20 h 30 : Comédie à deux voix.  
**Picche Montparnasse** (548-92-97), 21 h : Flock.  
**Porte Saint-Martin** (607-37-53), 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.  
**Saint-Georges** (878-63-77), 20 h 45 : le Chariot.  
**Studio des Champs-Élysées** (723-35-10), 20 h 45 : les Enfants du silence.  
**Tat Théâtre d'Essai** (278-10-79), 20 h 30 : Hais clo ; 20 h 30 : la Maison de poupée ; 22 h : A. Allais.  
**Théâtre d'Edgar** (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cabres ; 22 h : Nous, on fait ce qu'on nous dit de faire.  
**Théâtre des 400 coups** (633-01-21), 20 h 30 : Contre ciel plus ; 22 h 30 : Pour-quoi pas vous ?  
**Théâtre du Rond-Point** (256-70-80), 20 h 30 : Oh, les beaux jours.  
**Théâtre du Tournon** (887-82-48), 20 h 30 : le Mal court.  
**Tristan-Bernard** (522-08-40), 21 h : le Troisième Témoin.  
**Variétés** (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

**Le music-hall**  
**Boléro** (322-74-84), 20 h 30 : Cuarteto Cuernavaca.  
**Bouffes du Nord** (239-34-50), 21 h : J. Guidoni.  
**Déjazet** (887-97-34), 20 h 30 : Les clowns Eldorado.  
**Eldorado** (208-45-22), 20 h 30 : Fantasia du Brésil.  
**Gymnase** (246-79-79), 21 h : Le grand orchestre du Sphéroïde.  
**Olympia** (742-25-49), 21 h : E. Macias.  
**Paradise** (261-44-16), 20 h 45 : So... Je m'égare dans le monde.  
**Les concerts**  
**FIAP**, 20 h 30 : M. Vialane (Bach, Beethoven, Chopin).  
**Radio-France, Grand auditorium**, 20 h 30 : Nœud Orchestre philharmonique, dir. : E. Krivine (Bartók, Dvořák).  
**Salle Gerson**, 20 h 30 : A. Motard (Brahms, Beethoven, Schubert, Liszt).

**Le music-hall**  
**Boléro** (322-74-84), 20 h 30 : Cuarteto Cuernavaca.  
**Bouffes du Nord** (239-34-50), 21 h : J. Guidoni.  
**Déjazet** (887-97-34), 20 h 30 : Les clowns Eldorado.  
**Eldorado** (208-45-22), 20 h 30 : Fantasia du Brésil.  
**Gymnase** (246-79-79), 21 h : Le grand orchestre du Sphéroïde.  
**Olympia** (742-25-49), 21 h : E. Macias.  
**Paradise** (261-44-16), 20 h 45 : So... Je m'égare dans le monde.  
**Les concerts**  
**FIAP**, 20 h 30 : M. Vialane (Bach, Beethoven, Chopin).  
**Radio-France, Grand auditorium**, 20 h 30 : Nœud Orchestre philharmonique, dir. : E. Krivine (Bartók, Dvořák).  
**Salle Gerson**, 20 h 30 : A. Motard (Brahms, Beethoven, Schubert, Liszt).

### Les cafés-théâtres

**Artistic** (624-03-83), 21 h : Guerre aux asperges.  
**Au Bec** (296-29-35), 20 h 30 : Tchouf ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendrez à la prochaine.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**  
 704.70.20 (lignes groupées)  
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 1<sup>er</sup> octobre

### Jazz, rock, pop, folk

**Caveau de la Huchette** (326-65-05), 21 h 30 : F. Maxim Saury.  
**Chapelle des Lombards** (357-24-24), 22 h : Igmon.  
**Croire des Lombards** (233-54-09), 20 heures : Edition spéciale ; 22 h 30 : les Solitaires.  
**Départ-Vente** (637-31-47), 21 h 30 : les Algiers.  
**Dunes** (584-72-00), 22 h : E. Knapall.  
**Galilé Montparnasse** (322-16-18), 20 h 15 : Sapin.  
**Gibus** (700-78-88), 22 h : The K. Khan Band.  
**Palais des Sports** (828-40-90), 20 h 30 : J. Hallyday.  
**Petit Forum** (297-53-47), 21 heures : P. Abrial.  
**Petit Journal** (326-38-59), 21 h 30 : Métropolitain Jazz band.  
**Petit Opéra** (236-01-36), 23 heures : L.J. Mosallini, G. Bijneman, P. Carvini.  
**Slow Club** (233-84-30), 21 h 30 : Irakli Jazz Band.

### En région parisienne

**Astoria, Th. F. Gémier** (666-02-74), 21 h : A. Méliès.  
**Antony, M.C.** (868-00-22), 20 h 30 : C. J. Rivin.  
**Bugnot, Atom** (364-77-18), 20 h 30 : S. Rial et son orchestre.  
**Béziers, C.A.C. P. Ehard** (982-20-88), 21 h : S. Ruggieri.  
**Bures-sur-Yvette, MJC** (907-74-40), 21 h : Musique juive.  
**Chelles, Théâtre**, 20 h 45 : Le danois du diable.  
**Massy, C.A. P. Baillart** (926-57-04), 21 h : Tri Yann.  
**Neuilly-sur-Seine, Salle Pagnol** (300-88-68), 20 h 30 : Fido.  
**Saint-Cloud, Chapiteau des Tréteaux de France** (602-70-40), 20 h 45 : Faux pas payer.  
**Versailles, Th. Montaigne** (950-71-18), 21 h : Le comte sur la main.

### Les festivals

**FESTIVAL D'AUTOMNE** (286-12-27)  
**Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis** (243-00-59), 20 h 30 : Insignes et amour.

**IV<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTMARTRE** (606-66-49)  
**Théâtre Comœdia** (Centre d'art scénique), 20 h 30 : Appel-moi Arthur et les Mystères de la table ronde.

### XX<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS (723-47-77)

**Palais des Congrès** (758-27-78), 20 h 30 : la Route de la soie.  
**Théâtre des Champs-Élysées** (723-47-77), 20 h 30 : The Washington Ballet.  
**Centre G. Pompidou** (277-12-33), 18 h 30 : Forum de la danse.  
**Eglise Saint-Jean-de-Montmartre**, 20 h 30 : Marienkäfer et ensemble de bois d'Osnebrück.

### FESTIVAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE (723-48-84)

**Madame-Lafitte, château**, 20 h 45 : Ensemble vocal M. Piquemal (Schubert).  
**Dreuil, Eglise Saint-Rémi**, 21 h : Les petits chanteurs de Vienne (Gauth, Haydn, Mozart, Schubert, Strauss).

### XIV<sup>e</sup> FESTIVAL DESCEAUX (666-87-79)

**Orangerie**, 21 h : G. Burgas, P.-M. Vignean (Bach, Haendel, Leclair, Francaix, Constant, Jolivet).

**THÉÂTRE MAURICE RAVEL**  
 G.I.S.P. Théâtre de PARIS 12  
 à partir du 23 octobre à 20 h 30  
 et dimanches à 15 h, Relâche lundi et jeudi  
**DIEU NOUS GÂTE**  
 de Georges ESPARGILLIERE  
 par le Théâtre du Bonheur d'Or

### PETIT MONTPARNASSE

**KAFKA LETTRE AU PÈRE**

### A partir du 6 octobre

**Théâtre du Soleil**  
**Les Shakespeare**  
**Richard II - La nuit des Rois**  
 (un spectacle à la fois, des le début du spectacle)

PARIS 1982 SEPTEMBRE OCTOBRE

### LA VILLE DE PARIS présente le XX<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS

**CENTRE GEORGES POMPIDOU**  
 Grande Salle et Forum  
 du 4 octobre au 24 octobre  
**FORUM DE LA DANSE**  
 12 compagnies françaises et étrangères  
 Spectacles de 18 h 30 à 19 h 30 - 19 h 45 à 20 h 45 - 21 h 22 h - 22 h 15 à 23 h 15  
 Dimanche 15 h à 16 h - 16 h 15 à 17 h 15 - 17 h 30 à 18 h 30 - 18 h 45 à 19 h 45  
 Relâche mardi

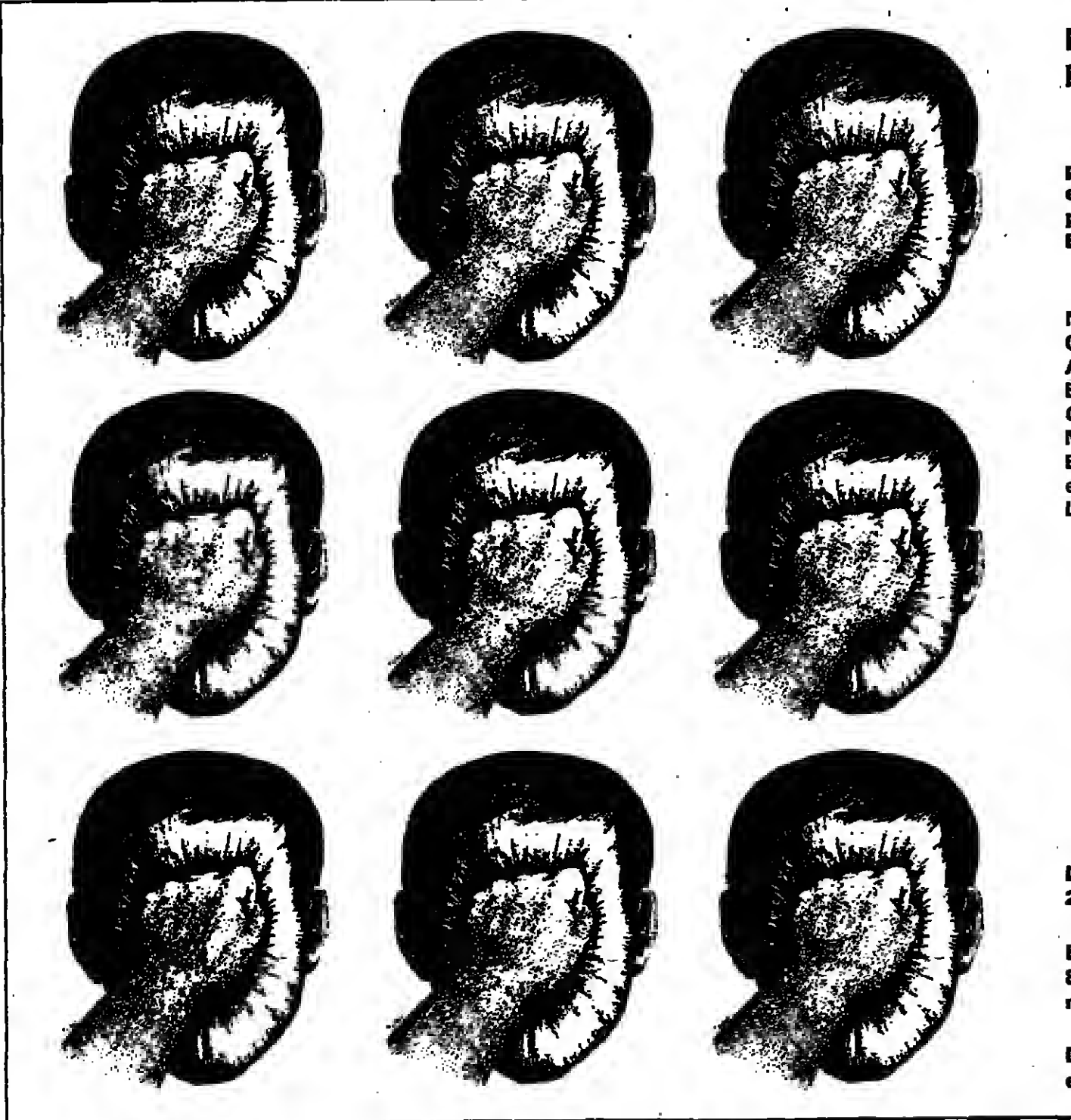
**LOCATION** 1<sup>er</sup> sous-sol de 14 h à 18 h tous les jours sauf mardi et dimanche (téléphone 274 42 19)

### THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET

du 5 au 10 octobre  
**THE DANCE THEATRE OF HARLEM**  
 Orchestre Colonne  
 Soirées 20 h 30 - Matinées le 10 à 14 h 30  
 du 20 au 26 octobre  
**THE TOKYO BALLET**

avec Natalia Makarova, Kevin McKenzie et Peter Schaufuss

**LOCATION** 14 jours à l'avance aux caisses du théâtre de 11 h à 18 h 30 Par téléphone 261 19 83 de 11 h à 18 h sauf dimanche



LES MOUTONS ARRIVENT A FOND DE TRAIN SUR DES ÉCHASSES...

pour la première et dernière fois par le théâtre du Bouc Emissaire avec...

NELSON CAMP, CLAIRE CHARTIER, ALBERT DELPY, BRIGITTE GUILLOUX, CLAUDE HAROLD, MARIE PILLET, EVA ROELENS et GROUPE ETAT LIMITE.

Régie : DANIEL GILLEMANT.  
 Mise en scène : ANGEL BERENGUER.  
 Conseillère artistique : CLAUDINE LAGRIVE.  
 Décors et costumes : RAFAEL ESTEVE.  
 Musique : BRETT JACKSON.

LUNDI 4 OCTOBRE, 21 heures.

LE PALACE  
 8, Fbg Montmartre, métro Montmartre.

Loc. : au théâtre et FNAC.

**ARBABAL**



Page

Pl

D  
boîte  
le S  
chef  
et J  
cous  
d'un  
souv  
roug  
Pier  
enco  
nom  
galai

De  
Niro  
e pla  
reles  
la s  
d'ou  
en c  
d'ou  
c'est  
quel  
père,  
150  
d'ou  
d'ou  
ou d  
de  
(Am  
d'ou  
et se  
malg  
de c  
d'ou  
Le  
plais  
n'été  
o'ou  
ger  
agré  
l'ou  
qu'il  
d'ou  
Le  
man  
227-1  
Ah  
mél  
qui  
écolé

La  
1707,  
par  
de c  
mar  
rest  
lon  
ticip  
tous  
aus  
d'un

M  
une  
Pier  
Dau  
dact  
toma  
cane  
nées  
rude  
tout  
(dor  
fère  
de L  
J'y  
viés  
pers  
sans  
turb  
ouit

1  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

**eio**

**une heure avec les solistes de l'elo**

P.L. Almond piano  
V. Bauer vibraphone  
M. Corutti  
et D. Giampolini percussions  
S. Chervier flûte  
A. Neveux piano et cello  
C. Patrasco clavier  
B. Stachin trombone  
interprètent

**Stockhausen**  
**Trojan - Huber**  
mercredi 6 octobre 18h30  
ESPACE DE PROJECTION  
renseignements 261.56.75

**CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE**

30 septembre - 24 octobre

**CÉLIMARE**  
**LE BIEN-AIMÉ**  
d'Eugène Labiche

Mise en scène: Jean BRASSAT  
Scénographie: André ACQUART  
Musique: Antoine DUHAMEL

**CENTRE CULTUREL JEAN HOUOREMONT**  
23, avenue du Général Leclerc  
LA COURNEUVE

**836.11.44**

vel. Ven. Sam. 20h30. Dim. 15h30

## SPECTACLES

### cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

#### La Cinémathèque

**CHAILLOT (784-24-24)**  
15 h: Glig. de J. Andry; 19 h: Hommage à Robert Altman; 21 h: Hommage à Humberto Solà; Lucie.

**BEAUBOURG (278-35-57)**  
15 h: Dressed to kill, de R.W. Neill; 17 h: Hommage à Pierre Brasseur: La petite vertu, de S. Korb; 19 h: Rétrospective du Festival international du jeune cinéma-Hyères 1982: Facille 231, de J. Mity; 21 h: Les deux faces de la lune, de K. Anger; Un chant d'amour, de J. Genet; Grégoire, d'É. Piliot; Paris-Saint-Brisson, de J. de la Ville.

**LA FÉLINE (A. v.o.)**: Gaumont Halles, 1<sup>re</sup> (207-49-70); Hauffeulle, 6 (633-79-38); George V, 6 (544-14-27); Collège, 8 (359-29-46); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Maxville, 2 (770-72-86); Montparnasse Pathé, 14 (330-12-06); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA FÉVRE DE L'OR (A. v.o.)**: Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Publicis Champs-Élysées, 6 (334-43-77); - V.I.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (320-50-10); Paramount Maillot, 17 (758-24-24).

**LES GÂMES D'ESTANBUL (Turc, v.o.)**: Forum, 14 (287-53-74); Studio Logos, 5 (354-26-42).

**GEORGIA (A. v.o.)**: Cluny Écoles, 5 (354-20-12).

**LE GRAND FRÈRE (Fr.)**: Richelieu 9 (213-56-70); Quinette, 5 (633-79-77); Hauffeulle, 6 (633-79-38); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Ambassade, 8 (561-10-40); Olympia-Balzac, 8 (561-10-40); Faubourg, 9 (770-33-88); Faubourg, 13 (331-60-74); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse, 14 (320-50-10); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Wepler, 18 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

**LA GUERRE DU FEU (Fr.)**: Lucerna, 6 (544-57-34).

**HAMMETT (A. v.o.)**: Cluny-Palace, 5 (354-07-76).

**JAGUAR (Phil, v.o.)**: Olympia Luxembourg, 6 (633-79-77); Olympia Estrop, 14 (542-67-42).

**JAMAIS AVANT LE MARIAGE (Fr.)**: Le Point, 6 (559-53-92).

**KILLER OF SHEEP (A. v.o.)**: Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

**LEONS TRÈS PARTICULIERS (A. v.o.)**: Bergère, 9 (770-77-58).

**LÉGITIME VIOLENCE (Fr.)**: Berlitz, 2 (742-60-33); Marignan, 8 (359-29-46); Faubourg, 13 (331-60-74); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse-Pathé, 14 (320-50-10); Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

**LETTERES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.)**: Olympia, 14 (542-67-42).

**MARGIAN PATHE V.O. (70 mm/Dolby)** - U.G.C. NORMANDIE V.O. (Dolby) - U.G.C. DANTON V.O. (Dolby) - HAUTEFEUILLE V.O. (Dolby) - GAUMONT HALLES V.O. (Dolby) - 3 MURAT V.O. BIENVENUE MONTPARNASSE V.O. - REX V.F. - BERLITZ V.F. (Dolby) - MONTPARNASSE PATHÉ V.F. (Dolby) - MAGIC CONVENTION V.F. (Dolby) - GAUMONT SUD V.F. (Dolby) - WEPLER PATHÉ V.F. (Dolby) - U.G.C. Gobelins V.F. U.G.C. GARE DE LYON V.F. - GAUMONT GAMBETTA V.F. ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE.

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o.)**: Maxville, 2 (770-72-86).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.)**: Ciné Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-29-46); Paris-Saint-Brisson, 14 (320-50-10); - V.I.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Naxos, 12 (343-04-57); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

**LA CHÈVRE (Fr.)**: François, 9 (770-33-88).

**LE CORILLARD DE JULES (Fr.)**: U.G.C. Opéra, 6 (334-43-77); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov, v.o.)**: Cosmos, 6 (544-28-80).

**DESCENTE AUX ENFERS (A. v.o**











## SPORTS

### OMNISPORTS

#### Les responsables craignent d'être les parents pauvres du budget 1983

La première mouture du projet de budget pour 1983 a inquiété le mouvement sportif. « Le conseil d'administration du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) est tout-à-fait conscient de la conjoncture économique. Le mouvement sportif est prêt à faire preuve de civisme. Il n'a pas un comportement revendicatif démagogique. Enfin, il est disposé à admettre qu'il y aurait des priorités. Cela dit, le C.N.O.S.F. ne comprendrait pas - et les dix millions de sportifs qu'il représente avec lui - que le secteur du sport soit appelé à faire le plein de sacrifices, comme le laissent entendre les premières informations sur la loi de finances pour 1983. Cette discrimination politique constituerait une prise de position à l'égard du sport à laquelle on n'ose croire », a déclaré mercredi 29 septembre M. Nelson Pailhou, président du C.N.O.S.F., en faisant pour la presse le compte rendu des travaux du conseil d'administration.

Avant de « passer à l'action », les dirigeants sportifs entendent connaître les résultats des dernières négociations avec les pouvoirs publics. Toutefois, ils considèrent que la stabilisation du budget des sports en francs constants est le moins que puisse faire le gouvernement pour un secteur qui représente, seulement 0,25 % des crédits de l'Etat. En outre, ils veulent éviter que l'augmentation des crédits budgétaires du Fonds national pour le développement du

sport (F.N.D.S.), financé notamment par le prélèvement sur les enjeux du Loto passe finalement pour une compensation au désengagement de l'Etat.

#### L'avenir des CREPS

Autre sujet d'inquiétude : la nouvelle orientation des centres régionaux d'éducation physique et des sports (CREPS). A la faveur de la suppression du professorat adjoint d'éducation physique, les services du ministère du temps libre ont préparé un décret tendant à transformer les CREPS en « centres régionaux d'éducation populaire et des sports ». Bien que des épaissements aient été fournis au président du C.N.O.S.F. sur le rôle de ces futurs centres, un doute plane sur la notion d'éducation populaire.

Or le mouvement sportif souhaiterait que les CREPS deviennent des points forts de la nouvelle organisation du sport, c'est-à-dire de véritables instituts régionaux du sport, servant à la fois de bases pour l'entraînement des athlètes et de lieux de formation pour les dirigeants sportifs.

Ceux affaires d'actualité - la caisse noire de l'A.S. Saint-Etienne et la grève des coureurs cyclistes après les contrôles antidopages de Calais - ont ramené le C.N.O.S.F. à faire les observations suivantes :

- D'une part le projet de loi d'orientation sur le sport devrait consacrer un chapitre particulier aux clubs professionnels, qui devraient être dotés d'un statut de société d'économie mixte, permettant aux représentants des collectivités locales de surveiller effectivement leur gestion ;

- D'autre part, au-delà de la répression de l'usage des produits dopants, le suivi médical des sportifs devrait être développé par une meilleure utilisation des centres hospitaliers universitaires, afin de préserver la santé de la masse et de l'élite des pratiquants.

ALAIN GIRAUDO.

### ATHLÉTISME

#### Jean-Marc Bellocq champion de France des 100 kilomètres à la marche

Correspondance

Millau. - Jean-Marc Bellocq, vingt-six ans, de La Celle-Saint-Cloud, a gagné, le 25 septembre à Millau, le premier championnat de France des 100 kilomètres sur route dans le temps de 7 h. 13 min. 35 sec. Cet étudiant en biochimie, titulaire d'un D.E.A. à la faculté des sciences d'Orsay, a été le seul des quatre favoris de l'épreuve à surmonter toutes les difficultés. Bernard Gaudin, Serge Cottier et Claude Aussard ont abandonné, comme cinq cent vingt-trois autres concurrents sur les mille trois cents eu départ, en raison des mauvaises conditions atmosphériques (chaleur et vent, pluies intenses).

#### La faim et les moyennes

« Je peux prendre votre pouls ? », interroge un homme ému par l'étonnant état de fraîcheur physique du coureur au visage biblique, qui vient de fuir le tintamarre en se réfugiant dans le vestiaire de la piscine de Millau. Le cœur de Jean-Marc Bellocq roule à 90. Quarante minutes se sont écoulées depuis son arrivée. Il battait à 104 un quart d'heure après la victoire. Renseignement livré à haute voix par un autre coureur. Le grand fond pédestre est effaie de cœur, ce moteur de l'endurance.

Mais en suivant Bellocq, on s'est dit : dis-moi ce que tu manges, je te dirai quel coureur tu fais ! Le garçon de La Celle-Saint-Cloud a avalé ses « 100 bornes » en veillant scrupuleusement à son alimentation.

L'athlète au long cours doit certes savoir courir (Bellocq gambade deux heures pratiquement chaque jour), mais aussi se nourrir. Le « coup de fringale » et la déshydratation restent ses deux ennemis jurés. Pour avoir certainement trop bu, Bernard Gaudin, le vainqueur de l'année dernière, avait dilapidé en

un rien de temps dans l'après-midi un capital de huit minutes.

Le régime observé par Bellocq à Millau ? Quatre heures avant le départ, un petit kilo de gâteau de riz. « Dans l'heure le précédent, je ne prends strictement rien, indique-t-il, mais, dans l'heure antérieure à ce jeûne, j'avale deux comprimés de sel, un thé sucré et, enfin, un comprimé de vitamine C. Il n'y a rien de secret vous savez. Nous pratiquons à peu près tous de la sorte. »

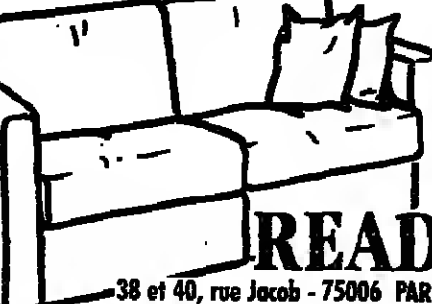
Pendant la course, son frère Patrice lui a tendu une boisson énergétique toutes les vingt minutes. Du glucose toutes les demi-heures et des pastilles de sel toutes les heures. De la vitamine C également, mais à intervalles moins réguliers.

« Jamais d'alimentation solide, sous un morceau de pain d'épices ou de pâte d'amande si je sens la fringale arriver », précise le petit mangeur, qui se révèle grand buveur tout au long de l'année.

Assète, il s'immerge toute poisée à table. Chaque jour qui passe, il irrigue scrupuleusement son organisme avec 3 litres d'eau, de jus de fruit ou de soupe, ainsi qu'un litre de lait. Il ne déroge pas à ces règles et brode les menus autour des légumes et des fruits, en touchant peu à la viande. A ce régime, Bellocq aligne chaque année trois épreuves de 100 kilomètres ainsi qu'une vingtaine de marathons et de semi-marathons, plus quelques cross, histoire de varier le plaisir, tout en courant à sa faim.

LIBERT TARRAGO.

## LES CONVERTIBLES



Des canapés-lits à lattes de bois entièrement déhoussables, élégants le jour et reposants la nuit.

**READYMADE**

38 et 40, rue Jacob - 75006 PARIS. Tél. 260.84.25 et 28.01.

## Le Monde

DIMANCHE

dans son numéro du 3 octobre, publie :

#### La charité contre les pouvoirs

Les associations charitables sont devenues militantes... (Enquête de Philippe Frémeaux)

#### La Campagne contre la contraception : premiers résultats.

Tourisme généalogique en Irlande.

#### La révolution « capitaliste » d'octobre 1917 : une interview de Charles Bettelheim.

Aristide Briand, l'apôtre oublié de la paix.

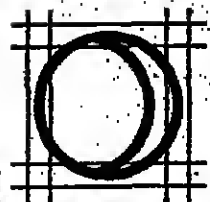
Travailleurs du futur en Grande-Bretagne.

Des chroniques et les rubriques : associations, audiovisuel, diques.

## ODOUL Garde-meubles

208 10-30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

# le monde de la Chambre



Entrez dans le Monde de la Chambre et choisissez votre sommeil. Sur une surface de vente de près de 1000 m<sup>2</sup>, une trentaine de chambres sont exposées, chacune dans un décor personnalisé : chambre rustique ou de style, chambre contemporaine, chambre de jeunes.

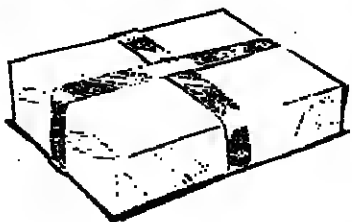
Le Monde de la Chambre vous propose, bien sûr, lits, armoires, tables de chevet, mais aussi les dessus de lits Vestor, des couettes, couvertures, literie, luminaires...

Depuis 1925, la famille LAVNER est spécialisée dans le meuble et plus particulièrement dans la chambre à coucher; vous êtes donc assuré d'acheter des produits de qualité soigneusement sélectionnés. Entrez dans le Monde de la Chambre et... Bonne nuit!



**Camille Lavner le 1<sup>er</sup> spécialiste de la chambre à coucher.**

32, Faubourg Saint-Antoine 75012 Paris



#### OFFRE SPECIALE

Munissez-vous de ce coupon-réponse pour bénéficier des différentes surprises que vous réserve Camille Lavner lors de vos achats, ou simplement, de votre visite. Venez nous voir au Monde de la Chambre - 32, Faubourg Saint-Antoine 75012 Paris de 10 heures à 20 heures sans interruption. Nous sommes même, exceptionnellement, ouverts ce dimanche. Offre valable du 01 au 03/10 inclus.

مكتبة الامم المتحدة



# INFORMATIONS « SERVICES »

## HANDICAPÉS

### Matériels de liberté

Handicap, ce terme de jeu anglais apparu, selon le Robert, dans notre langue en 1827, sera-t-il bientôt entendu de tous ? En d'autres termes, regarderons-nous un jour d'un même œil les gens dits normaux et ceux qui, apparemment, le sont moins. Dans ce domaine, les pays anglo-saxons, nous montrent l'exemple à adopter.

En France, dans le gouvernement, dans les municipalités, les choses commencent à bouger. Les initiatives privées sont restées discrètes et pourtant il y a vingt ans que le Comité national français de liaison pour la réadaptation des handicapés (C.N.F.L.R.H.) accompli dans différents secteurs un travail en profondeur. Cette union d'associations régie par la loi de 1901 se préoccupe en premier lieu de faire circuler l'information et la documentation entre tous les instituts et organismes spécialisés.

Mais une de ses importantes activités consiste à permettre aux personnes handicapées de mener une vie de mieux vivre. Le service d'aides techniques sélectionne et présente sur rendez-vous une panoplie panoramique d'instruments — du plus simple au plus électronique — qui répondent à tous les gestes de la vie quotidienne : s'asseoir, se lever, ouvrir les volets, épiluer les légumes, tricoter, bricoler, jardiner, jouer aux cartes. L'exposition permanente de ces objets ingénieux a pour cadre, au 38 boulevard Raspail, l'ancien théâtre de Marc Sangnier. Ainsi va quelquefois la vie. Un lieu habité engendre un lieu inspiré.

Dans cette salle bedonquée de blanc où l'on voit encore la charpente de bois, sont aménagées une cuisine, une salle de bains, un cabinet de toilette, une chambre. Tous les équipements servent à pallier les fonctions défectueuses de certains membres ou de certains sens. Les aides techniques pour le secteur tertiaire, c'est-à-dire, donc tout ce qui concerne le matériel de bureau.

Les fonds sont toujours le point sensible des associations et la situation économique n'est pas faite pour améliorer l'ordonne. Si la cause du C.N.F.L.R.H. semble valable à certains, leur générosité pourra s'adresser, soit au service Afrique qui monte, en Haute-Volta, une douzaine de centres de réadaptation pour enfants et adultes handicapés physiques et sensoriels. Ou encore, d'une façon générale au comité : pour que tous vivent mieux tous les jours ensemble.

FLORENCE BRETON.

\* 38, bd Raspail, 75007, Paris - Tél. 548-90-13. On trouve à la même adresse l'information et documentation pour les déficients mentaux (I.D.D.A.). D'autres associations présentent aussi du matériel spécifique : Association Valentin-Haüy, 5, rue Duroc, 75007, Paris - Tél. 724-07-90. Fondation pour la réadaptation des déficients visuels (F.R.D.V.), 3, rue Lyantey, 75016, Paris - Tél. 525-69-60.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1.10.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 1<sup>er</sup> octobre à 0 heure et le samedi 2 octobre à 24 heures :

Sur l'ensemble du pays, la pression va monter. Le gros du mauvais temps perturbé sera rejeté vers le nord des îles Britanniques. Seule une étroite bande de nuages et petites pluies traversera le nord-ouest du pays.

Samedi, la matinée, débitera sous le signe du beau temps. Quelques brèves de brume près des côtes et dans les vallées, mais très rapidement le soleil désagrégera ces petites nuages. Sur l'extrême-Ouest, par contre, le ciel deviendra de plus en plus nuageux et il y aura même un peu de pluie.

Au cours de la journée, les nuages et petites pluies traverseront les régions au nord de la Loire, le Val-de-Loire et la Vendée. Ils arriveront en soirée au niveau du Bassin parisien.

Sur toutes les autres régions, beau temps souvent bien ensoleillé et assez doux.

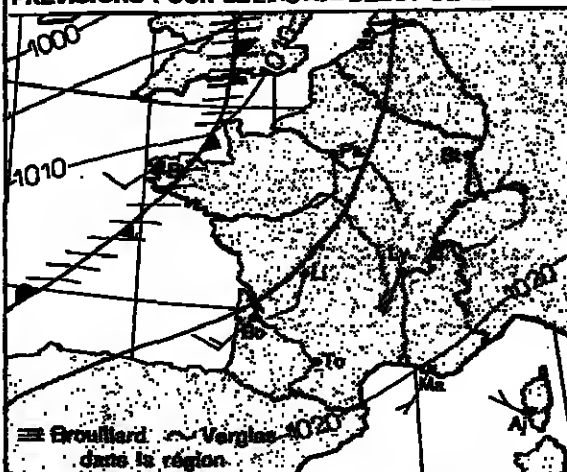
La nuit, des températures de 9 à 10 degrés sur l'ensemble du pays ; dans le Midi, 13 à 14 degrés. Au milieu de l'après-midi, 17 degrés sur le bord de la Manche, 19 à 20 degrés sur le reste de la moitié nord, 21 dans le centre, 23 à 24 degrés sur le Midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer s'élève à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre à 7 heures, de 1016,4 millibars, soit 762,4 millimètres de mercure.

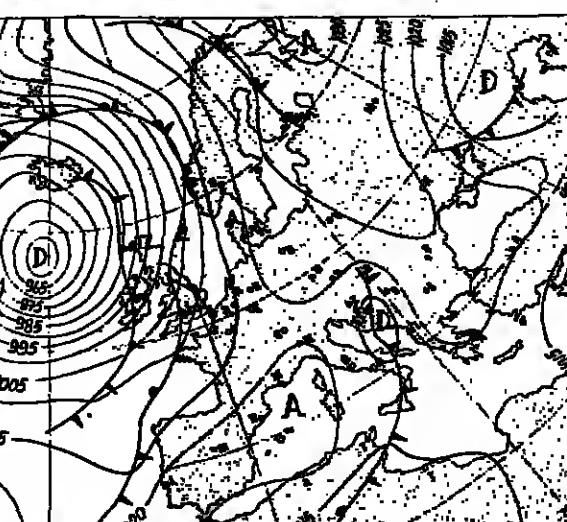
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée) : 1<sup>er</sup> septembre : le second, le minimum de la nuit de 30 au 1<sup>er</sup> octobre : Ajaccio, 27 et 14 degrés ; Biarritz, 20 et 11 ; Bordeaux, 20 et 8 ; Bourges, 17 et 11 ; Brest, 16 et 13 ; Caen, 17 et 7 ; Cherbourg, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 19 et 4 ; Dijon, 17 et 8 ; Grenoble, 16 et 11 ; Lille, 17 et 7 ; Lyon, 17 et 10 ; Marseille-Marganne, 24 et 13 ; Nancy, 16 et 12 ; Nantes, 19 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 15 ; Paris-Le Bourget, 18 et 6 ; Pau, 20 et 9 ; Perpignan, 22 et 12 ; Rennes, 18 et 9 ; Strasbourg, 18 et 14 ; Tours, 14 et 6 ; Toulouse, 19 et 7 ; Poitiers-Pire, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés ; Amsterdam, 16 et 8 ; Berlin, 23 et 11 ; Bonn, 16 et 14 ; Bruxelles, 17 et 9 ; La Ciotat, 26 et 12 ; Casablanca, 26 et 20 ; Copenhague, 18 et 12 ; Dakar, 33 et 27 ; Djibouti, 29 et 24 ; Genève, 15 et 9 ; Jérusalem, 24 et 16 ; Lisbonne, 22 et 12 ; Londres, 18 et 7 ; Luxembourg, 14 et 9 ; Madrid, 21 et 7 ; Moscou, 18 et 8 ; Nairobi, 26 et 14 ; Palma-de-Majorque, 27 et 12 ; Rome,

PRÉVISIONS POUR LE 2.10.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 2 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



27 et 18 ; Stockholm, 14 et 11 ; Tenez, 33 et 22 ; Tunis, 30 et 19.

PRÉVISIONS POUR LE DIMANCHE 3 OCTOBRE

L'aggravation passagère venue du Nord-Ouest s'attardera aux régions du Nord-Est et du Centre-Est, suivie d'une amélioration par l'Ouest avec hausse du champ de pressions. La zone nuageuse avec ondées éparpillées axées le matin de l'Aquitaine au Bassin parisien et aux régions du Nord s'étendra vers la Lorraine, l'Alsace, le Jura et le nord des Alpes et du Massif Central, où quelques ondées parfois orageuses pourront

encore persister en soirée. A l'arrière de cette zone, une belle amélioration se développera sur les régions de l'Ouest avec larges éclaircies et hausse des températures maximales. Plus au sud, il continuera de faire beau, surtout sur les régions méditerranéennes, malgré l'apparition de quelques bandes de nuages des Pyrénées au sud du Massif Central.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

## BREF

### EXPOSITIONS

**VOITURES ANCIENNES A LA DÉFENSE.** — Les 8, 9 et 10 octobre prochains sera organisée dans la salle de la coupole de la Défense la deuxième bourse d'échange des collectionneurs de véhicules anciens (autos, motos). Automedon accompagnera, du 1<sup>er</sup> au 10 octobre, d'une exposition dans le centre commercial des Quatre-Temps.

\* De 10 heures à 19 heures : 14 F. ORIL, 8, Rue du Jura, 75013 Paris. Tél. : 336-23-01.

### FORMATION PERMANENTE

**STAGE EN ALGÈRE.** — L'Institut national du tertiaire social et de la formation continue (INFAC) organise pour les travailleurs sociaux un stage itinérant de formation en Algérie du 3 au 10 octobre 1982. Rencontres, visites et débats sont prévus.

\* INFAC tertiaire social, 51, rue Jacques-Kabli, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. : (1) 876-88-94.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 1<sup>er</sup> octobre :

**UNE LOI**

• Modifiant la loi du 4 août 1982 relative à la participation des employés au financement des transports publics urbains.

**UN DÉCRET**

• Relatif à l'application de la prise en charge par les employeurs des trajets domicile-travail.

**UN ARRÊTÉ**

• Relatif aux conditions de fonctionnement des écoles paramédicales.

**UN AVIS**

• Concernant l'application du premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 décembre 1966 relative à l'assurance, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité.

Les mots croisés se trouvent en page 21.

## PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 3 OCTOBRE

- Le palais du Luxembourg, 10 h 30, 15, rue de Vaugirard, M<sup>me</sup> Vermeersch.
- Le château de Maisons-Laffitte, 14 h 30 et 15 h 45, entrée côté parc, M<sup>me</sup> Hulot.
- Hôtel de Sully, 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Bachelier.
- Le Conseil d'Etat, 15 h, 2, place du Palais-Royal, M<sup>me</sup> Alliez.
- Dans les pas de Mme de Sévigné, 15 h, devant Saint-Gervais, M<sup>me</sup> Lemaire.
- Versailles, jardin de la comtesse de Bulbi et le potager du Roy, 10 h 30, 10, rue du Marché-Joffre à Versailles. (Caisse nationale des monuments historiques).
- Musée du Jeu de Paume, 10 h 30, devant le musée.
- Le château de la Muette, 15 h, 2, rue André-Pascal (Approche de l'art).
- Crypte de Notre-Dame, 11 h, parvis côté préfecture.
- Palais du Luxembourg, 15 h, angle rues de Tournon et de Vaugirard (Arcus).
- Cimetière de Picpus, 15 h, 35, rue de Picpus, M<sup>me</sup> Barbier.
- Vieux village Saint-Germain-des-Près, 15 h 30, 52, rue Bonaparte, M<sup>me</sup> Camus.
- Quartier Mouffetard, 15 h, métro Monge, M<sup>me</sup> Moutard.
- L'Opéra, 15 h, entrée principale, M<sup>me</sup> Raguenan (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Services secrets 1939-1945, 15 h, métro Invalides, M. Czorny.
- L'ancienne manufacture de Sèvres, 15 h, 1, avenue Léon-Jouhaux, M<sup>me</sup> Ferrand.
- La Butte Montmartre, 14 h 30, 2, rue du Mont-Cenis, M<sup>me</sup> Martinet (La France et son passé).
- Salons du ministère des finances, 15 h, 93, rue de Rivoli, M<sup>me</sup> Haultier.
- Hôtel de Soubise et de Rohan, 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (Histoire et archéologie).
- Saint-Sulpice et son quartier, 15 h, parvis de l'Eglise (Lutèce-Visites).
- La chapelle Louis XVI, 14 h 45, face 36, rue Pasquier, M. de La Roche.
- Le pont Neuf et ses environs, 10 h 30, angle place Saint-Michel et quai des Grands-Augustins.
- La Seine et ses vieux ponts, 14 h 30, devant le Théâtre du Châtelet (Paris autrefois).
- Le vieux Belleville et ses jardins, 15 h, métro Télégraphe (Résurrection du passé).
- La Conciergerie, 11 h, 1, quai de l'Horloge, M<sup>me</sup> Romanu.
- L'Institut de France, 15 h, 23, quai Conti (tourisme culturel).
- La Folie Saint-James, 15 h, 34, avenue de Madrid à Neuilly, M<sup>me</sup> Bud-Akar.
- L'île Saint-Louis, 15 h, 45, quai Bourbon, M<sup>me</sup> Garcia (Paris et son histoire).

### CONFÉRENCES

- 10 h et 18 h, 5, rue Laffitte, M. Random et M. Martin : « L'énergie comique et la tradition japonaise » (Nouvelle Acropole).
- 17 h 30, 11 bis, rue Képler, « Réincarnation et métépsychose » (Loge Unie des Théosophes).
- 15 h, 163, rue Saint-Honoré, M. Jean Maré : « Prédiction pour la France ».
- 13 h, 163, rue Saint-Honoré, Natya : « Paroles prophétiques des hommes célèbres » (conférence Natya).
- 14 h 45, 60, boulevard Lator-Maubourg, « Les Lapins », et 17 h 45 « La Finlande » (Rencontre des peuples, audiovisuel).
- 15 h, 9, rue Pierre-Nicolas, M. Schmitt : « Que croire ? Que faire ? » (Mouvement du Grand).

### PARIS EN VISITES

#### LUNDI 4 OCTOBRE

- Eglise Saint-Marguerite de Charonne, 15 h, devant l'église, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.

du 24 SEPTEMBRE au 3 OCTOBRE 1982

**île de chatou**

près de PARIS

**FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ET AUX JAMBONS**

organisée par : LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE ET DE L'OCCASION tel. 770 88 78

ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU

### CONFÉRENCES

- 14 h 45, 23, quai de Conti, G. Morel : « Pégase et métamorphoses » (Académie des sciences morales et politiques).
- 18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, M. Nyki : « Les voies multiples de Zoltan Kodaly ».
- 19 h, 62, rue Madame, « Osiris et la religion funéraire » (Arcus).

**Le Monde**

Au sommaire du numéro du 3 octobre

## La charité contre les pouvoirs

Fin le temps des dames d'œuvre. Les associations de solidarité défendent des causes humanitaires. Elles militent. Et s'opposent souvent aux pouvoirs et aux Etats. Même les organisations traditionnelles n'hésitent pas à aborder le terrain politique.

UNE ENQUETE DE PHILIPPE FREMEAUX

**LOTO**

TIRAGE N° 39 DU 29 SEPTEMBRE 1982

2 14 16 23 32 34

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 5

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMÉROS	5 2 423 573,30 F
5 BONS NUMÉROS + numéro complémentaire	60 100 982,20 F
5 BONS NUMÉROS	2 506 7 253,30 F
4 BONS NUMÉROS	134 708 134,90 F
3 BONS NUMÉROS	2 371 174 11,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 6 OCTOBRE 1982

VALIDATION JUSQU'AU 5 OCTOBRE APRES-MIDI

صكنا من الأصل



## SOCIAL

M. EDMOND MAIRE A ANTENNE 2

## Un moment de vérité

Étonnants téléspectateurs ! A la fin de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2 jeudi soir 30 septembre, on aurait pu penser qu'ils interpelleraient encore le secrétaire général de la C.F.D.T. sur l'austérité, la protection sociale ou la crise du militantisme syndical. Mais ils ont préféré interroger l'homme. M. Edmond Maire, sur sa cravate, son salaire, sa voiture, l'utilisation d'un éventuel gain à la Loterie nationale ou sur son ambition encore plus hypothétique de devenir premier ministre. Peut-être avaient-ils tout simplement envie de « démystifier » un chef à travers la personne d'un dirigeant syndical. On aura ainsi appris : la C.F.D.T. se prononce pour une baisse différenciée du pouvoir d'achat, s'il y a création d'emploi, au-delà de 6 800 F - qu'avec 9 200 F net par mois, M. Maire accepte une diminution de son propre niveau de vie, ce qui ne lui permettra sans doute pas de changer sa R-16, « qui rouille un peu ».

Il n'en demeure pas moins que, au cours de cette émission, M. Maire, un peu crispé au début, s'est efforcé, avec une indéniable sincérité, de présenter l'image d'un syndicaliste plus réaliste qu'idéologique, prônant les mutations au sein d'un monde ouvrier frappé, selon lui, par la démobilitisation et « une démobilitisation profonde ». L'image d'une force tranquille en quelque sorte. Répondant aux questions de Philippe Vasseur (le Nouveau Journal), Laurence Graffin (Antenne 2) et Roger Priouret (R.T.L.-Le Nouvel Observateur), il a eu certes quelques formules mal-

adroites - comme lorsqu'il a dit qu'un « salarié normalement constitué » ne pouvait préférer un gouvernement capitaliste à un gouvernement socialiste - mais il a su aussi faire mouche.

Le gouvernement s'est certes vu attribuer un « bilan positif », mais de par sa « marche un peu cahoteuse » il a eu aussi droit à quelques coups de griffe. « Si le gouvernement o dans la tête », a dit M. Maire, « une certaine baisse de la masse salariale en 1983 (...), c'est un choix à la Thatcher », et, a-t-il ajouté, « nous ne voulons pas voir ce gouvernement passer de tout pour l'emploi à tout contre l'inflation ». Le patronat n'a pas davantage été épargné : son opposition aux projets Auroux a ainsi été comparée à celle de la C.G.T. contre les conventions collectives en 1919. En revanche, avec les réserves d'usage sur le travail des femmes, l'épicopie, par son rappel à la solidarité, a été créditée d'un « coup de main à l'éthique syndicale fondamentale ». Les temps changent.

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a un peu plus de deux mois des élections prud'homales, o'a pas fondamentalement innové dans ses déclarations, mais il a plaidé avec conviction pour un « réveil social ». C'est sans doute sur ce terrain qu'il a mis le plus de passion, dénonçant « l'aliénation du Français moyen pour qui la politique et l'État peuvent tout » et affirmant que c'est l'absence d'intervention des salariés « qui rend l'équilibre de notre société mauvais ». Un moment de vérité.

M. N.

## Le plan Bérégovoy suscite de nouvelles réserves

C.G.T. : agir pour supprimer les mesures critiques.

La droite et le patronat portent une responsabilité écrasante dans la situation, ce qui rend d'ailleurs encore plus inacceptable que ce dernier soit quasiment exempt de mesures visant à lui faire supporter les inévitables de son comportement anti-national. En effet, parmi les choix faits par le gouvernement, certains ne peuvent avoir notre accord car ils amputent le pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles. (...) Certaines des mesures décidées en novembre 1981 ont notre appui : l'amélioration des remboursements (lunettes, prothèses dentaires et auditives), la suppression de la franchise de 80 F pour les maladies longues et coûteuses, l'I.V.G. et les prestations familiales. Il reste qu'aucune date d'application n'est précisée et que les travailleurs attendent avec impatience leur mise en vigueur. L'ensemble des mesures décidées vont être soumises au Parlement. Les travailleurs doivent intervenir fermement et massivement pour que les mesures critiques soient supprimées.

C.F.D.T. : une étape positive.

La C.F.D.T. considère que le plan constitue « une étape positive, intéressante, dans un ensemble qui n'est pas encore la véritable réforme de fond ». Elle se déclare « d'accord avec l'instauration d'une taxe sur la publicité pharmaceutique et d'une contribution sur les alcools et les tabacs », mais réaffirme par contre son « hostilité au forfait hôtelier ».

A Antenne 2, M. Edmond Maire a déclaré de son côté, jeudi soir : « Il faut reconnaître que le ministre des affaires sociales et le gouvernement ont décidé de faire le maximum pour préserver la protection sociale, c'est un point important. Ce n'est pas une grande réforme, ce n'est même pas une réforme. Ce sont des mesures parcelaires pour un an,

nous voulons aller bien au-delà. A propos du forfait hôtelier, il a ajouté : « Cette mesure-là est mauvaise. Elle est mal calculée, elle est mal ajustée. Comme le gouvernement hésite sur la date d'application, vous risquez de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'application du tout ».

C.G.C. : une décision inadmissible pour les préretraités.

La C.G.C. estime que les cotisations sociales sur les préretraités constituent une « véritable tromperie, une spoliation, une mesure inadmissible ». Bien qu'il considère « courageuses la plupart des mesures » de M. Pierre Bérégovoy, M. Jean Menu, président, affirme que la C.G.C. ne peut qu'être « farouchement hostile » à la cotisation des préretraités, qui avaient fait leur choix sur la base d'« engagements pris envers eux ».

C.F.T.C. : des mesures restrictives.

« La grande faiblesse du plan gouvernemental est de ne prendre que des mesures restrictives hors de tout programme d'ensemble, notamment dans le domaine de la prévention. C'est ainsi que si le principe d'une taxe complémentaire sur les alcools peut se justifier, rien n'est envisagé jusqu'ici pour rendre les boissons non alcoolisées plus abordables », affirme la C.F.T.C.

L'UNAF : prend acte et approuve.

L'Union nationale des associations familiales, qui regroupe quelque sept cent mille familles, affirme avoir une position « partagée » sur les détails des mesures, mais « prend acte avec satisfaction de l'adoption d'une revalorisation bi-annuelle des prestations familiales » ; elle regrette que les revalorisations programmées pour 1983 soient alignées sur la variation des prix (...). « L'UNAF approuve que le finance-

ment de l'allocation aux handicapés soit transféré à l'Etat ; elle approuve également la mise en œuvre du plan de développement des crèches. Elle demande que le forfait hospitalier tienne compte non seulement des charges de famille, mais aussi de la durée d'hospitalisation ».

P.C. : désapprobation.

M<sup>me</sup> Mireille Bertrand, membre du bureau politique du P.C.F., estime que le plan gouvernemental sur la Sécurité sociale ne va pas dans le sens souhaité par le parti communiste même si elle juge positive certaines mesures. « Quant à la cotisation sur les préretraités, selon elle, on ne peut l'envisager qu'à la condition de relever sérieusement le plafond de celle sorte que le pouvoir d'achat des petits et moyens revenus ne soit pas amputé ».

P.S. : le maintien de la protection sociale.

« Le plan arrêté par le gouvernement en vue d'équilibrer les comptes de la Sécurité sociale pour 1982 et 1983 témoigne de la volonté de maintenir le niveau de la protection sociale, malgré les problèmes économiques difficiles - auxquels la France est confrontée, estime le député national du P.S. à la Sécurité sociale, M. Clément Miel qui se félicite que cet équilibre puisse être obtenu « sans recourir à une augmentation des cotisations ».

M.R.G. : regret.

Le Mouvement des radicaux de gauche « préconise le développement d'une réelle politique de prévention et des soins à domicile afin de freiner les dépenses hospitalières ». Il « regrette que la majoration des cotisations des travailleurs indépendants intervienne après une insuffisante concertation et il juge « positive » la non-augmentation des cotisations patronales et salariales.

M. Bernard Pons (R.P.R.) : pour un contrôle annuel.

M. Bernard Pons, secrétaire gé-

ral du R.P.R., souhaite « une modification de la Constitution permettant le contrôle annuel par l'Assemblée nationale du budget social de la nation qui est plus important que le budget de l'Etat ». « Le ministre des comptes ne sait pas compter », a ajouté M. Pons.

M. Jacques Barrot, ancien ministre de la santé (C.D.S.) : pas de plan.

« L'heure des comptes a enfin sonné pour la Sécurité sociale après seize mois de relâchement très coûteux. Mais ce n'est pas encore une véritable politique de redressement. Le gouvernement se contente essentiellement d'ajuster des recettes nouvelles qui, pour certaines d'entre elles, seront durement ressenties. Il ne paraît pas engager un véritable plan d'économie (...). C'est ainsi que l'imprévoyance et la démagogie font le lit de l'injustice ».

M. Alain Madelin (U.D.F.) : un bricolage.

M. Alain Madelin, député (U.D.F.-P.R.) d'Ille-et-Vilaine, a estimé, jeudi 30 septembre : « Les mesures hâtives prises pour pallier le déficit de la Sécurité sociale confirment l'échec de la politique sociale du gouvernement et éludent les vrais problèmes. Après les échecs des deux premiers plans socialistes, celui de M<sup>me</sup> Questiaux (ancien ministre de la solidarité) de novembre 1981 de M. Bérégovoy (ministre des affaires sociales et de la solidarité) du 21 juillet 1982, le troisième plan gouvernemental ne constitue qu'un bricolage mal ficelé de solutions jusqu'à présent dénoncées comme synonymes de régression sociale par les socialistes. On ne peut que souligner l'incapacité d'une politique qui commence par supprimer la vignette sur les motos pour inventer peu après la vignette sur les paquets de cigarettes ».

## CARNET

## Réceptions

À l'occasion du trente-troisième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, l'ambassadeur, M. Yao Guang, a donné une réception, jeudi, dans les salons de l'ambassade.

## Naissances

— Marie-Christine Villain et Christian Campomozzi ont la joie d'annoncer la naissance de Célia, le 26 septembre 1982, 17, rue Molitor, 75001 Paris.

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Robert Fayon, M. et M<sup>me</sup> Edgar Fayon, Didier, Thierry, Elisabeth et Florence, ses petits-enfants, font part du décès de M<sup>me</sup> Victorine-Marie FAYON.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Amand de Cauderan, le mercredi 29 septembre dans la plus stricte intimité.

— Jean-François et Monique Heitzmann et leurs enfants Aude-Gaëlle et Johanne.

Marie-Loraine Heitzmann, Laurent et Manon Heitzmann, Frédéric Heitzmann, Anne-Claire Heitzmann, Grégoire Heitzmann, ses enfants, ses sœurs, son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères, ont la douleur de faire part du décès de

Geneviève HEITZMANN, née Bräuder.

Les obsèques auront lieu à Notre-Dame de la Paix, à Sélestat, le samedi 2 octobre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. 4, rue Ravel, 67600 Sélestat.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

ROBLLOT S.A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

— On nous prie d'annoncer le décès

accidenté de M. Claude RIMOND, survenu le 25 septembre 1982.

Les obsèques auront lieu le, lundi 4 octobre 1982, Absoute à 9 h. 45, hôpital de la Salpêtrière.

22, rue Bruant, Paris-13<sup>e</sup>. Inhumation à 11 heures, cimetière de Colombes (nouveau). Rue de la Cerisaie, 92700 Colombes.

— M<sup>me</sup> Claude Roubinet, M. Philippe Roubinet, M<sup>me</sup> Sophie Roubinet, Les familles Sermadinas, de Pouzois de Lille, Crozet, Quermel et Vinzani, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean ROUBINET, née Martha Delmas, leur mère, grand-mère, tante et parente,

survenu à Paris le 28 septembre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

36, avenue de l'Observatoire, 75014 Paris. 5, avenue du Général-Detrier, 75007 Paris.

— Gérard, Simone, Hélène et Etienne SANDIER, Les familles Serfati, Sandier et Sixou,

Tous ses parents et ses amis, ont l'immense chagrin de faire part de la disparition, à l'âge de vingt ans, de

Julien.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

## LE PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

Une course à l'heure britannique et un sweepstake de la Loterie nationale.

Il serait vain de cacher que la Société d'encouragement à des problèmes financiers. Aussi a-t-elle recherché un « sponsor » pour l'aider à maintenir les allocations du Prix de l'Arc de triomphe. Le président Hubert de Chaudenay n'a pas caché qu'il aurait aimé avoir une réponse favorable de la part d'un groupe français. Mais la situation économique et sociale en France étant ce qu'elle est, il a fallu que la Société d'encouragement étende son champ d'investigation.

En définitive, c'est le plus grand groupe hôtelier de restauration et de loisirs du monde, Trusthouse Forte qui va parrainer le Prix de l'Arc de triomphe. Le contrat a été signé pour 4 ans et la contribution annuelle de Trusthouse Forte, dont le nom sera associé à celui du Prix de l'Arc de Triomphe, est d'environ 100 millions de centimes, par épreuve.

La Loterie nationale, trois fois par an, offre à ses joueurs la possibilité de participer également au « suspense » d'une course en organisant des sweepstakes qui présentent les caractéristiques suivantes : le tirage au sort (samedi 2 octobre) détermine les numéros gagnants et les chevaux affectés à chaque série de billets. Le lendemain, le résultat de la course permet de connaître le numéro du gros lot puisque c'est la série attribuée au cheval gagnant qui est également celle qui rapporte les lots les plus importants, en particulier le gros lot de 5 000 000 de francs. Ce montant a de quoi faire rêver par rapport à la mise de 230 F pour un billet entier ou de 25 F pour un dixième.

● Dixième jour de grève de la loterie de deux syndicalistes C.F.D.T. à Cergy-Pontoise. — Les deux délégués C.F.D.T. de la société 3-M, MM. Jean-Pierre Etienne et Michel Lefèvre, ont entamé, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, leur dixième jour de grève de la loterie. Ce mouvement est engagé pour obtenir la réintégration de M. Michel Lefèvre de Vesnal (Hauts-de-Seine), licencié après une restructuration et après avoir refusé plusieurs propositions de reclassement, et la mise à pied de M. Etienne « pour faute lourde » (le Monde du 23 septembre).

● Citroën : l'usine de Lévallois en grève. — Cette usine Citroën a été paralysée jeudi 30 septembre par

une grève des ouvriers des chaînes de production mécontents des retards opérés sur leurs bulletins de salaire en raison du remboursement partiel des avances accordées cet été après les grèves de mai-juin.

● Le paysan « squattier » pourra exploiter une ferme avec l'aide de l'Etat. — M. Michel Biquet, agriculteur au chômage, qui avait « squatté » pendant plusieurs jours la ferme de la Ferrière, à Riaillé (Loire-Atlantique), appartenant au comte François de Dufort (le Monde du 27 octobre 1981) puis occupé « sans droit ni titre » une exploitation appartenant à la SAFER, pourra bientôt exploiter une ferme qui sera louée avec l'aide de l'Etat.

● L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 30 septembre, en deuxième lecture, le projet de loi abrogeant l'article L. 680 du code de la santé publique, relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics. Ce texte avait été rejeté la veille par le Sénat (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Les députés ont adopté un amendement de la commission des affaires sociales repoussant du 31 décembre 1982 au 31 décembre 1983, la date limite d'option pour les médecins exerçant actuellement une activité de secteur privé et qui subiraient éventuellement pouvoir continuer celle-ci jusqu'au 31 décembre 1986.

Foyers induction 6 commandes sensibles Scholtès

## La cuisson de demain dès aujourd'hui chez quelques spécialistes

Dans quelques années, les cuissons sur des foyers à induction qui ne chauffent pas seront généralisées. La voie aura été ouverte par une table à 4 foyers par induction et commandes sensibles que l'on peut acquérir dès maintenant chez quelques spécialistes de l'équipement de la cuisine. Cet appareil, fabriqué en France par Scholtès qui l'a mis au point pendant 5 ans, est le seul de ce type en Europe. Ses foyers provoquent l'échauffement direct des récipients métalliques sans produire de chaleur eux-mêmes. Ils agissent seulement lorsqu'ils sont

recouverts par les récipients. Les commandes et réglages électroniques ultra-précis s'effectuent en effleurant les marques du tableau de bord.

La vaste surface lisse en vitroceramique de cette table de cuisson Scholtès et sa table émergente au-dessus du plan de travail lui confèrent une grande qualité esthétique, évitent les chavirements de casseroles et réduisent l'entretien à sa plus simple expression.

Les 10 spécialistes qui présentent cette table de cuisson Scholtès dans la région parisienne sont les suivants :

A Paris  
46 - MILLET  
11, rue Mulher  
Ne - DECOTEC  
161, rue Faubourg Saint-Honoré  
Ne - ZUOMA  
36, rue Laborde  
Ne - CENTRE INFORMATION  
ET VENTE  
Ets M. G. 104, rue de Mauberge  
116 - CREATION J.F.  
6, rue Saint-Bernard  
166 - I. D. 165  
165, rue de la Pompe

166 - SECEN  
152, avenue Malakoff  
A Neuilly-sur-Seine  
BIGANT Charles  
11 bis, rue du Commandant-Pilot  
A Reuil-Malmaison  
CUISINES 189  
189, route de l'Empereur  
A Versailles  
NORFORM  
42, rue Carnot

Le centre d'exposition Scholtès,  
26-28, avenue Claude-Vieljeux à  
Paris-16 présente l'appareil et reçoit  
les demandes téléphoniques de  
documentation au 11 230.40.40

Scholtès  
La cuisine y gagne

مكتبة الامم المتحدة



# SOCIAL

## LE MOUVEMENT DE PROTESTATION DES PROFESSIONS LIBÉRALES

### Plusieurs dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Paris

Une marche silencieuse dans la capitale ensolée. Ainsi a commencé, vers 13 h 30, le 30 septembre, l'imposante manifestation organisée par l'Union nationale des associations de professions libérales (U.N.A.P.L.) et le Centre national des professions de santé (C.N.P.S.). Les dirigeants attendaient trente mille personnes ; ils en accueillirent presque le double (vingt-cinq mille à trente mille, selon la police). Ce fut une joyeuse surprise.

Place Fontenay, non loin du ministère de la Santé, le premier rendez-vous, vers 13 h 30. La foule, où fleurissaient moules papillons et blouses blanches, défilait sur les bords de la Seine, vers le Palais-Royal, vers le ministère des finances. La cible est claire, plutôt Dieu que ses saints, M. Jacques Delors plutôt que les ministres de tutelle dont dépendent les quarante-huit organisations appelées à l'action. Au premier rang des revendications, on affiche le refus des charges sociales et fiscales « devenues trop lourdes ». Un seul thème — la défense du libéralisme dans l'intérêt de tous les Français — pour une myriade de professions.

De partout, avocats, médecins et architectes sont venus en délégation, mais aussi des associations de kinésithérapeutes, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, des infirmières ou encore des greffiers, huissiers, graphologues, conseillers en propriété industrielle, etc. L'union dans les rues de Paris surprend quelque peu les passants... comme les participants eux-mêmes. « En faisant masse on devient plus efficace », découvre-t-on. Les dirigeants de l'U.N.A.P.L. et du C.N.P.S. avaient insisté sur les difficultés de leurs jeunes adhérents nouvellement installés. Ces derniers ont souvent du mal à survivre, certains ferment leur cabinet ou leur agence, connaissent même le chômage. Bref, la malaise semble réelle. Mais dans ce cortège « bon genre » on chercherait en vain le poids du phénomène. Toutes les générations se mêlent au coudoie à coudoie, l'âge mûr restant prédominant. Le style est posé, voire un peu

terne. Les consignes données préalablement par les organisateurs sont sagement respectées : pas de slogans, mais des banderoles au nom du syndicat et des pancartes revendicatives. « Nos honoraires, une force tranquille », affirment des professionnels de la santé. « Nous concevons, vous décevez », affichent des architectes en colère.

Une infirmière de ville, non syndiquée, promène la « menu » du « chef cuisinier Mitterrand » où figurent « impôts salés » et « assiette de promesses soufflées » assortis de « petits salaires ». En tête du cortège avancent les dirigeants — le docteur Jacques Beaupère pour l'U.N.A.P.L. et le docteur Monnot pour le C.N.P.S., le docteur Belot pour la Fédération des médecins de France, etc. Mais d'hommes politiques, point. En queue de manifestation suivent les contestataires pour qui le « politique » dans l'opposition prend désormais le pas sur le « syndical » jugé inefficace. Quelques centaines de personnes défilent ainsi sous le houlette de « Solidarité médicale », menées par M. Bernard Debré ; trois cents autres se sont regroupées sous la bannière « Association permanente des chambres syndicales des professions libérales », quelques dizaines derrière M. Daubé du S.N.P.M.I.

15 heures. La tête du cortège arrive place du Palais-Royal, où un podium a été dressé. Les dirigeants de l'U.N.A.P.L. et du C.N.P.S. ont prévu des prises de parole. Mais il faut attendre les gros des troupes. Quelques forces de police bloquent l'accès immédiat du ministère. Aux fonctionnaires paraissant aux fenêtres, on lance quelques lazzi : « Les charlots au boulot ». En attendant, on discute revenus, impôts, intérêt général, etc.

#### Des slogans politiques

Mais des rangs compacts affilés rue de Rivoli fusent soudain des slogans politiques. On demanda la démission de M. Mitterrand, on traita M. Fabius de « minuscule » et l'on envoya M. Rauter « à Moscou ». Quelques minutes de tension, puis c'est la

bousculade. Les forces de police ont bloqué la rue avec deux cars. Les manifestants surpris s'énervent. A force tranquille, libre circulation, estime-t-on. La grande majorité des médecins ou autres professions libérales venus revendiquer à Paris croit à la légalité. « Honnêtes gens », comme ils aiment à se définir, ils ne tolèrent pas d'être refoulés comme des malfaiteurs. « Trois vifs, le ton devient aigu. « Dégagez les cars ! », crient les uns. « Pousser, forcer le passage ! », hurlent les autres. Un premier barrage craque. Un gardien de la paix est blessé au nez. Puis un deuxième barrage, plus important, craque. Un notaire joue de son parapluie, des manifestants s'emparent d'une grille qu'ils brandissent. Provocation ? s'interrogent certains. Place du Palais-Royal, où stationnent les premiers arrivés, on commence aussi

à s'énerver. Un commissaire est pris à partie, molesté par un médecin. « Il ne s'y serait pas risqué avec des ouvriers. Mais des gens respectables comme nous... », ricane un témoin. Les forces de police resserrent leurs rangs et lancent quelques grenades. Un médecin de l'Aube est pris de malaise — un spasme provoqué par les gaz — il est évacué. Va-t-on vers un affrontement ? Sur place, les dirigeants prononcent avec aigreur les discours prévus à l'appel à la désobéissance civile. Le lieu manifestement est trop étroit pour accueillir tout le monde. Le service d'ordre paraît désorienté. Est-ce le manque d'habitude ?

Rue de Rivoli, la tension cependant persiste. De nombreux manifestants s'énervent par une fin sans queue ni tête et un cortège « sans

slogan alors que la C.G.T. sait beaucoup mieux s'y prendre », décident de bloquer la circulation et s'assoient sur la chaussée. Quelques pommes de terre sont lancées sur les forces de police qui contemplent cette « manifestation de la haute », selon les termes d'un policier. Mais le sentiment a changé de camp. Les manifestants s'en prennent à présent aux dirigeants de l'U.N.A.P.L. et du C.N.P.S. Le docteur Beaupère tente d'appeler une nouvelle fois à la désobéissance civile. Le succès de cette force tranquille ? « On s'en fout ! », « Plus de discours, on veut du résultat ! », « La centriste, cela suffit ! », lui répond-on ici ou là. Son message passe difficilement. Un peu plus tard, la police fait évacuer les lieux, sans incident. L'heure est venue pour certains de reprendre les trains de retour, pour d'autres de

faire un peu la fête. Les responsables de la journée sont satisfaits : ils ont réussi à « ne pas se laisser dépasser sur le plan politique », — ce qu'ils redoutaient. Pour combien de temps ?

« Les syndicats suivent plus qu'ils ne mènent », dira pour conclure un jeune médecin venu du Vaucluse. Deme ce département, sa profession fait grève jusqu'à dimanche. Il a fallu cette pour que les médecins de ville acceptent d'assurer les urgences. « Demain, s'il le faut, nous irons plus loin », affirme un manifestant. Comme d'autres, il vit aujourd'hui de profondes déceptions. Jadis 68, hier le 10 mai, aujourd'hui l'opposition...

DANIELLE ROUARD.

### Un avertissement

de notre travail, le niveau de nos responsabilités.

Les discussions qui proposent le gouvernement aux syndicats médicaux, a-t-il ajouté, touchent le plus souvent à la mystification : « Nous voulons de vraies négociations, avant la décision, et non après ». Certes, a-t-il ajouté, cette négociation n'est pas impossible : « On s'engage à évaluer vraiment et qu'elle prenne en compte nos réalités économiques pour des décisions constructives ». Enfin, s'est écrié le docteur Beaupère, « si l'on veut notre mort, qu'on ait le courage de le dire. Nous nous battons ; les Français apprécieront. Si au contraire on mise sur notre mission et notre avenir, nous réclamons la justice et l'égalité : rien de plus simple que de le faire ».

Plus incisif encore, M. Monnot s'est adressé à « nos Français ». « Si vous souhaitez conserver le libre choix de votre profession et le qualité de la relation que vous avez avec lui, s'est-il exécuté, alors ne laissez pas faire le gouvernement ! ».

S'exprimant ensuite à l'intention des pouvoirs publics, M. Monnot a ajouté : « En seize mois, vos paroles sans cesse rassurantes pour la pérennité de l'exercice médical ont été démenties par vos décisions qui accablent nos professions de santé. M. Monnot s'est écrié : « Vous avez répondu à l'appel de vos syndicats au-delà de nos espérances ! », avant de conclure : « Nous attendons un changement radical de la politique de santé du gouvernement, sinon ce sont nos libertés qui disparaîtront ».

A travers ces expressions globales de « mécontentement » et « inquiétude », pour reprendre l'expression de M. Bérégovoy, se manifestent des interrogations précises. Ainsi, le

C.N.P.S. souligne que les négociations conventionnelles entre les caisses de sécurité sociale et les chirurgiens-dentistes ou les kinésithérapeutes libéraux « n'ont rien de plus », et à sa gestion rigoureuse, s'unissent à d'autres que l'esprit de caste et les privilèges de leur profession ont toujours amenés à s'opposer à toute avancée sociale. C'est donc une situation paradoxale. (...) D'où le risque », conclut M. Sérusclat, de voir ce mouvement « s'inscrire dans les démarches de la droite classique ».

D'une manière plus générale, le gouvernement, en particulier le cabinet de M. Mauroy, exprime une certaine amertume à l'égard de ce mouvement. On estime en effet à Matignon que le gouvernement est resté, depuis le 10 mai, très en retrait par rapport au programme électoral de M. Mitterrand, qui comportait des réformes radicales sur ce chapitre et dont un petit nombre seulement a été mis en œuvre. Bref, on estime que ces professions n'ont pas été traitées comme des « malades », et que bien peu de leurs responsables consentent à l'admettre.

Cela dit, on ne sous-estime pas leur poids politique, et l'on a très présente à l'esprit, à Matignon, l'erreur grave qui avait consisté à faire croire qu'il s'agissait d'une autre manifestation organisée par les médecins le 5 juin 1980. Cette répression, jointe à l'ensemble des revendications, n'avait pas peu pesé dans la désaffection des professions de santé à l'égard de M. Giscard d'Estaing.

#### Amertume à Matignon

Au parti socialiste, la critique du mouvement a été faite relativement discrète, et ne s'est guère exprimée jusqu'à présent que par le bulletin P.S. aujourd'hui, sous le plume de M. Franck Sérusclat, sénateur du Rhône, pharmacien et député national à la santé ou parti, qui écrit no-

tamment : « Cette manifestation a un caractère politique flagrant. (...) Des hommes et des femmes qui ont une mission évidente, donc naturellement favorables à un budget social et à sa gestion rigoureuse, s'unissent à d'autres que l'esprit de caste et les privilèges de leur profession ont toujours amenés à s'opposer à toute avancée sociale. C'est donc une situation paradoxale. (...) D'où le risque », conclut M. Sérusclat, de voir ce mouvement « s'inscrire dans les démarches de la droite classique ».

D'une manière plus générale, le gouvernement, en particulier le cabinet de M. Mauroy, exprime une certaine amertume à l'égard de ce mouvement. On estime en effet à Matignon que le gouvernement est resté, depuis le 10 mai, très en retrait par rapport au programme électoral de M. Mitterrand, qui comportait des réformes radicales sur ce chapitre et dont un petit nombre seulement a été mis en œuvre. Bref, on estime que ces professions n'ont pas été traitées comme des « malades », et que bien peu de leurs responsables consentent à l'admettre.

Cela dit, on ne sous-estime pas leur poids politique, et l'on a très présente à l'esprit, à Matignon, l'erreur grave qui avait consisté à faire croire qu'il s'agissait d'une autre manifestation organisée par les médecins le 5 juin 1980. Cette répression, jointe à l'ensemble des revendications, n'avait pas peu pesé dans la désaffection des professions de santé à l'égard de M. Giscard d'Estaing.

La manifestation du 30 septembre a revêtu une tout autre ampleur que celle de juin 1980, et, d'une manière générale, que celles qui ont émaillé le mandat de M. Giscard d'Estaing. Elle est révélatrice d'une autre angosse et porteuse d'une plus lourde inquiétude.

CLAIRE BRISSET.

### La grève a été largement suivie en province

#### De nos correspondants

● LILLE. — On estime à deux mille le nombre de personnes qui se sont déplacées à Paris pour la manifestation de jeudi. Pour les professions médicales, le mouvement revendicatif a été suivi à plus de 90 %. Pour les médecins hospitaliers, en grève depuis lundi, la journée de jeudi a marqué la plus forte participation avec 32 % de l'ensemble de la région contre 76 % les jours précédents. Les internes du C.H.R. de Lille ne s'associaient pas au mouvement. Cependant, le centre anticancéreux Oscar Lambret avait supprimé ses consultations.

Les médecins hospitaliers ont cessé leur mouvement jeudi soir. Les autres membres des professions médicales de la région, hormis les pharmaciens de Lille qui limitaient leur action à vingt-quatre heures, étaient invités à poursuivre leur grève jusqu'à samedi. Des services de garde ont été spécialement mis en place à cet effet.

La journée de protestation a été également très suivie par les membres des professions juridiques (près de neuf cents avocats, notaires, huissiers) : 77 % d'entre eux ont participé à l'action. Dans les professions techniques (architectes, experts-comptables, agents d'assurances, agents immobiliers), le mouvement a été suivi à 73 %.

● RENNES. — Cinq cents professionnels libéraux d'Ille-et-Vilaine ont participé à la manifestation organisée à Paris. A Rennes, la grève se remarquait uniquement en raison de la fermeture des officines de pharmacie et des cabinets dentaires et médicaux. La grève nationale s'est poursuivie vendredi par une journée régionale d'action en Bretagne.

● GRENOBLE. — La grève des médecins a été très suivie dans le département de l'Isère. Selon le comité intersyndical des médecins, plus de 90 % des praticiens ont cessé le travail, le 30 septembre. Le mouvement a été le plus suivi chez les médecins généralistes. Les cardiologues ont également respecté les consignes de grève. La plupart des phar-

maciens avaient fermé leurs officines. Dentistes, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, ont très largement participé au mouvement.

Le centre hospitalier universitaire de Grenoble n'a pas, en revanche, vu ses effectifs de médecins et chirurgiens diminuer très sensiblement. Cependant, les cliniques étaient fermées mais non la clinique mutualiste de Grenoble rattachée au service public.

● NICE. — Dans les Alpes-Maritimes, selon les chambres syndicales et professionnelles, 90 % des médecins, chirurgiens-dentistes, kinésithérapeutes, 95 % des pharmaciens et 80 % des infirmiers et infirmières ont répondu au mot d'ordre en même temps que de nombreux vétérinaires, ambulanciers et architectes.

En revanche, la plupart des études notariales sont restées ouvertes et les huissiers ont ignoré le mouvement.

● MARSEILLE. — La grève a été largement suivie. Tous les pharmacies étaient fermées sauf celles de garde. Selon les secteurs, de 50 à 80 % des médecins ont fait grève.

● STRASBOURG. — Les cabinets d'avocats ont été fermés à 95 % ; les assureurs avaient tous fermé ainsi que les géomètres, les métroliers. Chez les architectes, l'action a été beaucoup moins unie. Les notaires avaient dans l'ensemble fait grève, de même que les professions de santé, qui continuait leur action jusqu'au 3 octobre.

● BORDEAUX. — De très nombreux médecins de la Gironde se sont rendus à Paris. Chez les praticiens, la grève a été bien suivie, à l'exception du groupe des médecins socialistes, qui avait décidé de ne pas participer au mouvement. Dans les hôpitaux, on notait, en Gironde, de 10 à 60 % de grévistes, selon les établissements. Ceux-ci devaient défilier dans les rues de Bordeaux, vendredi.

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Filles  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 790 F  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 902 F 1 291 F 1 520 F

**ETRANGER**  
(par mandat postal)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
313 F 522 F 731 F 940 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
364 F 647 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse d'adhésion ou prolongation (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Mérodine**

LE RESTAURANT "BUFFET"

21, rue Beaubourg  
(angle centre Pompidou)  
jusqu'à 22 h même le Dimanche

Un bon repas  
pour moins de  
**30 F net**

مكتبة الأمل



# SOCIAL

## Un entretien avec le ministre de la santé

(Suite de la première page.)

Ainsi de la réforme des études médicales votée mardi par l'Assemblée nationale et qui assure la revalorisation de la médecine générale en permettant une formation universitaire de haut niveau, une responsabilité hospitalière, une rémunération et un statut d'interne. Ainsi des arènes, qui, à travers une loi concertée, vont être animées paritairement par les SAMU et les libéraux généralistes. Ainsi de la formation continue dont les crédits ont plus que doublé en un an et qui, à travers un label de qualité accrédité en cours de définition, permettra des allègements fiscaux aux intéressés. Ainsi de la médecine de groupe pour laquelle une commission de travail a été créée pour établir enfin les règles juridiques et fiscales de ce mode d'exercice. Ainsi des conseils de promotion de la santé où les libéraux ont leur place à égalité avec les autres professions de santé, les syndicats et les usagers.

J'ajoute que cela doit aller plus loin, comme je l'ai dit à l'Assemblée nationale lors du débat sur la réforme des études médicales, lundi dernier : « La revalorisation du médecin généraliste dans sa formation et ses fonctions devrait trouver son prolongement dans le domaine de ses moyens de vie ».

Que veut dire revalorisation du rôle du généraliste quand le fossé se creuse entre certaines spécialités et le niveau de vie de l'omnipraticien qui connaît quant à lui une érosion régulière ? Il conviendra donc de procéder à un réajustement nécessaire en accord avec la profession : c'est une question de politique de santé.

### « Je suis plus libéral que certains libéraux »

Les tâches qui incombent au médecin ne cessent de s'alourdir, tâches d'ordre préventif et éducatif notamment. Est-il naturel qu'elles se fassent bénévolement ?

Ces tâches comme vous dites - je préfère dire ces missions - ne

doivent pas être un alourdissement mais un épanouissement. Il faut définir avec les médecins et leurs organisations syndicales les conditions de leurs interventions dans ces domaines. Je pense notamment aux jeunes médecins dans certaines zones urbaines, populaires ou rurales, qui peuvent rendre de très grands services.

Nous avons commencé à financer, sur les crédits de prévention mis à la disposition des régions (55 millions en 1982) de nombreuses expériences menées par les praticiens comme, par exemple, la prévention bucco-dentaire, la pharmacovigilance, l'établissement d'indicateurs de santé, l'épidémiologie, la psychiatrie de secteur, l'évaluation des besoins. Cela commence à constituer un temps de prévention et de recherche, sur proposition des médecins eux-mêmes. Nous avons envisagé, avec le docteur Monier, quand il était président de la Confédération des syndicats médicaux français, un temps de prévention.

La suppression des services privés à l'hôpital, les difficultés du système hospitalier privé, la baisse du niveau de vie des médecins, les projets de création de centres de santé, sont interprétés comme autant d'atteintes portées à la médecine libérale qu'exercent les deux tiers des praticiens et à laquelle les Français sont profondément attachés. Qu'en est-il ?

Voilà seize mois que je suis ministre, et certains ne cessent effectivement de répéter que mon objectif est d'en finir avec la médecine libérale. C'est une rumeur, car aucun de mes propos et aucun de mes actes, pendant ces quatre cent cinquante jours, n'autorisent ces assertions. En fait, elles sont avancées par ceux que la nouvelle politique de santé dérange, par ceux qui, comme le disait le professeur Hazan (2) dans vos colonnes, avant hier, craignent pour leur argent et leur pouvoir.

Ce n'est pas la première fois que des rumeurs de ce type circulent. Le professeur Robert Debré, vous le savez, bien, pour avoir fait partie du groupe de travail prépa-

rant la réforme hospitalière de 1958, a connu cette polémique. Et, dans l'Honneur de vivre, il en témoigne par des propos d'une singulière résonance actuelle : « On nous reprochait de détruire la médecine libérale, de transformer les meilleurs médecins en fonctionnaires asservis, de vouloir faire périr l'élite, de briser les plus belles traditions, de nous nourrir de chimères et aussi, j'ajoute, de pousser vers la misère des groupes d'hommes jusqu'alors assez opulents. Les intérêts étaient en jeu et l'on sait qu'ils savent se défendre ».

Je crois qu'il faut être sérieux. En seize mois, les libéraux ont commencé à être traités à l'opposé de ce que faisait l'ancien gouvernement.

J'ai déjà précisé ce qu'il en était pour les généralistes. Mais je tiens à ajouter que, dans le cadre du pluralisme de l'exercice médical qui caractérise la médecine de notre pays, le cabinet libéral demeure l'institution de base de notre appareil de santé. (Charte de la santé).

Encore un mot. Oui, les Français et les Français sont profondément attachés à la médecine libérale en tant qu'elle permet un entretien personnalisé. C'est précisément pour que tout le monde, sans le tamis de son porte-monnaie, y ait droit à l'hôpital que j'ai supprimé le secteur privé. Vous voyez que je suis plus libéral que certains libéraux.

Avez-vous l'intention de faire assumer par les médecins la nécessaire maîtrise du coût de la santé ? La population doit-elle s'attendre à une médecine au rabais, et les professionnels de santé à une baisse accrue de leur niveau de vie ?

Je trouve, pour dire vrai, cette question un peu osée. S'il est quelqu'un qui est attaché à la qualité des soins, c'est bien moi. Et cela n'est pas étranger au fait que je suis depuis vingt-trois ans élu d'une grande cité ouvrière, Aubervilliers, et que j'y pense toujours dans mon travail quotidien de ministre.

Où, je sais ce que c'est que d'être privé d'une partie de la qualité des soins. Je veux que cette qualité soit accessible à chacun, à chacun, et de l'augmentation des crédits de prévention de 118 % à la transparence de l'information sur les coûts de consommation et de la grande, en passant par l'attribution de trente-quatre scanographiques, la création de services de médecine nucléaire, l'ouverture de quatre cent douze postes de santé scolaire etc., c'est cela qui me guide.

C'est ma boussole, et elle ne se pointe pas successivement vers tous les horizons de la rose des vents.

Je n'aurai de cesse que personne, je dis bien personne, ne soit exclu de l'accès aux soins.

Quand à la maîtrise des coûts de la santé, c'est une tâche objective, incontournable dans toutes les sociétés modernes développées. La Charte de la santé le dit clairement : « Les professionnels de la santé, en médecine de ville et à l'hôpital, élaboreront progressivement les instruments permettant de mesurer avec plus de rigueur l'efficacité de leur pratique. La collectivité apprendra à rapporter les moyens engagés aux résultats obtenus et escomptés ».

Autrement dit, si la santé n'a pas de prix, elle a un coût. Cette contradiction doit être assumée et résolue par la transparence, la connaissance, l'intervention responsable et démocratique de chacun, population et professionnels.

Sur le niveau de vie, j'ai déjà répondu à la question à propos des médecins généralistes.

Le nombre des médecins a triplé en vingt-cinq ans. Soutiendrez-vous à leur égard une politique de restriction (et donc de sélection), alors même que vous annoncez le recrutement topus azimuts de personnels de santé supplémentaires ?

Dès mon arrivée, j'ai stabilisé le nombre des étudiants en médecine et en chirurgie dentaire entrant en deuxième année. Pendant les douze mois qui se terminent, avec les organisations intéressées, nous avons abouti pour des raisons démographiques à réduire, pour la rentrée prochaine, le nombre de places en deuxième année en médecine et en odontologie, ce qui n'est pas contradictoire avec notre volonté de mieux couvrir les besoins santé dans certaines régions moins pourvues en médecins, comme le Nord-Pas-de-Calais.

Si maintenant vous appelez « recrutement tous azimuts » mes créations de 18 500 emplois dans l'hospitalisation publique, dont 1 500 médecins et 1 000 infirmiers de secteur psychiatrique, ou encore les 412 postes de santé scolaire, il s'agit de rattraper un retard important dans ces différents services publics, il s'agit de répondre à des urgences, d'ouvrir des services nouveaux. Tout cela dans le but d'un meilleur accueil des malades ou d'une meilleure prévention en milieu scolaire.

### La promulgation de la loi sur le secteur privé hospitalier

Le Sénat a débattu mercredi 29, pour la rejeter, de la suppression des secteurs privés à l'hôpital. Pourquoi les compensations nécessaires, statutaires, concernant la retraite des médecins hospitaliers notamment, n'ont-elles pas été votées en même temps par l'Assemblée nationale ? Êtes-vous sûr de les obtenir ?

Le Sénat n'a pas pu débattre de la suppression du secteur privé à l'hôpital public, comme vous le croyez. L'ancienne majorité, qui domine, a préféré embourber des clairs sur la partition que ses chefs d'orchestre ont mise au point le week-end dernier. Je note d'ailleurs qu'il s'agit presque d'un retournement, si j'en juge par l'attitude des mêmes en juillet dernier. En commission des affaires sociales, le projet avait été, par eux, constructivement débattu.

L'Assemblée nationale, par contre, a voté le texte en deuxième lecture jeudi. La loi sera donc promulguée la semaine prochaine, suivie par un décret d'application dont toutes les modalités ont été arrêtées au printemps dernier par le premier ministre, et qui instaure, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983, les nouvelles et importantes modalités de couverture sociale et de retraite des médecins hospitaliers.

Quant au statut de ces médecins, il sera prêt avant la fin de l'année et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1984. Afin que personne ne puisse dire que le gouvernement accède à sauter l'obstacle sans réflexion, j'ai volontiers accepté, comme je l'avais laissé entendre depuis le début, que le délai d'option pour les médecins hospitaliers entre le secteur privé et le plein temps public exclusif soit allongé d'un an.

Les pharmaciens sans inquiétude : projetez-vous d'étatiser ou de mutualiser la distribution des médicaments ?

Il y a un an, une telle question était déjà de l'ordre de l'irréel, mais on pouvait concevoir que des personnes se la posent avant de connaître ma politique.

Aujourd'hui, ceux qui avancent cette idée veulent tromper sciemment.

Dans quelques jours je présenterai, avec le sénateur Sérusclat (3), le rapport sur la distribution du médicament, et vous verrez combien, sans cacher la nécessité de certaines mises à jour, la réflexion gouvernementale est, là aussi, basée sur le pluralisme, c'est-à-dire sur la reconnaissance d'un grand secteur officiel, mais aussi d'une démarche mutualiste dont on sait combien elle a contribué à faire évoluer le contenu social de la profession pharmaceutique.

Nous sommes loin, vous le voyez, d'une mutualisation de la distribution, encore plus loin de son étatisation.

### « Le jockey démonté »

Vous entendez soutenir avec ardeur l'outil industriel français. Qu'en est-il pour l'industrie pharmaceutique dont l'inquiétude est grande et qui s'est associée au mouvement de protestation ?

J'entends votre question comme un écho à ma profonde préoccupation de reconquérir le marché intérieur. En effet, en pharmacie comme dans le bio-médical, depuis seize mois, c'est une lutte quotidienne menée par mon ministère. Et déjà de bons et beaux résultats pour le pays sont intervenus.

Avec les scanographiques commandés prioritairement à la Compagnie générale de radiologie

(C.G.R.), cette usine a amélioré sa production et renoncé à ses licenciements.

Avec la mise en rapport confiée de la société Impex et de pharmaciens hospitaliers, cette P.M.I. de l'Oise a reconquis un important marché hospitalier en France et a procédé à des embauches qui se chiffrent et se chiffrent par dizaines, de décembre 1981 à janvier 1983.

Pour la pharmacie, non seulement j'encourage la fabrication de principes actifs en France, je pousse pour que les expertises toxicologiques ne partent plus à l'étranger. Je m'acharne à ce que la recherche soit mieux traitée par les industriels que la publicité.

De plus, nous avons instauré une politique de contrats avec les industries qui devrait leur permettre de défendre encore mieux leurs chances sur le marché international.

Alors vous me dites que cette industrie a manifesté jeudi. Je me souviens que lorsque le gouvernement précédent avait accepté, par les accords ACDA (4) que l'acton sanitaire en Afrique noire soit placée sous la tutelle américaine, elle n'avait pas manifesté de pareille façon. Peut-être avait-elle alors absorbé trop d'analésiques.

Je n'ai sans doute pas tout abordé dans mes réponses. Mais à l'évidence, vos lecteurs constateront que, depuis le 10 mai tous les mois ne s'appellent pas décembre pour les médecins.

Et mon souhait est que la majorité d'entre eux réfléchissent à cette image du jockey démonté et qui tient en main ses éperons et sa selle alors que le cheval s'est secoué de lui et, libre, galope bien loin.

Propos recueillis par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Respectivement président de la Confédération des syndicats médicaux français et du Centre national des professions de santé.

(2) Chirurgien à l'hôpital Laennec.

(3) M. Franck Sérusclat, sénateur socialiste du Rhône.

(4) Action concertée pour le développement de l'Afrique.

### La détérioration du pouvoir d'achat des médecins de ville

Le pouvoir d'achat a augmenté plus vite pour les généralistes que pour les spécialistes de 1962 à 1979 - respectivement de 1,7 % et 0,5 % par an en moyenne. C'est ce que concluent les auteurs d'une étude (1) réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) et publiée en mai 1981.

L'augmentation varie beaucoup selon les années. 1979 est particulièrement défavorable « selon ces experts : en effet, de 1978 à 1979, le pouvoir d'achat du généraliste a diminué de 8,2 % et celui du spécialiste de 3,5 %, la baisse enregistrée est plus forte que celle des autres catégories professionnelles.

Le spécialiste, tout en faisant moins d'actes que le généraliste,

perçoit un revenu supérieur de 25 % à celui de son collègue omnipraticien. Ces revenus ont été respectivement pour 1979 de 231 055 F et 185 419 F.

Le revenu annuel net des médecins salariés du travail est « un des plus élevés des salaires des cadres supérieurs », notent encore les experts du CREDOC.

La détérioration du pouvoir d'achat constatée en 1979 s'est poursuivie dans les années qui ont suivi. Les honoraires médicaux, rappelés-les, sont bloqués de fait depuis juillet 1981, ou pour certains depuis octobre 1981.

(1) « Chiffre d'affaires et revenus avant impôt des médecins conventionnés libéraux en 1979 », CREDOC.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
Rep. + ou Dép.	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou	
S.E.U. ....	7,1350 7,1380	+ 140 + 185	+ 200 + 340	+ 630 + 760
S. can. ....	5,7700 5,7745	+ 45 + 25	+ 90 + 110	+ 230 + 230
Yen (100) ..	2,6535 2,6555	+ 140 + 165	+ 285 + 385	+ 860 + 925
DM ....	2,8260 2,8285	+ 135 + 160	+ 280 + 310	+ 810 + 880
Florin ....	2,5835 2,5860	+ 125 + 145	+ 250 + 275	+ 710 + 765
F.B. (100) ..	14,5465 14,5570	+ 110 + 260	+ 185 + 405	+ 265 + 665
F.S. ....	3,2850 3,2885	- 265 - 300	- 540 - 580	- 1475 - 1570
L. (1 000) ..	5,8190 5,8225	+ 220 + 150	+ 460 + 380	- 1580 - 1420
F. français ..	12,1090 12,1095	+ 295 + 385	+ 625 + 750	+ 2085 + 2250

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/4	11	11 3/8	11 3/4	12 1/8
S.E.U. ....	7 5/8	8	7 1/2	7 7/8	7 1/2	7 7/8	7 3/4	8 1/8
DM ....	7 1/8	7 7/8	7 3/8	8	7 5/8	8 1/8	7 7/8	8 1/2
Florin ....	11 1/4	13 3/4	11 5/8	12 3/4	12 1/8	13	12 3/4	13 5/8
F.S. ....	1 3/8	1 7/8	3 5/8	4	3 1/16	3 15/16	4 11/16	5 1/16
L. (1 000) ..	15 3/4	18 1/4	17 1/2	18 3/4	18 1/2	19 1/4	20	21
F. ....	10 7/8	11 1/8	10 9/16	10 15/16	10 1/4	10 7/8	10 3/16	10 13/16
F. français ..	14	15	15 1/2	16 1/2	16 5/8	17 5/8	18 5/8	19 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



## La technique au service de l'homme

Je m'appelle Brigitte et j'ai 19 ans - Mon métier ? J'aide mon père à la scierie : je transporte 100 tonnes de bois chaque jour. Cela vous étonne ? En fait, je conduis un chariot élévateur Linde, c'est facile et sans problème.

La technologie avancée des chariots Linde, surtout leur transmission hydrostatique, a été spécialement conçue pour atteindre une productivité des plus élevée sans effort ni fatigue pour le cariste.

Linde: 19.000 employés; 3,125 milliards de DM de chiffres d'affaires.

**Linde**

Linde AG, Wiesbaden (R.F.A.), représenté par:  
Linde Manutention S.A.R.L., Morainvilliers,  
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.73.00  
Lindé Froid et Climatisation S.A.R.L., Morainvilliers,  
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.64.79



مكتبة الامم المتحدة



**EXPRESSION ORALE**  
**& MAÎTRISE DE SOI**  
 \* documentation sans engagement  
**COURS LE FÉAL**  
 ☎ 387 25 00  
 30, rue des Dames Paris 17<sup>ème</sup>

**lentilles de contact souples**  
 C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.  
 Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.  
**Ysopic**  
 80, bd Malesherbes  
 75008 Paris Tél 563 85 32  
 Venez vite faire un essai  
 Documentation et liste des correspondants francophones et étrangers sur demande.  
**Ysopic**

## MATIÈRES PREMIÈRES

### POINT DE VUE

## Le charbon, une énergie d'avenir, une industrie forte

par GEORGES VALBON (\*)

L'AVENIR des Charbonnages de France comme les perspectives de développement du marché du charbon font l'objet, depuis quelques mois, de débats passionnés qui trouvent un large écho dans la presse comme dans les autres moyens d'information.

L'existence de tels débats n'est pas en soi chose nouvelle. Ce fut déjà la cas, à la fin des années 60, à l'aube de la décennie du « tout-pétrole », puis dans les années 1973-1974. A leur manière, ces confrontations d'arguments manifestent que quelque chose bouge sur la scène énergétique — à mon avis dans le bon sens — que la question de la place du charbon dans l'approvisionnement énergétique de la France redevient une grande question d'actualité. Je dois d'ailleurs ajouter — ce qui, je crois, personne ne contestera — que si les débats sur le charbon prennent souvent une telle ampleur, c'est que la place de cette ressource énergétique, de cette matière première, dans l'approvisionnement, renvoie inévitablement à la question de la production nationale et aux moyens de sa mise en œuvre.

J'y vois aussi — ce qui me paraît réconfortant — autant d'indices d'un attachement tout à fait exceptionnel au destin d'une grande activité, la

production de charbon, d'un respect unanime à l'égard des métiers de la mine inscrits dans les profondeurs de la fibre nationale, dont peu d'autres activités industrielles bénéficient dans ce pays.

Durant la décennie 70, la politique charbonnière était « minée » par une contradiction profonde. En même temps qu'on affirmait la nécessité d'une diversification des approvisionnements de la France, notamment grâce au charbon, le déclin de la production nationale et des grands secteurs de consommation continuait à être inexorablement programmé. Ainsi, on prétendait faire une place au charbon, tout en affaiblissant les structures aptes à permettre cette production nationale et des grands secteurs de consommation continuait à être inexorablement programmé. Ainsi, on prétendait faire une place au charbon, tout en affaiblissant les structures aptes à permettre cette production nationale et des grands secteurs de consommation continuait à être inexorablement programmé.

Autant dire qu'alors la stratégie des Charbonnages de France se ré-

duisait à une retraite en plus ou moins bon ordre, avec la perspective d'un partage des dépouilles à moyen terme.

La situation nouvelle désormais créée — qui a été fortement soulignée par le débat parlementaire sur l'énergie il y a maintenant presque un an — doit permettre le déploiement d'une stratégie offensive, dynamique des Charbonnages de France, offrant le chemin d'une modernisation et d'une revitalisation de leurs structures, d'un assainissement durable de leurs bases financières, stratégie motivante pour tous.

#### Quatre thèmes

C'est, bien entendu, de telles orientations qui sont au cœur de la discussion du contrat de Plan qui régit les rapports futurs entre l'Etat et les Charbonnages de France, tout en garantissant l'autonomie de gestion de l'entreprise nationale.

Il apparaît que les objectifs qui sous-tendent la stratégie des C.d.F. peuvent constituer une contribution

(\*) Président des Charbonnages de France.

tout à fait essentielle à la nouvelle politique industrielle, dont le gouvernement de Pierre Mauroy entend se doter et dont Jean-Pierre Chevènement a récemment tracé les grandes lignes.

Je voudrais illustrer mon propos en référence à quatre thèmes me paraissant tout à fait décisifs :

— la reconquête du marché intérieur ;

— la mise en œuvre d'investissements créateurs d'emplois productifs ;

— le développement de projets technologiques porteurs ;

— le développement comme moyen de motivation et de mobilisation des énergies pour un grand projet.

La reconquête du marché intérieur en matière d'énergie est un objectif d'autant plus impératif qu'il est en même temps un facteur de souveraineté nationale et une contribution majeure au desserrement de la contrainte extérieure qui pèse lourdement sur notre balance commerciale. Pour le secteur de l'énergie, le déficit des échanges représente quelque 100 milliards de francs pour les sept premiers mois de l'année. Cela justifie les récents propos d'Edmond Hervé fixant deux priorités pour limiter les importations : « La mise en valeur de nos ressources nationales et la maîtrise des consommations. »

Sur ces questions d'utilisation et de reconquête des marchés, il nous faut lever toute ambiguïté. L'ambition des Charbonnages de France n'est pas seulement d'être un producteur de charbon national. Les C.d.F. doivent aussi se placer parmi les principaux acteurs de la repénétration du charbon dans le bilan énergétique français et tenir toute leur place dans une nouvelle stratégie d'approvisionnement et de coopération internationale en matière de charbon. Mais pour autant, il serait illusoire de fonder une telle ambition sur une coquille vide, sans placer au centre la volonté d'une production nationale forte qui garantisse en définitive l'ensemble du projet, y compris la repénétration du marché énergétique. Les utilisateurs savent bien que le charbon d'importation n'offre pas forcément les garanties, non seulement strictement économiques, mais aussi techniques, que peut procurer le charbon national dans la diversité de ses origines et de ses caractéristiques.

Dans le domaine énergétique, la France dispose de deux atouts solides, la nucléaire et le charbon, qui peuvent d'ailleurs se compléter harmonieusement, par exemple en matière de production d'électricité, et qui seront confortés par une politique audacieuse d'économies d'énergie tournée vers la relance efficace de la production.

#### Une image erronée

La volonté clairement affirmée de mettre en œuvre des investissements productifs me paraît être une orientation tout à fait positive. Dans le passé et encore actuellement, le surplus dégagé du travail dans l'industrie a souvent servi à des opérations à caractère spéculatif, à la poursuite d'objectifs de croissance externe, au détriment de la création d'emplois productifs, de l'amélioration de la productivité, de la compétitivité interne des entreprises. Des ressources considérables ont été mobilisées et détournées de la production pour alimenter des canaux financiers totalement improductifs à l'égard de la création de richesses nationales, donc opposés aux intérêts du pays.

Les Charbonnages de France disposent de tous les atouts indispensables pour l'utilisation efficace de nouvelles capacités d'investissement : les hommes, les techniques, les localisations de grande portée tant en Lorraine, dans différentes régions du Sud de la Loire que dans le Nord-Pas-de-Calais... avec toutes les retombées locales et régionales que ces projets à fort dynamisme interne sont capables de provoquer.

L'existence d'une synergie industrielle déjà inscrite dans les structures du groupe, et qui peut être consolidée, mise au service d'une filière dynamique charbon, constitue un atout considérable dans cette perspective.

Cette cohérence structurelle est indispensable pour une industrie lourde en général. Elle l'est encore plus pour une société comme les Charbonnages de France. Il ne s'agit nullement d'une volonté hégémoni-

que d'intégrer toutes les activités liées au charbon — de l'importation à l'utilisation du charbon — à l'intérieur d'un seul ensemble industriel, mais bien de faire des Charbonnages de France la pierre angulaire de la nouvelle politique charbonnière indispensable à l'équilibre de l'économie, sans laquelle il n'y aurait aucun avenir pour le charbon en France ni pour les entreprises qui veulent, à des titres divers, le promouvoir.

Au sein d'une opinion largement favorable à l'activité de notre entreprise, nous avons à surmonter tout particulièrement l'image totalement erronée d'une industrie vieillie, voire, archaïque.

L'activité charbonnière est souvent admirée comme on admire un symbole chargé de références historiques, la révolution industrielle, Germinal, les émeutes et les solidarités lors des catastrophes minières comme celles de Courrières, les puissantes luttes d'émancipation ouvrières. C'est incontestablement un atout, mais à condition que le symbole ne submerge pas le nouveau visage et les perspectives futures de cette activité.

L'activité houillère est déjà le lieu du développement de projets technologiques porteurs, et doit l'être encore plus demain. C'est vrai pour les techniques d'extraction avec la mise en œuvre d'équipements d'abattage à haute efficacité, l'essor des modes nouveaux de soutènement, le développement des techniques de transport, les matériels à la pointe du progrès, mis au service de la sécurité, le développement de techniques électroniques spécifiques, dites à sécurité intrinsèque, dont les applications peuvent s'étendre bien au-delà de cette activité. C'est vrai pour les moyens nouveaux d'exploitation et d'utilisation du charbon, le projet de gazéification souterraine à grande profondeur, la production de méthanol, la nouvelle carbocéramique, la liquéfaction du charbon, les techniques avancées de combustion, etc.

Si l'activité charbonnière a dans le passé largement contribué à faire de la géographie économique de la France ce qu'elle est aujourd'hui, elle sera encore demain l'un des viviers les plus féconds pour les technologies avancées, utiles aux hommes et à la société tout entière. S'il y a un service à rendre à notre pays, c'est celui de restaurer l'image des industries de base, comme l'industrie charbonnière, indispensables pour porter une croissance nouvelle.

Connaissant mieux aujourd'hui la richesse de l'imaginaire créatrice de toutes les catégories de personnes, je suis encore plus convaincu aujourd'hui qu'hier que nous parviendrons à revivifier non seulement une activité mais tout un secteur économique, en construisant un groupe dynamique et entreprenant dans ses objectifs comme dans sa contribution au progrès économique et social.

Il est bien évident que la réussite d'un tel projet suppose une large motivation et une mobilisation des femmes et des hommes qui constituent le personnel du groupe Charbonnages de France. Leur tâche est souvent rude ; il ne leur manque ni le courage ni la compétence, c'est pourquoi ils méritent toute la confiance dont ils sont créés. Pour rendre l'outil plus efficace, une restructuration interne devrait conforter la cohérence technique et économique des activités que couvre d'ores et déjà le groupe ; elle doit contribuer dans mon esprit à une amélioration qualitative de la démocratie, permettant à chacun de contribuer avec ses bras, mais aussi et sans doute d'abord avec sa tête, à la stratégie nouvelle que nous entendons mettre en œuvre. Il ne s'agit pas d'une remise en cause du rôle de la hiérarchie et de l'encadrement, bien au contraire. Je suis persuadé que, dans un ensemble d'hommes libres, l'autorité est reconnue sans réserve dès lors que celui qui en est le détenteur agit avec conviction dans le sens d'une meilleure efficacité de l'entreprise et de ceux qui la composent. Les mineurs ont toujours eu la plus grande respect pour ceux qui, déterminant un savoir, partagent leurs difficultés et font progresser des solutions nouvelles. C'est pourquoi je ne crains pas une plus grande ouverture à la démocratie et à la participation des travailleurs. Je sais qu'aujourd'hui il s'agit d'un des plus puissants facteurs d'efficacité industrielle.

## Tout le monde veut être productif.



### GESTETNER PRÉSENTE LE 2006 TA LE COPIEUR A ALIMENTATION ET TRI AUTOMATIQUE.

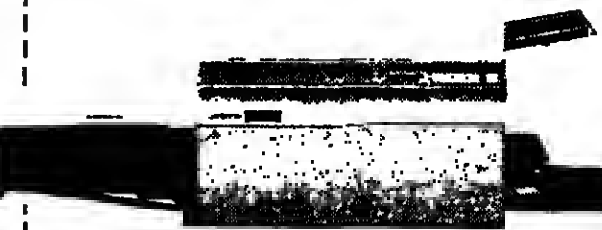
Le nouveau copieur 2006 TA est un des modèles les plus prestigieux de la gamme Gestetner. Rapide, il tire jusqu'à 23 copies à la minute. Son alimentation semi-automatique prend en charge l'original sans intervention de l'utilisateur.

Les copies sortent triées ou assemblées au format que vous aurez choisi — jusqu'au double format commercial (A3). Vous pouvez également interrompre un long tirage, et après exécution de copies urgentes, reprendre votre travail initial où vous l'avez laissé.

Le 2006 TA est un système complet de reproduction. Essayez-le, il a le même objectif que vous : être productif avant tout.

Pour recevoir, sans engagement, une information complète sur le copieur 2006 TA et la gamme des produits Gestetner, retournez ce bon à Gestetner - 71, rue Camille-Groult - 94400 Vitry-sur-Seine - Tél. 630.65.22.

NOM \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_



Présent au SICOB, stands 2 B 2201 - 4 C 4308.

**Gestetner**  
 UN UNIVERS DE PHOTOCOPIEURS.

## A Paris, les 2 roues ont droit de cité.

A titre d'expérience, les 30 premiers kilomètres de voies cyclables sont créés à Paris. 30 km de «voies vertes» pour la protection et la bonne

circulation des 2 roues (cyclistes et cyclomotoristes). Les «voies vertes» ne sont pas des pistes cyclables, mais de véritables couloirs de courtoisie

dont l'ambition est d'instaurer un meilleur partage entre les 2 roues et les automobilistes. Respecter les «voies vertes» c'est penser à la sécurité de tous.



**Mairie de Paris.**

مكتبة الأمل



# TOUTES LES VOITURES AUJOURD'HUI ONT AU MOINS QUELQUE CHOSE DE LA SECURITE D'UNE MERCEDES.



Ogilvy & Mather

**Feux optiques arrière.** Feux arrière, clignotants et stops comportent des cannelures horizontales afin de ne jamais s'encrasser. En Mercedes, on est vu même de loin.

**Essuie-glaces à double vitesse.** Moteurs sur des supports souples, ils sont en polyuréthane flexible pour mieux absorber les chocs légers.

**Ceintures de sécurité.** Elles sont automatiques et à 3 points d'ancrage réglables. Le point d'ancrage bas se déplace avec le fauteuil, la ceinture s'adapte individuellement à la taille de son occupant. Plus le confort est grand, mieux on conduit.

**Zones de déformation.** L'habitacle, particulièrement rigide, joue le rôle d'arceaux de sécurité. A l'avant et à l'arrière et même sur les côtés, il lui est associé des zones de déformation progressive. Celles-ci amortissent les chocs violents et protègent les passagers.

**Système de freinage anti-bloquage.** Commandé par un ordinateur intégré, le système Mercedes ABS contrôle la tra-

jectoire de la voiture et empêche les roues de se bloquer en cas de coup de frein brutal. Le freinage reste court, même sur route muillée. La sécurité Mercedes en matière de freinage.

**Régulateur de vitesse.** Il s'effectue à partir du tableau de bord. Selon la charge de la voiture, la portée des phares se règle avec précision.

**Volant de sécurité.** En cas de choc important, un sac de plastique logé dans le volant appelé Airbag se gonfle et se dégonfle en une fraction de seconde. En s'interposant ainsi, il protège le conducteur.

**Essuie-glaces/lave-phares.** Ils garantissent le plein rendement des phares. En toutes circonstances, malgré la pluie et la boue.

**Réservoir de carburant antidéflagrant.** Séparé de l'habitacle par une cloison supplémentaire, il est disposé au-dessus du pont arrière à un emplacement protégé des collisions. Une sécurité importante.

**Défecteurs d'eau.** Ils sont incorporés aux montants avant. Sur une Mercedes, la pluie ne braille pas les glaces latérales.

**Système de fermeture de sécurité.** Les serrures des portes sont munies de tenons de sécurité. En cas d'accident, les portes ne s'ouvrent pas sous le choc. Néanmoins, elles ne restent pas bloquées.

**Pare-brise feuilleté.** Le pare-brise est en verre feuilleté de haute sécurité. Il résiste aux chocs les plus violents. Votre visibilité est garantie.

**Système anti-plongée.** Il empêche la voiture de piquer du nez lors du freinage. Ainsi, la stabilité au freinage sur les 4 roues reste toujours optimale.

**Train de roulement.** Testé à 335 km/h, il vous permet de rouler sur l'autoroute en toute sécurité.

**Anti-roulis.** Ils sont montés en série, pour que vous ne soyez jamais pris au dépourvu, même par mauvais temps.

Selon les modèles, certains équipements sont proposés en option.

Mercedes-Benz.



مركزنا من الامم



## ÉTRANGER

LA VISITE EN INDE DE M. JOBERT

### La France reste à la traîne dans le domaine des transferts de technologie

De notre correspondant

New-Delhi. — Le ministre français du commerce extérieur, M. Jobert, commence ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre, une visite de quatre jours en Inde. Après avoir participé, à New-Delhi, à l'ouverture des travaux de la commission mixte de coopération franco-indienne et s'être entretenu avec plusieurs membres du gouvernement indien, il devra se rendre samedi 2 à Bombay, pour assister à un déjeuner réunissant des hommes d'affaires indiens ainsi que la vingtaine de représentants de sociétés françaises qui l'accompagnent le ministre.

Bien que s'inscrivant dans la perspective du voyage que M. Mitterrand doit faire en Inde, fin novembre, la mission de M. Jobert n'apparaît pas comme le véritable levier de la coopération technologique. D'abord parce que les contours du programme de M. Mitterrand sont encore flous, notamment en ce qui concerne l'importance qui sera accordée au volet économique. Ensuite parce qu'il n'est pas facile de renouveler, à la demande, ces fameux « coups » qui semblent caractériser jusqu'à présent l'action de la France en Inde, qu'il s'agisse de la construction par Pechiney d'un complexe d'aluminium, de la vente de Mirage 2000, ou du récent contrat C.I.T.-Alcatel.

Les responsables français ne désespèrent pas de pouvoir tirer de leur chapeau une nouvelle grande affaire. Ce pourrait être cette fois la construction d'une importante usine de vélos à vocation exportatrice. Il semble pourtant que l'on revienne à une vision plus réaliste des choses.

Les échanges franco-indiens, fortement déséquilibrés en notre faveur,

### Faits et chiffres

#### Affaires

● Darty lance une chaîne de magasins de sport. — Darty, numéro 1 de la distribution d'appareils électroménagers, vient d'ouvrir un second magasin de matériel sportif à l'enseigne de Sparty, dans la région parisienne. Le premier magasin, ouvert en mai 1981 à Bondy, a réalisé — dans sa première année — un chiffre d'affaires de 15 millions de francs, chiffre qui atteindra 20 millions pour l'année en cours. Sparty, qui compte réaliser un chiffre d'affaires de 60 millions de francs en 1983, ouvrira deux autres surfaces de vente en région parisienne dès l'année prochaine. Le marché des articles de sport en France, estimé à 15 milliards de francs en 1982, connaît actuellement une forte croissance.

#### Energie

● Dome Petroleum sauvée de la faillite. — Les dirigeants de Dome Petroleum ont accepté, le 30 septembre, le plan de refinancement soumis par le gouvernement fédéral canadien et quatre banques. La société, qui devait faire face à une échéance de 1,3 milliard de dollars canadiens (7,54 milliards de francs) sur sa dette de 8 milliards de dollars, a été contrainte de céder à un plan qui suppose un changement de structure de son conseil d'administration. Dome Petroleum se voit doter d'un capital d'investissement de 1 milliard de dollars versé sous forme d'obligations convertibles en actions, pour moitié par Citicorp et pour moitié par la Banque impériale du commerce, la Banque royale, la Banque de Montréal et la Banque de Toronto-Dominion. — (A.F.P.)

#### Etranger

##### ITALIE

● Le chômage italien s'est nettement aggravé au cours du deuxième trimestre, touchant 9,2 % de la population active. Selon l'enquête trimestrielle de l'Institut national de la statistique, le nombre des demandeurs d'emploi s'est établi fin juillet à 2 119 000 personnes, contre 1 954 000 (8,6 % de la population active) fin avril. Ceux qui sont âgés de moins de vingt-neuf ans sont largement majoritaires, puisque 1,6 million d'entre eux, soit 76 % du total, sont actuellement au chômage. Le chômage touche 15,1 % de la population active féminine et 6,2 % de la population active masculine. Au cours du trimestre, l'agriculture a perdu 109 000 emplois, l'industrie 148 000, ce qui n'a pas été compensé par les gains du secteur tertiaire (+ 206 000). — (A.F.P.)

connaissent une croissance régulière. En 1980-1981, la valeur des exportations de l'Inde à destination de la France s'est élevée à 1,5 milliard de roupies (1), celle de ses importations à 2,7 milliards de roupies. Ces échanges n'augmentent cependant pas plus rapidement que le commerce de l'Inde avec d'autres pays dont certains, tels la Grande-Bretagne, l'Italie, la R.F.A. ou le Japon, font preuve actuellement d'une élasticité commerciale remarquable.

La France — qui n'est que le septième client de l'Inde et le douzième fournisseur — est nettement à la traîne pour les cessions de technologie, une question à laquelle l'Inde attache pourtant une très grande importance. Cette faiblesse est inquiétante : entre 1980 et mars 1982, les Britanniques ont conclu 220 accords de ce type ; les Américains, 236 ; les Allemands de l'Ouest, 195 ; les Japonais, 70 ; les Suisses, 74 et les Français, 50.

PATRICK FRANCES.

(1) Une roupie : environ 0,70 franc.

## CONJONCTURE

### Baisse des taux des crédits à long terme pour les entreprises

Le coût du crédit à long terme pour les entreprises vient d'être abaissé. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, les taux des prêts bonifiés aux entreprises accordés par les établissements spécialisés (Crédit national, Crédit d'équipement des P.M.E., Caisse centrale de crédit coopératif et sociétés de développement régional) sont réduits de 0,75 %. Pour les prêts spéciaux à l'investissement (11 milliards de francs en 1982 pour l'innovation, les économies d'énergie, les exportations, l'automatisation de la production, la création d'emplois et la productivité), le taux « superbonifié » de 13,50 %, fixé au 1<sup>er</sup> janvier 1982, est ramené à 12,75 %. Celui des prêts aux entreprises qui ne peuvent bénéficier des prêts superbonifiés (une enveloppe de 5 milliards de francs en 1982) est fixé à 14,75 %, contre 15,50 %. Celui, enfin, des prêts ordinaires accordés par ces établissements au taux du marché, non bonifiés (une enveloppe de 8 milliards de francs), qui avait été élevé de 14,70 % à 15,50 % en octobre 1981 et à 17,75 % au 1<sup>er</sup> janvier 1982, va être abaissé de 0,50 %, à 17,25 %.

Toutes ces diminutions sont liées à celle du coût des ressources des établissements en question, constituées par des émissions obligataires lancées sur le marché : leur taux est passé de 15 % environ, avant le

10 mai 1981, à 17,50 % environ à l'automne suivant, pour revenir à 17 % à la fin de 1981, et 16,40 % actuellement.

La même évolution est enregistrée pour le crédit à court terme consenti aux entreprises (plus de 60 % du total des crédits). Le taux de base des banques pour l'escompte commercial et le découvert, qui avait, au lendemain du 10 mai 1981, bondi de 12,75 % à 17 %, record historique, a fléchi graduellement depuis juillet 1981, passant, au début de septembre 1982, de 13,75 % à 13,25 %. Selon les milieux financiers, ce taux pourrait être ramené à 13 % dans le courant d'octobre 1982 si la tenue du franc reste satisfaisante.

Quant à la « déconnexion » des taux évoquée par le chef de l'Etat en cours de son voyage dans la région Midi-Pyrénées, elle concerne, sans doute, les prêts bonifiés et superbonifiés, les autres évoluant, comme l'a dit M. Delors, en fonction du succès de la lutte contre l'inflation et de la tenue de la monnaie. Il n'en reste pas moins que le gouvernement s'efforce de réduire les charges financières des entreprises, et, notamment, le coût du crédit, encore supérieur à celui du premier semestre 1981.

### La Banque de France a automatisé son grand fichier central de renseignements

Un événement vient de se produire dans le monde financier français : depuis le 1<sup>er</sup> octobre à 7 h 30, l'ensemble des Banques et des établissements financiers peut consulter automatiquement, par télex, le grand fichier central de la Banque de France.

Depuis plus de cent ans, la « vieille dame » de la rue de la Vrillière recueille et met en fiches un certain nombre d'informations sur la plus grande partie des entreprises françaises (environ 700 000 actuellement, au-dessus de 3 millions de chiffre d'affaires). Sur ce fichier figurent la raison sociale, la date de création, le capital, le nom des dirigeants, la nature des activités, le chiffre d'affaires des trois derniers exercices, et le calcul de l'endettement, en pourcentage du bilan et du chiffre d'affaires. Figurent également, et c'est là l'intérêt de l'affaire, la « notation » dont la Banque de France affecte les entreprises (en plus ou moins bon) et les « incidents » ou « accidents » survenus dans la vie de l'entreprise : effets impayés, jugements du tribunal de commerce, concordats, liquidations, etc. Toutes ces informations proviennent d'abord de la déclaration des crédits accordés par les banques (« risques »), obligatoires depuis 1947, comme l'est celle des impayés pour les effets et les chèques. La

Banque de France exploite, également, les publications légales, les bilans des entreprises (cent cinquante mille, directement ou par ses succursales), et la presse économique.

Toutes ces informations sont capitales pour les banques, qui, jusqu'à présent, étaient autorisées à se les faire communiquer par écrit et à titre confidentiel, à raison de dix mille demandes par jour. Désormais, la consultation de cette banque de données, unique en France, pourra se faire par simple interrogation de l'ordinateur, à distance. Il aura fallu quatre ans de labeur opiniâtre aux services de la Banque de France pour automatiser cette consultation, gratuite, et qui revêt le caractère d'un véritable service public. La nouvelle procédure a reçu l'aval de la commission informatique et libertés, car son caractère confidentiel demeure. Libre aux banques, néanmoins, de communiquer à leurs clients les informations recueillies, comme elles ne se sont jamais privées de la faire : le fameux secret bancaire a toujours été une « passoire », essentiellement dans le domaine commercial. A l'étranger, d'ailleurs, la plupart des firmes, dans leur correspondance, indiquent le nom et l'adresse de leur banque, autorisée à communiquer les renseignements indispensables.

## AFFAIRES

### LE KOWEIT DÉTIENT PRÈS DE 25 % DU CAPITAL DE HOECHST

Le ministre koweïtien du pétrole, M. Ali Khalifa Al Sabah, a confirmé aux dirigeants de Hoechst que l'Emirat détenait entre 24 % et 25 % du capital du premier groupe chimique ouest-allemand (le Monde du 10 juin). C'est ce qu'a annoncé le président du groupe, M. Rolf Sammet, le 30 septembre à Francfort.

L'entrée du Koweït dans le capital de Hoechst lui a coûté 1,4 milliard de marks (environ 4 milliards de francs), a indiqué M. Sammet. Il a ajouté que le Koweït souhaitait profiter du savoir-faire et des capacités de vente Hoechst.

Se réservant de présenter les projets koweïtiens à ses actionnaires, M. Sammet n'a pas donné beaucoup plus de détails, notamment sur l'éventualité d'accords de production avec les raffineries de l'Emirat. Le Koweït ne sera cependant pas un « partenaire dormant », et si Hoechst ne s'attend pas à bénéficier de prix préférentiels de la part de son nouvel actionnaire pour ses approvisionnements en pétrole, il pourrait en être autrement pour certains intermédiaires et pour certaines matières premières pétrochimiques. — (A.F.P.)

### LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE REIMS DÉNONCE CERTAINES PRATIQUES BANCAIRES

De notre correspondant

Reims. — Au tribunal correctionnel de Reims, le président Michel Jeannotot a prononcé à l'audience du mercredi 29 septembre un réquisitoire contre les banques qui, sans cesse le dire et encore moins l'écrire, consentent d'importants découverts à leurs clients et traitent ensuite en correctionnelle les malheureux débiteurs qui continuent à tirer des chèques alors que les facilités qui leur étaient accordées ont été brusquement supprimées.

Le tribunal a relaxé du chef d'émission de chèques sans provision pour des chèques tirés antérieurement à une interdiction deux entrepreneurs de travaux publics en règlement judiciaire qui, pendant cinq mois, purent faire fonctionner, avec l'accord tacite de leur banque, la B.N.P., un compte dont le solde était constamment débiteur.

Le tribunal a jugé que les relevés bancaires des prévenus constituaient la preuve que la B.N.P. avait accordé des facilités de caisse, que l'existence de celle-ci établissait la bonne foi des prévenus et que ceux-ci ne pouvaient se voir reprocher un délit que le code pénal assimile à l'esqueroirie.

Aux représentants des banques mis délibérément dans la posture d'accusés, le président a reproché non pas d'accorder des découverts qui sont en fait des prêts, mais de refuser de reconnaître cette pratique, d'invoquer la loi quand cela les arrange et de confondre ainsi le pénal et le civil en faisant passer un débiteur pour un escroc.

M. S.

### LE GROUPE WOOLWORTH CÈDE SA FILIALE BRITANNIQUE A LA SOCIÉTÉ PATERMSTER STORES P.L.C.

La société américaine F.W. Woolworth Co., quatrième groupe de distribution aux Etats-Unis, a annoncé qu'elle avait accepté de céder la participation de 52,6 % qu'elle détenait dans sa filiale britannique F.W. Woolworth P.L.C. à une nouvelle société londonienne baptisée Paternoster Stores P.L.C., moyennant la somme de 163,3 millions de livres sterling (environ 2 milliards de francs).

Woolworth prendra une participation de 12,7 % dans Paternoster Stores, dont le capital est réparti entre la banque d'affaires britanniques Charterhouse Japhet, laquelle a monté toute l'opération, les compagnies d'assurances Prudential et Norwich Union, la banque d'affaires Robert Fleming, la Caisse de retraite des officiers de la marine marchande britannique et une trentaine d'autres institutions de la City.

Tous les actionnaires sont regroupés au sein d'un consortium financier qui a lancé une offre publique d'achat (O.P.A.) sur les actions de la chaîne de magasins britanniques Woolworth dont la cotation a été suspendue jeudi 30 septembre à la bourse de Londres en début de matinée, puis reprise ultérieurement sur un cours de 76 pence.

#### Equipement automobile

##### VALEO ET MOTOROLA VONT COOPÉRER

Deux leaders de l'équipement automobile, la société américaine Motorola et la compagnie française Valeo, ont décidé de s'associer dans le domaine des alternateurs et de l'électronique.

Valeo, indiquent les sociétés dans un communiqué publié jeudi 30 septembre, assurera la direction de l'usine de production d'alternateurs de Motorola à Angers, dont il détient 60 % du capital, la compagnie américaine détenant le solde de 40 %.

Valeo, qui a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs et dispose de cent établissements dans seize pays, emploie 27 000 personnes.

Motorola, qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 23 milliards de dollars (plus de 23 milliards de francs), est spécialisée dans la fabrication de systèmes de communication, de semi-conducteurs et de matériels électroniques. La société dispose d'usines dans dix-sept pays et son effectif atteint 76 300 personnes.

Motorola créera en France les moyens de production de modules et de composants électroniques pour l'équipement automobile.

(Publié)

#### ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE

23, bd Vauvillier, 75 de la Jette, 92, Neuilly

Téléphone : 747-61-35

Alain Gauthier

Contre officiel d'examen - Marine marchande

TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIERE

## ÉNERGIE

### La construction du gazoduc euro-sibérien

#### DRESSER FRANCE EST PRIVÉE D'UNE COMMANDE PAR SA MAISON MÈRE

Le personnel de l'usine Dresser France a manifesté, le 30 septembre au Havre, après l'annonce du retrait d'une commande privant l'entreprise d'une charge de travail de vingt mille heures. Cette commande prévoyait la fabrication par Dresser France de trois compresseurs destinés à la société australienne Santos. Elle a été « rapatriée aux Etats-Unis ». Dans une lettre au président de la République, publiée par l'Humanité du 1<sup>er</sup> octobre, le député communiste, maire du Havre, M. André Duroméa, écrit : « Les sanctions américaines contre cette entreprise française se renforcent donc et pourraient conduire à son asphyxie prochaine si des mesures énergiques ne sont prises ».

De son côté, Creusot-Loire a demandé, le 30 septembre, à un juge américain la levée des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis. Un fondé de pouvoir de Creusot-Loire a déclaré que la firme « n'avait exercé aucun contrôle » sur la livraison, le mois dernier, des compresseurs livraisons effectuées par Dresser France.

Enfin, la firme ouest-allemande A.E.G.-Telefunken pourrait être l'objet de sanctions américaines. Les deux premières turbines fabriquées par la société ont été embarquées le 30 septembre à Brême pour être livrées à l'U.R.S.S.

### ELF-AQUITAINE ACHÈTE DU GAZ A LA NORVÈGE

Le groupe français Elf-Aquitaine et la société nationale norvégienne Statoil ont signé le 30 septembre à Stavanger un contrat portant sur la fourniture à la société française de 600 millions de mètres cubes par an, pendant vingt ans, de gaz du gisement de Statfjord.

Statoil et Elf avaient déjà signé un accord de principe pour la fourniture par la Norvège de gaz provenant des gisements de Gullfaks et Heimdal. Au total, les livraisons de Statoil à Elf pour les trois gisements excéderont 2 milliards de mètres cubes par an au début des années 90.

Une partie de ce gaz — de l'ordre d'un tiers — sera destinée au marché français. Gaz de France ayant le monopole de l'importation, l'entreprise gazière rachètera ce gaz à Elf-Aquitaine à la frontière belge-française. Mais une négociation s'ouvre entre les deux sociétés d'Etat, car Elf-Aquitaine aimerait sans nul doute récupérer ce gaz dans son réseau du Sud-Ouest (Compagnie française du méthane et Compagnie du gaz du Sud-Ouest) pour compenser le déclin de Lacq, comme le loi permet un accord signé en 1970 par les Pétroles d'Aquitaine et G.D.F. Mais il ne manque pas chez les syndicalistes de G.D.F. de tenants d'un retour au monopole de la distribution. — B. D.

### Qu'arrive-t-il au programme nucléaire français ?

La disponibilité moyenne des équipements nucléaires d'E.D.F. n'a été que de 44 % au mois d'août, en baisse par rapport aux résultats des mois précédents (49 % en juin et 50 % en juillet). Certes l'été — période de faible demande — est consacré à plusieurs opérations d'arrêt pour renouvellement du combustible. C'est ainsi qu'au cours de l'été, ont été arrêtés : ce qu'E.D.F. appelle un arrêt annuel programmé — les réacteurs Tricastin-3, Gravelines-2 et 3, Dampierre-3 et, depuis le 21 août, Bugey-4. Une opération de rechargement et de contrôle nécessite en général un délai de vingt-cinq à quarante jours.

Il n'en reste pas moins que la multiplication de petits incidents pèse sur la disponibilité des réacteurs d'E.D.F. En août, le fonctionnement des réacteurs nucléaires a été affecté par des problèmes rencontrés à Fessenheim-1 et à Bugey-2 (sur les broches de centrage des tubes guides de barres de commande) et à Saint-Laurent-B et B.2 (sécheurs surchauffeurs).

Le taux moyen d'utilisation des capacités sera ainsi, en 1982 — selon toutes probabilités — inférieur à la moyenne mondiale de 60 % (loin derrière les taux de disponibilité en Suède ou en Belgique), alors qu'il était de près de 63 % en 1981 et de 69,6 % en 1980.

Cette dégradation n'a aucun caractère inquiétant pour la fourniture d'électricité au cours de l'hiver. La demande de kilowattheures s'est très fortement ralentie ces dernières années et laisse à E.D.F. une large marge de sécurité. Mais elle pèse sur les coûts du nucléaire en France.

B. D.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### EMPRUNT CONVERTIBLE 10,50 % 1976

#### GÉNÉRALE OCCIDENTALE

##### AMORTISSEMENT 1982

Nous rappelons que les obligations en circulation portant un numéro compris dans la série des numéros 333.818 à 356.337 ont été amorties par tirage au sort du 19 mai 1982.

Ces titres amortis sont, sur présentation, remboursés au pair de 100 F depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1982, sans exercice par les porteurs de leur droit à conversion contre des actions sur la base actuelle de 5 obligations ex-coupon du 1<sup>er</sup> juillet 1982 contre 2,0946 actions jouissance 1<sup>er</sup> avril 1982.

Pour rester dans les délais d'exercice du droit de conversion il est urgent pour les porteurs désirant convertir leurs obligations amorties de les adresser à l'établissement domiciliataire de cette opération, la Société de banque occidentale pour l'industrie et le commerce, 42, avenue de Friedland 75008 Paris.

#### CRÉDITEL

##### Société de financement

par Crédit-Bail pour les Télécommunications

Le conseil d'administration de CRÉDITEL s'est réuni le 29 septembre 1982 au siège social sous la présidence de M. Pierre Chatelet.

Sur proposition de M. Chatelet, dont les fonctions à la présidence de la société sont arrivées à expiration du fait de la limite d'âge statutaire, le conseil a nommé président-directeur général M. Henri Filho, administrateur depuis 23 ans, directeur général de CRÉDITEL. Le conseil a d'autre part désigné la Banque Vernes et commerciale de Paris, actuellement vice-président avec le Crédit lyonnais, comme premier vice-président.

Sur proposition de M. Henri Filho, et en reconnaissance pour les services rendus à la société, le conseil a nommé M. Pierre Chatelet président d'honneur.

Le conseil a examiné la marche des affaires de la société au cours des derniers mois.

Le protocole 1982, d'un montant de 200 millions de francs, dont 40 millions sur fonds propres de réajustement, a été signé en juin avec le ministère des P.T.T. Des négociations se voient de la signature d'un protocole complémentaire pour l'année en cours se poursuivent activement.

Par ailleurs, la société a continué à développer ses opérations de SICOMI qui représentaient à fin août un volume cumulé d'engagements proche de 100 millions de francs.



Le conseil d'administration de la société Unidel a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1982. Le bénéfice de l'exercice ressort à 8 179 000 F, dont 3 082 000 F de plus-values à long terme, contre une perte de 15 016 000 F pour l'exercice précédent.

Ces chiffres, dressés compte de résultat financier de la société — y compris le dividende distribué par Forclum — et des conséquences de la cession du contrôle de Trindal, ratifiée par l'assemblée réunie le 29 avril 1982.

Le conseil proposera à l'assemblée, qui sera convoquée pour le 26 novembre 1982, la reprise de la distribution d'un dividende. Il sera proposé de mettre en paiement en décembre prochain un dividende de 6 F par action, auquel sera attaché un avoir fiscal de 3 F pour les actionnaires y ayant droit.







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

**IDÉES**  
2. LES HOMMES ET LE POUVOIR : « La politique et les passions », par Christian Delacourte ; « La grande pitié du royaume », par Gabriel Matzneff ; « Un empereur décevant », par Raul Bertrand.

**ÉTRANGER**  
3-4. L'ÉVOLUTION DE LA CRISE AU PROCHE-ORIENT  
4-5. EUROPE  
6. ASIE  
7. AMÉRIQUES  
— CANADA : remaniement du gouvernement.  
8 et 9. DIPLOMATIE  
— L'Assemblée générale de l'ONU.

**POLITIQUE**  
10. A l'Assemblée onctuelle, le projet de loi sur la décentralisation de l'autre-mer est légèrement modifié.  
11. Deux personnalités du P.S. : M. Lionel Jospin et Mme Gisèle Halimi.

**SOCIÉTÉ**  
12. Le Front national publie des noms de membres présumés d'Action directe.  
— JUSTICE  
— ÉDUCATION : le projet de budget pour 1983.  
13. MÉDECINE : la dissolution du Haut Comité pour la cancer.  
14. RELIGION : la déclaration des évêques français.  
15. ÉQUIPEMENT : A PROPOS DE... les petits sous de l'écologie.  
16. SPORTS : les responsables craignent d'être les parents pauvres du budget 1983.

**LOISIRS ET TOURISME**  
17. SOIF DES DÉSERTS : voyage dans le Tassili de Hoggar et dans le Tassili N'Ajjer.  
18. BALADE A LA CARTE : dix vitesses sur la course.  
19 à 21. Plaisance : Hippisme ; Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.

**CULTURE**  
22. THÉÂTRE : le Festival de marionnettes de Charleville-Mézières.  
— CINÉMA : l'Honneur d'un capitaine, de Pierre Schoendaffer.

**ÉCONOMIE**  
23. SOCIAL : le plan Bérégovoy suscite de nouvelles réserves.  
30-31. Le mouvement de protestation des professeurs libéraux.  
24. MATIÈRES PREMIÈRES : — POINT DE VUE : Le charbon, une énergie d'avenir, une industrie forte, par Georges Valbon.  
34. ÉTRANGER : la visite en Inde de M. Jobert.

**RADIO-TÉLÉVISION (251)**  
**INFORMATIONS**  
— SERVICES — (281)  
Handicapés : matériels de liberté ; Motocyclisme ; Loto et Loterie nationale ; — Journal officiel.  
Annonces classées (281)  
Carnet (291) ; Mots croisés (211) ; Programmes spectacles (23 à 251) ; Bourse (331).

**LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...**

**LOOK DE CHAÎNE**

**RODIN**

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le numéro du « Monde », daté 1<sup>er</sup> octobre 1982 a été tiré à 585 721 exemplaires.

A B C D E F G

### En Pologne

## Des manifestations du souvenir ont eu lieu à Wrocław, Gdansk et Varsovie

Quelque dix mille personnes ont participé, jeudi 30 septembre, à un rassemblement pacifique destiné à honorer la mémoire d'un manifestant tué par balles lors des affrontements avec la milice du 31 août dernier. Les forces de l'ordre qui avaient pris position à environ 3 kilomètres du cimetière Grabiszyn où la radio locale de Solidarité avait appelé quatre-vingt heures auparavant la foule à se réunir ne sont pas intervenues. Des délégations des principales entreprises de la Basse-Silésie étaient présentes et une immense croix de fleurs avait été composée autour de la tombe du manifestant avant la célébration d'une messe en plein air.

Conformément aux consignes données par la commission nationale prioritaire de Solidarité, la direction clandestine du syndicat, cette cérémonie avait été précédée d'une minute de silence observée à midi dans au moins une quinzaine d'usines, selon les premières indications.

A Gdansk, où un autre manifestant a trouvé la mort le 31 août dans des circonstances encore mal établies, de petits groupes de personnes se sont réunis devant une croix de fleurs aussi au pied du monument érigé devant le chantier Lenine à la mémoire des victimes de la répression des émeutes de décembre 1970.

A Varsovie, enfin, une vingtaine de personnes ont défilé une plaque scellée clandestinement dans une rue d'enceinte de la vieille ville et dédiée « à la mémoire des victimes du 3 mai 1982 ». D'importantes manifestations avaient eu lieu à cette date dans les principales villes de la Pologne à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution de 1791, la plus démocratique de l'histoire de la Pologne. Il n'avait jamais fait fait état jusqu'à présent, sauf par de confuses rumeurs, de victimes tombées durant ces manifestations qui avaient été très violentes.

En marge du rassemblement de Wrocław, la milice a interpellé et retenu pendant trois heures et demi le correspondant du quotidien japonais Yomiuri Shimbun ainsi que les équipes des chaînes de télévision TBS, R.T.T. (Allemagne fédérale) et A.B.C. (Italie-Unie). La veille, à Gdansk, trois collaborateurs du bureau varsovien de la C.B.S. avaient été malmenés par la police alors qu'ils étaient venus « couvrir » la messe organisée à l'occasion du trentième anniversaire de la Pologne.

### UN CONSEILLER GÉNÉRAL DU DOUBES EST INCARCÉRÉ À ISTANBUL

Besançon (A.F.P.) — M. Claude Salomon, trente-trois ans, conseiller général du Doubs (département 25), élu pour la première fois en mars 1982, est emprisonné depuis le 16 août dernier à Istanbul, accusé d'avoir tenté de « passer » à la douane un tapis de valeur dépourvue de facture.

Les amis qui l'accompagnaient ont été retenus à leur retour que M. Claude Salomon était hospitalisé en Turquie, depuis cette date, lequel d'Orsay effectuant de discrètes démarches qui n'ont toujours pas débouché puisque une commission d'enquête turque aurait décidé un complément d'information. L'affaire devrait être jugée le 25 octobre.

neuvième anniversaire de M. Lech Walasa. Cet incident avait suscité une vive protestation de la direction de la C.B.S. auprès du ministère polonais des affaires étrangères.

Le projet de loi sur les syndicats dont l'adoption permettra la dissolution de fait de Solidarité (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre) a été examiné jeudi par la commission des affaires sociales du Parlement. Ce projet qui devrait venir en séance dans le courant du mois prévoit notamment que des syndicats nationaux ne pourront pas se reformer avant 1985. Selon un haut fonctionnaire cité par l'agence Reuters, le texte reconnaîtrait le droit de grève mais seulement dans des cas strictement définis.

Les autorités polonaises ont officiellement demandé, jeudi, à la Suisse et à l'Allemagne fédérale l'extradition des auteurs et des complices de la prise d'otages qui avait eu lieu à l'ambassade de Pologne, à Berne, début septembre. Cette demande a peu de chance d'être acceptée, le gouvernement helvétique ayant déjà fait savoir que ces hommes seraient jugés et détenus en Suisse. — (A.F.P., Reuters)

## Plusieurs nominations au secrétariat général de la présidence de la République

Le président de la République a procédé, jeudi 30 septembre, à plusieurs nominations au secrétariat général de la présidence de la République. Il s'agit de remplacer M. Christian Sautter dans les fonctions qu'il occupait précédemment. Le secrétaire général adjoint était, avant d'être nommé à ce poste au mois de juillet dernier, chargé des fonctions économiques internationales ; il est remplacé par

Mme Elizabeth Guigon, nommée conseiller technique.

D'autre part, M. Pierre Morel, précédemment chargé de mission, est nommé conseiller technique chargé de la préparation des sommets européens.

Un nouveau poste de chargé de mission est créé et confié à Mme Ségolène Royal, pour occuper d'enseignement, de sports et des femmes.

Enfin il est mis fin aux fonctions de M. Antoine Bonnetont, conseiller technique chargé de la justice qui doit prochainement être nommé président d'une cour d'appel (M. Bonnetont était conseiller près la cour d'appel de Versailles avant d'entrer dans l'équipe élyséenne. Il est remplacé dans ses attributions par Mme Paule Dayan, qui conserve, en outre, les relations avec le Parlement).

M. Pierre Morel, né le 25 juin 1941 à Romans (Drôme) est licencié en droit, diplômé de l'Institut des études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (promotion Thomas d'Aquin). Il a été secrétaire des affaires étrangères. Il est élu en 1973 au centre d'analyses par M. Robert, Premier secrétaire de l'équipe élyséenne. Il est nommé en 1978, il entre en 1979 au secrétariat général de la présidence de la République en tant que conseiller technique économique européen. Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République depuis le 2 juin 1981, il était chargé, auprès de M. Astar, de la préparation des sommets européens. Il est nommé en 1982, il entre en 1979 au secrétariat général de la présidence de la République en tant que conseiller technique économique européen.

Mme Elizabeth Guigon, née le 20 août 1945, est licenciée de lettres et ancienne élève de l'ENA (promotion Simone Weil). Administrateur civil, elle était conseiller technique au cabinet du ministre de l'économie et des finances depuis le mois de janvier 1981.

Mme Ségolène Royal, née le 28 septembre 1933, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancienne élève de l'ENA (promotion Voltaire), est magistrat au tribunal administratif de Paris et militante du P.S. Elle a participé à l'équipe qui, au cours de M. Astar, a préparé le sommet de Versailles.

### La guerre du Golfe

## L'ARMÉE IRANIANNE A DÉCLANCHÉ UNE NOUVELLE OFFENSIVE

Les forces iraniennes ont lancé, à l'aube du vendredi 1<sup>er</sup> octobre, une offensive sur le front central avec l'Irak, qui s'étend de la région de Qazvîn à celle de Mustan Dehshor, a annoncé Radio Téhéran qui a interrompu ses émissions normales. Elle a affirmé que les combattants de l'Islam ont remporté d'importantes victoires. Selon le communiqué de l'état-major, trois tanks iraniens ont pénétré dans la ville de Mandali, à 110 km de Bagdad, ont été prises par les gardiens de la révolution. Le texte précise que ces collines sont parties du territoire irakien occupé par l'Irak depuis le déclenchement de la guerre du Golfe en septembre 1980.

De son côté, le porte-parole militaire irakien a confirmé que l'offensive irannienne a été déclenchée à 1 heure 05 matin (heure de Bagdad) de la révolution. Le texte précise que ces collines sont parties du territoire irakien occupé par l'Irak depuis le déclenchement de la guerre du Golfe en septembre 1980.

— (A.F.P., Reuters)

### HAUSSE DES PRODUITS PÉTROLIERS LE 12 OCTOBRE

## Essence et super : + 9 centimes Fuel et gazole : + 6 centimes

Les prix des produits pétroliers vont de nouveau être relevés le 12 octobre dans le cadre de l'application — limitée du fait du blocage des prix — de la formule automatique de fixation des prix. Comme les 11 août et 10 septembre, les hausses maximales à la pompe seront de 9 centimes par litre pour l'essence et le super et de 6 centimes pour le fuel et le gazole. A Paris cela portera le prix du litre de super à 4,69 F, celui de l'essence à 4,38 F, le gazole à 2,55 F et le fuel domestique à 2,80 F.

Compte tenu de l'évolution du dollar (7,08 F contre 6,92 en août) et du raffermissement des cotations des produits sur le marché européen, le Bulletin de l'industrie pétrolière (BIP) estime que l'application intégrale de la formule aurait provoqué une augmentation de l'ordre de 15 centimes sur l'essence et le super, de 13 centimes par litre sur le gazole et de 12 centimes sur le fuel domestique.

Alors que le gouvernement espérait une très faible hausse des prix des produits pétroliers en

novembre, et les éléments constitutifs des prix des produits pétroliers (dollar, cours européens) se maintiennent à leur niveau actuel, les pouvoirs publics prévoient désormais une augmentation proche de celle du 12 octobre pour le 12 novembre.

### STABILITÉ DU DOLLAR DU FRANC ET DE L'OR

Sur des marchés calmes à la veille du week-end, le dollar s'est maintenu au voisinage de ses niveaux du jeudi 30 septembre, soit 1,13 F contre 1,1304 F. Les milieux financiers internationaux attendent le vote du Bundestag sur la candidature de M. Kohl au poste de chancelier d'Allemagne avant de prendre position.

La tenue du franc est restée satisfaisante, notamment par rapport au mark, qui s'est établi aux environs de 2,55 F. Après un fort chute du jeudi 30 septembre, le cours du franc d'or est resté stable à 397 dollars.

## LE RYTHME D'AUGMENTATION DES DÉPENSES DE SANTÉ TEND A SE STABILISER

Les dépenses d'assurance-maladie ont marqué une pause dans leur progression en août. Le rythme annuel de hausse à la fin du mois d'août s'est élevé à 18,8 %, au lieu de 19 % le mois précédent, selon les statistiques mensuelles de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, rendues publiques le 30 septembre. Les soins de santé stagnent : leur croissance en taux annuel étant de 19,4 % fin août au lieu de 19,5 % fin juillet. Les « frais de séjours hospitaliers » augmentent de 21 %, en rythme annuel, contre 21,3 % le mois précédent — cette hausse étant de 23,9 % dans le secteur public contre 13 % dans le secteur privé.

Les remboursements faits par la Caisse pour les « honoraires du secteur privé » sont en léger ralentissement — le rythme annuel d'évolution passant de 15,7 % fin juillet à 15,4 % fin août (16,7 % pour les honoraires médicaux et 11,6 % pour les honoraires dentaires). Les prescriptions suivent un rythme de 18,6 % fin août au lieu de 18,9 % fin juillet — la principale composante, à savoir la pharmacie, ayant augmenté de 18,3 % le mois dernier. Enfin, les dépenses d'indemnisation des arrêts de travail ont progressé fin août de 13,3 % contre 13,1 % fin juillet.

La pause générale dans la croissance à un rythme encore élevé des dépenses d'assurance-maladie, marquée déjà en juillet, semble donc se confirmer.

Le tirage au sort des coupes européennes de football a été effectué le 1<sup>er</sup> octobre à Zurich. Dans l'épreuve des vainqueurs de coupe, Paris-Saint-Germain rencontrera Swansea (Pays de Galles). En coupe de l'U.E.F.A., Bordeaux sera opposé à Hajduk Split et Saint-Etienne aux Boloniens de Praga. Saint-Etienne recevra son adversaire le 20 octobre tandis que Paris-Saint-Germain et Bordeaux se déplaceront. Les matches retour sont fixés au 3 novembre.

## LA FÊTE DE L'AUTOMOBILE CHEZ RENAULT

Du 2 au 4 Octobre Renault ouvre ses portes pour la Fête de l'Automobile chez ses concessionnaires et agents. Cette année l'innovation est plus que jamais de la partie. Trois jours de gaieté pour fêter la nouvelle gamme Renault 83, une gamme riche et diversifiée répondant aux goûts et besoins de chacun. Trois jours de fête durant lesquels, grâce aux jeux proposés, 12 voitures sont à gagner (6 Renault 9 GTL et 6 Renault 5 Campus) ainsi que des voyages en Haïti et en Sicile, des sacs isothermes et des lampes électriques de poche. En tout plus d'un million de cadeaux sont à gagner chez Renault jusqu'à lundi soir.

## PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 220 F par mois.  
• Vente à partir de 293,15 F par mois.  
(Crédit souple et personnalisé).  
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

**Thamm**

La passion de la musique.

Service après-vente garanti.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

### Dale Carnegie :



## Parlez avec efficacité

EN 14 SOIRÉES ATTRAYANTES, apprenez à mieux exprimer vos idées. Développez assurance et facilité de contact. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie. 100 % pratique, enseignée dans 52 pays.

D'anciens participants vous renseigneront aux conférences d'information gratuites :

Paris : Lun. 4 Octobre Ven. 8 Octobre

Salle Carnegie, 19 h. 33, avenue de Wagram, Paris 17<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Stolle).

Entraînement Carnegie, présenté en France par G. Weyne, 3/854-61-06

### dans votre lit...



...surtout pas le matériel de votre grand-mère, mais une de ces merveilleuses TRECAs, EPEDA, SIMANES, PIRELLI, que vous voudrez essayer chez CAPELOU ainsi que les nombreux sommiers à lattes de bois. Livraison gratuite très rapide dans toute la France.

### CAPELOU

37, av. de la République-11<sup>e</sup> Métro : Parnasse. Parking assuré. Tél. : 357.46.35.

### TENNIS A PARIS

TOUS LES MATINS DU LUNDI AU VENDREDI JOURNÉE A VOLONTÉ DE 7h à 12h FORMULE CLUB COTISATION ANNUELLE : 1500 F

MTCO, 38 AV. DU 21<sup>ST</sup> WILSON LA PRAIRIE (92) LA CHAPELLE 607.62.69

### attention changement d'adresse

## N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION

Plus de 1000 pièces de 400 à 15.000 F en parfait état.

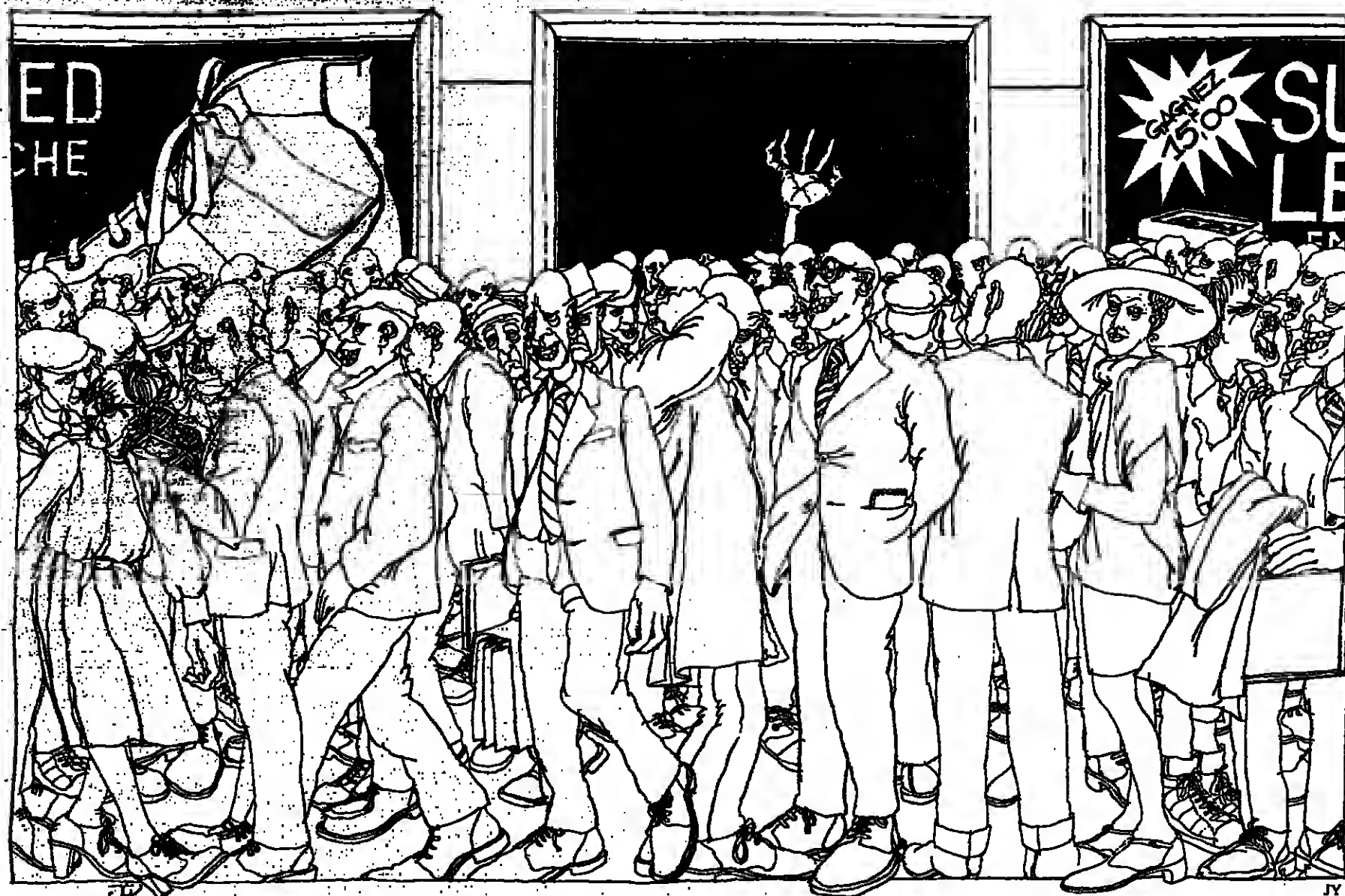
## achat dépôt vente

Service après-vente

LES DEUX OURSONS 106 Bd de Grenelle Paris 15<sup>e</sup> M La Motte-Picquet 575.10.77

صك: امتن الأصل





# Le Monde

DI MAN CHE

## La charité contre les pouvoirs

Révolu, le temps des bonnes œuvres.  
Mais, pour se donner bonne conscience dans un monde injuste,  
on milite pour des causes humanitaires.  
Et l'on récuse aussi la toute-puissance de l'État-providence.

**N**OUS vivons dans un monde dangereux... Guerre au Liban, chômage, inflation, SS 20, la paix que nous connaissons est bien précaire. Cambriolages, vols à la tire, agressions : notre sécurité immédiate est menacée. Et ce n'est pas une serrure trois points qui parvient à éloigner le spectre du cancer.

Il est tentant, dans ces conditions, d'acheter un peu de paix, de donner un peu de notre argent pour prolonger ce qu'on sait menacé : pour éloigner un temps la misère, la torture ou la faim, pour avoir bonne conscience. « Le peu et la pitié restent les deux grands moteurs de la charité », explique-t-on à la Fondation de France (1). Alimentés par une actualité souvent peu réjouissante, ces deux moteurs tournent bien : si le montant global des sommes versées au titre de la charité reste indéterminé, une chose est sûre, il progresse. Mais cet essor s'accompagne d'une profonde mutation qualitative : plus politique, plus professionnelle, la charité moderne a su trouver de nouveaux créneaux d'intervention et adopter les techniques modernes de relations publiques.

Le renouveau de la charité est d'abord lié au reflux du politique : faute d'espérer, encore changer de société, on voudrait changer la société et, d'abord, panser ses plaies les plus

voyantes. Un exemple : Médecins sans frontières, dont les équipes interviennent ici et là pour répondre à des situations d'urgence (2). Organisation charitable, Médecins sans frontières ? Le terme fait sourire Claude Malhuret, le vice-président de l'association : « Nous ne sommes pas des dames d'œuvres ! Mais nous ne sommes pas non plus les porteurs d'une idéologie qui prétend apporter le souverain bien et se transforme en terreur. » La politique s'est donc muée en éthique. L'utopie a cédé la place aux droits de l'homme : on se méfie désormais de l'État.

Ce glissement économique est en prise directe avec le renouveau associatif. Mieux vaut prendre ses affaires en main. Il devient dès lors difficile de se disculper de la misère du monde à coups de concepts. Le fameux « c'est-la-faute-à-la-société » ne marche plus. « Je n'ai pas changé d'avis sur les causes profondes du sous-développement », précise Martine, partie six mois comme infirmière dans un camp de réfugiés, mais j'avais besoin de m'engager directement, de voir le bout de mes actes, même si je n'ai guère d'illusions sur leur portée... »

Il n'est donc plus honteux d'aider son prochain. D'où l'essor considérable d'Amnesty International qui compte aujourd'hui plus de 25 000 membres. (3) Tout comme

Médecins sans frontières, Amnesty n'est pas une organisation politique au sens où on l'entend habituellement : « La solidarité classique suppose une adhésion au moins partielle à l'idéologie des personnes souvenues, explique Jean-François Lambert, président de la section française d'Amnesty International. Or on vient à Amnesty pour défendre le droit d'opinion, une opinion et non pas telle ou telle opinion. »

Apolitique, Amnesty, alors ? Evidemment pas. Et, là aussi, le mot charité fait sourire même si on fait profession d'aider l'autre. « Nos activités sont par essence politique, poursuit Jean-François Lambert, mais elles sont réalisées indépendamment de tout choix contingent : Amnesty n'est pas une organisation partisane. »

C'est ce qui permet à bien des personnes qu'un engagement dans un parti ou un syndicat rebuterait de sauter le pas du militantisme à travers Amnesty. Inversement, pour bien d'autres, l'adhésion n'est pas le premier pas, mais plutôt le dernier. « Bien des militants dont l'activisme passé n'était pos le symptôme d'une crise d'adolescence prolongée ont ainsi trouvé un nouveau champ d'investissement à leur trop plein d'énergie, évitant la complaisance des désillusions stériles, analyse Françoise, passée il y a quelques années du gauchisme à Amnesty. On se dit un jour : assez de refaire le monde,

désormais, je veux du concret, ici et maintenant. » L'adhésion est alors un choix politique souvent longuement mûri. On range ses rêves de société idéale pour adopter une analyse de l'État qui s'inscrit dans la mouvance antitotalitaire. Aux autres, les solutions, les programmes, les bonheurs imposés d'en haut, on fait désormais dans les contre-pouvoirs. Résignation ? Sagesse, plutôt.

### Les valeurs du capitalisme marchand

Même raisonnement chez Médecins sans frontières : « Le champ d'action de l'association est très politique, puisqu'elle intervient là où sévissent guerres et déplacements de réfugiés, mais le but est d'abord de glisser un peu d'humanité dans ces conflits en contournant la logique froide des États et des partis. »

Les organisations classiques ont connu une évolution symbolique : la charité s'est politisée. Désormais, on essaie de prendre en compte la dimension collective des problèmes, on associe les intéressés à la recherche des solutions. « Plutôt que de bénévoles, c'est de militants dont on pourrait parler aujourd'hui, explique Daniel Druenne du Secours catholique (4). Un symptôme : la demande de for-

mation est de plus en plus forte. Aujourd'hui on veut savoir le comment et le pourquoi de la pauvreté. »

C'est vrai : méthodes et discours sont profondément modifiés. Finis la culpabilisation, l'appel au rachat individuel par la volonté et l'effort. Maintenant, il faut conscientiser, autonomiser, donner la parole. Pour la charité classique, la pauvreté est bonteuse. Elle doit rester cachée, souterraine : la misère n'est pas belle à voir. Cette fausse pudeur n'est plus de mise aujourd'hui. Témoin le rassemblement de dix mille exclus à Bruxelles le 15 mai dernier à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du mouvement A.T.D.-Quart monde (5).

L'objectif : révéler l'existence du quart monde à tous et d'abord à lui-même. Plutôt que d'individualiser, A.T.D.-Quart monde a choisi de réunir, organiser, louer des autocars comme le font sidérurgistes ou agriculteurs. Revers de la médaille : A.T.D.-Quart monde entretient avec les exclus un rapport voisin de celui des partis léninistes au prolétariat. L'association se pense comme l'expression organisée du quart monde et revendique le droit de parler en son nom — une attitude parfois génératrice d'ambiguïtés.

Autre caractéristique de la charité moderne : la professionnalisation. A l'époque des œuvres de bienfaisance, on s'extasiait sur le dévouement des bonnes dames, sans trop se

soucier d'efficacité, de rendement. La gratuité de l'action s'étendait parfois à l'évaluation de ses résultats. Aujourd'hui, les valeurs du capitalisme marchand pénètrent la sphère de la charité. Les calculs d'efficacité des politiques sociales s'étendent au mouvement associatif, qui devient un univers attractif pour de jeunes cadres dynamiques soucieux de trouver, sinon une rémunération élevée, au moins un travail « où on peut se défouler » et « mesurer clairement le résultat de son activité ».

Le dévouement est toujours aussi nécessaire mais il ne suffit plus. « Il nous faut de vrais managers, avec une touche de sainteté, explique Michel Rousseau, du Comité européen d'aide aux réfugiés (6). Nous n'envoyons que des spécialistes compétents et efficaces. Pas question de constituer des équipes de paumés qui tentent de régler leurs problèmes outre-mer. »

PHILIPPE FRÉMEAUX.

(Lire la suite page III.)

- (1) 40, avenue Hoche, 75008 Paris.
- (2) 161, boulevard Lefebvre, 75015 Paris.
- (3) 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.
- (4) 106, rue du Bac, 75007 Paris.
- (5) Aide à toute détresse — Quart monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye.
- (6) 38, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

### LIRE

#### ● Bilan encourageant pour la campagne publique en faveur de la contraception :

la campagne du ministère des droits de la femme n'est pas passée inaperçue.

(Lire p. IV.)

#### ● Charles Bettelheim et la « révolution capitaliste » d'octobre :

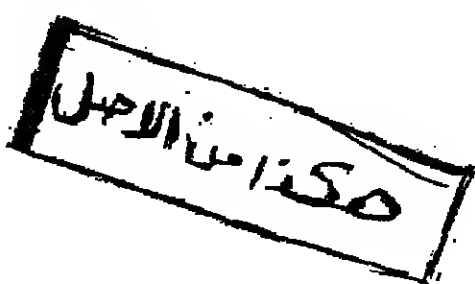
l'économiste marxiste établit une filiation directe entre Lénine et Staline.

(Lire page IX.)

#### ● Aristide Briand apôtre oublié de la paix :

sans faire partie du Panthéon des héros français le prix Nobel de la paix fut, cependant, une des grandes figures de la III<sup>e</sup> République.

(Lire p. X.)





# COURRIER

## Nuit de cristal

Je viens de lire avec grand intérêt l'article de M. Alexandre Szombati intitulé : « L'autodafé de Berlin » (*le Monde Dimanche*, 6 juin 1982).

Je vous félicite, ainsi que l'auteur, pour la remarquable évocation de cette manifestation barbare de haine et de complexe d'infériorité. Avant d'avoir dû quitter l'Allemagne pour plusieurs années, j'ai assisté à Berlin, en tant que jeune étudiant, à l'autodafé du 10 mai 1933. Je n'oublierai jamais cette explosion organisée de rage anti-intellectuelle.

Puis-je attirer votre attention sur le fait que, dans votre « Chronologie » accompagnant l'article de M. Szombati, vous minimisez d'une manière inacceptable le pogrom de novembre 1938. En effet, le 9 novembre 1938, on n'a pas seulement « détruit des magasins juifs ». Toutes les synagogues d'Allemagne ont été soit incendiées, soit détruites. De nombreux appartements de juifs ont été dévalisés ou mis à sac par les nazis. Le 9 et le 10 novembre, plus de deux cents personnes ont été assassinées, ou poussées à la mort. Des milliers d'Israélites ont été, aussitôt après le pogrom, jetés dans les camps de concentration pour y être torturés. Beaucoup de juifs qui n'avaient pas quitté le pays, parce qu'ils se considéraient toujours comme Allemands et qu'ils croyaient que « cela ne pourrait quand même pas devenir aussi grave », durent se rendre à l'évidence, et se suicidèrent dans les semaines qui suivirent la nuit d'horreur du 9 novembre.

L'expression « nuit de cristal », ironique, pleine de dérision et éniante, utilisée pour désigner le pogrom du 9 novembre 1938, apparaît, à ma connaissance, pour la première fois dans le *Schwarzer Korps*, hebdomadaire des SS. Cette désignation plaisante se répandit dans le III<sup>e</sup> Reich et, après la fin de la guerre, fut servilement reprise par les historiens, aussi bien en République fédérale qu'à l'étranger. Comme l'enquête historique de M. Szombati le prouve.

JURGEN F. WARNER,  
ancien rédacteur en chef adjoint  
de la télévision allemande  
(deuxième chaîne, Z.D.F.).

## Philosophie

Vous nous avez offert, à travers les Douze Leçons de philosophie parues dans *le Monde Dimanche* de l'été, des variations brillantes sur divers thèmes touchant à la philosophie. Il me semble que vous n'avez pas dit ce qu'est la philosophie. N'est-ce pas, depuis que le monde est monde, de tâcher de nous rendre compte de nous-mêmes et du monde où, justement, nous vivons ? Je suis là, immédiatement libre et responsable, dans un monde où tout est déterminé. Tout ? Presque tout. Car il est vrai que ma liberté contamine ce qu'elle touche.

Par exemple, utrui, de loin indifférent, m'attire, et, prévisible, si je l'appelle, si je le regarde, si je lui parle, il me écoute, il me regarde, il me répond, il dépend de moi ; une pierre aussi, si je la ramasse, et que je m'en sers, et que j'en extraie quelque métal. Entre ce que je constate — hors de moi — et ce que je décide, une dialectique s'est introduite. Qu'est-ce d'autre que la philosophie, sinon l'acceptation de cette perspective : constatée, décidée, chaque matin pour un nouveau projet ? On dit que c'est ma condition d'homme : n'est-ce pas aussi celle du ver de terre ?

Dr CHARLES TROCMÉ  
(Saint-Etienne)

## Gaulois

C'est avec une indubitable délectation que j'ai la possibilité de communiquer à votre lecteur oïllan de Marseille l'adresse des militants oïllans et de leur association de Défense et promotion des langues d'oïl (D.F.L.O.) (1) (*le Monde Dimanche*, 5 septembre 1982).

Charles VI, roi des Francs, utilisait quant à lui le terme de « Oeuگران » en 1381, confiant à son cousin les domaines des deux langues qu'il occupait (Quas in nostro regno occupare solent tam

in lingua occitana quam oeuگران...).

Quant à moi je trouve triste et peu populaire la soupe centralisatrice que je ne souhaite ni à mon peuple ni aux peuples québécois ou catalan espagnol, comme français.

F. BOSQUI  
(Aix-en-Provence)

(1) Thierry Magot, 7, allée des Biches, Les Ulis, 91940 Orsay. (Dans Le Triac, B.P. 332, 75368 Paris Cedex 18, publications gauloises émanant du F.L.G., association de libération de la nation gauloise).

## Le français

Contrairement à un de vos lecteurs, M. Paul Gard, dont la lettre a paru dans *le Monde Dimanche* du 5 septembre, je considère que le *Monde* a raison de conserver dans son lexique le terme d'Occitan.

M. Gard propose ironiquement pour désigner le picard, le normand, le gallo, etc., le nom d'oïllan. Pourquoi chercher un mot nouveau quand il en existe déjà un : celui de français. Le picard, le berrichon et même le wallon sont bien du français, ce sont des dialectes français. Ce n'est pas du français officiel, issu, lui, d'un autre dialecte, le francien, leur ressemblant comme un frère qu'il est ; mais qui dirait qu'à Alger on ne parle point arabe, sous prétexte que ce n'est pas celui de La Mecque ?

De la même manière, la diversité des dialectes (gascon, languedocien, provençal, limousin, auvergnat, vivaro-alpin) n'empêche personne de sentir que de *Bordeaux à Nice* il y a une même langue, se distinguant nettement des langues voisines. D'où le nom d'occitan pour la désigner, et d'Occitanie qui est son territoire (terme en usage dès le quatorzième siècle). Bien sûr, il n'existe pas à présent de forme normalisée, unifiée à l'occitan, acceptée partout comme langue de l'administration, des lettres et de l'école.

Mais parler gironadin n'est donc pas du provençal et si je comprends bien, à l'oral, un habitant de *Malhonn* ou de *Marsilha*, je ne peux lire *Miréio*/Miréila qu'au prix d'un déchiffrement pénible, je lis ce livre dans la graphie de *Mistral* (ou plus exactement de *Romanilha*). D'où la nécessité d'un système graphique réduisant les très nombreuses prononciations à un petit nombre de variantes. Système qui existe, qui est plus simple et plus cohérent que celui du français, et qui tend à être accepté partout. Et je me plaindrais qu'une orthographe si pratique me permette, en plus, par-dessus le marché, de comprendre les *trobadors* ! C'est bien ce que lui reproche M. Gard, qui trouve « absurde » qu'on écrive le français comme à l'époque de « Chrétien de Troyes ».

Laissons la conclusion à *Mistral* lui-même : « Il faut... appliquer à nos dialectes modernes le système orthographique des troubadours du treizième siècle... » (1874).

Sous-sous dialectement votre.  
MIQUEL AUDOIER  
(Bordeaux).

## Climatisation musicale

Le principe de la climatisation musicale [dans les lieux publics] est une grave éfraction à la liberté individuelle. Contrairement à la manipulation visuelle, dont il est difficile mais possible de s'abstraire, la climatisation musicale n'offre aucun moyen de défense aux consommateurs. On ne peut fermer ses oreilles comme on ferme ou dirige ses yeux. Le principe de la climatisation

BUFFET SALADES  
BUFFET CHAUDS  
BUFFET DESSERTS

Méloline 101  
LE RESTAURANT-BUFFET

21, rue Beaumont  
(angle centre Pompidou)  
jusqu'à 22h même le Dimanche

tion musicale permet donc une manipulation psychologique extrêmement efficace.

Pour le musicien, c'est un viol de l'oreille interne, car désormais la lecture de partitions ou l'audition intérieure est interdite (elles ne nécessitent pas forcément le silence, mais l'absence d'une deuxième source musicale sans relation avec elles).

Les conséquences de toutes les manipulations se rejoignent en un carrefour de frustrations :

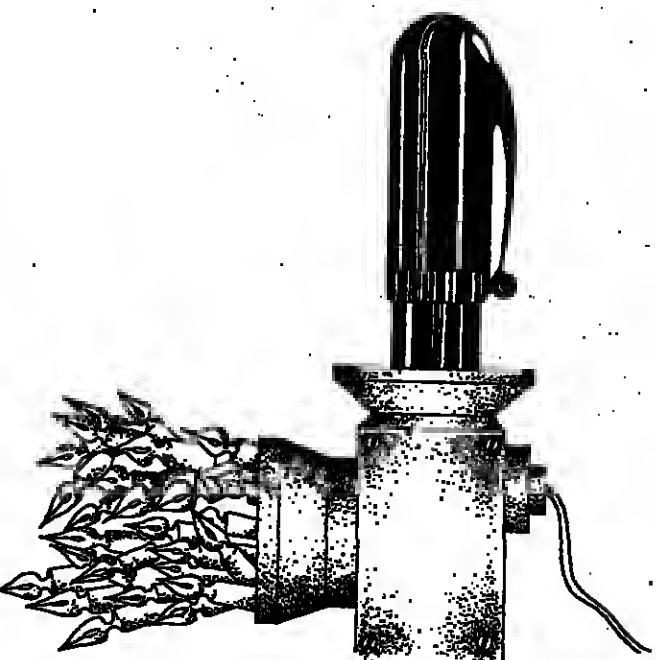
- Frustration de par l'absence totale de décision des usagers lors de la mise en place de cette nouvelle drogue ;
- Frustration du voir son espace auditif interne devenir le carrefour de deux vides-ordures en forme d'entonnoir ;
- Frustration de ne pouvoir dialoguer avec un produit non visible, tombant du ciel, dont personne ne connaît vraiment l'origine, la raison d'être ni la destination ;
- Frustration face à l'impossibilité d'un mode de défense efficace autre que la soumission (cela ne me gêne pas : je n'entends pas : ce n'est qu'un « bruit de fond » ; à ce compte-là, pourquoi la publicité ? etc.).

Cette nouvelle drogue (nouvelle, car on peut assister maintenant à sa prolifération dans tout notre environnement spatial : rues, gares, grandes surfaces, grands magasins, médias, R.E.R., taxis, halles, salles d'attente, stations-service, réponders des services publics, etc.) est d'une extrême violence, car, plus rapidement que les drogues alimentaires (béribéri, L.S.D., etc.) qui passent par le sang pour atteindre le cerveau, la climatisation musicale, à la vitesse de propagation du son, pénètre en chacun et en permanence.

Une des conséquences des frustrations qu'entraîne toute manipulation psychologique (nouvelle forme de l'autorité) est la force ou violence incontrôlable (qui n'est elle-même que la forme primaire des transactions psychologiques et autres...), violence que les dissolvants traditionnels (télé, ciné, voiture, radio, alcools et autres drogues alimentaires) vont avoir de plus en plus de difficultés à résorber.

Alors, s'attaquer aux conséquences, à la violence, aux tumeurs, aux ténacités, apparaît comme une nouvelle occupation du dimanche, avec le bricolage, la toilette de la voiture et la veillée devant la cheminée disecue de vérité.

C. BRASS  
(Paris.)



FRANÇOIS M'BALIA

## PARTI PRIS

### Sexe

Une de nos lectrices qui a toujours fait part d'elle-même dans *le Monde Dimanche* d'une franchise sans détours, nous écrit : « Vaillie que vaillie, je lis, je m'habitue. » Et elle ajoute : « Mais aujourd'hui je proteste formellement contre votre intérêt pour l'érotisme et la pornographie. Il ne s'agit plus de la « découverte de son corps » (ça va, il est archiconnu) ; il s'agit de donner au sexe une importance qu'il n'a pas par rapport aux autres fonctions animales ou sociales. Le sexe n'est pas tout l'homme et le plaisir n'est pas tout le sexe. Sans doute parlez-vous souvent d'autre chose, mais de grands articles comme « Les médecins du plaisir » ou « Les objets du plaisir » sont une véritable provocation. »

Notons d'abord qu'entre la publication de l'enquête sur « Les machines du plaisir » — (et non « les objets », il s'agissait de tout autre chose) — et celle qui paraît sur « Les médecins du plaisir », il s'est déroulé presque un an. Le sexe, apparemment ne tient pas tant de place dans nos colonnes.

Faut-il ne plus lui donner de place du tout ? Tous les ans, deux ou trois lettres nous conviennent fermement — ou nous somment (« Pas ça et pas vous ! ») — de laisser à d'autres (« les revues spéciales ») le soin et le déshonneur d'aborder ce genre de sujet.

La sexualité est un problème de société s'il n'est pas, quoi qu'en disent certains, « le problème de la société ». Depuis Adam et Ève. A certaines époques, il en a été parlé avec une absence de voiles qui nous paraît aujourd'hui fort crue. A d'autres, notamment au dix-neuvième siècle finissant, avec une pudeur si grande qu'elle devenait souvent hypocrite. Et explosive.

Freud vient. Et Reich. Et, sans doute, l'abus inverse. Une certaine morale puritaine a été fustigée avec un éclat qui a blessé beaucoup de consciences. La morale pourtant ne consiste pas à faire silence sur le sexe, sur l'exploitation commerciale qui en est faite, sur les conséquences sociales et psychologiques de l'évolution ou de la régression des mœurs. Traiter de l'érotisme et — éventuellement — de la pornographie, qui sont d'ailleurs choses fort différentes, n'est ni exalter ni cautionner. Dire, c'est tout.

JEAN PLANCHAIS.

## VOUS ET MOI

### Plaidoyer pour les courants d'air

Il y a les grands et les petits, les gros et les maigres, les bruns et les blonds, les très-tôt et les couchés-tard... Il y a aussi les réchauffés et ceux qui craignent le froid, desquels je rapprocherai, car leur situation est voisine pour moi, ceux qui ne supportent pas le moindre courant d'air.

Plus précisément, la tolérance au froid et au chaud varie avec les individus, comme tout caractère biologique ; vêtus de façon identique, et pour une même humidité ambiante, ceux-ci n'ont pas la même idée de température extérieure... Je ne parlerai que des extrêmes.

Ceux qui craignent le froid, vous ne les voyez s'épanouir, comme l'anémone de mer au retour du flot, que lorsque la température ambiante dépasse 25 °C. Au-dessous ils sont recroquevillés, au-delà ils jubilent, us dédoublant, tant ambrés, euphoriques, jamais en sueur. Au plus chaud de l'été, par prudence, ils ne se déplacent pas sans une laine, voire un couvre-chef s'ils sont chauves, persuadés qu'ils sont qu'un-déjà de leur inconfort la ruine de cheveux, l'argine, la bronchite, la fluxion de poitrine les guettent. Et le pire c'est qu'ils risquent peut-être d'aller jusqu'au bout de leurs convictions.

Les intolérants aux courants d'air sont une variété beaucoup plus redoutable : ils ne doutent jamais de leur bon droit et, au plus fort de la canicule, que ce soit un restaurant, dans un car parcourant l'Arabie écarlée de soleil ou dans un wagon surchauffé, se lèvent avec autorité et vont clore hermétiquement tout orifice dispensant le moindre filet d'air. Contrairement aux intolérants au froid, ils souffrent de la chaleur et se condam-

nent au bain de sueur en même temps qu'ils condamnent leurs congénères indisposés, mais respectueux, soumis et muets.

A l'opposé, souffre le race brimé des intolérants au chaud. Ceux-là se promènent encore en chemisette ou corsage décollés aux premiers frimas, ne connaissent ni manteau, ni imperméable, ni chapeau, trempent leurs vêtements dans 25 °C, et souffrent les effres de l'agonie au-dessus de 30 °C, surtout si l'hygrométrie est élevée.

Les beautés de l'architecture maya, les charmes de la Côte d'Ivoire, de Sri-Lanka, de Bali, ou tout simplement Paléme, Rome ou Athènes peuvent leur être glaciés par 35 °C (et plus) et 90 % d'humidité relative. Plus grave, leur carrière peut être compromise par un patron cryophobe ou sensible aux courants d'air. L'été, si des mères bien intentionnées leur leur recommandent par coup de chaleur on le privent de ventilation pendant le canicule.

On pourrait supposer que la société réserve des traitements symétriques à des situations respectivement symétriquement sous la source de Gauss. Que non pas !

Les craintifs-froid (les cryophobes) et les obsédés du courant d'air (les aérophobes) ont droit au respect et à la compréhension générale. Imaginez-vous de suggérer publiquement qu'une petite laine, une écharpe, remplaceraient avantageusement, pour la seule personne qui l'adapte, le cellotape d'un compartiment de cheminée de fer en plein soleil, où règne déjà une température abyssale ? Vous passeriez, vous le savez bien, pour un malotru, un prolesse, presque un assassin.

MICHEL AURICHE.

## Noyaux

Bien que retardataire, je tiens à faire une mise au point à propos d'un article paru dans *le Monde Dimanche* du 1<sup>er</sup> août 1982 sous le titre « Lavandes et olives pour chauffer la Provence ».

Qu'un jeune architecte provençal suggère cette idée d'utiliser les déchets agricoles et que les pouvoirs publics « commencent » à le prendre au sérieux... soit !

Mais je tiens à vous informer que cette technique est utilisée depuis 1968 en Algérie (à ma connaissance), et peut-être depuis plus longtemps ! On n'a donc rien inventé en 1982... en France !

Facilement contrôlable : dans les briqueteries de Skikda, on chauffe les fours de séchage avec des noyaux d'olives.

On a dit que les Algériens avaient six cents ans de retard. Cela prouve qu'ils ont, au moins, quatre-vingt ans d'avance ! Et la France beaucoup de retard !  
MAURICE BEGUIN  
(Randonville.)

## Le bulldozer et le chrysanthème

Beau et propre, le cimetière de Nancy. Le cochant dore de jolies chapelles blanches. Une petite dame redresse la tête d'un chrysanthème.

Calme aussi. Un mince cortège funèbre a disparu dans une allée sans même un crissement du gravier. Silhouettes noires sur fond blanc, fugitives, presque imperceptibles. Bien organisés, comme le prescrit le règlement — lettres d'or sur noir brillant :

« Une sonnerie de cloche avertit le public un quart d'heure avant la fermeture. Les monuments, signes funéraires, couronnes, arbutus ne peuvent être sortis sans autorisation du conservateur... Accès interdit aux chiens même tenus en laisse. » Judicieux et légitime.

Au même moment, les bulldozers de Beyrouth et d'ailleurs remblaient curé, croque-mort et fossoyeur pour des inhumations collectives dans les trous de mines, les cratères de bombe et les décombres d'immeubles.

Image d'une conception pour temps de guerre de la paix éternelle et de l'aménagement urbain. Loin, bien loin de cette rue Notre-Dame-des-Anges qui borde la nécropole lorraine.

JEAN-YVES RUAUX.

## Ent

C'est d'un objet bien modeste que je souhaite vous entretenir. Tous les coquetiers que j'ai vus sont prévus pour placer les œufs sur le gros bout. Cela fait que l'œuf se trouve à l'ouverture de l'œuf là où elle est le plus malaisée. On obtient toujours une ouverture en dents de scie et jamais un cercle parfait. En revanche, si l'on modifie la forme du coquetier pour placer l'œuf sur le côté, on obtient un bien meilleur résultat. Après avoir donné un seul coup dans l'axe de l'œuf avec le dos d'un couteau, on détache sans difficulté les écailles autour. Le blanc ne vient pas avec la coquille et l'on obtient un ovale presque parfait, adapté à la forme des petites cuillères. Pourriez-vous évoquer les aspects technologiques et culturels de ce problème dans une prochaine rubrique ?

EMILE TOURNEUX  
(Paris.)

## Charles Juliet, Saint-Ex et Camus

Plusieurs erreurs typographiques ont altéré l'interview de Charles Juliet parue dans *le Monde Dimanche* du 22 août. M. Juliet nous demande en particulier de rétablir les phrases suivantes : « Je ne vois guère comment agir autrement que par un travail de réflexion portant sur le mal être existentiel qui est à l'origine de nos (et non de mes) difficultés. » Et : « Des années durant j'ai vécu dans l'intimité de l'œuvre de Beckett. »

D'autre part un lecteur nous signale que la phrase « dans la vie il n'y a qu'un luxe, celui des relations humaines » que Charles Juliet attribue à Albert Camus était en fait de Saint-Exupéry (*Terre des Hommes*, p. 158, édition « Pléiade »). En réalité, nous indique M. Juliet, cette phrase de Saint-Exupéry a été reprise ensuite textuellement par Camus.





## AUJOURD'HUI

### La charité contre les pouvoirs

(Suite de la première page.)

Même son de cloche à A.T.D.-Quart monde : « On refuse les volontaires sans compétence. Nous donnons en outre une formation de dix-huit mois : le quart monde a suffisamment de problèmes pour ne pas se retrouver en charge de gens qui veulent résoudre les leurs. » Le point de vue de Suzanne, partie avec Médecins sans frontières, est plus nuancé : « En fin de compte, on a toujours un problème à régler : un petit truc qui fait qu'on a envie de s'engager, de partir. Les motivations sont multiples : déboires sentimentaux, goût de l'aventure. Reste qu'il y a d'autres façons de se distraire : les conditions de vie sont difficiles, le travail est ardu et très dur. Et, une fois dans le coup, on oublie ses motivations pour d'abord faire face aux réalités. »

La professionnalisation croissante de la charité reflète l'évolution sociale. A l'heure où le pouvoir des spécialistes envahit tous les domaines de la vie, où le capital culturel devient aussi important que le capital monétaire pour accéder aux leviers de commande, la charité ne peut se contenter de consister en un partage de la richesse. Il faut aussi partager son savoir et son temps. D'où l'essor des « boutiques » en tout genre où des professionnels de la santé, du droit ou de l'architecture diffusent gratuitement le savoir qui fonde leur pouvoir social.

#### Un nouveau rapport à l'information

La charité a donc su se trouver de nouveaux créneaux. Dans un premier temps, le développement de l'Etat-providence avait court-circuité les œuvres privées en affirmant comme un droit la sécurité face à la maladie, l'invalidité et la vieillesse. Les organisations charitables ont dû dès lors redéfinir leur rôle. Et certaines ont su jouer un rôle d'innovation en désignant les trous de la couverture sociale étatique. Un exemple : les centres d'accueil mis en place par le Secours catholique au début des années 70 pour héberger les familles de malades hospitalisés loin de leur domicile. Signalé par le réseau de bénévoles de l'association, ce besoin social a été finalement reconnu par la Caisse nationale d'assurance-maladie, qui accorde aujourd'hui une prise en charge partielle des dépenses d'hébergement.

On retrouve cette fonction innovatrice au niveau international. Les organisations privées jouent sur ce plan un rôle irrem-

plaçable du fait de leur indépendance et de la souplesse que confère leur faible dimension institutionnelle. « Médecins sans frontières est né en partie d'une analyse politique des carences des grandes organisations internationales face à l'urgence », explique Claude Malhuret. « Les structures légères évitent les déperditions de richesse et d'efficacité, confirme-t-on au Comité européen d'aide aux réfugiés. Elles fournissent le cadre approprié pour résoudre les problèmes dans le réel et au plus près possible. » Les méthodes du C.E.A.R., qui tendent à reconstituer le tissu social et développer l'autonomie des collectivités par l'utilisation de technologies appropriées, transcendent effectivement avec la logique des aides classiques qui trop souvent entretiennent les dépendances.

La charité d'aujourd'hui, c'est aussi un nouveau rapport à l'information. Quand A.T.D.-Quart monde parvient à réunir dix mille personnes à Bruxelles, c'est un acte militant, mais c'est aussi un formidable « coup de pub » : la couverture de l'événement par la presse assure à l'association une renommée que des années de patient travail n'avaient pas fournie. Une réussite sans doute enviable. Car, aujourd'hui, la pénétration des médias est au cœur de la stratégie des associations charitables : elle assure la prise de conscience de l'opinion publique, ce qui est un but en soi, et donne la notoriété propre à fournir les ressources indispensables.

Finie l'époque où le ramassage des fonds se faisait lors de théâtres dans les salons bourgeois ou à l'occasion des quêtes dominicales. La fréquentation des églises a chuté et la bourgeoisie n'est plus ce qu'elle était. Certes, l'Armée du salut persiste à organiser ses aubades musicales à l'apprentissage des fêtes de fin d'année, mais même le très conservateur Ordre de Malte n'hésite pas à utiliser les méthodes modernes de publipostage en envoyant un courrier personnalisé et adapté à la cible retenue. La Fondation de France recourt aussi à ce procédé en rachetant leurs fiebiers d'abonnés à divers périodiques, réussissant à réunir ainsi un peu moins du dixième des sommes que les Français affirment chaque année lui verser sur leur déclaration d'impôts...

Autres méthodes : la publicité murale dont les supports sont souvent gracieusement offerts, et surtout la publicité rédactionnelle obtenue par un long travail des attachés de presse chargés de « vendre l'association ».

« La publicité rédactionnelle est la seule qui rapporte réelle-

ment », explique le responsable d'une association. Une campagne de publicité murale aboutit à un bon résultat en terme de notoriété, elle peut influencer favorablement sur le comportement de financeurs officiels en augmentant la reconnaissance sociale d'une institution, mais elle est malheureusement victime de son support. Un appel pour la Pologne entre la poitrine de Myriam et le camembert X perd de sa dimension dramatique pour devenir un objet publicitaire banalisé.

Il faut parvenir à faire parler de soi et donc créer l'événement car la presse est peu sensible à ce qui dure. « Il nous faut une bonne catastrophe par an pour assurer notre financement », murmure-t-on à Médecins sans frontières. Aucun cynisme dans ces propos : c'est à cette condition qu'il est possible de toucher le public et de réunir les fonds qui permettent, au-delà de l'urgence montée en épingle par les médias, d'assurer le maintien des équipes dans bien des endroits dont on ne parle plus ; qui se souvient aujourd'hui de la guerre d'Ogaden ?

#### Le prélèvement bancaire mensuel

Maints donateurs sont pourtant prêts à soutenir durablement l'action d'une association. Mais les efforts nécessaires — signer un chèque, remplir une enveloppe, trouver un timbre et poster la lettre — sont un frein considérable à la mise en pratique des meilleures intentions. La technique bancaire moderne permet heureusement de suppléer aux caprices de la générosité publique : le prélèvement mensuel n'est pas seulement proposé par l'administration fiscale mais aussi par de nombreuses associations. Solution idéale : une fois signée l'autorisation initiale, le donateur n'a plus qu'à goûter aux délices de la bonne conscience. Mieux : c'est pour rembourser à payer qu'il lui faudra désormais remplir des formalités. Donner devient la norme ; aussi, mettre fin à l'autorisation de prélèvement suppose d'affronter une lourde charge de culpabilité...

L'imagination dont font preuve certains force l'admiration. Un procédé classique consiste à organiser un somptueux gala à l'Opéra où le prix prohibitif des places permet à chaque participant de donner à la fois la mesure de sa richesse et de sa générosité. En version adaptée aux temps modernes, cela donne l'exhibition de tennis organisée par Médecins du monde le

25 mars dernier ; quoi de mieux que d'opposer Noah à Fibak pour réunir des fonds pour la Pologne ? Prix des loges : 375 F (7).

Astucieux. Reste qu'en la matière, les Français font encore figure de débutants face à nos voisins d'outre-Manche. Chacun connaît les timbres à surtaxe qui permettent de donner quelques centimes à la Croix-Rouge, mais qui connaît les « beans » (haricots) à surtaxe ? C'est pourtant ce que propose la célèbre multinationale Heinz dans les supermarchés britanniques : vous payez vos « baked beans » un penny plus cher, puis vous choisissez au dos de l'étiquette d'accorder ce penny à une des dix organisations retenues par Heinz. Le choix est vaste : réfugiés, handicapés, personnes âgées... Une précision : si vous envoyez cinquante étiquettes et plus, il est inutile d'affranchir votre envoi.

Mais l'idéal n'est-il pas d'accéder au club très fermé des associations autorisées à quêter sur la voie publique ? Le ministère de l'Intérieur, chaque année, établit une liste des « appels à la générosité publique ». Au total, dix-sept campagnes bien dans la tradition laïque et républicaine : jeunesse au plein air, Bleuets de France, semaine du cœur... On y retrouve les grandes associations : la quinzaine de l'école publique bénéficie à la Ligue française de

l'enseignement et de l'éducation permanente, et c'est la Ligue nationale française contre le cancer qui organise la campagne de lutte chaque printemps. Certaines journées rassemblent de nombreux mouvements : ainsi le Bleuets de France rassemble deux fois l'an les quelques centaines d'associations d'anciens combattants que compte notre pays. Dans tous les cas, le secret de la réussite réside dans la capacité des organisations à mobiliser le ban et l'arrière-ban de leurs militants pour les jeter sur la voie publique armés du traditionnel tronc métallique, la modicité des sommes reçues étant compensée par le grand nombre des quêteurs. Ainsi, la Croix-Rouge française aligne chaque année plus de 20 000 bénévoles, la Ligue nationale française contre le cancer, 80 000. « Nous avons réuni ainsi plus de 9 millions de francs en 1980, déclare-t-on à la Ligue, soit 25 % des ressources de nos comités départementaux. Mais la quête est aussi un moyen d'associer nos adhérents à la lutte contre le cancer, pas seulement en donnant de l'argent, mais aussi en allant le chercher (8). »

Le nombre de militants et sympathisants demeure la clef d'un financement régulier et durable. Avec plus d'un million de donateurs, le Secours catholique dispose d'une base solide qui tend d'ailleurs à s'élargir et se

fidéliser. Ce fantastique vivier de donateurs reflète la densité du réseau du « Secours » : 106 délégations diocésaines, 40 000 bénévoles, des familles d'accueil, des travailleurs sociaux : d'une information précise et rapide et une potentialité d'intervention extraordinaire. Cette puissance institutionnelle permet au Secours catholique d'être là à la fois avant, pendant et après, d'assurer une permanence que d'autres organisations, plus centrées sur un événement, un problème, un créneau de charité, ne sont pas à même de fournir. Dans ces conditions, si le Secours catholique assure sa responsabilité d'information auprès de l'opinion publique, il ne recherche pas la publicité pour lui-même, évitant le recours au spectaculaire, préférant désigner les problèmes de fond. « Face aux médias, il faut éviter de devenir les gardiens du musée des horreurs », souligne Daniel Druessne.

Autre souci du Secours catholique : montrer les limites de sa capacité d'intervention face à l'immense misère du monde. « Notre budget équivaut à peine à celui d'une direction départementale des affaires sanitaires et sociales de taille moyenne », rappelle-t-on au Secours.

Juliette, assistante sociale dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée confirme : « Il ne faut pas s'y tromper. Le développement de la crise provoque une multiplication des situations de pauvreté et de précarité qui appelle des solutions collectives. »

A l'heure où l'Etat-providence est remis en cause, la charité peut apparaître comme un mode plus léger, plus efficace de gestion des problèmes sociaux, une réponse nouvelle à des questions anciennes qui révèle la capacité de la société actuelle à régler ses problèmes par l'initiative de chacun, en dehors de l'intervention de l'Etat. Une écharité néolibérale en quelque sorte. Mais une lecture néolibérale est tout aussi possible : dans une société en crise, les appels à l'autogestion des problèmes sociaux sont inutiles, lourds d'ambiguïtés. « La charité ne peut servir de palliatif aux insuffisances des pouvoirs publics, ni de solution aux problèmes de fond d'une société inégalitaire, conclut un bénévole du Secours catholique. Il ne faut pas lui demander plus qu'elle ne peut donner. C'est d'abord le témoignage d'une interrogation de la société sur elle-même. » ■

PHILIPPE FRÉMEAUX.

(7) 17, rue du Fer à Moulin, 75005 Paris.

(8) Ligue nationale française contre le cancer, 1, avenue Stéphen-Pichon, 75013 Paris.

Otto H. Muck

## L'ATLANTIDE Légendes et Réalité

L'Atlantide est l'un des grands rêves enfouis de l'humanité. Depuis que les hommes s'interrogent sur leur passé, l'énigme de l'Atlantide les fascine comme l'un des secrets les plus troublants de l'histoire du globe. C'est, par excellence, le « mythe » : ce livre exhaustif et passionnant, nouveau par son approche scientifique, veut lui rendre enfin toute sa réalité.

Plon

50111

## CROQUIS

### Pressing

Ici, dans le quartier, tout le monde l'appelle M. Jacques. C'est un prénom que les clients ont adopté une bonne fois pour toutes. Un prénom de passe, rien que pour soi, qui jellit par-ci par-là, entre deux bruits de machines à laver. Pressing. Du linge sèche dans le grand tambour qui tourne à un rythme monotone. La buée vous colle aux lunettes et un jeune garçon vient chercher son survêtement que M. Jacques ne trouve pas.

Une petite vieille au fichu mal noué feuillette une revue de mode qui date d'un trimestre. Elle lave un cil, hausse un sourcil, comme prennent soudain à témoin ce M. Jacques au regard brun de bonté. Elle raconte. Se raconte. Par bribes, jetant des mots par petits paquets secs. « Ah ! cet été, là-haut, sous les toits ! Un supplice ! Même la nuit, je ne pouvais fermer l'œil ! » Une jeune fille entre, encombrée d'un grand sac à linge. Elle est pressée. Pressée. Pressing. M. Jacques rit. Toutes les machines sont occupées. Elle fait le moue, elle doit prendre

l'avion dans trois heures. Une Canadienne qui vient de terminer ses études. C'est sa dernière lessive. La petite vieille e l'air rêveur, comme si elle lisait des tas de pays dans les yeux de la jeune étrangère.

Pressing. Jacques semble infatigable. Attentionné avec tous, il a toujours le mot grave ou gentil, celui qui rassure comme on leve d'un poids. Et puis, il s'occupe un peu des autres. Des clients n'hésitent pas à lui confier leur signe et il leur promet toujours de faire une étude soignée. Jacques est aussi une sorte de boîte aux lettres de destins que s'entrechoient. Une chambre à louer ? Un couple cherche une jeune fille ou pair ? Il a toujours une adresse de rechange, un rendez-vous de secours, et ceux qui n'ont pas le téléphone savent bien qu'ils trouveront chez lui une ligne disponible. Dimanche. Fermé. Et les petits vieux, du coup, ont l'air de s'ennuyer dans le rue.

JEAN-PIERRE FILY.

### Marché aux bestiaux

Elle baisse la tête, comme si le monde pesait décidément trop lourd. Pas moyen de se retourner, ou d'échapper le cou en avant pour mesurer tout son poids et secouer un peu cette immobilité lugubre. Avec les cornes entravées et solidement ficelées aux stalles, vraiment rien à faire. Attendre que ça se passe, c'est tout. On finit bien par changer de coin : un acheteur peut venir ; ou un admirateur ; ou un plectre, tout simplement, et on fera un petit tour de piste avant d'aller se ranger ailleurs. Ce sera toujours un peu d'exercice de pris.

Il s'est arrêté un instant. Son chapeau lui tenait trop chaud, et peut-être aussi le col de sa blouse noire. Juste une minute, mais souffler. Il défait un bouton du col, installe le chapeau au bout de sa trépa. Respiration. L'air est déjà épais ce premier vendredi de juillet ; le matin e beau faire, on sent l'orange sur soi ; il transpire du toit de la halle ; il résonne sur l'échine des bêtes ; surtout, il colle aux vêtements. Trois heures que dans cette atmosphère-là, ou à peine plus fraîche, tout le monde s'agite, hommes, bestiaux - sans compter les mouches, qui marchent dans les fourrages, et tous ceux qu'on ignore, puces, moustiques, odeurs. Des éclats de chiffres volent jusqu'à la fange tiède, et tous ces mots que les mequignons gardent pour eux. On tente ici et là de meugler.

François, cette taure perthoise, tout à l'heure, tu l'es faite à combien ? Il remet son chapeau, rajuste sa blouse. La taure, elle aille avec une paire de brouillards qui sont rangés à part ; si on veut savoir, qu'on aille là-bas, leur demander ! Il change sa trique de main, s'essuie le front, se penche vers une génisse qu'il a promise à un naisseur, et qu'il serait temps de détacher. Il secoue le tête en repensant à la question de cet imbécile. Il ne s'est du reste pas retourné pour savoir qui.

ELISABETH GUBERT.

### La fenêtre

Il fait nuit. L'homme travaille face à une grande fenêtre, à l'abri des moustiques. La vitre lui renvoie son image. Il se regarde, incrédule, une fois de plus, de se voir épaulement si calme, si solide. Cette vision de soi hors de soi n'est-elle pas son plus vieux rêve ? Sur sa table, l'ébauche de

quelque poème qu'il faudra retoucher. Au réve de fenêtre, en somme. Mais par un soir d'été, à l'heure où les vitres - miroirs inachevés - offrent le spectacle équivoque d'une image du monde où s'inscrit peu à peu, hésitante, une image de soi.

JEAN-PIERRE DARRAZE.

### Solitude

Des ereignées sortent des cahiers et des livres. Sur les manches des outils dorment des escargots. Dene le linge mis à sécher sur la corde nichent des pinces-oreilles. Au milieu des pierres de la maison habitent des lézards qui ne sortent que les jours de soleil. Sous le tas de fumier logent des orvets brillants. Des vipères se glissent dans le tas de bois devant la porte. Des sangsues nagent dans l'eau de la source, et des petite serpents d'eau à tête blanche, dont un os du crâne servait à soigner les maux d'yeux des montagnards, habitent les sources et les fontaines.

Des loirs et des souris vivent toute l'année dans la maison. Des fourmis goûtent à tout à l'intérieur du buffet, avec une préférence pour le miel. Les limaces, les mulots et les insectes dévorent les légumes du jardin. Un hérisson a longtemps vécu dans la rampe à bois. Sous la charminée et le parquet d'hiver, dans les sillons à légumes l'été, chantent les crapauds. Parmi les concombres, des lézards verts se confondent avec eux. Les troglodytes bâissent leurs nids

moueux, avec un trou pour entrer comme porte, au grenier et sur les chevrons des remises. Au lever, des rats mangent les avoines. Oiseux, lézards et mulots viennent boire à tour de rôle l'eau de pluie de la pierre creusée devant la maison.

Au village, au début du siècle, quelqu'un avait nourri des petits hérissons avec du lait ; devenus adultes, ils entraient et sortaient à leur guise de la maison. Des feucheurs ont vu des vipères enroulées autour de leur jambe ; à la messe traditionnelle de la chapelle de l'estive, un paysan à la porte avait une vipère sur le dos...

Les écrevisses ramassent les noix et les noixettes avec nous, les blaireaux nous disputent myrtilles et champignons, les oiseaux les cerises. Le renard rôde près des bergeries où sont nés des agneaux. Un oiseau jaune, la linotte, pille le blé à peine mûr. Sommes-nous vraiment seuls sur terre ? Sûrement pas, puisque l'unique épicerie de la vallée possède un rayon bien garni de limaces, d'insecticides et de reïcides...

MICHEL JOURDAN.

## SPOTS

# Bilan encourageant pour la campagne publique en faveur de la contraception

La campagne du ministère des droits de la femme en faveur de la contraception va reprendre. La précédente n'est pas passée inaperçue.

ENTRE un flash publicitaire prônant les qualités du savon le plus moussant et odoriférant, apaisant et déodorant et un autre vantant la légèreté de la biscotte la plus craquante et savoureuse, fondante et exquise, la contraception, ce « produit » si difficile à consommer, est de retour, dès fin octobre, sur les écrans télévisés. Non pas sous forme de spots comme l'an passé, mais d'un feuilleton de quinze minutes, chaque dimanche, à midi, l'heure où l'appétit sur fond de télé est de rigueur dans la France profonde (1).

Quinze minutes pour convaincre que « la contraception doit être une habitude de vie ». L'objectif du ministère des droits de la femme, financier de cette réalisation dont le maître d'œuvre est une association, Contre-Chant, plus versée jusqu'à la dans l'art et la musique.

Jugée par certains, sommaire, mièvre, rétro, voire nataliste, la première campagne gouvernementale d'information sur la contraception n'a pourtant pas été qu'une « goutte d'eau dans la mer » au vu des premières retombées enregistrées depuis le début de l'année. D'abord, la phase télévisuelle n'est pas passée inaperçue. Des spots diffusés en novembre dernier énuméraient un simple message : « Aujourd'hui, chaque femme doit pouvoir choisir », et renvoyait aux divers centres d'information ou de planification agréés dont les adresses et les horaires étaient publiés dans un dépliant, imprimé à treize millions d'exemplaires et mis à la disposition du public dans les bureaux de poste et la plupart des mairies. Certains mairies ont cru bon, pour leur image de marque, de les refuser.

Une autre diffusion des spots intervint au cours du premier trimestre de l'année, avec un message sensiblement différent, faisant cette fois de la contraception une affaire de famille : « Chacun doit pouvoir choisir ». Un réajustement de tir provoqué par de nombreuses réactions, parfois vives, de personnalités masculines. Et force a été de constater l'impact des séquences filmées par Agnès Varda. Un sondage réalisé par B.V.A., à la demande du service d'information et de diffusion du premier ministre, a révélé que 67 % des 2 085 personnes interrogées avaient vu les spots et, parmi celles-ci, 78 % avaient accueilli très favorablement cette publicité plutôt inhabituelle sur leur petit écran.

Mais surtout, simultanément, nombre de centres agréés, à Paris, en France-Comté, en Champagne-Ardenne, dans le Nord-Pas-de-Calais et même dans les rares centres existant en Auvergne, ont enregistré d'afflux nouveaux de demandes d'information ou de consultations. Le fréquentatif de l'ensemble des centres aurait augmenté de 20 %, selon le ministère, peut-être un peu optimiste.

Au centre de planification installé dans le quartier central de Beauchamp, la responsable de l'accueil, Bernadette Aubel, compte cinquante consultations de plus par mois. Quant au nombre d'appels téléphoniques, il a pratiquement triplé. « Les trois conseillers conjugués, les deux assistantes sociales, la sage-femme et les quatorze médecins vacataires, qui assurent en même temps les I.V.G., ne suffisent plus à la tâche ». A la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) de Lille, dont dépendent la plupart

des centres, on estime que « la campagne a accentué une dynamique et que de nouveaux centres vont devoir ouvrir pour répondre à la demande ».

### « Un sujet brûlant qui mobilise résistance et passions »

Dans le même temps, la boîte postale du ministère recevait un véritable courrier de ministre. Plus de mille lettres dès le début de l'année et des centaines dans les centres de province ou les délégations régionales. Remerciements, félicitations ou suggestions mêlées aux invectives. En effet, si certains ont qualifié la campagne de « mièvre », d'autres ont parlé « d'incitation à la débauche ». Dans le Puy-de-Dôme, notamment, où la contraception « est encore un sujet brûlant qui mobilise résistances et passions », comme l'explique une directrice de centre. Dans le Puy-de-Dôme et ailleurs. Toutefois, malgré les réticences, au vu de l'analyse du courrier, la campagne semble avoir « libéré la parole, dédramatisé le problème ».

Autres retombées positives de cette campagne : les réactions des enseignants et des jeunes. Plus de la moitié des lettres reçues dès le début de la campagne au ministère émanaient d'instituteurs ou de professeurs prêts à jouer leur rôle d'éducateur et réclamant pour cela une formation spécifique. Une préoccupation tout à fait nouvelle du corps enseignant, qui ne s'est jamais montré très enthousiaste pour encourager les actions menées par certaines associations dans les établissements scolaires. Informé par le ministère des droits de la femme, M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, a signé une circulaire, dès décembre dernier, incitant les recteurs à « bâtir » des stages ou journées de formation et les directeurs et principaux des lycées et collèges à diffuser largement les décrets informant des adresses et horaires des centres d'information ou de planification et à permettre que s'instaure un dialogue entre élèves et personnel d'enseignement ou médical, dans le cadre des clubs de santé (déjà existants).

Certains recteurs ont suivi les recommandations de leur ministre et mis en route des journées de formation, qui ont déjà eu lieu

ou se dérouleront cet automne, avec l'aide des délégués régionaux aux droits de la femme. A Reims, six cents enseignants de la région ont déposé une demande d'inscription. Quatre cents à Limoges. Et, parfois, cette formation a été ouverte aux assistantes sociales scolaires ou infirmières, aux personnels des centres d'allocations familiales ou ceux de la police, comme à Besançon. Tous très demandeurs.

Quant aux jeunes, ils ont été plutôt touchés par la seconde phase de la campagne, au cours de laquelle trois thèmes chantés ont été diffusés sur les antennes de trois chaînes de radio, deux mille affichettes apposées dans le métro, le R.E.R. et les autorails de la S.N.C.F. et une exposition de seize posters édités en mille exemplaires. Enfin, le ministère délégué à la jeunesse et aux sports a élaboré une brochure qui leur est directement destinée : « J'aime. Je m'informe. » Vingt-cinq pages pour apprendre à s'aimer sans dommage. Une brochure tirée à deux millions et demi d'exemplaires qui s'arrache comme des petits pains dans les centres d'information et de documentation jeunesse.

### Les I.V.G. n'ont guère diminué

Et si dans certains établissements scolaires les déliants sont restés au fond des tiroirs du bureau directeur, dans d'autres, ils ont vite été épuisés. Dans nombre de lycées et collèges, les assistantes sociales scolaires ont été mises à contribution pour informer et organiser débats et expositions : souvent à la demande des élèves eux-mêmes. A Paris, mais encore à Besançon, Reims ou Nantes, où les centres (2) ont vu augmenter sérieusement le nombre d'appels ou de visites des moins de vingt ans après de tels débats ou expositions.

A Reims, sur une suggestion de la déléguée régionale des droits de la femme, tous les seize-dix-huit ans en stage de formation professionnelle du Plan avenir-jeunes ont systématiquement - et cela dès l'automne - reçu une information sur la contraception. Une idée qui fera sans doute florès cette année. Et pour les plus jeunes des classes primaires, le Centre national de documentation pédagogique étudie un nouvel enseignement sur la reproduction.

De leur côté, des médecins généralistes (à la Beule, à Nantes, dans le Puy-de-Dôme...) ont affiché les posters de l'exposition dans leur salle d'attente ou mis à la disposition de leur clientèle des brochures ou déliants.

Autre incidence de la campagne, l'ouverture de grands d'information dans la ville. L'un d'eux sera installé dans une galerie marchande de Nantes, en collaboration avec le Comité français d'éducation pour la santé. Une dernière réaction intéressante signalée par le Mouvement français pour le planning familial (M.F.P.F.), celle de quelques hommes, en nombre limité toutefois, qui, à l'occasion de la campagne, se sont informés sur les méthodes de contraception masculine.

Cette campagne, dont le coût s'élève à près de 15 millions de francs, a-t-elle atteint son but et entraîné une chute de la courbe des interruptions volontaires de grossesse ? Difficile de répondre, semble-t-il. Pour René Broustal, délégué régional de Loire-Atlantique : « Plus le centre de Nantes-Saint-Jacques reçoit de femmes en consultations de contraception, moins grand est le nombre d'avortements » (3).

Logique. Pourtant, dans un centre limitrophe, à Saint-Nazaire, ce n'est plus le cas. Et au Planning familial (4), qui gère encore plus de 67 % des centres, les responsables donnent à cette question une réponse mitigée : « La campagne est positive, elle a brisé bien des tabous. Néanmoins, les demandes d'I.V.G. sont toujours aussi nombreuses. Elles ne diminueront que lorsque les centres d'I.V.G. accepteront de faire aussi de l'information sur la contraception ». Et ce n'est pas demain la veille. Un décret publié en septembre contraint désormais les centres d'I.V.G. des établissements publics à prendre en charge simultanément l'information. Mais le privé...

Reste enfin un problème en suspens, à résoudre d'urgence si l'on souhaite que la campagne porte ses fruits : celui des centres responsables de cette information. Un problème de quantité mais aussi de qualité. Les 1413 centres répertoriés sur le dépliant ne suffisent plus, d'autant que certains ne reçoivent que quelques jours, voire quelques heures par semaine. L'accueil y est assuré par des conseillers conjugués dont la formation est souvent remise en cause. De surcroît, lorsque ces centres existent et fonctionnent bon an mal an, ils sont la plupart du temps méconnus dans la ville, difficiles d'accès, rarement indiqués. La bonne volonté du ministre des droits de la femme se heurte à une administration encore bien frileuse.

Un problème à mettre à l'ordre du jour de la commission de suivi créée par Yvette Roudy, ministre des droits de la femme et réunissant les représentants des ministères (5) qui participent à la campagne. Une commission de surveillance en quelque sorte.

MARYSE WOLINSKI.

**Mélanie Klein**

Un itinéraire qui permet enfin de comprendre quelle place essentielle elle tient dans l'histoire de la psychanalyse.



**le moi et le bon objet.**

1932-1960

de Jean-Michel Petot.

(1) Sur FR3, à partir du dimanche 24 octobre. Auteur : Solange Lambergon, réalisatrice : Hédiat Martin.  
(2) La contraception y est gratuite pour les mineurs.  
(3) En 1980, 3 798 consultations, 1 804 I.V.G. ; en 1981, 6 165 consultations et 1 785 I.V.G. ; en 1982, pour les six premiers mois de l'année, 3 815 consultations et 1 486 I.V.G. La baisse n'est pas spectaculaire.  
(4) Le M.F.P.F. prépare un colloque international sur la contraception, qui aura lieu les 18 et 19 décembre à Paris.  
(5) Vingt-quatre ministères ont ou sont sur le point de participer à cette campagne.



# ETRANGER

## En Belgique les enfants de Gand ont leur téléphone

Une sorte de S.O.S. pour les enfants et les adolescents : quinze appels par jour en moyenne. L'expérience est nouvelle en Belgique.

**S**UR l'affiche aux couleurs vives, un petit garçon vêtu d'une peau de léopard, perdu au milieu de feuilles de chou gigantesques, parle au téléphone. En haut de l'image, en petits caractères, cette légende en néerlandais : « *Tarzan lui-même appelle parfois le Kindertelefoon (1) pour une question, un petit problème, ou simplement un brin de conversation.* »

Cette affiche, tirée à des milliers d'exemplaires, a été distribuée dans les écoles, les clubs sportifs et les maisons de jeunes de la région de Gand. « La publicité est primordiale, explique Peter, professeur. Il faut que les jeunes pensent à notre numéro d'appel dès qu'ils ont le moindre problème. »

L'histoire du Kindertelefoon débute il y a deux ans, dans un théâtre pour enfants de la banlieue de Gand. Là, au « Stiekels », (2), les comédiens et les animateurs découvrent que les enfants ont des difficultés, souvent, ils n'osent pas parler dans leur famille. Les membres de l'équipe doivent parfois jouer les rôles de confidentiels et de guides, en essayant d'apporter les réponses aux questions, les solutions aux soucis. Ainsi naît l'idée d'une ligne téléphonique réservée aux enfants, une espèce de S.O.S.-Amitié à leur usage exclusif.

Cela existe déjà aux Pays-Bas, au Danemark et en Allemagne. Pas en Belgique : il faut innover, et la tâche n'est pas mince. Une visite aux responsables du Kindertelefoon d'Amsterdam montre l'ampleur de l'entreprise.

Alors on va recruter, d'abord parmi les copains, assistants sociaux et autres éducateurs. A leur tour, ceux-ci vont amener des amis, professeurs, psychologues, animateurs... Au bout de quelques mois, seuls y restent deux artistes du théâtre : les autres ont préféré laisser la place aux « pros » de l'action sociale : une trentaine.

La préparation est longue et minutieuse : durant plusieurs mois, ils parcourent la province pour établir l'inventaire des institutions et des associations susceptibles de venir en aide aux jeunes. De cette façon, quel que soit le problème abordé, ils pourront fournir à leur interlocuteur une adresse ou un numéro de téléphone utile. Cela fait, il reste encore à régler des détails d'organisation. Heureusement, en ce domaine, ils pourront bénéficier de l'expérience hollandaise.

Finalement, le 1<sup>er</sup> décembre 1981, la ligne est ouverte : depuis cette date, elle accueille les appels de 16 à 20 heures, chaque jour, même le dimanche et les jours de fête.

Aujourd'hui, Hugo et Paula sont au téléphone. Ils ne paraissent pas vraiment enchantés de notre visite : ici, on tient au secret. Pas question de divulguer l'adresse de l'organisation, ni les noms des animateurs (3). L'anonymat doit rester la règle : si les enfants connaissent leur interlocuteur, ils seront probablement bien moins à l'aise dans leurs confidences.

« J'aimais, dit Paula, nous ne demandons le nom au bout du fil. C'est seulement lorsqu'il est mis en confiance qu'on se risque à lui demander son âge et son prénom. Ce qui nous sert à établir un dos-

sier. » Les animateurs du Kindertelefoon espèrent ainsi dégager certains cas-types suivant les catégories d'âges des jeunes qui les appellent.

Le local est très sommaire : une chambre au second étage d'une maison vétuste, dans la banlieue gantoise. Une grande table de bois où sont posés deux appareils et deux étagères chargées de classeurs et de fichiers. Sur les murs, quelques dessins d'enfants, naïfs et malhabiles.

En moyenne, on y reçoit quinze appels par jour, soit environ cinq mille prévus pour la première année, pour une ville de deux cent cinquante mille habitants. Pourtant, les animateurs ne sont pas vraiment satisfaits : une récente enquête dans les écoles de la région a montré que les enfants qui connaissent le Kindertelefoon viennent en majorité du centre-ville et appartiennent souvent à des familles plutôt favorisées. Dès que l'on s'éloigne vers la banlieue et, *o fortiori*, dans la campagne, la connaissance se fait moins précise. Ainsi d'ailleurs qu'au sein de l'importante communauté turque de Gand.

### « On frise le drame »

Au nombre d'appels, deux tranches d'âge se détachent : les dix-douze ans avec leurs problèmes affectifs (relations avec les copains, intégration au groupe) et les huit-dix ans qui, eux, ont plutôt des préoccupations d'ordre familial. Quelques appels émanent aussi des plus petits, à partir de six ans, mais, dans ce cas, il s'agit surtout de vaincre les peurs enfantines. Beaucoup plus sérieux apparaissent les appels des quatorze-seize ans qui représentent aussi un fort pourcentage de la « clientèle » du Kindertelefoon. Ici, les problèmes sont essentiellement sexuels.

La majeure partie des appels se font entre 16 et 17 heures, lorsque l'enfant est seul à la maison, quand les parents ne sont pas encore rentrés. Pour les plus âgés, les communications viennent souvent d'une cabine.

« Parfois on frise le drame », se souvient Peter. Ainsi ce garçon de onze ans qui a téléphoné il y a quelques mois, affolé, parce que son père battait sa mère. Peter était de permanence ce jour-là : « Je l'ai d'abord calmé et puis je lui ai demandé de me raconter son histoire. Ses parents étaient séparés, mais le père, un violent, revenait souvent à la maison. Il frappait sa femme devant son fils et il obligeait même celui-ci à regarder avec lui les films pornos qu'il ramenait. Dans ce cas, contrairement à la règle qui veut que nous n'intervenons jamais personnellement, j'ai fait en sorte que l'enfant puisse être confié à un oncle, parce que l'environnement familial direct était vraiment trop néfaste. » La plupart des problèmes évoqués sont, heureusement, beaucoup moins dramatiques.

Ce qui n'empêche que la tâche, au Kindertelefoon, est ardue : chaque membre du groupe s'engage à assurer la permanence téléphonique au moins huit heures par mois. Cela représente pas mal de temps si l'on y ajoute la réunion mensuelle à laquelle participent tous les animateurs.

Ici, nulle hiérarchie : chacun collabore en fonction de son

temps libre. Tout le monde est bénévole et personne ne tient à se doter d'une organisation contraignante. Pourtant, chacun des membres doit participer à un sous-groupe au moins, parmi les sept que compte le Kindertelefoon. Chaque sous-groupe, réuni deux fois par mois, comprend quatre ou cinq personnes chargées de tâches bien précises : mise à jour du répertoire des institutions, bibliographie, relations extérieures, etc.

Tous les trimestres, au cours d'un week-end, on procède à des simulations d'appels téléphoniques, afin d'améliorer la « technique ».

« Quand un enfant appelle, dit Lisa, tout est important : la voix de celui qui répond, le ton qu'il emploie, les questions qu'il pose. Il faut savoir écouter, et poser des questions qui stimulent l'enfant, des questions qui le font parler. Ainsi seulement on peut comprendre ce qui se cache derrière son discours. »

Les collaborateurs du Kindertelefoon ont un grand projet : ils veulent regrouper les informations qu'ils ont déjà obtenues sur les jeunes et les publier, à l'usage des responsables politiques et sociaux, comme cela se fait déjà à Amsterdam. « Comme ça, dit Peter, on pourra peut-être leur faire mieux comprendre ce qu'est vraiment la jeunesse et ce qu'ils doivent faire pour elle. »

Reste à trouver de l'argent... Les bénévoles qui font fonctionner le Kindertelefoon depuis un an vont bientôt atteindre la limite de leurs moyens personnels. Et la crise est là, qui ronge partout les budgets culturels. En attendant, ils vendent des autocollants, et même un disque qu'ils ont réalisé eux-mêmes.

Ei ! Ils espèrent susciter des vocations dans d'autres régions de Belgique.

CHARLES LEDENT.

(1) En néerlandais, le « téléphone pour enfants ».  
(2) La Grosseille.  
(3) Tous les prénoms cités dans cet article ont donc été changés.

la reconnaissance de l'importance du rôle de la science et de la technologie sur l'avenir des sociétés avec, à la clef, la question cruciale : qu'en faire ? Les travaux antérieurs du SPRU, son intérêt permanent pour les flux économiques et les facteurs qui influent sur les découvertes scientifiques le situent d'emblée dans cette problématique. C'est aussi pour des recherches sur ces domaines qu'il y a des possibilités de trouver de l'argent.

Le SPRU, en effet, vit essentiellement de contrats de recherche, en provenance de l'administration et des organisations internationales. Il assure sa survie financière depuis 1978, grâce à trois grands programmes quinquennaux de 5 millions de livres sterling chacun : « l'innovation technologique et la compétitivité », financé par le Leverhulme Trust ; « technologie et emploi », financé par le Science Research Council (qui répartit des fonds gouvernementaux) et « énergie », financé par le Science Research Council et le club Energy, qui comprend le département (ministère) de l'énergie, l'Agence de l'énergie atomique, la British Gas Corporation, la British Petroleum...

### Le mythe actuel des P.M.I.

Mais, dans ces grands programmes, les chercheurs déterminent librement leurs sujets d'exploration, et les « produits » du SPRU n'ont rien à voir avec les synthèses globales du type de celles des organisations internationales. Ils fournissent des éclairages précis sur des problèmes spécifiques. Le programme « énergie », par exemple, donne lieu à l'étude de la demande en l'an 2000 au Royaume-Uni, mais aussi à celle de « l'innovation dans l'industrie du charbon » et à l'étude des « modèles de changement dans la biotechnologie ». En outre, les chercheurs s'efforcent de trouver des sources de financement auprès d'entreprises (Unilever), de fondations (Ford, Marshall Fund, etc.) et de mécènes, pour des recherches moins classiques et proches de leur sensibilité, comme le programme Armement/Désarmement financé par le Joseph Rowntree Charitable Trust, qui veut rassembler toutes les données possibles dans ce domaine.

Au total, sur un budget annuel de 7 millions de livres (85 millions de francs), l'université en fournit seulement 10 % : les locaux et deux salaires.

Parmi les grands programmes et les grands thèmes d'étude en 1982, « innovation et compétitivité », dirigé par R. Pavitt, un ingénieur venant de l'O.C.D.E., et D.R. Rothwell, un physicien, a pour objet d'identifier les facteurs déterminants et l'impact des activités scientifiques et techniques et l'innovation.

S'inscrivent dans ce programme notamment :

- Des travaux sur le rôle des P.M.I. dans l'économie : un ouvrage de D.R. Rothwell et D.W. Zegfeld « *Le mythe actuel des P.M.I.* » le caractère parcellaire des données dont on dispose sur leur compte et les pièges des comparaisons entre des entreprises appartenant à des secteurs différents, la nécessité de les étudier en fonction de leur cycle de vie.

- Des travaux sur l'évaluation de la recherche, notamment l'évaluation des « résultats » de quelques grands centres dans les domaines de l'énergie, de l'optique, de la radioastronomie. Un travail d'évaluation du CERN (Centre européen de recherche nucléaire) est en cours (1). Des

travaux d'évaluation des mécanismes de soutien à l'innovation ont été effectués pour le gouvernement norvégien : on a étudié les relations entre la recherche et les firmes industrielles, pour fournir des propositions concrètes au ministère norvégien de l'industrie. Le SPRU s'attache aussi à rassembler systématiquement des données sur la recherche et le développement (R-D), les innovations, les brevets.

Le programme « changement technologique et emploi », dirigé par Christopher Freeman, est essentiellement concentré sur les aspects économiques du changement technologique et de l'emploi. Parmi les travaux les plus récents et les plus marquants il faut signaler :

- Une revue de la littérature macro-économique, en cours de publication, sur les relations entre l'investissement, le changement technologique et le niveau de l'emploi, effectuée par C.M. Cooper et J.S. Clark.

- La mise au point de « modèles » de prévision des relations entre le changement technologique et le niveau de l'emploi, développés par D. Clark.

- Les travaux de Christopher Freeman sur les « cycles de Kondratieff » et l'impact des techniques sur l'emploi (Kondratieff a identifié des rythmes de croissance et de décroissance économiques : une succession de tendances longues à la hausse, de trente à quarante ans, par cycles, de sept à dix ans, suivies d'un mouvement général de baisse). C'est l'objet du tout récent livre, édité chez Frances Pinter, *Unemployment and Technical Innovation* (chômage et innovation technique).

- Des travaux sur les conséquences psychologiques et sociales de l'absence d'emploi, menés sous la direction de Marie Jahoda. Ils mettent en évidence la fonction de « structuration du temps » du travail, fonction qui peut être remplie par bien d'autres formes d'activité (elle étudie notamment des groupes de mendiants équilibrés !).

### Des milliers d'agendas

- Des travaux sur l'évolution des modes de vie à partir d'un minutieux épilage de données, sur de longues périodes ou sur des « budgets-temps » (par exemple l'étude de milliers d'agendas, rachetés à la B.B.C. qui les avait utilisés pour suivre l'évolution des taux d'écoute) (2). Ils contredisent quelques thèses à la mode sur la division du travail, le partage entre le travail formel et le travail informel, le volume des activités domestiques (qui va croissant avec la technologie avancée). Ces recherches sont prolongées par un projet, financé par le programme Fast, sur l'avenir de l'emploi dans les services, dans les différents pays d'Europe (3).

Le programme « énergie » est destiné à identifier la demande dans chaque secteur et les mécanismes pour améliorer l'efficacité des innovations dans le domaine. Dirigé par John Surrey et John Chessire, le « groupe énergie » procède, entre autres, à des études sur l'exploitation du pétrole en mer du Nord et ses conséquences sur l'économie britannique, et sur le nucléaire. Ces dernières ont suscité pas mal de vagues, les chercheurs démontrant que le programme nucléaire britannique repose sur des perspectives de demande surestimées, et opère une ponction excessive sur la capacité nationale d'investissement (4). L'équipe a aussi réalisé une évaluation des différentes techniques nucléaires utilisées dans les pays autres que l'U.R.S.S.

D'importants travaux effectués dans le domaine des relations entre la technologie et le développement par une filiale du SPRU, l'Institut d'études sur le développement (I.D.S.), créée et animée par C.H.G. Oldham, et dont les chercheurs parcourent le monde, essayant de créer des

équipes locales opérationnelles de développement.

Le SPRU est non seulement connu, mais « reconnu » en Europe dans les milieux de la recherche et de la prospective. Plus qu'aux Etats-Unis, où ses thèses sur l'économie « informelle » (5) heurtent celles de la « société post-industrielle » et sans doute aussi parce qu'il est ressenti comme trop européen (ou trop peu atlantique). En Grande-Bretagne, d'après Christopher Freeman, seulement 10 % des Britanniques ont entendu parler de son travail : ceux qui sont proches du domaine. C'est d'autant plus étonnant que la règle d'or du SPRU est de tout publier, quelles que soient les difficultés que cela peut provoquer avec les « sponsors » des études, et que le rythme des productions est impressionnant : livres, rapports, articles, « occasional papers », communications. Mais les chercheurs, très universitaires d'esprit (et là encore loin des Américains), sont plus préoccupés de reconnaissance « académique » que d'information du citoyen. Ce n'est pas la moindre de leur ambiguïté. Ian Miles, chargé de la « promotion » des travaux du SPRU (pour des raisons de survie alimentaire), se heurte à la peur des chercheurs d'avoir l'air de se faire de la publicité et de vouloir faire du profit. Par leur forme et leur niveau de lisibilité, leurs publications s'apparentent à des documents de travail et de réflexion, ce qui restreint leur impact.

Curiex, en effet, ces chercheurs du SPRU, démocrates et élitistes à la fois, « alternatifs » dans l'âme (beaucoup militent contre le nucléaire, en faveur de nouveaux modes de vie, d'habitat, de structure familiale) (6) et financés par l'administration ; sans illusions sur leur pays (« *We are bad* ») mais sans découragement ; travaillant sur la science et la technique, mais surtout concernés par les changements dans les valeurs et les modes de vie. Venus des sciences sociales pour la plupart, ils ont tous une solide formation en statistiques et en informatique. Défendus, paraissant avoir du temps pour tout, et prolifiques.

On leur reproche d'être plus des critiques que des « promoteurs ». Ils seront - ils sont déjà - confrontés à des problèmes de survie. Christopher Freeman prend sa retraite dans deux ans. Le gouvernement conservateur n'a pas un œil très tendre pour une équipe qui le critique ouvertement (7), qui rompt la sacro-sainte règle du secret et qui nourrit le corps de doctrine du Labour. Les trois grands programmes vont s'achever en même temps, et même l'I.D.S. voit déjà son budget réduit de 40 %.

Qui saura reconnaître dans la Grande-Bretagne en crise que les contre-pouvoirs sont un signe de santé ?

ANNIE BATILLE.

(1) *La Recherche*, n° 128, read compte de l'évaluation des quatre grands centres d'astronomie : Cambridge (G.B.), Jodrell-Bank (E.U.), Westerbork (R.F.A.), M.P.I. (Pays-Bas) et de la méthodologie utilisée pour les évaluer.

(2) *Changing Times : Activity Patterns in Britain, 1973-1975*, de J. Gerstlitz et G.S. Thomas, Oxford University Press, 1982.

(3) De ce programme sont sortis plusieurs ouvrages, notamment *Employment Economics and Technology*, de C.M. Cooper et J.A. Clark, 1982 (Hassocks, Wheats Heaf), *Social Innovation and Division of Labour*, de J. L. Gerstlitz, 1982 (Oxford University Press), *New Technology, The Past Office and The Union of Post Office Workers*, 1980 (Union of Communication Workers ed.).


(4) Doivent paraître : *Evaluating the World Nuclear Industry*, de G.S. McKerrin, et *Survival and Leadership in the World Nuclear Industry*, de W.B. Walker.

(5) On appelle ainsi ce qui échappe à la règle du système économique : le secteur « non marchand » dans un régime capitaliste, mais c'est le secteur marchand dans un régime collectiviste.

(6) Voir *Technicalities and Fantasy About Men and Women*, de Marie Jahoda, publié dans *Futures*, octobre 1975.

(7) Néanmoins, les organismes officiels de l'énergie atomique, très irrités au début de la publication des travaux, semblent s'être attachés à l'équipe et continuent à la financer.

**MP**  
Le spécialiste du diamant



Ce pendentif saphir et diamant vaut 6.600 F avec le Crédit MP vous le porterez sans attendre avec un versement comptant de 660 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier. Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Emeraude.

**MP**  
4, pl. de la Madeleine 260.31.44  
86, rue de Rivoli  
138, rue La Fayette

Nouveau superbe catalogue couleur gratuit sur demande

150

# Tourisme généalogique

Tout est compris dans le forfait : le voyage des Etats-Unis en Irlande, des ancêtres garantis et, éventuellement, la voiture pour la visite des lieux originels

L'AÉROPORT de Shannon, sur la côte Ouest, accueille chaque année, par milliers, les lointains descendants des émigrants d'autrefois. Ils habitent dans le Connecticut, le Montana, à Brooklyn ou ailleurs... mais tous, dans les registres des *Bed and Breakfast* où ils logent, inscrivent à « nationalité » : « *Irish-American* » ou parfois « *Irish* » tout court. Après avoir égrené ses fils aux quatre vents pendant trois siècles, l'Irlande d'aujourd'hui est devenue la terre promise, le temps d'un été, pour des milliers de pèlerins du retour, dont 90 % d'Américains. Pour beaucoup, le fait de flâner le sol ancestral et de humer l'air pur de la vieille Erin ne suffit plus : avec une frénésie farouche, poussée parfois jusqu'au fanatisme, ils se lancent dans la recherche du foyer ancestral, de ce lieu qu'ils pourront ainsi appeler « leur », où vivait l'aïeul avant d'en être chassé par les persécutions et la famine.

Les Irlandais d'Amérique ont toujours été fidèles à leur identité et à leur culture. Mais le désir de se sentir rattaché personnellement à une contrée déterminée de la vieille Irlande est récent. Les entreprises généalogiques de l'*Irish Connection* n'ont commencé à devenir à la mode que vers le début des années 70.

Contrairement aux apparences, les Kennedy - Irlandais d'Amérique illustres s'il en est - n'auraient pas été pour grand-chose dans cette vogue. Le déclin aurait été donné par *Roots* (Racines), l'œuvre de l'écrivain noir américain Alex Haley. Dans son livre, celui-ci relate l'épopée de ses ancêtres, anciens esclaves, jusqu'au moment de leur enlèvement par des négriers arabes. Son livre a montré que la recherche généalogique était chose re-

lativement simple et peu coûteuse.

Grâce aux bons soins de l'Office du tourisme irlandais, la Bord Failte, cette rage de se redécouvrir, a été canalisée pour devenir une entreprise aussi sérieuse que lucrative.

La Heraldie Artists, par exemple, investit dans la fabrication et le commerce d'un large choix de blasons armoriaux - bois vernis, dorures à volonte - frappés des plus illustres noms de la vieille Irlande. Martin O'Boine, son directeur, se justifie sans complexe : « Ce n'est pas avec notre climat qu'on pourra encourager le tourisme chez nous ; alors, si certains vendent du soleil, nous vendons des ancêtres. »

Mais l'écusson héraldique soulève les liens entre « nobles Murphy » et « vaillants O'Brien » ne devrait être que l'arrivée du parcours généalogique ou bien il n'est que l'empilement d'un fainéant quelque peu triebur. Avant toute chose, le pèlerin du retour doit découvrir « son » lieu d'origine.

Les premiers débroussaillages de racines étaient issus de toutes les couches sociales - ce qui reste vrai - et presque tous d'âge mûr - ce qui ne l'est plus. Ils arrivaient en Irlande pour se livrer à un aimable passe-temps. Avec un minimum de conseils et de savoir-faire, ils se lançaient eux-mêmes dans le long et poussiéreux dépouillement des tonnes d'archives éparpillées en divers bâtiments de Dublin : registres paroissiaux, actes notariés, listes des payeurs de dîme, registres de corps de métiers... Mais ces recherches exigent énormément de temps, et, lorsque la vague survient, les services généalogiques de la ville de Dublin - pourtant fort compétents en matière d'exhumations de ce genre - furent submergés d'appels au secours

émanant d'autant de Kelley, O'Sullivan et de Casey en détresse. D'où la naissance d'offices secourables.

La Hibernian Research est la seule qui soit reconnue par l'Association des généalogistes irlandais et par la Bord Failte : un Américain de trente-quatre ans, Thomas C. Lindert, en est le directeur et le fondateur. A son apparition sur le marché des ancêtres au début de 1980, la Hibernian Research pensait vendre uniquement par correspondance. Cent dollars garantis - soit un retour en arrière garanti jusqu'à l'année 1864 - date du premier registre d'état-civil en Irlande. Modestes débuts, une cinquantaine de clients pour cette première année de travail... Puis, courant 1981, un événement prestigieux surgit et contribua grandement à assurer le lancement de la société. Le plus aristocratique des almanachs aristocratiques, le « *Debrett's* » de Londres, fit appel à elle pour retrouver les aïeux du président Ronald Reagan. Les résultats de l'enquête - 50 à 60 heures d'archiviste - révélèrent sans aucun doute possible que la famille Reagan (Regan) est originaire de Doolis dans les domaines paroissiaux de Ballyporeen, comté de Tipperary. Plus encore que les coordonnées géographiques, d'un intérêt somme toute limité pour un président, l'enquête eut le bon goût d'associer les origines à la fin populaire - l'aïeul Thomas Regan, né à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, était un simple métayer - et mblés du président - les Regan seraient les descendants d'un neveu du d'Irlande Brian Boru, au X-XI<sup>e</sup> siècle, et en même temps, avec le conditionnel qui s'impose, apparentés au héros légendaire, Conn des Cent Batailles.

Les Irlandais s'amuse de cette histoire et en profitent allègrement. Ainsi, à Ballyporeen s'est installé un « agent immobilier » spécialisé dans la vente de morceaux de tourbe irlandaise de 30 cm3 délivrés avec titres de propriété en bonne et d'ne forme.

Si les Irlandais d'Amérique forment le gros de la troupe, il y a aussi des émigrants canadiens, australiens, néo-zélandais et même argentins. Le cas des Australiens est assez intéressant : ouvrir au bistrot le passé trouble d'une colonie fondée sur la déportation et le bagne est, on s'en doute, une affaire délicate. Telle cette dame convaincue que son trisaïeul était parti en Australie volontairement. Hélas, une fois libérés, les fins limiers de la documentation rapportent le gibier quel qu'il soit. Dans le cas présent, ils découvrirent que non seulement l'ancêtre avait été un faussaire notaire, mais que tous les habitants de son hameau avaient signé des dépositions sous serment soulignant le « vil caractère du sus-nommé ».

## Démocratiser

Les Américains voulaient donc des ancêtres, l'Irlande en avait justement à revendre. Il restait à mettre le passé personnalisé à la portée de toutes les bourses. Soucieux de démocratiser la généalogie, Thomas C. Lindert partit en mars 1982 comme « envoyé spécial » de la Bord Failte en Amérique où il anima une série de programmes radiotélévisés intitulés : « Les elans d'Irlande sont aussi les vôtres ».

« Nous avons eu un triomphe, se souvient-il, parvenu les standards sont restés bloqués des heures et des heures », les Sweeney, Ryan, O'Leary et autres se révélaient... Mais la « tournée américaine » du directeur de la Hibernian Research avait aussi pour but la promotion d'une nouvelle formule de vacances : Irish Heritage Vacation, une en-

treprise commune de Hibernian Research, de la Bord Failte, de la Compagnie nationale Aer Lingus et d'une agence de voyages, Shannon Castle Tours.

La formule proposée est simple : deux mois avant son envol pour le pays perdu, le client envoie à Hibernian Research un chèque de 75 dollars et une fiche indiquant les détails essentiels à l'enquête. A son arrivée à l'aéroport de Shannon, le lieutenant O'Neill, Flanagan, Doherty... est informé du nom de son gars personnel. Et, s'il a choisi le forfait à 90 dollars, il aura droit à un entretien d'une heure en tête à tête avec le ou la généalogiste responsable de son passé. Ensuite, hardi pèlerin, il suivra les panneaux routiers en voiture - avec ou sans chauffeur, - en car ou à bicyclette... Grâce à cette formule, Thomas C. Lindert estime à près de quatre mille le nombre de dossiers traités par son équipe.

Les Irlandais s'amuse de cette histoire et en profitent allègrement. Ainsi, à Ballyporeen s'est installé un « agent immobilier » spécialisé dans la vente de morceaux de tourbe irlandaise de 30 cm3 délivrés avec titres de propriété en bonne et d'ne forme.

Si les Irlandais d'Amérique forment le gros de la troupe, il y a aussi des émigrants canadiens, australiens, néo-zélandais et même argentins. Le cas des Australiens est assez intéressant : ouvrir au bistrot le passé trouble d'une colonie fondée sur la déportation et le bagne est, on s'en doute, une affaire délicate. Telle cette dame convaincue que son trisaïeul était parti en Australie volontairement. Hélas, une fois libérés, les fins limiers de la documentation rapportent le gibier quel qu'il soit. Dans le cas présent, ils découvrirent que non seulement l'ancêtre avait été un faussaire notaire, mais que tous les habitants de son hameau avaient signé des dépositions sous serment soulignant le « vil caractère du sus-nommé ».

Parfois, pourtant, c'est l'inverse. Une autre cliente australienne était persuadée que son aïeul avait été une criminelle endurcie. L'enquête mit à jour une histoire tragique, fréquente en ces temps-là : l'ancêtre avait été déporté en 1830 à l'âge de quinze ans pour avoir emprunté la cape de sa maîtresse pendant quatre heures.

Plusieurs grandes familles françaises ont fait récemment appel aux services de Hibernian Research. Nombre de cimetières anciens en terre gaélique bercent le repos de descendants des huguenots de La Rochelle, des armées illusoires du roi déchu Jacques II (inhumé à Saint-Germain-en-Laye) et, plus tard, de soldats républicains du général Humbert lors de son éphémère débarquement tandis que la France accueillait et assimilait les exilés qui, de Louis XIV à Napoléon I<sup>er</sup>, vinrent se mettre à son service.

Si d'ailleurs les Rochefoucault ou les Desforges ou de Gaulle (la grand-mère du général était irlandaise) se sentent attirés par des jeux de piste de la généalogie celtique, Heraldie Artists a publié pour eux un guide, *Sur la trace des ancêtres*, mode d'emploi parfait : on y trouve jusqu'à la recette chimique (infaillible) pour délimber la pierre tombale de l'humide lichen déposé par le temps.

KIM GORDON-BATES.

## NEWSWEEK

### Un traitement de choc

Les voleurs de mallettes devront se méfier à l'avenir, à moins d'être masochistes, à en croire Newsweek. Une firme américaine a produit une qui ne se distingue en rien des vulgaires attaches-casques que l'on voit partout, plus ou moins luxueuses. Si tout autre que son propriétaire le soulève pour l'emporter ou l'arrache à qui de droit, seize secondes après il recevra toutes les deux secondes une décharge électrique de 4 000 volts. Et s'il l'emporte à quelque 5 mètres de son propriétaire, une sirène d'alarme se

fera entendre sans arrêt. Les deux méthodes de défense fonctionneront aussi si quelqu'un essaye indûment de forcer la serrure en l'absence du propriétaire.

C'est que cette mallette contient un circuit intégré qui constitue un récepteur radio branché sur un émetteur miniaturisé que le propriétaire du bagage porte sur lui. Et que lui seul peut régler sur l'ouverture... Le prix de cette merveille sera de plus de 8 000 francs.

## LOS ANGELES TIMES

### Une intimité à éviter

Selon le *Los Angeles Times*, les administrateurs des universités américaines sont bien embarrassés devant le nombre croissant d'étudiants qui se plaignent d'un harcèlement sexuel de la part d'enseignants. Les plaintes concernent aussi bien « des collégiens lascives » que des « propositions physiques concrètes ».

« Mais les administrateurs répugnent à codifier le comportement entre adultes consentants. Et peu de campus édictent des règlements concernant spécifiquement les rapports sexuels entre les élèves et les enseignants. Et nombre de couples passent outre la loi non écrite à ce sujet... »

Un professeur de Berkeley enregistra simplement que « nombre d'enseignants universitaires se sont mariés avec d'anciens élèves ou les ont épousés ».

Un autre professeur estime qu'il s'agit « d'une baisse du niveau professionnel » et que le fait est dû en grande partie aux suites « de la fin des années 60, où le professeur a commencé à être moins une personne ayant une mission importante que, tout simplement, un des membres de la bande ».

D'autres enseignants voient là une conséquence de l'attitude généralement plus libérale de la société en ce qui concerne les relations sexuelles, du nombre plus élevé de femmes enseignantes et de la présence d'étudiants qui reprennent des études à un âge plus avancé. Mais, surtout, constate un enseignant qui a vingt ans d'expérience : « Il faut savoir garder certaines distances pour pouvoir enseigner. Quant l'intimité s'en mêle, alors enseigner devient très difficile, sinon impossible. »

## NORINFORM

### Vingt ans de patience

« Il a fallu vingt ans d'essais patients à Arne Bruun, écrit Norinform, bulletin du Conseil norvégien d'information, pour mettre au point un procédé pour lequel il vient seulement de déposer le brevet, qui permet de démarrer en toute sécurité sur le verglas. »

« L'inventeur se borne à indiquer qu'il s'agit d'un différentiel de glissement, contrôlé hydrauliquement. Au fur et à

mesure que l'automobiliste appuie sur l'accélérateur, l'énergie se concentre sur les roues qui agrippent mieux le sol et la voiture peut démarrer au lieu de patiner. Cette invention peut être utilisée sur tous les types de voitures, même sur celles à traction avant. Son coût de fabrication varie entre 210 et 665 francs. Elle ne nécessite aucun entretien et est inusable. »

## LE SOIR

### Des ordinateurs illettrés

Il semble bien que les ordinateurs dont les humains craignent la concurrence ne puissent pas apprendre l'orthographe jusqu'au bout, du moins en ce qui concerne les modèles utilisés couramment.

Ainsi, le *Saïr*, quondam bruxellois écrit : « Une lettre annonçant à la presse le premier salon international des spécialités gastronomiques (le *Tavola 82* », à Courtrai, du 26 au 28) nous salue par un étonnant

post-scriptum : « Ne cherchez pas les accents : notre micro-ordinateur les ignore superbement... à notre grand regret. »

« Espérons pour les adeptes de cette rénovation de l'orthographe que les maîtres de leur salon ne considèrent pas que le poivre, le sel et les sauces sont tout à fait superflus. Nous mettrons quand même l'accent sur leur manifestation. »

## JOURNAL DE GENEVE

### Un rêve de lenteur

La querelle sur l'opportunité des limitations de vitesse pour les automobiles et les dispositions prises dans différents pays inspirent au quotidien suisse *Journal de Genève*, l'encadré suivant : « Tandis que les Suisses hésitent gravement à introduire la limite de 60 kilomètres à l'heure dans les localités pour les véhicules, l'Allemagne de l'Ouest, nous apprennent les agences, se penche sur un projet qui la porterait à 30 km/h.

(sauf pour les rues principales). Si l'on poursuit dans cette voie, ce sera très intéressant, et le jour n'est plus très loin où l'on verra les piétons dépasser - à gauche - les voitures, où les cycles entrecroiseront gaiement les carrosseries de Mercedes. Ou, à leurs risques et périls, les voitures devront se faufiler entre deux colonnes compactes de piétons. « Chauffard » cristallise en un monsieur qui dépasse à 8 km/h. Je rêve. »

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

#### VIN D'ALSACE

Toute la gamme directement du producteur. Une des caves les plus réputées du vignoble ALSACIEN.

Demandez notre tarif.  
LES PRODUCTEURS RÉUNIS  
DE PFAFFENHEIM-  
QUEBERSCHWIHR  
ET ENVIRONS  
68250 PFAFFENHEIM,  
au bord de la R.N. 83  
Tél. : (088) 49-61-08.

Découvrez le HAUT-MEDOC  
LE CHATEAU DILLON  
Vente directe - Prix franco  
LYCÉE AGRICOLE, DÉPARTEMENT.  
33290 Blanquefort - Tél. 35-82-27

MERCUREY, vœux directs  
propriété 12 bouteilles 1980, 327 F  
TTC franco dom. Tarif sur demande.  
Tél. : (83) 47-13-94.  
Modrin viticulteur,  
71560 MERCUREY.

#### GRAND VIN DE BORDEAUX

Appellation France contrôlée  
GUILLOU-KEREDAN, propriétaire  
Château Les Trois-Croix  
33128 FRONSAC  
Demande de tarif.  
Se recommander du journal.

VINS FINS DE BORDEAUX. MÉDAILLES  
conc. agric. Rouge Blanc Rosé. Bordeaux, du côté  
Sud, sur la rive, à Saint-EMIL, viticulteur,  
Château Vieux-Moulin, 33141 VILLEGOUDE

#### CHATEAU SAINT-ESTÈVE

Propriétaire-Récoltant  
Grand Vin des Côtes du Rhône  
50 médailles  
OFFRE SPÉCIALE DÉGUSTATION  
se recommander du MONDE  
12 bouteilles assorties  
Chât. St-Estève, rouge (1979-80-81)  
A.C. Côtes du Rhône, mise d'origine  
222 F. Livré à domicile  
G. François, viticulteur  
Saint-Estève  
Uchiuac, 84100 Orange  
Tél. : (90) 34-34-04

### Produits régionaux

FOIES GRAS ET CONFITS DU GERS  
« GERMAINE CASTERAN »  
Vente par correspondance  
CERSICA, 32700 LECTOURE  
Tél. : (62) 68-78-22

#### HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA

Produit naturel de renommée mondiale.  
Catalogue et tarif M gratuits.  
Demande à STE HELIOLEINE, B.P. 37  
SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cedex.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Grant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beauvère-Méry (1944-1985)

Jacques Fauvet (1985-1982)

Imprimerie :

« Le Monde »

5, rue de la Harpe

PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles,

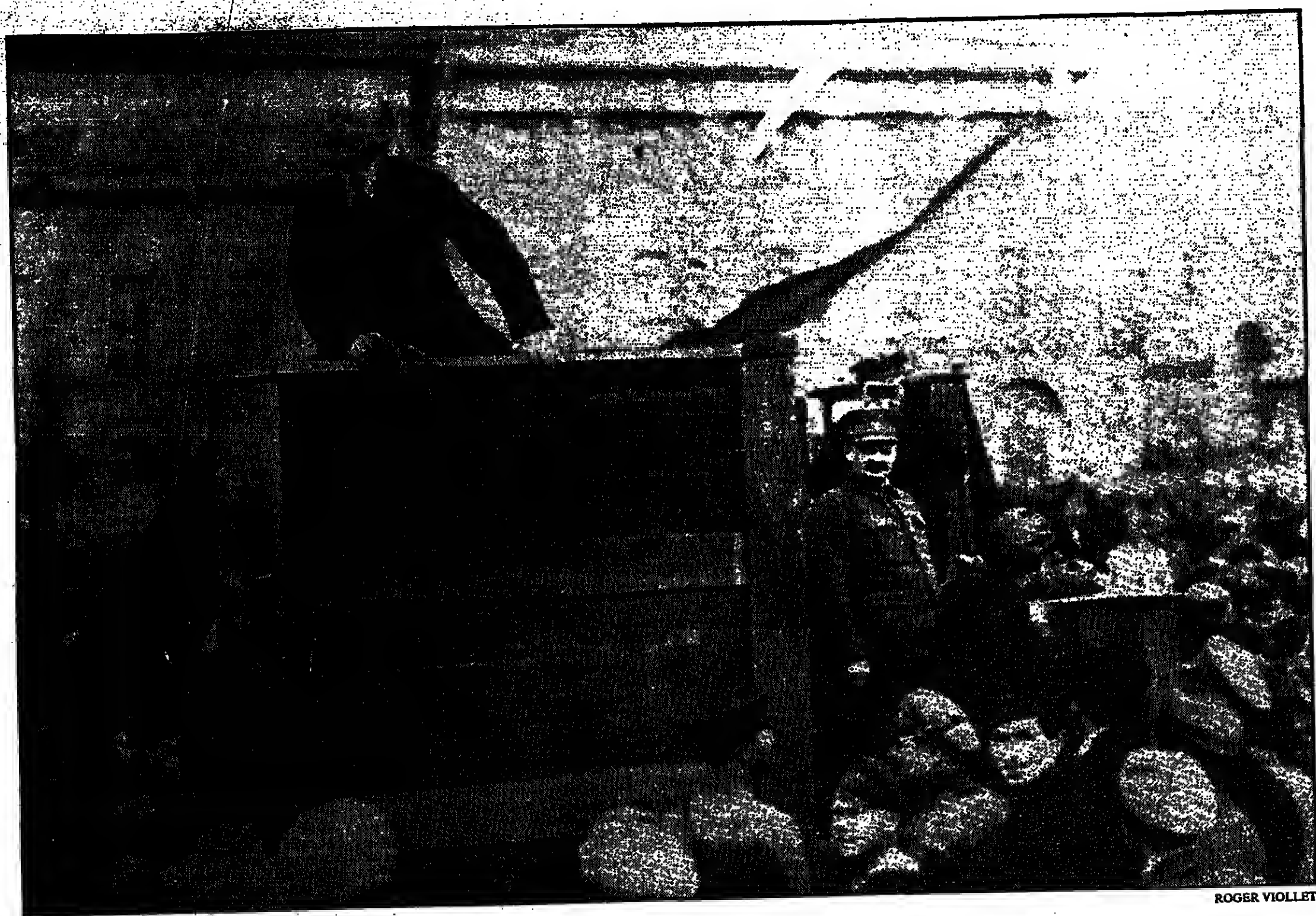
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437.

ISSN : 0395 - 2037.





ROGER VIOLLET

## CLEFS

# Charles Bettelheim et la « révolution capitaliste » d'Octobre

Économiste marxiste, Charles Bettelheim est un spécialiste de la société soviétique.

Après avoir longtemps pensé que Staline avait trahi l'œuvre de Lénine, il considère maintenant que la révolution d'Octobre n'était elle-même qu'un « type particulier de révolution capitaliste ».

**C**HARLES BETTELHEIM, soixante-neuf ans, est considéré comme l'un des principaux économistes marxistes français. Ses travaux sur l'emploi, l'investissement et l'économie en France ont fait date. Ses analyses de l'économie allemande sous le nazisme, de l'économie indienne aux prises avec le sous-développement, de l'économie chinoise, sont aujourd'hui encore largement utilisées. Mais sa notoriété repose surtout sur ses diverses études de la société soviétique. La planification soviétique, l'entreprise d'État et la gestion « socialiste », le problème fondamental posé par le couple propriété/possession, constituent les domaines décrits par Charles Bettelheim.

Longtemps son itinéraire politique accompagna celui du P.C.F., même si ses réflexions théoriques et idéologiques l'en éloignaient de fait. La découverte de la Chine et de la pensée de Mao, son intérêt pour les travaux de Louis Althusser et de son équipe l'amènèrent, au cours des années 60, à se séparer complètement du marxisme soviétique et de ses partisans. L'étude du révisionnisme devint une de ses préoccupations.

Le troisième volume de *Luttes de classes en U.R.S.S.* (Le Seuil-Maspero) est paru en mai 1982, et le tome IV et dernier doit sortir à la fin de cette année. Cette

extraordinaire et cruelle épopée — événement majeur de notre siècle — trouve en Charles Bettelheim un analyste rigoureux et véhément.

« Dans l'avant-propos du tome I, en 1974, vous faisiez part de votre nouvelle appréciation du système soviétique et vous rompiez avec vos analyses d'avant 1969. Le second volume marque aussi une certaine modification quant au rôle de Lénine, ou à la périodisation de l'histoire révolutionnaire russe, par exemple. Les tomes III et IV témoignent-ils aussi d'un changement important dans le mode d'approche et dans les conclusions ? »

« En 1968 et en 1969, j'ai rédigé un travail non publié qui visait à analyser le fonctionnement de la société soviétique contemporaine. Pour ce faire, je parlais des schémas marxistes qui considéraient l'U.R.S.S. comme un pays dans lequel le capitalisme avait été restauré et dont le parti avait totalement révisé les principes marxistes-léninistes. Mais, arrivé à la fin de cette étude, je constatai que les mécanismes de l'économie soviétique étaient peu différents de ceux de l'époque stalinienne : il s'agissait bel et bien des mêmes rapports d'exploitation. J'en conclus que cette réalité soviétique n'était qu'une forme transformée de la

société stalinienne dont elle était issue. Il me fallait donc reconsidérer toute l'histoire depuis 1917. Du reste, si le dernier volume s'arrête en 1941, c'est que tout se trouve en place à cette date. L'U.R.S.S. d'après se reproduit à partir de cette matrice.

« Dans le tome I, Lénine semble avoir été trahi par Staline, ce dernier dirigeant une « contre-révolution ». Dans le tome II, Lénine porte une part de responsabilité dans les « déviations » futures. Aujourd'hui, vous établissez fermement une filiation directe entre Lénine et Staline. Pourquoi ? »

« Je ne pense plus, aujourd'hui, après cette longue investigation historique, que la révolution d'Octobre soit une authentique révolution socialiste prolétarienne. Je ne pense plus que les années 30 soient une « contre-révolution » conduite par Staline au nom de l'efficacité, de la croissance des forces productives et du nationalisme russe. J'opère une remise en cause profonde et argumentée de ce schéma. Un réexamen minutieux des textes et une mise en rapport plus critique de ces textes avec l'ensemble des pratiques politiques du parti m'ont amené à considérer la révolution d'Octobre comme un type particulier de révolution capitaliste.

« En effet, la révolution bolchevique a réellement porté au pouvoir un parti qui parlait au nom du prolétariat, mais qui, de

fait, agissait bien souvent contre les intérêts de ceux qu'il prétendait représenter. Les travaux de Mare Ferro sont sur ce point particulièrement éloquent. On ne peut justifier une pratique, quelle qu'elle soit, par une lecture réductrice de la conjoncture, surtout lorsque cette pratique survit aux événements supposés l'avoir engendrée. Ainsi la guerre civile, la désorganisation de l'économie, la faim dans les villes... ne suffisent pas à expliquer le renforcement du parti. Octobre renforce le capitalisme au nom des idéaux socialistes et ce malgré la subjectivité des acteurs d'une telle histoire.

« La NEP reste une période très particulière qui ne fait pas l'unanimité au sein du parti. Pour certains, il s'agit d'un pas en arrière. Pour d'autres, cela représente une phase obligatoire dans l'édification d'une société nouvelle, phase durant laquelle cohabitent un secteur d'État puissant et un secteur privé. Cette économie mixte se socialisera progressivement : par exemple, l'agriculture sera collectivisée par le biais des coopératives, sur la base d'une adhésion volontaire, etc. Tout cela reste vague... Ce qui est certain, c'est qu'un tel scénario visait à établir une économie mixte allant progressivement au socialisme. Très vite la « droite » est éliminée, Boukharine est neutralisé, Staline accélère la collec-

tivisation, décidée d'en haut, des terres.

« Le parti, dorénavant, décide de tout. Il est omniprésent et s'efforce d'être présent dans chaque initiative, chaque action, chaque décision. En même temps, il est renouvelé. Après la NEP, les vieux bolcheviques se réduisent encore mais pour d'autres raisons : ce n'est pas le vieillissement organique, mais les purges, les éliminations permanentes, qui font que seuls quelques-uns survivent. La « nomenklatura » est établie à cette époque et constitue le noyau d'une nouvelle bourgeoisie.

### Capitalisme de parti

« Comment peut-on la caractériser ? »

« C'est une bourgeoisie particulière, dans le sens où elle ne possède pas individuellement les moyens de production, c'est le parti qui en détient les conditions d'appropriation, alors que c'est l'État qui en est propriétaire juridiquement. En France ou aux États-Unis, dans ce qu'on appelle le « capitalisme libéral », la bourgeoisie est aussi propriétaire collectivement des moyens de production en tant que classe sociale, mais la forme juridique d'une propriété individuelle. En Union soviétique, les rapports capitalistes qui se développent au cours des premiers plans donnent

naissance à des rapports d'exploitation dont la reproduction est gérée par le parti. Je propose d'appeler ce capitalisme un « capitalisme de parti ».

« Le capitalisme existait en 1917, Lénine en a étudié les conditions de développement. Que se passe-t-il en 1917 ? Comment le capitalisme de l'époque tsariste s'intègre-t-il au capitalisme d'État qui va se constituer ? »

« C'est une question qui comporte plusieurs dimensions. Pour vous répondre rapidement, je dirais que la révolution a étatisé le capital et de ce fait l'a nationalisé, dans le sens où elle a confisqué ce qui appartenait aux capitalistes étrangers.

« Le parti bolchevique s'intéresse vivement aux projets d'industrialisation que la bourgeoisie nationale russe concevait juste avant la guerre. Il n'est pas étonnant de voir au Gosplan des gens qui avaient participé à l'élaboration de ces projets dans les instances patronales. Bien souvent, ils sont éliminés au cours des années 30, car leur ambition reste trop modeste aux yeux du nouveau pouvoir qui rêve de rattraper et de dépasser les U.S.A... Ces intentions du parti se sont révélées irréalisables et conduisent l'économie soviétique au bord du chaos.

THIERRY PAQUOT.

(Lire la suite page X.)

IX

سكنى من الامم



## Charles Bettelheim

(Suite de la page IX.)

La fraction de spécialistes, voire de patrons, qui collaboraient avec le parti à la fin de la NEP avaient en commun avec les bolcheviques la volonté d'industrialiser le pays et, par conséquent, de constituer rapidement un prolétariat. Ils partageaient aussi un nationalisme exacerbé, l'U.R.S.S. devait à tout prix — et le peuple en a effectivement connu le prix sans en avoir les résultats — devenir une puissance économique rivalisant avec les U.S.A., mais en étant plus « rationnelle ».

La collectivisation forcée des terres va « libérer » de la main-d'œuvre pour l'industrialisation. Cette période ressemble à ce que Marx nomme « accumulation primitive ». Vues, vous préférez qualifier cette situation de mise en place d'un quasi-servage. Qu'entendez-vous par là ?

La collectivisation des terres s'accompagne d'une terrible répression, d'arrestations en nombre impressionnant, de déportations massives de familles entières vers des régions inhospitalières, de règlements de comptes sordides. Tout cela fait croire rapidement la population des camps. La collectivisation entraîne aussi une profonde désorganisation de la production, ce qui se traduit par des récoltes catastrophiques, la famine, puis la disette persistante. Le coût démographique de cette opération est énorme, il se chiffre par des millions de morts.

Cette « réforme agraire » est en outre une vaste opération d'asservissement : je parle de « quasi-servage », car les paysans deviennent des kolkhoziens n'obtenant même pas un salaire en échange de leur travail, ce ne sont pas des prolétaires. Ils reçoivent le strict minimum pour survivre. Le parti est finalement obligé de procéder à l'attribution de lopins privés pour maintenir les kolkhoziens en état de produire sur les terres collectives.

Je parle de quasi-servage également parce que les kolkhoziens ne font pas de différence entre leur situation et celle des serfs de l'ancien régime ; quand un kolkhozien reçoit l'autorisation de quitter la ferme pour aller en ville, il dit qu'il a obtenu sa « lettre d'émancipation », il utilise le même langage que le serf qui était émancipé un siècle auparavant... Le kolkhoze fonctionne comme une grande exploitation minière féodale seigneuriale. Évidemment, en fait, des paysans peuvent parier sans autorisation ; pendant un certain temps, ils peuvent se faire embaucher sur des chantiers, car la demande en main-d'œuvre est importante. Mais cette situation de flottement cesse lorsque Staline fait rétablir le passeport intérieur, ancienne pratique tsariste ! Au sein du kolkhoze et entre les kolkhozes, les inégalités sont importantes. Si l'un se borne à comparer des écarts moyens, on peut constater qu'entre le paysan et le cadre du kolkhoze, la différence de revenu va de un à six, dans la réalité les écarts sont beaucoup plus grands.

Pour la direction du parti, la collectivisation devait aussi servir à accroître le surplus accumulé en provenance de l'agriculture, mais la ruine de celle-ci a été trop grande pour permettre un véritable accroissement du surplus transféré à l'industrie. L'énorme accumulation déglacée au cours des années 30 résulte du transfert de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et de la baisse des salaires réels des ouvriers.

### La résistance « ouvrière »

La classe ouvrière de l'époque tsariste avait été décimée au cours de la guerre civile et de la révolution. De nombreux ouvriers avaient été recrutés par les organismes politiques ou syndicaux et étaient devenus des permanents, des militants professionnels. La classe ouvrière des années 30 est neuve, rurale. Comment accepte-t-elle l'organisation du travail en usine ? Est-elle aussi disciplinée que la classe ou-

vière du temps de la révolution industrielle en Europe occidentale ? Comment manifeste-t-elle son mécontentement devant les mauvaises conditions de vie quotidienne ?

Le principal moyen de défense utilisé par cette classe ouvrière en formation a été la résistance, une résistance apparemment passive. Il faut dire que cette classe ouvrière est segmentée, elle n'a pas d'histoire, pas de mémoire, peu de lites. Sa conscience de la situation est encore floue. Sur un chantier, nous trouvons des travailleurs de régions d'U.R.S.S. très diverses, ils n'ont pas la même langue, les mêmes traditions, la même culture. La plupart n'ont pas d'expérience politique. Ils vivent dans des conditions déplorables, d'immenses dortoirs sans aucun confort. Il n'y a pas de lieu pour débattre, pour s'informer, pour se connaître. Le temps de repos est tout juste nécessaire pour dormir. C'est une vie écrasante, laissant bien peu de place à la contestation.

De plus il y a le « flitage », les mouchards ; on n'ose guère parler à son voisin. Les syndicats officiels adoptent les discours productivistes de la direction bolchevique. Ils ne pensent pas à améliorer les conditions de vie et de travail des salariés. Les révoltes ouvrières sont quasi impossibles. Celles que nous connaissons sont plus tardives, par exemple en 1962 à Novotcherkossk.

### Les « nouveaux riches » de Moscou

C'est pourtant dans l'ambiance des années 30 que le stakhanovisme naît et se développe...

...et meurt ! Le stakhanovisme est un phénomène extrêmement intéressant, car fondamentalement contradictoire. Il s'agit, pour l'essentiel, de l'initiative d'ouvriers qualifiés ayant intégré le discours productiviste. Pour faire progresser la production, ils veulent organiser plus rationnellement le processus de travail. Ce faisant, ils se révoltent contre l'inefficacité de cadres parachutés ou formés dans des écoles, alors qu'eux viennent du terrain et connaissent concrètement les problèmes. Ils tentent de se réapproprier l'organisation d'ensemble du travail qui a été confisquée par les cadres.

Et là apparaît l'ambiguïté de leur initiative, car ils n'ont cette réappropriation au détriment d'autres ouvriers qui leur sont subordonnés. Le stakhanovisme n'a pas forgé « l'homme nouveau ». En effet, l'aspiration essentielle du stakhanoviste était son mieux-être, car les primes étaient énormes et les avantages (logement, voiture, vacances, accès à l'université pour les enfants...) nombreux et alléchants. Pourtant, très vite, les roubles distribués aux stakhanovistes ne parvenaient pas à s'échanger contre des biens de consommation, car ces derniers n'existent pas en quantité suffisante sur le marché soviétique. Alors à quoi bon dépasser la norme ?

Lors de votre premier séjour en U.R.S.S., quelles étaient vos impressions ?

Je n'ai pas vécu dans les campagnes, ni, comme je le décriais dans le tome III, les déportations furent massives et ne pouvaient pas passer inaperçues. Mais à Moscou, en 1936, la situation était différente. D'une part, 1935 avait été une année de bonne récolte ; aussi en 1936, les tensions économiques étaient exceptionnellement faibles. D'autre part, la nouvelle vague de répression ouverte par le procès contre Zinoviev et Kamenev n'avait pas encore déferlé sur le pays. Je n'ai jamais eu l'impression que le risque d'être arrêté était obsessionnel. J'ai été correcteur d'épreuves, rédacteur à l'Intarist, traducteur au *Journal de Moscou*, chargé de la doublure des films en français dans un studio, et, dans tous ces milieux, ce sont les questions de travail et les problèmes de la vie courante qui faisaient l'objet de discussion.

Ce qui m'a frappé à cette époque, c'est l'inégalité des niveaux de vie : certes, je savais

que Staline avait déclenché la lutte contre l'« égalitarisme » et j'étais militant du P.C.F., mais j'avais du mal à accepter les inégalités que je constatais. Grâce à ma carte de membre de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, j'ai pu fréquenter la Maison des écrivains ; c'était un lieu cosmique avec un personnel abondant et stylé, une sorte de club anglais. Or, à côté de ce faste, de cette facilité de vie, je voyais les terrassiers du métro vivant dans des baraques. Cela ne correspondait évidemment pas à l'idée que je me faisais du socialisme. J'essayais de justifier ces différences sociales en me disant qu'elles étaient inévitables. Mais j'étais frappé aussi par l'arrogance style « nouveaux riches » des membres de la « nomenklatura ». A mon retour, je fis part de mes observations aux camarades de ma cellule. Je fis suspendu.

Quant à ce que j'ai dit alors publiquement de l'U.R.S.S., on le trouve dans ma thèse *La Planification soviétique* soutenue en mars 1939. J'y présente les mécanismes de la planification et je recense, à la fin, les « imperfections », les « dysfonctionnements », mais à cette époque je n'y vois pas la perpétuation et le développement des rapports de production capitalistes, je pense que ce sont des effets des survivances d'un mode de production balayé par la révolution. Pour moi, l'U.R.S.S. était une société nouvelle en construction. J'avais lu C. G. Léonine et Lénine — je cite les deux premiers dans ma thèse, — mais je ne tirais pas de ces lectures les mêmes conclusions qu'aujourd'hui.

Que comptez-vous faire après ce travail gigantesque qui vous a mobilisé de nombreuses années ?

Mes projets de travail couvrent plusieurs champs. D'une part, je crois nécessaire de prolonger les analyses sur les sociétés de type soviétique, et plus spécialement l'étude des crises que ces sociétés traversent. Je voudrais mettre en rapport, si possible, ces crises avec celles que connaît le capitalisme occidental, afin de dégager les similitudes et les différences.

D'autre part, un retour à un travail théorique me paraît indispensable. Une relecture critique de Marx s'impose afin de dégager le contenu de la poursuite de ce que Marx appelle justement : l'illusin politique. J'ai commencé cette réflexion dans la conclusion du tome IV et je compte poursuivre à l'occasion du colloque que l'École des hautes études en sciences sociales organise pour le centième anniversaire de la mort de Marx, en 1983.

THIERRY PAQUOT.

## Bulle

(Suite de la page XVI.)

Combien de fois ai-je ramené Bulle chez moi, incense, cerise, cerise. Certains jours, je me disais que je ferais mieux de la mettre à la porte, de rompre toute relation avec elle, de la pousser du pied au besoin. Mais je n'y arrivais pas. Son visage perdu m'émouvait profondément. Je savais qu'elle n'était pas coupable.

En puis, c'est vrai, il y a paré de bons moments. Je découvre alors une Bulle rieuse, capable de cuisiner un plat exquis, de coudre le bouton de la veste d'un pauvre journalier, seulement capable de jouer avec sa machine à écrire, de s'extasier devant la beauté des vieilles pierres du Marais, de promettre sur ce qu'elle a de plus sacré, de ne plus toucher à un verre. Peine perdue. L'énorme enfer revient au galop.

Aline m'a quitté, surtout parce que je buvais. Je ne quitterai pas Bulle. Nous ne serons jamais amants, c'est sûr. Mais elle me rattrache au monde sensible. Loin d'elle, je m'ennuie ; que faire ? Que boire ? A-t-elle

## HISTOIRE

# Aristide Briand apôtre oublié de la paix

Onze fois président du conseil, vingt-trois fois ministre, prix Nobel de la paix, Aristide Briand fut une des grandes figures de la III<sup>e</sup> République. Pourtant, son combat paraît bien dérisoire face aux dictatures et aux massacres qui se préparaient.

PAR une belle journée de l'été 1936, un attroupement s'était formé sur le quai d'Orsay. Des musiciens venaient d'acheter l'ouverture « *Parité* », de Bizet, et attendaient, sous un soleil qui se réverbérait sur les cuivres, le discours qu'allait prononcer Léon Blum. L'événement que les corps constitués de l'État, au grand complet, diplomates en tête, attendaient était l'inauguration d'une stèle à la mémoire d'Aristide Briand, mort en mars 1932.

Même décor, quatre ans plus tard ; quelques hommes en noir déposent une couronne au pied de la stèle. Sur le ruban tricolore, on peut lire : « *Remerciements, Adolf Hitler* ».

Aujourd'hui, la stèle est toujours là. Dans les livres d'histoire, on trouve bien une phrase, une photo, voire une notice biographique à la rubrique Aristide Briand. Difficile de passer sous silence un homme qui fut onze fois président du conseil, vingt-trois fois ministre, record inégalé en cette III<sup>e</sup> République pourtant coutumière de la valse des ministères. Or, cinquante ans après la disparition de celui que l'Europe et le monde appelaient le « *père de la paix* », bien peu se souviennent ou désirent se souvenir. A la différence d'un Jaurès ou d'un Clemenceau, Briand ne fait pas partie du panthéon des héros français (1).

La gloire d'Aristide Briand, portée jusqu'au mythe lors de sa disparition, a engendré un rejet égal, d'autant plus puissant que Briand n'a laissé pour le mieux connaître, ni Mémoires, ni lettres, mais ses seuls discours. Qui était-il donc, celui qui n'aimait rien tant que le flou de l'ambiguïté, peut-être pour mieux saisir la vérité ?

« *Peu travailleur quelque très intelligent, il lui arrive le plus souvent d'être l'un des derniers de la cinquième division. Cependant, quand il veut, avec sa remarquable mémoire, il s'élève au premier rang... Serviable, bon garçon... un peu débrouillé et manquant de tenue... il a su protéger les plus faibles contre* »

l'abus que les grands faisaient de leur force. » Le dos voûté, une belle paire de moustaches laissant dépasser l'inévitable cigarette roulée à demi-éteinte, la silhouette familière du personnage domine un air de décontraction tranquille. Entre ces deux portraits, celui de l'écolier et celui du grand homme politique, il y a quelques années et un livre de différence.

En 1888, Jules Verne publie *Deux ans de vacances* : le héros, Briand, s'inspire-t-il du petit Nantais né le 28 mars 1862, camarade de son fils ? Comme son homonyme, Aristide Briand est amoureux de la mer et aussi du vagabondage, qui, dit-il, « *vous apprend en quinze jours plus qu'en quatre ans de vie politique et dix ans d'études* ». Rebelle à l'effort approfondi, il ne ressemble en rien au normalien Jaurès, qui relèvera l'« *ignorance encyclopédique* » d'un ministre des affaires étrangères capable de situer le Venezuela en Asie. En politique extérieure comme en politique intérieure, dira parait-il Clemenceau, contrairement à Poincaré, « *il ne sait rien, mais il comprend tout* ».

### Une grande figure du socialisme

Voilà l'image d'Épinal qui traîne sur Briand. Certes, il n'est pas l'homme des compilations fastidieuses, mais tout son art se résume en cette phrase : « *Ne jamais avouer qu'on a lu un dossier, de même qu'on ne doit jamais laisser entendre que l'on comprend la langue d'un interlocuteur* ».

« *Saleil en bouteille* » ou « *dangereux endormeur* ». Aristide Briand est un remarquable orateur. Il sent l'air de la Chambre, note Péguy, grâce à ses « *antennes* ». A lire les discours de l'ancien avocat, on en déduit que ses talents de tribun devaient plus à sa « *voix de violoncelle* » qu'à la qualité littéraire de ses improvisations, qui donnaient envie à Poincaré de lui crier : « *Tais-toi, suborneur !* ».

A vingt-six ans, devant les chantiers des nouvelles installations portuaires de Saint-Nazaire, ville où il passa sa jeunesse, Briand s'écrit : « *Quel ministre viendra les inaugurer ? Moi* ». Pour ce jeune journaliste, l'avenir se confond avec la politique. Directeur de la *Démocratie de l'Ouest*, puis de l'*Ouest républicain*, de la *Lanterne* enfin, Briand a, dès le début, choisi son camp : celui des classes populaires dont il est issu. Par conviction personnelle, mais aussi parce qu'il croit en l'avenir de l'ouvriérisme sur la scène politique.

En 1889, il tente pour la première fois sa chance aux élections législatives. Candidat radical révisiniste, il est boulangiste, comme l'est l'extrême gauche, comme le sont les ouvriers qui se détournent de la république parlementaire, socialement conservatrice. L'échec du boulangisme incitera Briand, battu à Saint-Nazaire, à se tourner vers le socialisme.

Cependant, il se garde bien d'adhérer à l'un des nombreux partis socialistes qui se constituent dans les années 90 ; il rejoint les socialistes indépendants. Il est certainement séduit par l'éthique d'un socialisme qui renoue avec la tradition utopiste, condamnant l'action violente. Candidat à La Villette en 1893, il ne fait pas partie des vingt et

un spécialistes indépendants élus à la Chambre.

Ces échecs électoraux ne l'empêchent pas de devenir une des grandes figures du mouvement socialiste. Très tôt, enfonçant son premier cheval de bataille : l'union socialiste. Le conciliateur est de toutes les étapes de l'unification jusqu'à la fondation, avec Jaurès, de la S.F.I.O. en 1905. Socialiste, il est aussi syndicaliste de premier plan. Aux côtés de F. Pelloutier, il se fait célèbre en faisant adopter, à 1894, à Nantes, par la Fédération nationale des syndicats le principe de la grève générale. C'est une attitude de la part d'un homme qui abhorre l'extrémisme, mais qui explique lui-même : la grève générale, c'est la « *révolution légale* », le pouvoir pacifique que les ouvriers détiennent dès la résistance passive.

Union socialiste et grève générale touchent à l'aspect rigoureux du socialisme. On comprend alors l'appartenance d'Aristide Briand à une organisation secrète, calquée sur le mode américain et belge, proche de la franc-maçonnerie avec laquelle il flirta un temps : la Chevalerie du travail. Il est séduit par la luminosité des tendances que l'on rencontre, en la personne d'énigmatiques socialistes comme Lafargue et Sembat, allié à une convergence de vues sur les problèmes sociaux du temps. Il se butte à la Chevalerie du travail, l'avènement d'une république sociale. Le député, puis le ministre Briand, persévéra-t-il dans cette voie ?

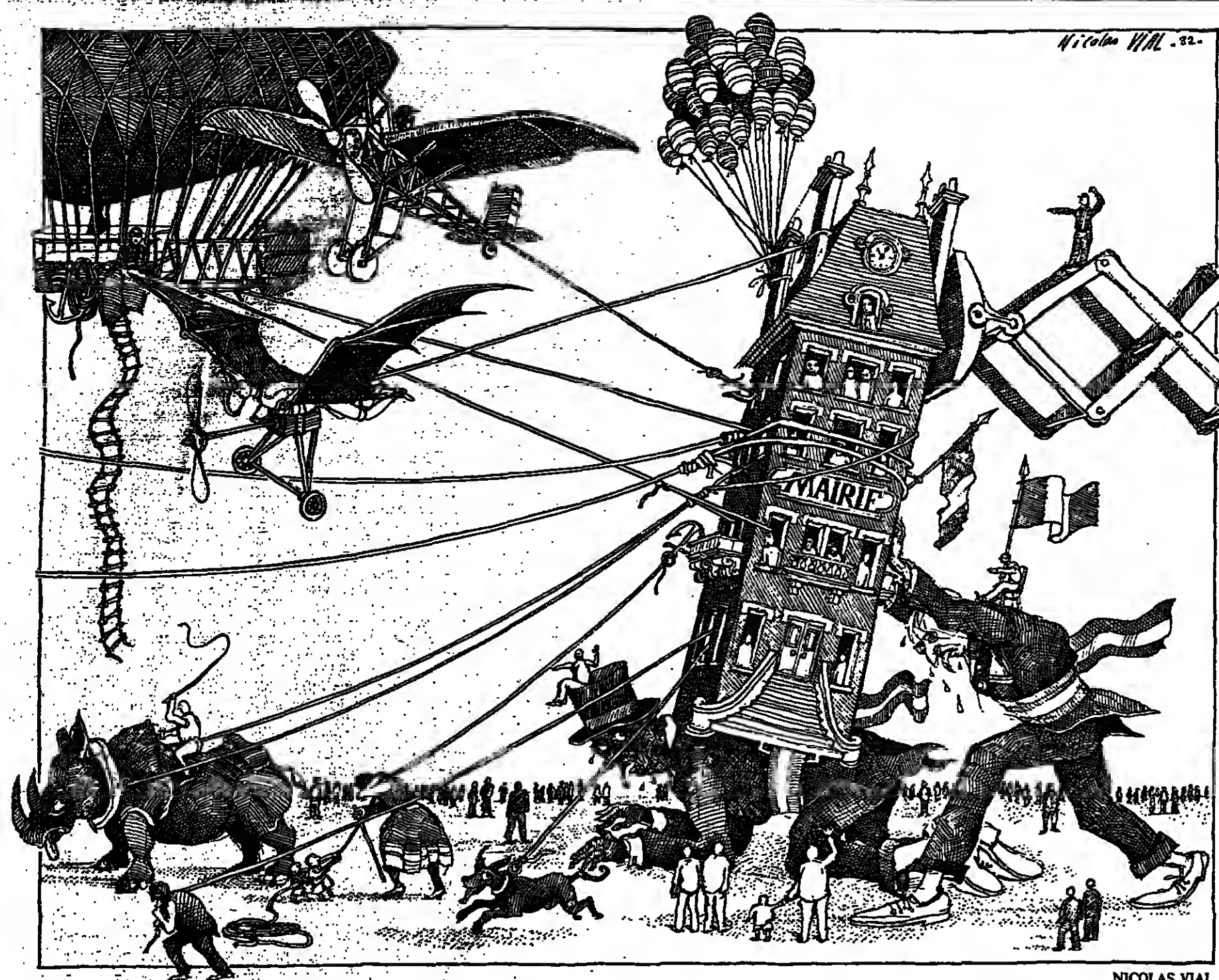
A quarante ans, il franchit enfin le seuil du Palais-Bourbon. Député de Saint-Etienne en 1902, il le restera jusqu'en 1909, lorsqu'il sera élu à Nantes, sa circonscription désertique, jusqu'à sa mort. Une carrière qui n'aurait rien de fulgurant si, de son premier mandat, il n'était nommé ministre, puis président du conseil, le premier président du conseil socialiste, ce que Jaurès salue comme un événement.

### Un mot explosif : « participation »

Celui que l'on dit babile politique, pour l'avoir vu à l'œuvre dans les différentes phases de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, n'a-t-il donc aucun programme ? Certes, il se place dans la perspective d'une collaboration de classes ; certes, il croit en la réforme, mais il s'efforce, en 1909-1910, de mettre en œuvre une ligne politique précise. En mars 1909, son discours de Neuchâtel, auquel fait écho, quelques mois plus tard, celui de Périgueux, fait l'effet d'une bombe. Le mot qui cause un tel émoi dans la classe politique comme dans l'opinion publique, c'est « *participation* ». Il s'agit d'accorder les mêmes droits au capital et au travail, en créant un système d'actionnariat ouvrier, dont la gestion serait confiée aux syndicats, l'ensemble de la cogestion ouvrière et patronale étant contrôlée par l'Etat.

Espoir ou danger, ce programme ne fut jamais appliqué. Son auteur voulait, avant d'agir, un consensus social fondé sur la solidarité. A trop vouloir l'apaisement, l'homme de la politique du juste milieu perdit toute chance d'imposer ses idées. Annonceur — ministre de la Justice, il présente un projet d'abolition de la peine de mort. — Briand n'est pas un chef de parti.





oussi se défendre, se définir, échanger, dit Jean-Pierre. On fait des choses, on le dit. Et on peut le faire ailleurs.

Autre innovation (en 1970) : la défense de l'environnement. Le site est superbe et l'urbanisme original. Le village a de la distinction, un caractère traditionnellement réservé aux villages helvétiques, écrit un journaliste suisse. Il faut protéger tout cela de l'urbanisation et de l'industrialisation sauvages, et, dans ce fief de Peugeot, la préservation d'un village est un combat permanent. La communauté l'a compris, qui s'est une derrière ses élus pour faire admettre un plan d'occupation des sols interdisant de construire « en doigts de gant », le long des routes qui rayonnent autour de l'anneau qui entoure le bourg comme pour bien marquer que les forces ici sont centripètes, que les pôles sont au centre : mairie, école, temple, salle des fêtes, maison du maire, grange de la Catherinette, bâtiment technique...

### « J'ai entendu la vie sourde et secrète »

Un livre ne suffirait pas à décrire les originalités de Vandoncourt. Un universitaire en a écrit un dont le titre n'a pas plu aux Damas : *A Vandoncourt, c'est tous les jours dimanche* (Editions Syros). Idée d'éditeur qui se défend pourtant, puisqu'une telle communauté appelle la fête, et ici, c'est souvent la « grande bouffe », la danse, la musique... Mais le dimanche a une connotation inadéquate, car ce n'est pas en se reposant que les Damas auraient pu transformer un village moribond en communauté vivante et créatrice.

Il faudra donner une suite à ce livre. Dire que les Damas sont aujourd'hui quelque peu essouffés par cet effort prolongé. Que l'autogestion — dont Jean-Pierre Chevenement, le voisin, estimait qu'il n'avait pas à l'apprendre aux habitants de Vandoncourt — est un exercice difficile qui exige disponibilité, capacité, ténacité et ne tolère pas longtemps les guides, les pères fondateurs. Que la population vit cette aventure comme une manière de grand jeu scout sous l'autorité parfois sourcilieuse d'un grand chef charismatique. Que ce laboratoire de démocratie — car c'en est un, avec ses inévitables ratages — se devait de naître au sein de ce vieux clan d'horlogers lubériens imprégnés de l'humanisme et du fédéralisme des anarchistes jurassiens et des premiers travailleurs suisses de Peugeot qui étaient des autonomistes en lutte contre Berne.

Village pas comme les autres donc. Et, comme dit l'autre, bilan globalement positif. Beaucoup ont cette douceur arcadienne des fins de journée, cet andante dans l'air léger des matins. Mais bien peu font du 11 novembre la fête de la paix. Bien peu peuvent prétendre être « la ville de garnison des objecteurs de conscience ». Bien peu s'efforcent de devenir des communautés de citoyens responsables.

« Je trouve toujours la campagne morte en hiver, dit Nicole, l'institutrice. Mais j'ai entendu la vie sourde et secrète comme une source qui irrigue ce village. Et, comme les autres, je suis entrée dans cette vie. J'ai eu l'impression d'être utile, d'exister. La chance d'être Damas, c'est d'être quelqu'un à qui on demande son avis. »

Et Annie, qui a beaucoup fait, elle aussi, pour que les Damas ne comptent plus pour des prunes, Annie sous son arbre, devant sa maison au milieu des colchiques dans les prés, peut dire, en écoutant chanter les cloches de Montboudon : « La bise vient du Territoire (le Territoire de Belfort). Demain il fera beau. »

MICHEL NAULT.

## AUTOGESTION

# La commune aux six cents maires

A Vandoncourt (Doubs) comme ailleurs, la participation de la population à la gestion communale a des hauts et des bas.

**C**ECI est le dernier compte administratif présenté en mon nom, en qualité de maire de Vandoncourt. La voix de Jean-Pierre Mailard-Salut est moins forte, moins assurée qu'à l'ordinaire. Celui qui a introduit la « révolution culturelle » dans ce village du pays de Montbéliard a conscience, au moment où il annonce aux quatre conseils de sa commune sa décision de ne pas se représenter aux prochaines élections municipales, que sa vie va changer.

C'était un soir de juillet, un doux soir d'été entre Jura et Vosges, entre le mont Peugeot et l'airien « Parcours », l'ancienne pâture communale déployée sur les pentes qui vont mourir dans la vallée de Terre-Blanche, proche de la quasi-enceinte suisse de l'Ajoie. Comme le vent la loi, l'un des adjoints de Jean-Pierre (en l'occurrence Annie Laurent) avait fait approuver un compte administratif qu'avait scrupuleusement analysé le conseiller délégué aux finances, Jacques Redoutey.

Que va devenir Vandoncourt sans « le » Jean-Pierre aux commandes ? La succession sera difficile. Sur ce point, tout le monde est d'accord. Pourtant, Jean-Pierre lui-même avait maintes fois présenté Vandoncourt comme la « commune aux six cents maires ». Et les observateurs de l'extérieur (les journalistes venus examiner le fonctionnement de cette communauté et les visiteurs français et étrangers) avaient souvent constaté, avec plus de justesse, qu'un habitant sur cinq ou six prenait une part active à la vie locale.

« Ils sont une quarantaine qui font marcher la machine », estime plus modestement André Bagnon, ami d'enfance de Jean-Pierre et, comme celui-ci, retiré au village natal après une belle carrière d'enseignant outre-mer. Quant à François, fils d'André, il est sans nuances : « On en a ras-le-bol de la pub sur le village autogestionnaire ! »

Serait-ce la crise à Vandoncourt ? Oui, si l'on considère qu'un changement important est en train de se produire dans la vie communale ? Oui encore si l'on craint des difficultés au cours d'une mutation que l'on n'a pas préparée. « Nous ne manquons pas d'animateurs », remarque pourtant Jean-Pierre. Ce n'est pas moi qui fais tout.

### « Quand on met un gâteau au four il faut qu'il cuise partout »

Cependant, maire à temps complet (« dix-huit heures par jour », dit André) entre sa maison où Hélène, sa femme, joue les hôtes et les standardistes, la mairie où Mimi, la secrétaire, « ne touche pas terre » et la préfecture à Besançon où l'appelle son mandat de conseiller général, avec les tâches d'entretien, de nettoyage, les chantiers auxquels il participe, les réunions, fêtes, sorties, maire permanent, ouvrier municipal, garde champêtre, etc., Jean-Pierre comprend mal que des gens plus jeunes ne puissent consacrer plus de temps au service de la commune.

Le jeune retraité de 1969 qui a pris à bras-le-corps le destin de

Vandoncourt n'a pas de dauphin. « Il a gâché le métier », disent ses collègues du pays de Montbéliard. André a renoncé après le premier mandat pour divergences sur les méthodes. Au terme du second, Annie prépare son retrait par lassitude : « L'enthousiasme, le bouillonnement, l'esprit de mai 68 ont fait place à une gestion fastidieuse. » Et l'absentéisme au conseil des jeunes, malgré les efforts de Patrice, s'accroît et déséquilibre l'appareil. Les « vieux » compagnons quittent le navire, fatigués par douze années d'activisme culturel et social, de manifestations, de réceptions, de voyages... Le capitaine se résigne à une retraite enfin paisible. Du moins le dit-il, sans trop y croire sans doute puisque son intention est de « ne pas lâcher tout le monde ». Et puis il y a un héritage à préserver.

Il n'est pas mince l'héritage de Jean-Pierre, Jacques, Annie, Yves, Madeleine et les autres, même si le premier s'interroge, un peu inquiet : « Nous sommes peut-être allés un peu trop vite et trop fort ? Quand on met un gâteau au four, il faut qu'il cuise partout. » Or il semble que le gâteau ne soit pas homogène. « Nous n'avons pas changé les mentalités », dit Jean-Pierre. « Certains d'entre nous ont fini par se prendre au sérieux, ajoute Annie. Le notable efface le militant. »

Ce n'est pas le maire qui est visé. Rien de moins notable que ce grand gaillard à la barbe poivre et sel sous de grosses lunettes, et dont la poignée de main est célèbre en Franche-Comté, comme elle l'était naguère à Madagascar. La centaine de citoyens qui ont vécu cet été l'opération Vandoncourt-village-vacances — entièrement supportée par

cet ancien commissaire national des Eclairiers de France — ont découvert l'anti-notable qui met la main à la pâte, un animateur énergique et quelque peu directif, mais combien inventif, un copain chaleureux, un pédagogue fraternel et vigilant. Mais, ces vacances à qui l'on avait promis la découverte de la démocratie directe, la participation du plus grand nombre, qu'ont-ils vu cet été dans ce petit coin de la trouée de Belfort ? Jean-Pierre, encore Jean-Pierre, toujours Jean-Pierre. Parfois Jacques, le premier adjoint, André, revenu pour parler en sociologue à des intellectuels en short attirés au pays de Proudhon, Fourier, Courbet (et Péguy ?), l'ancien instituteur resté fidèle à l'ancien maire, mais sorti de sa réserve. Plus souvent Annie, chargée du « social », Madeleine, la bibliothécaire, Gilbert, le « Peugeot », qui explique les moteurs, des responsables de quelques-unes des vingt-deux associations locales...

### Qu'est-ce qui fait courir Jean-Pierre ?

Qu'est-ce qui fait courir Jean-Pierre ? La brune Yvonne, venue du Val-d'Oise, n'a pas longtemps posé la question. Elle a compris très vite que Jean-Pierre aime tout ce qu'il fait et que l'animation est sa drogue. Une grande disponibilité et le goût de l'action font de lui un « professionnel » dans sa mairie, tandis que les autres, ceux qui travaillent chez Peugeot, Japy ou ailleurs, et qui n'ont que des soirées ou des week-ends à consacrer à leur village, font figure d'aimables dilettantes, bien que leur contribution soit importante.

Une décennie est passée et le « phénomène Jean-Pierre » a produit un malaise. L'influence du leader est allée croissant... et la participation s'est amenuisée. Alors, commune comme les autres, Vandoncourt ? Non, car la vie associative s'y est développée au point que bien peu de Damas (c'est le nom donné aux habitants et celui d'une prune bleutée qui régnait jadis sur les vergers) ne sont pas engagés, au moins par leur cotisation. Non, car aucune commune de la région ne dispose, à côté du conseil municipal, d'un conseil des anciens, d'un conseil des jeunes, d'un conseil des associations. Dans aucune autre, les séances du conseil municipal dites publiques ne sont ouvertes à l'expression publique comme elles le sont à Vandoncourt, où non seulement les conseils associés, mais aussi la population, sont consultés avant chaque délibération du conseil légal.

Les conseils sont, avec le développement des associations, le fondement du « système Mailard ». On a, évidemment, ironisé sur la signalisation lumineuse, et l'autorité de tutelle a grincé des dents. Mais il a bien fallu admettre que les formes légales étaient sauves, puisque les décisions sont prises par le conseil municipal délibérant sous la protection d'une lampe rouge, après discussion (ouverte par la lampe verte) avec les trois autres conseils tout aussi démocratiquement élus, et le public. La représentation, la délégation, grands principes de notre démocratie, sont ici plus encore légitimés puisque sans cesse soumises à l'épreuve du consensus populaire.

L'information est une autre grande anticipation de Vandoncourt. « Se faire connaître, c'est



# DEMAIN

## Des sondages par télématique

L'opération Télétel permet de tester une nouvelle manière de pratiquer les sondages : par l'intermédiaire du terminal installé chez les particuliers.

**A**VEZ-VOUS cinq minutes pour répondre à quelques questions ? Cette phrase si souvent entendue dans la rue, au téléphone ou encore sur le seuil d'un appartement semble appelée à disparaître.

Ces quelques instants — qui semblent une éternité — passés face à un enquêteur doté d'une multitude de papiers, testant nos connaissances ou nos réactions à un produit, une société ou encore un homme politique, appartiennent déjà au passé. Demain, nous nous installerons confortablement devant notre poste de télévision et planifions sur un clavier, répondant aux interrogations apparues sur l'écran, au gré de la demande.

C'est dans la foulée de l'opération Télétel, conduite par la Direction générale des télécommunications de Vélizy (Yvelines), qu'est née l'idée de transmettre des questionnaires insérés dans les « menus » du service télématique. Un club a été créé à cet effet. Jean-Paul Aimeit et Maurice Bertoux, les initiateurs de ce projet « vidéo-questionnaire », sont respectivement directeur général et responsable du département « aide à la décision » au Centre français de recherche opérationnelle (C.F.R.O.). Ce centre, filiale d'une société de service informatique, est spécialisée dans le calcul scientifique, le marketing et les études socio-économiques.

Le lancement de l'expérience Télétel a très rapidement suscité l'intérêt du C.F.R.O. puisqu'il trouvait là l'occasion de diffuser ses compétences et d'accroître les services enquêtes et statistiques dispensés à ses clients. Une dizaine de sociétés participent à la conception et au financement du vidéo-questionnaire depuis 1981. Plutôt que d'observer une veille attentive à ce nouveau média, les différents intervenants ont effectué un travail commun de méthodologie et d'analyse du support. La Direction générale des télécommunications et l'équipe du projet de Vélizy ont ainsi la possibilité de percevoir les réactions des abonnés au système par l'intermédiaire de celui-ci. De même, la S.N.C.F. et Air France, membres du club, évaluent la qualité de leurs programmes transmis par Télétel.

### Éliminer des étapes longues et coûteuses

Le vidéo-questionnaire Télétel permet de présenter, sur l'écran de télévision familial, les questions mises en page et formalisées grâce à un ordinateur. Les réponses sont traitées directement et filtrées de telle sorte que toutes celles qui seront mémorisées soient probantes. C'est le répertoire lui-même qui en assure la saisie, à son rythme.

Ce procédé permet de supprimer un certain nombre d'étapes que les sociétés spécialisées considéraient comme longues et coûteuses. La démarche classique suppose, après établissement du questionnaire, que l'on envoie un enquêteur sur le terrain. Ce dernier doit découvrir et sonder un certain nombre de personnes dont le profil est conforme à celui exigé par une bonne représentativité. Les réponses ainsi recueillies devront ensuite être transfé-

rées sur un support informatique et apurées pour éliminer les incohérences. Ce n'est qu'après ces opérations que les tableaux conduisant au rapport final seront établis. Selon Maurice Bertoux, « ces différents travaux représentent, à l'échelon national, plusieurs centaines de francs par interview. Tout cela nécessite un processus long et pénible que la disponibilité d'un terminal dans chaque foyer nous permettrait de réduire. »

Le choix, d'ailleurs, entre le film du dimanche soir et le sondage pour la firme X ou Y n'est pas encore d'actualité. Les premiers questionnaires de longue haleine sont en préparation et seront proposés aux abonnés de Télétel à la fin de l'année. Les quelques trois quarts d'heure d'attention devant l'écran qui leur seront alors demandés constitueront pour Maurice Bertoux un test. « La durée optimale de l'interview est encore à l'étude. Pour le grand public, elle se situe entre cinq et vingt minutes. Nous voulons intéresser les individus à répondre à des questionnaires plus longs pour connaître les statistiques de décrochage et trouver un moyen, par des variantes, de stimuler l'intérêt. »

### L'exigence des « pages-écran »

Les premières constatations ont permis d'établir que le service Télétel est utilisé pour des sessions relativement longues. La durée moyenne de connexion est de l'ordre de vingt minutes. Chaque lecteur familier de l'outil dont il dispose « feuilleter » en moyenne vingt à quarante pages pour obtenir les informations

dont il a besoin. Mais saura-t-il donner de son temps, en retour, pour confier ses impressions à la machine ?

C'est précisément le seos actuel de la recherche du C.F.R.O. « Nous souhaitons voir, poursuit Maurice Bertoux, si les gens font des erreurs, s'ils refusent, s'ils sont fâchés. Tout ce que, dans le métier du sondage et de l'information, nous maîtrisons relativement bien en termes d'interviews face à face, postales ou téléphoniques. »

La seconde question posée au club vidéo-questionnaire est de savoir quelle sera la rapidité de diffusion du système et qui en sera doté. La généralisation du terminal n'est pas encore réglée. L'avenir du vidéo-questionnaire pourrait s'orienter, avec plus de chances de réussite à court terme, vers l'exploitation d'un panel, procédé qu'expérimente actuellement la SOFRES.

Les professionnels de l'enquête n'ont pas voulu se laisser distancer. L.S.L., institut de sondage, s'est prêt à l'opération même si son directeur, Albert Lavialle, la considère « comme marginale dans l'activité de son entreprise ». « Je ne pense pas, assure-t-il, que Télétel va révolutionner la technique du sondage. Seules des courtes enquêtes pourraient être assurées par ce moyen. » La longueur croissante des questionnaires que l'institut traite ne peut, en regard de l'exigence des pages-écran et de la lecture de leur passage, s'inscrire dans le cadre d'une relation télématique. A l'exception des expériences de type Télétel où les quelques deux mille cinq cents terminaux sont installés à titre gracieux, les sondés par télématique constitueront une cible bien précise.

MARTINE CHARTIER.

## LES TRAVAILLEURS DU FUTUR

### Les ironistes du Sussex

Dans l'université la plus méridionale d'Angleterre, une quarantaine de chercheurs s'efforcent de démystifier les méthodes de prospective et les modèles de société.

**D**ANS la géographie des jeunes universités britanniques, celle du Sussex est très recherchée. Pas seulement parce qu'elle est la plus ensoleillée, mais pour son dynamisme et son interdisciplinarité. Elle abrite depuis 1966 le SPRU.

Science Policy Research Unit (unité de recherche sur la politique scientifique et technologique), centre d'investigation sur les problèmes de science et de technologie, bien connu dans le milieu des prospectivistes pour ses mises en question des discours dominants et le sérieux des travaux qu'il fonde ; en particulier, ses explorations minutieuses des processus sociaux complexes que constituent la recherche, l'invention, le développement, l'innovation et sa diffusion.

« L'avenir du monde se jouera uniquement sur les problèmes d'égalité ou d'inégalité », « Dans les termes politiques actuels, l'emploi ne peut être sauvé par les P.M.E. », « Les statistiques officielles sont truquées », « Nous n'allons pas vers une société de services, mais vers la fin du tertiaire »...

Ceux qui lancent tranquillement ces pavés (et quelques autres) dans la mare du futur ? Une quarantaine de chercheurs, hommes et femmes, dont beaucoup enseignent aussi à l'université. Les deux tiers viennent des sciences sociales, les autres des sciences exactes. Installés dans un bâtiment tristement gris et fonctionnel sur une pelouse vraiment anglaise, ils sont nichés dans des minuscules bureaux et enfouis sous d'innombrables piles de papier, en short ou en jeans, détendus, chaleureux, et soudain concentrés dans leur discours et sortant miraculeusement d'un placard envahi le document à l'appui. Dans les couloirs des secrétaires passent, pieds nus. A 10 h 30, à 16 h, tout le monde jaillit de son bureau pour la cérémonie du thé. Sur les banquettes

de living on discute travail ou cricket (cet après-midi l'équipe du SPRU joue contre l'équipe de l'université).

L'histoire d'une entreprise est toujours marquée par la personnalité des pères fondateurs. Christopher Freeman, économiste, était dès 1959 leader des projets sur les questions de recherche et d'innovation pour plusieurs organisations internationales. Ce jeune homme à cheveux blancs est resté directeur du SPRU jusqu'à 1981. Geoffrey Oldham, géophysicien, qui l'a remplacé, voyageur infatigable, possédait une solide expérience des problèmes énergétiques et des politiques scientifiques des pays en voie de développement et des pays asiatiques. Il était le directeur adjoint du SPRU. Marie Jahoda, collègue de Freud, a été une des premières psychologues à s'intéresser aux problèmes sociaux. Elle a publié dès 1933 en collaboration avec Paul F. Lazarsfeld et Hans Herzl une remarquable étude sur les effets du chômage, récemment traduite en français aux Éditions de Minuit, sous le titre les *Chômeurs de Marienthal*. Consultante du SPRU, elle s'est particulièrement penchée sur les problèmes du travail, du « non-emploi », de la participation, de l'évolution des modes de vie.

Science, technologie — champ international — sciences sociales : le creuset est prêt. L'évolution du SPRU reflète alors celle de la prospective : c'est l'ère des grands modèles, que l'unité étudie, et essaie d'améliorer. *Thinking about the future* (réflexions sur le futur) de H.S.D. Cole, critique le rapport du club de Rome, *Haute la croissance : The Art of Anticipation* (l'art de l'anticipation) examine les différentes méthodes de prévision qui ont cours ; *Global Simulation Models*, de J.A. Clark et J.H.S. Cole critique la première génération de modèles et la simulation sur ordi-

nateur, et *The Power of Prediction* (la maîtrise de la prédiction), de Ian Miles pose le problème de la contribution des chercheurs en sciences sociales.

Enfin en 1978, *World Futures, The Great Debate* (les futurs du monde, édité par Martin Robinson), de Christopher Freeman et Marie Jahoda, tente de dépasser le cadre de la critique et propose, après une synthèse très complète du débat en cours, ses propres scénarios. Nourriture, énergie, ressources non renouvelables et technologies : ce sont les variables-clés. Quatre « profils » du monde sont élaborés pour le demi-siècle à venir : ils sont fondés sur la combinaison de deux facteurs cruciaux : l'évolution de l'inégalité entre les nations et le niveau de croissance.

### Explicitement les valeurs

Le scénario favori de l'équipe — l'inégalité entre les nations diminue, la croissance économique demeure — émerge comme possible. Chacun des scénarios prévoit des « qualités de vie » différentes et repose sur des « valeurs » fondamentalement opposées : conservatrices, réformistes, radicales. Les principes de base de leur méthode sont explicités par les auteurs : « La prévision, comme toutes les sciences sociales, doit reconnaître qu'une conception objective du futur est impossible, chaque scénario doit donc incorporer explicitement les valeurs, la philosophie qui le sous-tend. » En 1980, l'équipe devait critiquer le rapport *Inter-future*, réalisé sous les auspices de l'O.C.D.E., sur le fait qu'il ne prenait pas suffisamment en compte les facteurs politiques et l'évolution possible des structures institutionnelles.

On assiste, à cette époque, à la fin de l'engouement pour les grands modèles mondiaux et à la recherche de modèles locaux, à

## CRIBLE

### A SUIVRE

#### Logements à la carte

SCOT, système constructif tridimensionnel, permet d'obtenir une grande variété d'expressions architecturales et assure une très bonne adaptation aux sites. Il s'agit de cellules fabriquées en usine et composées de voiles minces en béton armé. Rapidité de construction et économie de main-d'œuvre sont les atouts du système SCOT, produit par l'Industrie des Charbonnages de France, I.D.C., a signé récemment un marché-cadre avec le ministère de l'Urbanisme et du logement. L'accord, valable deux ans (1982-1983), porte sur la réalisation de 2 000 logements sociaux. C'est le premier marché-cadre pour les systèmes constructifs accordé par la direction de la construction. Par ailleurs, le système SCOT a été lauréat du concours H2E85 (habitat économe en énergie pour 1985) ouvert par le plan construction. Soixante logements ont été lancés, à titre expérimental, dans le Calvados, la Sarthe et le Pas-de-Calais. Le *Présence* 9, avenue Parcier, Paris 8<sup>e</sup>.

#### Robots géants

La société Lamberton Robotics, qui est spécialisée dans la fabrication de robots pour l'industrie lourde, achève actuellement la

construction du plus grand robot du monde. Monté sur socle et commandé par ordinateur, il a environ deux fois la taille d'un homme et ressemblera à un pilier muni d'un bras. Il doit être installé dans une forge écossaise. Lamberton Robotics fabrique toute une gamme de robots géants dont le plus grand pourra soulever une charge de 1,3 tonne. Auparavant le robot le plus puissant ne pouvait soulever que 150 kg. (Lamberton Robotics, Sunnyside Works, Larnkshire ML5.)

### BOITE A OUTILS

#### Science et technologie devant le Congrès américain

Dans le rapport annuel 1981 sur la science et la technologie au Congrès américain on trouve :

I. — Les actions marquantes de l'année, les critères qui les distinguent (souplesse, excellence, pertinence, accent sur la recherche industrielle), et les dépenses fédérales en recherche et développement (R.-D.) (70 milliards de dollars, 490 milliards de francs).

II. — Les problèmes majeurs pour l'avenir des États-Unis : la formation scientifique ; l'obsolescence de l'instrumentation scientifique ; le rôle des laboratoires fédéraux ; la stimulation de la recherche industrielle, du développement et de l'innovation ; la re-

cherche militaire ; la science et la technologie de l'espace ; l'énergie nucléaire ; l'ingénierie génétique ; la coopération internationale.

III. — Les programmes de R. D., recherche par recherche. A noter l'évolution pour 1983 des budgets R.D. des grands secteurs par rapport à 1982 : Défense, + 3,9 milliards de dollars ; NASA, + 0,7 milliard ; Commerce, + 805 millions ; Santé, + 150 millions ; National Science Council, + 72 millions. Annual Science & Technology Report to the Congress, Office of Science & Technology Policy, U.S. Government Printing Office, Washington DC, 20402.

#### Le rayon à tout faire

Utilisé d'abord dans les laboratoires de physique et dans l'industrie, le laser a trouvé, ces dernières années, de nombreuses applications médicales. Aux États-Unis, au Japon, et plus récemment en Europe, il est devenu un instrument avec lequel les médecins peuvent non seulement trancher et percer, mais aussi améliorer les cils, cauteriser ou favoriser la cicatrisation. Encore rares en France, sauf dans les services d'ophtalmologie, les lasers deviennent progressivement un outil précieux pour d'autres spécialités : O.R.L., gynécologie, gastro-entérologie, dermatologie, chirurgie esthétique. Dans *Géo* de septembre 1982, un article de vulgarisation sur les différents usages du laser avec des photos très explicites. Pour public non in-

tié (Géo, 20, rue Washington, 75008 Paris, tél. 561-99-50.)

#### Teletext et videotext aux États-Unis

L'Institut du futur (Merilo Park, Californie) a publié un ouvrage collectif *Teletext and videotext in the United States : market potential, technology, public policy issues* (possibilités du marché, technologie, enjeux politiques). On y trouve des définitions classiques, un bilan actuel des utilisations, une étude des applications à venir avec leurs implications (problèmes de secret et de sécurité, égalité d'accès, protection du consommateur, structure de l'industrie, emploi, commerce international), des études de cas (*teleshopping* et *teleshopping*), une analyse des conséquences sur la vie professionnelle et privée des individus. (McGraw Hill, 28, rue Beaunier, 75014 Paris.)

#### Bureautique

La *Bureautique*, de Jean Martineau. Un livre qui expose, certes, graphiques, et données à l'appui tout ce qu'il faut savoir sur l'impulsion des technologies nouvelles de communication dans les bureaux. On y parle pas seulement de traitement de textes, de reprographie, d'archivage électronique, etc., mais de l'éclatement du tertiaire, de l'effacement de la frontière de l'industrie, des perspectives de développement vers la téléconférence ou le

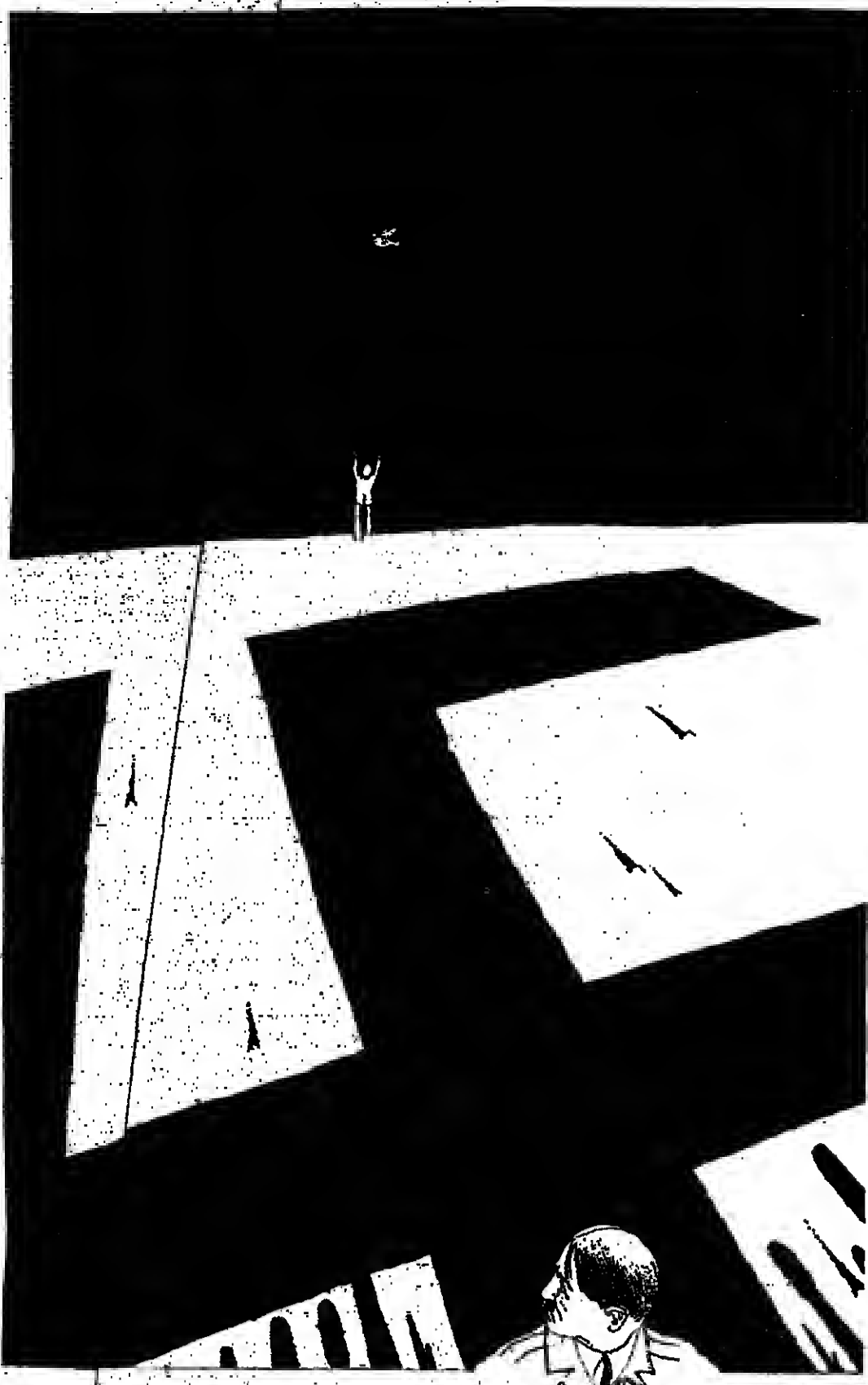
par Annie Batille

### RENCONTRES DU FUTUR

#### Un ordre culturel international

Selon l'Académie mondiale pour le pax, la culture, le travail et le développement, est une dimension indispensable de la coopération entre pays industrialisés du monde en particulier entre la Communauté européenne et les pays qui lui sont associés et bénéficient d'une familiarité ancienne et d'institutions communes. Dans cet objectif, l'Académie organise un colloque international « Culture et développement », à la recherche d'un nouvel ordre culturel international ; les cas des rapports C.E.E. — Afrique, Caraïbes, Pacifique à la 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> octobre 1982, à Saint-Vincent (Val d'Aoste). Responsables politiques, universitaires, journalistes internationaux, écrivains, économistes, philosophes, spécialistes d'une stratégie de développement soulèvent des problèmes culturels et de la possibilité de mise en application qu'ouvre la convention de Lomé et sa ratification. *l'Académie mondiale pour le pax*, Palais de Marbe, 9, avenue de Fubron, 06200 Nice, tél. (03) 86-33-12.)





MORGAN

Contraire à ses paroles et à ses intentions, il se met définitivement en ban des socialistes en brisant la grève des cheminots de 1910, et aucun coup de feu, mais en créant un précédent grave : l'immobilisation des grévistes. Régat aux yeux de ses anciens amis, on ne s'étonnera pas de voir ce « bandit » soutenir la candidature de Poincaré à la présidence de la République, puis jouer le premier rôle dans les gouvernements d'union sacrée.

## « On aurait dû le tuer ! »

Après paradoxe : celui que l'on appela le « pèlerin de la paix » mène la France pendant la moitié de la guerre, en tant que vice-président du conseil sous Viviani puis chef du gouvernement jusqu'en 1917. Partisan, en 1913, de la loi des trois ans allongeant le service militaire, il est de ceux qui quittent pour que le gouvernement ne s'installe pas à Bordeaux et que Paris soit défendu par la bataille de la Marne. Ses dons de siège — comme Churchill, il est partisan d'attaquer le « ventre dur de l'Europe » à Salonique — ne sont peut-être pas si étonnants qu'on l'a dit : et, si la direction de la guerre est passée sous son gouvernement de l'état-major au pouvoir civil, Briand le voulait vraiment ou y fut-il contraint sous la pression du Parlement ?

Toujours est-il qu'en 1917 il n'est plus l'homme de la situation. Il laisse donc la place et se retire. Pas complètement. A l'exemple de Léonine, il est partisan d'une paix de compromis : paix séparée avec l'Autriche-Hongrie, afin de maintenir un équilibre face à la Russie soviétique, et paix avec l'Allemagne. Il s'engage alors dans ce que l'on appellera vite l'affaire Lankon,

du nom du diplomate allemand que Briand est prêt à rencontrer secrètement. C'est heurter de front Clemenceau et les jusqu'au-boutistes. Bien que, à la différence d'un Caillaux, il se soit ouvert de ses intentions à Poincaré, il échappe de peu à l'inculpation de haute trahison. Clemenceau ne lâche pas ses mots : « Ce maquerelle, on aurait dû le fusiller ! »

Dans ces conditions, Briand ne peut figurer parmi les négociateurs du traité de Versailles. Il doit abandonner au Tigre tous les lauriers de la victoire. Toutefois, après l'échec de Clemenceau à la présidence de la République — défaite à laquelle il a contribué — s'ouvre pour lui, à presque soixante ans, une seconde carrière, internationale cette fois. Ministre des affaires étrangères en 1921, puis en 1925, il restera au Quai d'Orsay jusqu'à sa mort.

A l'heure de la diplomatie wilsonienne, diplomate au grand jour, Briand inaugure les « rencontres au sommet », entre deux chefs de gouvernement ou entre deux ministres des affaires étrangères. Finies les tractations à distance qui engendrent les malentendus.

Lorsqu'il revient au gouvernement en 1921, il déclare : « Nous avons un traité de paix avec l'Allemagne, mais pas une paix véritable. » Tenter un rapprochement franco-allemand — et anglais : oui ; négliger la sécurité de la France : non. Avec l'accord de Briand, Philippe Berthelot met sur pied la Petite Entente, qui, complétée par un traité avec la Pologne, entoure l'Allemagne d'un réseau d'alliances commandé par la France. Parallèlement, à la conférence de Cannes sur les réparations, Briand s'emploie à détourner les Allemands de la Russie soviétique, mais c'est la France qui le trahit : le

président Millerand désavoue son ministre, obligé de rentrer à Paris et de démissionner au début de 1922. Quelques mois plus tard, à Pâques, la « conférence des pyramides » celle l'union germano-russe : c'est le traité de Rapallo.

Si Cannes fut un fiasco, Locarno, trois ans plus tard, est une réussite. Au bord du lac Majeur, Briand trouve son alter ego allemand en la personne du réaliste Stresemann. L'escapade à deux sous une tonnelle à Ascona aboutit à un accord garanti par l'Angleterre et l'Italie, par lequel l'Allemagne reconnaît librement sa frontière occidentale, telle que l'a dessinée le diktat de Versailles. Stresemann n'a toutefois pas cédé sur la question de la frontière orientale.

## Prix Nobel de la Paix

L'esprit de Locarno donne espoir et galvanise une grande partie de l'opinion publique, avide de sécurité. Encouragé par Briand, un jeune agrégé d'histoire, Georges Bidault, fait un vibrant éloge de la politique de Locarno, et l'Action catholique de la jeunesse française organise une rencontre internationale sur le pacifisme. C'est l'apothéose en 1926, lorsque l'Allemagne, sous le patronage de la France, fait son entrée à la S.D.N. Briand monte alors à la tribune pour y faire retentir l'hymne à l'esprit nouveau : « Arrière les fusils, les mitrailleuses et les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix. »

Prix Nobel de la paix avec Stresemann en 1926, Briand devient le champion de l'esprit de Genève, fondé sur l'arbitrage et le désarmement général, garants de la sécurité collective.

Conscient des lacunes et des faiblesses de la Société des nations, il décide d'en faire « une tribune ouverte sur le monde ».

Et d'abord sur les Etats-Unis : le retour de l'Amérique isolationniste dans le concert des puissances serait la clef de voûte idéale de l'édifice qu'il s'efforce de construire. A l'occasion du dixième anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis, Briand obtient de Kellogg un accord sur la mise hors la loi de la guerre. Mais les Américains, par l'adhésion d'une soixantaine de pays, transforment une alliance bilatérale aux objectifs précis en une vague déclaration de principe. Considéré, dans la panégyrique briandienne, comme la grande réalisation du pèlerin de la paix, le pacte Briand-Kellogg amorce, en fait, un déclin qui ne fera que s'accroître.

## La première victime du nazisme

En 1929, la conférence de La Haye décide l'évacuation anticipée de la Rhénanie, sans grande contrepartie pour la France, à la différence de ce qui, trois ans plus tôt, avait probablement été envisagé à Thoiry, lors de l'entrevue sans suite avec Stresemann. Lorsque ce dernier meurt, en octobre 1929, Briand ne se fait guère d'illusions : « Le mieux [pour moi] serait de commander deux cercueils. » Deux ans et demi plus tard, bien peu de gens relèvent la petite phrase qu'il a prononcée peu avant sa mort : « Je suis la première victime du nazisme » — et de la crise mondiale, aurait-il pu ajouter.

Le retrait de Hitler de la S.D.N. en 1933, l'annexion de l'Ethiopie en 1935, l'explosion de la Petite Entente à Munich : en trois coups, les dictatures pulvérisent l'œuvre de Briand. Ces échecs posthumes pèsent lourd dans le procès que l'on fit à la mémoire de Briand à propos de sa responsabilité dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale. La droite lui reprocha ses concessions et son manque de fermeté ; c'était oublier un peu vite l'échec de la politique de la sécurité par la force menée par Poincaré dans la Ruhr. On se moqua après coup de l'« apôtre de la paix » et de sa mystique dérisoire, sans comprendre que la surenchère de la parole était son dernier recours face au danger croissant.

La grandeur de Briand fut justement d'avoir compris la leçon des massacres de la Grande Guerre, la nécessité que, jamais plus, l'Europe ne se devore elle-même, risquant de disparaître face aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S. « J'ai peur des peuples des steppes et des prairies », déclare Briand, je crains qu'ils n'écrasent notre pauvre vieille Europe : à elle de s'unir, de devenir la troisième force mondiale.

Briand eut l'intuition de l'Europe, une Europe sous l'égide de la grande puissance qu'était encore la France. En mai 1930, présentant à la S.D.N. un *Mémorandum sur l'organisation d'une fédération européenne*, il se prononce en faveur des Etats-Unis d'Europe. Treize ans après la mort de cet « européen », Robert Schuman déposa une couronne sur sa tombe, dans le petit village de Cocherel où il est enterré.

CATHERINE HODEIR.

(1) Sondage sur la mémoire collective des Français paru dans *l'Histoire*, n° 33, avril 1981.

Il y a peu d'études intéressantes sur Briand. Le seul ouvrage qui mérite qu'on s'y attarde est le livre en langue allemande de F. Siebert, *Aristide Briand*, paru en 1973, mais qui n'a pas été traduit en français.

## NUMISMATIQUE

## « Curiosa »

TOUT domaine de collection possède ses recoins curieux et secrets, tout collectionneur rêve de découvrir, un jour, la pièce rare et insolite qui apportera un peu de fantaisie à la réunion d'objets sagement rangés et répertoriés. C'est pourquoi les « curiosa » attirent un bon nombre d'amateurs qui apprécient en outre leur caractère de rareté souvent affirmé. Le « fin du fin » dans ce domaine est, bien sûr, l'objet unique, qui engendre les plus vives passions, comme celle de James Sherwood, pittoresque personnage que nous décrit Georges Perec dans *la Vie, mode d'emploi*.

La numismatique ne décevra pas ceux qui seront attirés par la recherche de telles pièces : elle possède évidemment ses objets uniques comme le grand médaillon d'or d'Eucratides de Bactriane, acheté par Napoléon III et conservé au Cabinet des médailles de Paris, mais aussi bon nombre de curiosités plus accessibles. Parmi ces dernières, certains s'attacheront peut-être à trouver des « records » comme les pièces minuscules ou les pièces géantes.

L'Antiquité grecque fournit un grand nombre de minuscules pièces d'argent, divisionnaires de l'obole aux noms compliqués et aux poids inférieurs au demi-gramme (ex. : le tétrastémion de 0,18 gramme). Pour les « poids lourds » il faut revenir aux dix-septième et dix-huitième siècles, et en Suède, avec l'extraordinaire série de plat-mynet qui renferme la plus grosse monnaie du monde, la plaque de 10 dalers pesant 19,7 kg, dont seulement huit exemplaires subsistent aujourd'hui. Avec de telles espèces, il fallait prévoir des brouettes ou des chariots lorsqu'on allait porter son argent à la banque... C'est d'ailleurs ce que nous montrent certaines gravures d'époque !

## Des champions

La médaille fournit également des champions, notamment à l'époque de Louis-Philippe, où furent frappés de très larges exemplaires (famille royale, loi sur les chemins de fer, etc.) ; mais le record, en ce domaine, revient à un rare essai de frappe au marteau-pilon du Second Empire : il s'agit d'une énorme médaille de bronze de 228 millimètres de diamètre, pesant 5,75 kg et représentant un buste de J.-B. Dumas. Un autre domaine de curiosité est celui des pièces de tradition ou de fantaisie, notamment celles frappées pour des personnages destinés au trône mais n'y ayant pas eu accès, comme Henri V comte de Chambord, Napoléon II l'Aiglon, ou Napoléon IV le prince impérial, qui connut, après l'exil, une fin tragique au Zoullouland (1).

Il existe également des monnaies de fantaisie émises par ou pour des personnages beaucoup plus folkloriques qu'historiques : deux aventuriers français du dix-neuvième siècle nous en fournissent la preuve. Vers 1860 un avoué français, Antoine Orville de Tournens, originaire de la commune de Chourgnac, en Périgord, conçut le fabuleux projet de fonder un royaume constitué des provinces d'Araucanie et de

Patagonie situées à la pointe de l'Amérique du Sud, au dessus de la Terre de Feu. Antoine Orville, devenu Ordié-Antoine I<sup>er</sup> va consacrer son temps, sa santé et sa fortune à séduire les chefs indiens et à essayer de se faire reconnaître par les Etats « civilisés ». S'il réussit dans la première entreprise, il échoua totalement, faute d'appuis et de finances, dans la seconde.

C'est, selon Léo Magne (2), avant son départ pour sa troisième expédition de 1874, que le conquistador périgourdin fit frapper des pièces de bronze de « dos centavos » à son titre royal.



Il est encore possible de rencontrer de temps à autre ces monnaies insolites perpétuant à jamais l'ambitieux projet, qui fait, paraît-il, encore rêver quelques descendants du soi-disant monarque patagon.

Plus réaliste est l'aventure du comte Olivier de Sanderval, à qui la vérité historique oblige à restituer son vrai nom... Aimé Olivier. L'activité commerciale entre la France et l'Afrique était grande au dix-neuvième siècle, et une entreprise commerciale de Marseille, la maison Pastre, entretenait d'importants et fructueux échanges avec ses comptoirs de la région de Labé, située sur le plateau de Fouta-Djallon, en Guinée. Aimé Olivier, qui dirigeait ces comptoirs, réussit, vers 1881, lors de la mise sous protectorat français du Fouta-Djallon, à se faire reconnaître par les princes indigènes certains droits et concessions qui l'incitèrent vraisemblablement à se faire proclamer roi du Labé, sous le nom romantique d'Olivier de Sanderval ! (3) Deux belles monnaies d'argent à légendes arabes, datées de 1879 et 1894, immortalisent cet autre rêve qui prit fin avec l'intégration du Labé à la Guinée française, en 1899.

Enfin, la palme de la curiosité numismatique revient peut-être à des médailles plutôt qu'à des monnaies. On sait, en effet, qu'un des rôles principaux de la médaille est sa fonction commémorative, aussi peut-on rester perplexe lorsqu'on a devant soi des médailles commémorant des événements... qui n'ont pas eu lieu ! Ce mystère s'explique par le fait que le commanditaire a parfois pris ses rêves pour des réalités. Je connais deux médailles de ce type : la première est celle que Napoléon fit frapper pour commémorer son débarquement en Angleterre et la seconde fut frappée en l'honneur de l'entrée des troupes allemandes à Paris... en 1914 ! La photo de ce rarissime document (4) montre que nos voisins espéraient que leur petite excursion en France serait aussi facile qu'en 1871. ■

ALAIN WELL.

(1) Cf. « Rois maudits », chronique numismatique du *Monde* (5 mai 1979).

(2) L'Extraordinaire Aventure d'Antoine de Tournens (Paris, 1950). Voir aussi *le Monde Dimanche* du 4 octobre 1981 et la réponse de Jean Raspail, auteur de *Moi, Antoine de Tournens, roi de Patagonie* (Albin Michel).

(3) Renseignements extraits de l'ouvrage de Gadoury et Cousin : *Monnaies coloniales françaises*.

(4) Document dû à la courtoisie de M. Belaubre, Hôtel des Monnaies, Paris.

## CONTE FROID

### Le rendez-vous

Elle avait de tels retards quand il lui donnait rendez-vous dans un café qu'il avait pris l'habitude de ne s'y rendre que le lendemain.

JACQUES STERNBERG.



## POÉSIE

### DANIEL BLANCHARD

Daniel Blanchard, qui est né en 1934, a publié dans la revue *L'Éphémère* (Maoist) ainsi que *Cartes au Mercure de France*. Cet ennemi de la crispation poétique a aussi participé à la publication de l'impression de la revue *Utopie*. Cette parole démodée se veut tangible. Puisque cette recherche cresse la voix : ces mots — pierre et soleil — visent à éclairer, « ce que parler veut dire ».

CHRISTIAN DESCAMPS.

### En présence de la poussière

Soleil vacant, parure, la boucle blanche infuse le rayon de poussière.  
A voix d'aveuglé, à voix d'empiré, les derniers pas, les pas se détournent de la porte comblée — s'en retournent au jour ultérieur.  
La bouche s'en retourne à son silex, mordre ce cri blanc à même le chemin.  
Le corps marche contre l'air brûlé.  
La soif respire.  
Le corps fend.  
Le soleil précipite, offouille le corps jusqu'au dos, jusqu'à la porte comblée — en présence de la poussière.  
A même la porte ce corps, ce corps détourné, comble le jour ultérieur.

### En vie

Une ombre sur le plâtre — plâtre.  
Et une voix haletante mais trop lente, plus lente que le jour, poursuit, outrepassée, défilante — ne porte pas.  
Le jour ne la porte pas (dans le tréfonds du jour, ce pas, cette cadence, ce tréfonds qui va, va, inerte sur son erre, mais va).  
Une voix, une pulsation sous le plâtre rauque, s'enroule, ne détache pas le plâtre du plâtre.  
Ou ces pas, hâtifs, qui ne tiennent pas, volée de feuilles parmi les feuilles.  
Cette voix, ce pouls, qui n'a pas prise, ou si lente (le jour, à peine, non, pas même).  
Cette ombre sur la nuit — redouble.  
Nuit éboulée dans la nuit. Vaine nuit.

## LANGAGE

### L'arbre et la forêt

On se souvient du livre de Georges Siffert sur les *Intellectuels en chaise longue* (1976). Luc Bouquiaux, chef de file des africanistes de langue française (mais non « mandarin » des études africaines, il s'en défend vivement), en a repris le titre pour l'appliquer aux chercheurs, et particulièrement à ceux de son domaine au sens large, les sciences dites « humaines » (par opposition aux sciences des choses) ou par ironie « molles » (par opposition aux sciences « fermes », de caractère mathématique) (1). Le livre de Luc Bouquiaux a pour première vertu d'être gai, souvent drôle (ce qui n'est pas un petit éloge pour un livre consacré à la recherche scientifique), toujours très vivant. Pour seconde, d'être un plaidoyer insaisissable et intelligent en faveur de la recherche en sciences humaines, et en particulier de la recherche sur le terrain. Pour troisième, de poser, parfois en quelques lignes, des problèmes de fond.

L'un de ceux-ci pourrait se formuler comme suit : Qu'est-ce qui différencie essentiellement la linguistique et la grammaire ? Qu'est-ce qui permet de dire que les *Structures syntaxiques*, de Noam Chomsky (Le Seuil), sont de la linguistique, et telle petite *Grammaire scolaire* convenable, de la grammaire seulement ? Les spécialistes ont certainement leurs critères d'appréciation.

Mais ils restent inconnus d'un public qui, cependant, est très intéressé par les problèmes de l'une et de l'autre. On voit, confusément, que la linguistique est plus savante, plus générale ; la grammaire plus accessible, plus minutieuse. Et aussi que la linguistique dit (ou prétend dire) les choses du langage telles qu'elles sont, et la grammaire telle qu'elle devrait être pour satisfaire les conventions sociales.

Ce premier critère est confirmé, par exemple, par le *Dictionnaire de la linguistique*, de Georges Mounin (Presses universitaires de France), pour lequel la linguistique est une « étude objective, descriptive et explicative de la structure, du fonctionnement [...] et de l'évolution des langues naturelles. (Elle) s'oppose ainsi à la grammaire, descriptive et normative ».

En fait, le descriptif étant commun aux deux disciplines, il reste seulement que la linguistique « expliquerait objectivement », alors que la grammaire « ordonnerait » sans expliquer. En forçant un peu les termes de la comparaison, c'est ce qui ferait de la linguistique une science presque dure, et de la grammaire une discipline au sens restreint du mot (la discipline du bien parler-bien écrire) ; et, par ailleurs, un artisanat, un bricolage à visée plus ou moins scolaire.

Ce serait trop simple. Les explications d'une grammaire plu-

st normative comme le *Bon Usage* du regretté M. Grevisse (Ed. Duculot, Gembloux, Belgique) sont en effet bien souvent des « justifications » après coup d'une règle qui n'a pas le sens commun : celle de l'accord récurrent des participes passés, bien sûr, et d'autres.

Mais, même si les explications sont faiblantes, elles sont données ; et les grammaires actuelles, scolaires entre autres, vont continuellement de l'explication (linguistique) à la règle (grammaticale). Sans oublier la *Grammaire des fautes*, qui, depuis celle d'H. Frei voici cinquante ans, est plus que jamais d'actualité, pour le français en tout cas.

### Le lit « de Procuste »

Quant à la linguistique, elle prescrit ou proscribit, et de cette façon « normalise » à peu près autant que la grammaire. Mais elle le fait, si l'on ose dire, hypocritement.

Pour poser les assises d'une théorie, former une hypothèse, poursuivre une construction, le linguiste a sans cesse besoin de matériaux réels, c'est-à-dire de phrases qu'il comme lui-même « grammaticales », et qui sont soit certaines (notées et attestées), soit extrêmement plausibles : fabriquées pour les besoins de la cause, mais conformes à la réalité généralement acceptée d'une langue donnée.

Mais que veut dire « généralement acceptée » ? A force d'éliminer de son matériel les phrases qui ne seraient pas « standard », le linguiste en arrive à ne plus travailler que sur du matériel trop banal pour être significatif ou probant. C'est bien ce qui se passe pour les grammaires dites « chomskiennes », qui non seulement s'opèrent qu'à partir d'une seule langue (l'anglais, dans le cas de Chomsky), mais ne prennent dans cette langue que ce que Luc Bouquiaux, dans un autre texte, nomme fort justement le « lit de Procuste » des analyses de ce genre. On ramène l'infinie complexité du langage vivant, de la parole, à la simplicité de quelques phrases-clés, à partir desquelles s'épanouissent les « arbres », si fort de mode dans la grammaire scolaire, même si cette mode commence à passer.

Ce que l'on construit de la sorte a certainement un intérêt pour la psychologie ; mais revient, en beaucoup plus élaboré, à ce que faisaient les grammairiens du Moyen Âge (que l'on redécouvre), ceux de Port-Royal et encore du début du siècle dernier.

Pour que la linguistique (ou une linguistique) soit véritablement autre chose, que la grammaire (ou une grammaire), il faut sans doute sortir, dans un premier temps, de la pauvreté des phrases-standard des grammaires transformationnelles ; et, dans un deuxième, surtout, d'une seule langue.

Prenons, exemple simple et clair, l'ensemble des faits du français que l'on peut regrouper sous l'appellation d'actualisation du nom : journal, le journal, ce journal, mon journal.

Les grammaires le décrivent, cet ensemble, très maladroitement, en parlant tantôt d'article (ou d'absence d'article), tantôt d'adjectif, etc. On voit bien qu'il est en réalité très cohérent, fortement structuré, et qu'il s'impose, avec ses moindres nuances, à tous les parlant-français.

Une linguistique unilingue en inférait (ou en déduirait) un

genre de loi linguistique générale dant à peu près ceci : « Le sigifiant « nom N... », virtuel de notre compétence de la langue est rendu actuel dans la communication par des « outils » sigifiants qui marquent graduellement l'entrée du sigifié de N... dans notre champ de conscience présent, et dans notre propos. »

Mais ce n'est encore que de la grammaire, de la grammaire générale si l'on veut. Vue par un Français à travers le français, cette loi du langage est parfaitement triviale par l'expérience, et théoriquement, au même scientifique, très satisfaisante. Mais ce à travers une langue qui n'est pas d'articles, ou ne les a pas tous, ou pas les mêmes le nous ?

D'où une exigence formulée par l'auteur : « Si (écrit-il dans un autre texte), je ne craignais pas de passer pour un mandarin autoritaire, je m'autoriserais à parler de linguistique générale que celui-ci, au moins une fois dans sa vie, est essayé à décrire exhaustivement une langue naturelle d'une unité différente de sa langue maternelle. C'est une expérience vengée, qui a au moins par effet immédiat d'enseigner l'humilité. »

A bon entendeur, salut ! Et redisons que la arité, la vivacité et le mordant d'ivre de Luc Bouquiaux devraient lui valoir un large public.

JACQUES CELLARD.

(1) De Luc Bouquiaux, maître de recherches au C.R.S. : *Des chercheurs sans chaise longue, plaidoyer pour les sciences dites « molles »*, 271 p., Ed. Atelier Albi Blanc, Paris, sept. 1982. 49 F. Distribution SELAF, 5, rue de Marquise 9310, Paris, tél. : 206-83-93.

## Ya t-il encore des enfants prodiges?

F'in octobre débute sur TF1 la diffusion du «Mozart» de Marcel Blumval, six épisodes d'une heure et demie coproduits par seize pays, la vie du musicien contée par le menu. Mais à propos, existe-t-il encore des compositeurs-enfants prodiges à une époque où la composition semble d'abord une affaire de technique et d'expérience ?

Face à l'offensive du Compact Disc à lecture laser, nos microsillons d'aujourd'hui ne vont-ils pas rejoindre au grenier les vieux 78 tours ? En tous cas le microsillon ne va pas se laisser faire. Le Monde de la Musique a procédé à des écoutes comparées de ces microsillons gravés selon de nouveaux procédés. Il vous livre ses conclusions.

Le Monde de la Musique d'octobre vous invite à suivre l'évolution de la voix. Vous partirez de l'homme des cavernes pour arriver aux ordinateurs qui chantent, en passant, entre autres, par les castrats de l'opéra vénitien, les « coffres » surpuissants de Bayreuth, et les



recherches de jeunes Américains pour retrouver la voix diaphonique des moines tibétains.

Invité d'honneur au Festival d'automne, le grand chorégraphe américain Merce Cunningham vient en France avec de nouveaux ballets. Simultanément sort le film de Benoît Jacquot, «Merce Cunningham au travail» réalisé à New York. Le cinéaste raconte comment il a vu et compris son modèle.

A ne pas manquer non plus, un portrait du pianiste Dinu Lipatti, un article sur Roland de Lassus, une étude sur le Rebeteico qui est la source authentique du Sirtaki, etc...

Ce mois-ci, le Monde de la Musique a écouté, commenté et étoilé 163 disques dont 9 sont les «chocs du mois».

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique d'octobre 15F chez votre marchand de journaux

# Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

## ACTUELLES

### Les Chats et les Rats

« Le clan des rats, dit-on, tint un jour la réunion pour préparer la prise décisive contre le clan des Rats. La réunion fut présidée par le roi d'Chats. Quand tout le monde fut là, le roi prit la parole et dit : « Membres du clan des Chats, je vous salue. Nous sommes rassemblés aujourd'hui parce que comme vous le savez tous, l'année a été prospère pour les Rats. Le sort leur a été favorable. Ils se sont multipliés et ils ont engraisé. Non par contre, nous avons souffert de la famine. Nous sommes tous maigres et faibles. C'est pourquoi, ô membres du clan, nous devons chercher un moyen d'attraper les Rats pour nous repaître de leur viande savoureuse. Comment nous y prenons-nous ? »

Un vieux Chat plein de sagesse prit alors la parole : « Vive le roi ! Je voudrais faire une suggestion. Nous devrions, par la ruse, amener le clan des Rats à conclure solennellement un traité de paix avec nous. Nous organiserions une conférence et réunirait les deux clans dans une plaine sans arbres où les Rats ne pourraient trouver aucun refuge ; il nous sera alors facile de les attraper tous ».

Proposition acceptée par les Rats. Mais la veille du jour choisi, ils vont creuser dans la plaine sans arbres des trous où disparaître si les choses tournent mal. Les Chats attaquent, les Rats s'enterrent. Les agresseurs sont floués — et déshonorés. (Récit du folklore somali, d'après le *Droit d'être un homme*, recueil publié par l'UNESCO sous la direction de Jeanne Hersch en 1968.)

J. GUICHARD-MEILL.

vous hésitez ? vite  
BESCHERELLE 2  
L'ART DE L'ORTHOGRAPHE : 20,80 F  
EN LIBRAIRIE  
HATIER





# AUDIOVISUEL

## Réseau sud

Le sud de la France est-il une terre d'élection pour les pratiques audiovisuelles ? Toujours est-il que les expériences originales foisonnent depuis quelques années dans les quatre grandes régions : Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Provence-Côte d'Azur. Ateliers super-8, groupes vidéo, centre de formation ou de recherche, par exemple, on produit des images sur les sujets les plus divers à l'écart des grands systèmes de la télévision et du cinéma comme des entreprises commerciales.

Le plus remarquable dans cette fermentation audiovisuelle, c'est qu'il ne s'agit pas d'un plan concerté, mais de la rencontre d'initiatives venues d'horizons très différents. Ce sont les collectivités locales qui sont à l'origine de Vidéo Animation Languedoc (VAL) à Montpellier, de l'Atelier images et sons de la Chartraine d'Avignon ou de l'Office régional d'éducation permanente (OREP) à Pau. En revanche, Vidéo 13 à Marseille, Vidéo 31 à Toulouse, Ciooc à Béziers ou l'atelier de la M.J.C. Corbelle à Nice sont nés sur des dynamiques associatives ou militantes.

Le secteur éducatif n'est pas absent, puisqu'on lui doit les productions de Point R, animées par la direction de la formation conti-

nue à Toulouse, les travaux du Centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) de Bordeaux et ceux du Lasic, laboratoire associé au C.N.R.S. de l'université de Bordeaux-III. Mais il faut y ajouter aussi les structures spécialisées créées par les mouvements d'éducation populaire (CREPAC d'Aquitaine) ou le mutualisme (Colimason à Marseille). Enfin, l'Etat a joué un rôle important de catalyseur à travers les antennes régionales de l'Institut national de l'audiovisuel et les vidéo-bus de la jeunesse et des sports.

Si l'on ajoute que la quasi-totalité de ces groupes a aujourd'hui entre deux à cinq ans d'expérience et quantité de réalisations à leur actif, on se trouve devant une production audiovisuelle qui recouvre tous les aspects de la vie et de la dynamique des régions et constitue de fait un patrimoine remarquable. Pourtant, ce patrimoine n'existe qu'à l'état latent. Car tous ces groupes butent sur le même problème : celui de la diffusion, véritable talon d'Achille de l'audiovisuel non professionnel. L'absence de circulation des produits, leur diffusion confidentielle, au coup par coup sur des réseaux militants, handicapent gravement ce type de pratiques. Au risque

d'asphyxie financière s'ajoute celui, plus grave encore, de l'asphyxie de la création : sans la sanction du public, la production retourne vite à l'amateurisme.

Pourtant, la demande existe, qu'elle vienne des associations d'éducation populaire, des maisons de jeunes, des foyers ruraux, des lycées ou des établissements universitaires. C'est pour y répondre et sortir de l'empirisme de leurs pratiques qu'une quinzaine de groupes producteurs ont fondé Réseau sud, centre inter-régional de diffusion des audiovisuels pour l'éducation et la culture.

### L'aide des pouvoirs publics

Le fonctionnement en est simple et très souple. Les adhérents du Réseau mettent en commun un fonds de médiathèque constitué par les produits qu'ils souhaitent diffuser. Ces documents constituent dès aujourd'hui un catalogue de deux cent cinquante à trois cents titres disponibles en location et à l'achat sur support vidéo V.H.S. ou U-Matic trois quarts de pouce pour tout usager qui en fait la demande auprès du Réseau. Une médiathèque centrale sera créée au début de l'an-

née prochaine à Toulouse et deux succursales verront le jour à Bordeaux et à Montpellier.

Pour accroître la diffusion, le Réseau organise aussi des projections régulières dans des vidéo-clubs ouverts au public et alimentés par des « valises » contenant les dernières productions du réseau. Des diffusions plus spécifiques ou thématiques seront prises en charge par des institutions spécialisées, universités ou organismes de recherche, à partir d'un fonds mis en dépôt.

La pièce maîtresse de ce dispositif est un centre de transfert chargé d'harmoniser pour la diffusion tous les standards techniques de production. On y reportera sur vidéo V.H.S. ou U-Matic toutes les réalisations cinématographiques 16 mm et super-8, ainsi que les bandes vidéo tournées sur des anciennes normes. Le Réseau sera également doté d'unités V.H.S. pour la diffusion itinérante et de téléprojecteurs pour les lieux de consultation permanente.

Réseau sud ne s'est pas fait en un jour. Il a fallu de longs mois pour rassembler autour d'une table toutes les diversités institutionnelles et trouver une organisation qui respecte les spécificités de chacun. Il a fallu

aussi solliciter l'aide des pouvoirs publics. Ceux-ci sont aujourd'hui plus sensibles à l'expression audiovisuelle associative. Le ministère du temps libre a accordé 250 000 F pour le centre de transfert, le ministère de la culture, 350 000 F pour le lancement du Réseau et la Datar, 326 000 F pour le renforcement des moyens de diffusion. Le fonctionnement du Réseau devra, lui, s'autofinancer à partir des cotisations et des recettes de la diffusion. Mais les fondateurs sont optimistes et espèrent même créer une dizaine d'emplois.

Mais le fait le plus important à relever est sans doute la participation active des régions dans le projet. Chaque établissement public régional accorde 300 000 F pour le financement de départ et les collectivités locales pourraient progressivement soutenir le fonctionnement. Réseau sud n'est donc pas seulement la première structuration de l'audiovisuel non professionnel, c'est aussi l'esquisse d'une prise en compte régionale des phénomènes de communication dans les perspectives définies par la loi sur l'audiovisuel.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

\* Réseau sud, 31, rue des Amidonniers, 31300 Toulouse.

## VIDEOCASSETTES SELECTION

### DEPARDON

Qu'il filme dans les locaux de la rue Hérold les derniers jours avant le lancement du *Math* ou la nûde de photographes aux trousses de Jacques Chirac, Gérard Depardon s'intéresse avant tout au rapport pervers de l'objectif à ceux qui s'y laissent piéger et, au-delà, à la production de l'information. Travaillant en solitaire, utilisant une technique sophistiquée, mais légère, qui lui permet de s'immerger dans son sujet, Depardon est une espèce de Rouletabille de la communication moderne, sur laquelle il porte un regard aigu et iconoclaste.

L'édition de *Reporters et Numéros zéro* en videocassette, par l'agence Gamma, est l'occasion de s'apercevoir que tout cela est, au bout du compte, de la télévision, de la bonne télévision comme il n'y en a plus beaucoup sur nos petits écrans. Souhaitons voir aussi éditer, en vidéo, *San Clemente*, son dernier film sur l'anti-psychiatrie et, pourquoi pas, 50,81 %, le reportage consacré à la campagne de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, que l'on n'a jamais vu sur les écrans...

\* *Reporters et Numéros zéro*, de Gérard Depardon. Deux videocassettes éditées par l'agence Gamma et distribuées par R.C.V.

### MUNDIAL 82

Pour ceux qui n'ont pas enregistré les matches sur leur magnétoscope ou pour ceux qui souhaitent réunir aujourd'hui leurs cassettes tout en gardant quelques souvenirs, voici la cassette de la Coupe du monde de football, le seul, le vrai, l'officiel ! Négociée en exclusivité avec la Fédération internationale de football, par le constructeur japonais J.V.C., en association avec deux éditeurs anglais, elle nous revient en France agrémentée de commentaires de Thierry Roland. On y retrouvera les grands moments du Mondial, des surprises du premier tour aux grandes émotions des finales et des demi-finales. Un grand succès commercial assuré.

\* *Coupe du monde, Mondial 82* (60 mn). Présentée par J.V.C. en association avec Thom EMI Video programmes et Thames Television. Distribuée par Thom EMI Video.

### JULES VERNE

Dans leur collection « Lantane magique », les éditions Adès présentent trois dessins animés, adaptés de romans de Jules Verne : *Le mystérieux*, *Le voyage au centre de la terre* et *Le maître du monde*. Ces films de moyen métrage, dont l'animation est de qualité fort honorable, font partie d'une série produite par Walter J. Hucker, consacrée aux grands classiques de la littérature de jeunesse. On y trouve également un *Mark Twain* (le *Prince et le pauvre*), déjà paru chez Adès ; un *Robinson Crusée* et une *île au trésor* viendront bientôt enrichir le catalogue de « Lantane magique ».

\* *Le mystérieux* (47 mn), *Le voyage au centre de la terre* (47 mn), *Le maître du monde* (50 mn). Edités par Adès, collection « Lantane magique », et distribués par 3 M Vidéo.

### FILMS

Ingrid Bergman  
Jeanne d'Arc de Victor Fleming, avec José Ferrer. Distribué par M.P.M. Production.  
Les Années du capricorne, d'Alfred Hitchcock, avec Joseph Cotten et Michael Wilding. Distribué par M.P.M. Production.

Films récents  
Il était une fois des gens heureux, les Plouffe, de Gilles Carle, avec Émile Genest, Stéphane Audran et Daniel Cauchy. Édité par R.C.A. et distribué par G.C.R.

Tout une vie, de Claude Lelouch, avec Marthe Keller, André Dussollier et Charles Denner. Édité par G.C.R.

Outland, de Peter Hyams, avec Sean Connery et Peter Boyle. Édité et distribué par Thom EMI Video.  
Bendits, bendits, de Terry Gilliam, avec Sean Connery et Shelley Duvall. Édité par Hand Made Films et distribué par Thom EMI Video.

J.-F. L.

## PRATIQUES

### VIDÉO

#### Un guide pratique

Encore un guide destiné à l'utilisateur de magnétoscope, mais celui-ci est rédigé par un éminent spécialiste : Christian Darteville. Outre les chapitres classiques (histoire, principe de l'enregistrement vidéo, standard, branchements, réglages), on trouve dans le *livre vivant de la vidéo* des explications fort utiles sur les défauts possibles du matériel. La tout est abondamment illustré par des photos et des schémas.

Ce guide est édité par Agfa-Gevaert, fabricant de bandes vidéo, au prix modique de 20 F. Il suffit d'adresser un chèque à Agfa-Gevaert, service vidéo-conseils, B.P. 301, 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

#### Télévision bracelet

La télévision en montre-bracelet est née. On l'attendait d'un désespoir de la vidéo japonaise mais c'est Seiko, un spécialiste de l'horlogerie japonaise tout de même qui la mettra sur le marché

dès 1983. Il s'agit d'un écran miniature à cristaux liquides relié à un ensemble récepteur qui tient, lui, dans la poche. L'affichage de l'heure se fait au-dessus de l'écran et la ceinture-son ultra-légère est reliée au récepteur. Prix de la petite merveille : 2 800 F.

J.-F. L.

#### Caméra sans tube

Après le Mavica de Sony, appareil générant une image fixe vidéo, après la ruée des grands de la photo sur le marché de la vidéo, on ne s'attendait plus de rien et surtout de découvrir une caméra vidéo ayant la forme d'un appareil photo. La firme japonaise Sharp a déposé son prototype de caméra C.C.D. et celui-ci ressemble effectivement à un gros 24 X 36.

Cette compacité a été rendue possible en supprimant le tube vidicon encombrant et gros consommateur d'énergie par un système à transfert de charge qui traduit directement la lumière en signal électrique. L'ensemble des 200 000 cellules de base (1390 lignes de 490 pixels) n'occupe qu'une plaquette de silicium de 10 mm sur 8,4 mm. Si ce procédé

n'élimine pas le système optique, il fait appel à un nombre beaucoup plus restreint de composants électroniques. Le constructeur affirme que la reproduction fidèle des couleurs est possible dans des conditions de luminosité très basses (50 lux) et que l'image est exempte de toute distorsion et rémanence.

#### Magnétoscope 4<sup>e</sup> chaîne

En attendant la fabrication en série et la commercialisation de cette caméra, Sharp a lancé sur le marché français la VC 9300 F. Ce magnétoscope de salon à chargement frontal automatique est muni d'un clavier de fonction géré par microprocesseur, permettant l'accès direct à toutes les opérations sans passer par le « stop ». Les possibilités de ce clavier incluent le visionnement avant et arrière pour la recherche rapide, et l'arrêt sur image. Il existe 8 touches de sélection de canaux-programmes sur le tuner et celui-ci est aux normes Secam L, C.C.I.R. et aux bandes U.H.F. et V.H.F. En d'autres termes, il pourra capter la quatrième chaîne couleur.

Les possibilités de programmation sont suffisantes et la machine possède un mécanisme d'entraînement silencieux et un rembobinage en fin de bande. Ce magnétoscope rejoint le groupe déjà fourni des machines de milieu de gamme (environ 7 000 F) et Sharp compte lui adjoindre très bientôt un 9 700 F nettement plus sophistiqué.

PHILIPPE PELAPRAT.

### RADIO

#### La carte d'auditeur

Très utilisée dans certains pays étrangers (Canada, États-Unis...) mais décriée à ses débuts en France par les créateurs de radios libres qui s'imaginaient pouvoir vivre largement de la publicité et y puiser les garanties de leur indépendance, le système de la carte d'auditeur a fait rapidement de nombreux adeptes dans le monde des radios locales. La preuve : ce poste est désormais inscrit dans la plupart des budgets prévisionnels

figurant sur les dossiers déposés auprès de la commission Holleaux.

Gaeta amical du soutien à l'égard d'une radio, l'achat d'une carte conduit à impliquer l'auditeur dans la vie d'une station, celle-ci devenant officiellement « l'affaire de tous ». Mais si elle procure aux radios des ressources, la carte fournit aussi à l'auditeur quelques avantages, certains symboliques, d'autres plus intéressants : priorités et tarifs préférentiels pour certains concerts ou autres manifestations organisées par la station, réductions dans certains magasins ou clubs sportifs, etc.

Une nouvelle association, la CARA (Carte d'auditeur des radios associatives), a bien compris l'intérêt du système : afin d'éviter aux stations des démarches multiples, elle se charge de rassembler les contrats de réduction et vend ainsi aux stations adhérentes des cartes d'auditeurs que celles-ci peuvent revendre auprès de leur public. Il en coûte aux différentes stations 100 francs pour une adhésion annuelle à la CARA, et 5 francs par carte, le but de l'association étant toutefois, à terme, d'assurer gratuitement ce service aux membres. Plusieurs magasins (à Paris et en province), des agences de voyages, des journaux, font, par cet intermédiaire, profiter les détenteurs de la carte de tarifs préférentiels.

\* CARA, B.P. 233, 75227 Paris Cedex 19.

ANNICK COJEAN.

### PHOTO

#### Le retour d'Eumig

Les amateurs se souviendront sans doute d'Eumig, qui fut il y a quelques années le plus gros fabricant mondial de projecteurs et de caméras super-8. Cette firme autrichienne, déjà sérieusement touchée par la crise du cinéma d'amateur, avait déposé son bilan voilà plus d'un an après l'arrêt, par la firme américaine Polaroid, de la Polesvision, son procédé de cinéma instantané. La société Eumig avait en effet été chargée par Polaroid de la fabrication des caméras et des projecteurs Polesvision.

P. P.

**RENTREE 82**  
SEPTEMBRE

LOUIS-VINCENT THOMAS  
**La mort africaine**  
Idéologie funéraire en Afrique noire  
276 pages - Bibliothèque Scientifique - 85 F

MARC ANGENOT  
**La parole pamphlétaire**  
Contribution à la typologie des discours modernes  
432 pages - Collection "Langages et sociétés" - 99 F

CHRISTINE JAEGER  
**Artisanat et capitalisme**  
L'envers de la roue de l'histoire  
323 pages - Collection "Aux origines de notre temps" - 92 F

**PAYOT**



# ACTUALITÉ DU DISQUE

## Classique

### Les derniers quatuors de Beethoven par les Amadeus

Voici plus de trente ans que le Quatuor Amadeus, formé de deux Autrichiens réfugiés en France, de Bretonne et d'un Belge, a marqué dans le monde de la musique de chambre, multipliant les succès et les enregistrements, dont celui des quatuors de Beethoven, réédité il y a une vingtaine d'années, fut longtemps considéré comme un sommet.

Tout en admirant sa superbe qualité sonore, il me semblait que cet ensemble n'allait pas jusqu'au bout des possibilités expressives de la musique, comme par une sorte de pudor aristocratique.

Mais ces réserves tombèrent à l'écoute du nouvel enregistrement des six derniers quatuors de Beethoven, qui reflètent incontestablement une profondeur et une maturité nouvelles, notamment dans les mouvements lents.

On retrouve certes le style habituel de ces musiciens, l'extrême flexibilité qui baroque un peu les lignes, avec une sensibilité exacerbée qui touche parfois au maniérisme.

Mais l'interprétation paraît maintenant transparente à la pensée, aux rêves, aux humeurs, aux images, à l'immense trésor de méditation qui se déploie dans ces œuvres prodigieusement contrastées, véritable testament de Beethoven qui s'élève jusqu'aux cimes de la pensée philosophique et de la maîtrise universelle dans les Quatuors n° 12 à 15, et la Grande Fugue, mais achève sa vie, après une dernière crise qui l'a brisé (la tentative de suicide de son neveu), en murmurant, dans le final du 16<sup>e</sup> Quatuor, une chanson tendre et céleste qui est comme un écho de l'Hymne à la joie.

On pourra préférer la puissance plus abrupte et métaphysique parfois du Quatuor Vogt, ou la pureté de flamme du Quatuor Italien, qui donnent d'autres lumières sur le génie beethovenien, mais le Quatuor Amadeus touche vraiment ici à l'essentiel (4 disques O.G., 2.740-285).

JACQUES LONCHAMPT.

### « Les Vêpres » de Monteverdi

C'est un exercice toujours difficile pour des interprètes que de retrouver l'état, de grâce d'une première version, « historique ». En 1968, Michel Corboz et son Ensemble de Lausanne, enregistrant les Vêpres de la Sainte Vierge, de Monteverdi, ne s'embarrassaient pas de détails pour tracer un chef-d'œuvre une voix royale, soutenus qu'ils étaient par un souffle de foi et de vie tout simplement irrésistible. « Pater noster », le chef suisse signait la fin des récesses les plus éclatantes de sa carrière, un album qui marquait incontestablement la discographie, malgré l'apparition de versions plus achevées sous l'angle du retour aux sources et de la musicologie.

Saisi aujourd'hui par la tentation du « remake », Corboz revendique précisément cette démarche musicologique qui faisait défaut, d'un certain point de vue, à son « premier », enregistraient, imitant en cela la plupart des interprétations récentes qui s'efforcent de retrouver, avec le style et la ton, les sonorités supposées exactes de l'époque.

Confronté à lui-même, Corboz 2 a raffiné donc de superbes nuances, avant tout attiré par les jeux de contrastes entre tutti et

passages solistes. La cantilène des antiphones grégoriennes entre les psaumes souligne le caractère liturgique d'une approche qui n'est pas au côté festif et grandiose de l'œuvre le Dominus ad adiuvandum finissim, plaqué sur les traits triomphants de la sirène d'ouverture de l'Oratio. Et dans les motets solistes, le plateau de chœurs — hommes et femmes — est à l'aide, tandis que l'accompagnement instrumental soigne avec tout l'éventail de timbres souhaitable, grâce à la complaisance des virtuoses de l'English Bach Orchestra, et des toujours valeureux Salsgoutiers de Toulouse.

Au dernier accord, pourtant, un doute subsiste : il n'est pas certain, que cette nouvelle version, « programmée » avec un soin extrême, remplace la première, qui, avec ses innombrables qualités et petits défauts, vivait un tout autre tempo musical et spirituel, découlant sur des rythmes incisés qui s'émoussaient parfois curieusement ici (la trop grande sagesse de la Sonate à huit, au lieu du tourbillon ivre jusqu'au vertige de l'enregistrement Gardiner). En fait, ce que « Corboz 2 » ne parvient pas à recréer, c'est l'impression de jeunesse et d'indéfectible fraîcheur qui faisait le prix de ses premiers disques. Le travail du musicologue et du poète est assurément superbe, mais sans cet élan vital qui portait Corboz 1 sur les cimes de la mystique comme de la tendresse humaine. (Un Album Erato de deux disques, référence NUM 75292.)

ROGER TELLART.

### Les quatorze canzonets anglaises de Haydn

Les mélodies avec piano de Haydn restent un des domaines les moins connus de sa production, et il n'en existe pas, en France, en tout cas, d'intégrale discographique. Au sein de cet ensemble d'une cinquantaine de pièces, les quatorze canzonets sur paroles anglaises (Londres 1794-1795) occupent une position en fait, les poèmes sont pour la plupart d'une certaine Ann Hunter, épouse d'un célèbre chirurgien de l'époque, mais pour l'un d'eux (le sublime *She Never Told her Love*), Haydn alla chercher dans la *Nuit des rois*, de Shakespeare.

Le *Seigneur's Song* (Chant de marin) ressemble fort aux couplets de Papageno du début de la *Fuite enchantée*, mais, très souvent, la musique adopte un ton de ballade (Fidelity) ou d'introspection (*The Wanderer*, *The Spirit's Song*) annonçant de très près Franz Schubert. La voix du ténor britannique James Griffith apparaît parfois légèrement nasillarde, mais les canzonets sont saisies dans tout leur esprit et dans toute leur profondeur, et l'accompagnement de Bradford Tracey (piano-forte) est au-dessus de tout éloge (Telefunken, 6.42780).

MARC VIGNAL.

### « La Walkyrie » de Marek Janowski

La vision inattendue inaugurée par Janowski dans son *Or du Rhin* résonne si précisée. Elle a affirmé de refus : abandonnée la mythologie et l'ordure barbare, les passions exacerbées à exprimer en défillements vocaux et paroxysmes orchestraux. Une époque d'interprétation wagnérienne est bel et bien close. La nouvelle, préfigurée dès les années 60, trouve ici son

accomplissement. Eminemment humaine, racontant la tendresse et la nostalgie, le douleur et l'espérance (là où, jadis, il n'était que dieux en lutte et forces cosmiques en conflit), elle exige un subtil équilibre entre instruments solos et masse orchestrale, entre celle-ci et les voix. Délaisant les effets de contraste et de rupture, elle joue sur la cohérence et la continuité, sur la transparence du son, sollicitant une écoute non plus impatiente des moments d'exception, mais attentive au moindre fragment et détail.

Pareille conception fait évidemment la part belle à l'orchestre qui semble constamment dialoguer avec lui-même. Autre est la situation des chanteurs. L'internationalisme de leur réunion, et donc la diversité de leurs écoles, la sur-distribution de certains emplois (S. Jerusalem, J. Altmeyer) due à la pénurie de grandes voix, donnent parfois l'impression d'un produit standard, sans défaut mais sans surprise, un peu trop lisse et trop net pour ne pas manquer une part du poids des mots et de la démesure de l'œuvre.

On n'oublie pas un instant le temps des Prométhées, quand Furtwängler et Knappertsbusch soulevaient le feu de Varny et de Mödl. Mais on entre aisément dans ce monde proche et familier que Janowski assigne à Wagner. Les deux ramenés à des dimensions humaines ; c'est, en somme, tout autant qu'une évolution musicale, une loi de l'histoire (S. d. Eurodisc 301-143, S. Jerusalem, K. Moll, T. Adam, J. Norman, J. Altmeyer, Y. Minton, Staatskapelle Dresden).

ALAIN ARNAUD.

## Jazz

### THELONIOUS MONK « Big Band and Quartet in Concert »

« Mourrez, nous ferons la fête. » Rééditions, hommages, émissions spéciales (dont le parfait « Math des Musiciens » sur France-Musique en juillet), créations de sa musique, Thelonious Monk n'a jamais été plus présent que depuis sa mort, en février. Sans elle, nous serions probablement restés privés de ce disque, paru en 1964 et que C.B.S. n'avait pas maintenu à son catalogue, inexplicablement. S'il n'est pas une réussite aussi totale que la fameuse *Monk Orchestra at Town Hall* (Riverside), il n'en doit pas moins figurer dans toute discographie d'amateur de Monk — et qui pourrait aimer le jazz sans aimer Monk ?

Les sept plages proviennent d'un concert qui eut lieu le 30 décembre 1963 au Philharmonic Hall de New-York. Cinq d'entre elles sont jouées par un ténor pour lequel l'arrangeur Hal Overton avait renouvelé la formule adoptée quatre ans auparavant, lors du concert de Town Hall, où les cuivres prédominent. Cette fois, ce sont le saxophone soprano (Steve Lacy) et les clarinettes (Phil Woods et un clarinettiste besson non identifié) qui donnent le couleur d'ensemble en s'alliant aux deux trompettes et au trombone, souvent munis de sourdines.

A l'exception de *Oaks T.*, curieux « anatole » sans pont, fait de quatre fois huit mesures identiques où se répète un seul accord de septième non résolu, toutes les compositions sont des classiques du Monk des années 40 (*I Mean You, Evidence, Four in One, Epitaph*). Des solos trop longs et pas toujours inspirés font regretter que Monk accorde à lui-même et à l'orchestre moins de place qu'à ses musiciens. Un

### DONNA SUMMER

On la connaît, Donna Summer, reine du disco et déesse des hit-parades, on ne connaît qu'elle, une voix d'élchisme qui transforme le vinyle en or, et un feeling d'acier pour faire bonne mesure. Si l'on ajoute que le travail de Quincy Jones à la production est celui d'un orfèvre dont le poinçon sur la cire est une garantie notable, il est facile de comprendre que le nouveau disque de la dame brille des plus beaux éclats. A ce niveau de perfection, on ne s'inquiète plus de savoir si l'on succombe au piège tout préparé de la grande consommation, car il y a de la magie, un sens inné de la musicalité, du rythme, de la mise en place, du son.

Donna Summer, c'est évidemment cette voix, ce style qui nous sont familiers pour avoir invariablement accumulé les tubes avec les années, la dernière, *Love is in Control*, ayant déjà envahi les ondes. Mais ce morceau, logé sur le coin de toutes les lèvres, n'est en fait que la partie émergée de l'iceberg dans ce 33 tours où Donna Summer se paye la luxe de réunir, au hasard des plages, Michael Jackson et Stevie Wonder (les chœurs de *State of Independence*), Bruce Springsteen (guitariste et compositeur de *Protection*) tout en se taillant la part du lion sur un morceau mt-tempo (*Li-vin' in America*) où aucun invité de cet acabit ne lui sert de faire-valoir (WEA, K 99183).

### ROBERT PLANT

« Pictures at Eleven »  
A la mort de John Bonham, leur batteur, Led Zeppelin s'est

séparé. Chacun s'est retiré dans sa ferme respective. Après quelques mois d'inaction, Robert Plant, le chanteur haut perché, a redécouvert le plaisir de jouer avec un petit groupe local dans l'anonymat des pubs de la campagne anglaise bien loin des stades américains et du gigantesque des concerts de Led Zeppelin. Ravi de cette expérience nouvelle, il décide d'enregistrer un album, dans la lancée, avec Robbie Blunt, le guitariste du petit groupe local, tandis que de son côté Jimmy Page, le guitariste-dieu, compose la musique du nouveau film de Charles Bronson (pauvres de nous !).

Le premier album solo de Robert Plant est en tous points semblable à un disque de Led Zeppelin, à cette différence qu'on le croirait exécuté par un petit groupe local avec un chanteur haut perché... et un guitariste-dieu en moins. Quand on n'a pas peur des mots on appela ça un ersatz et il n'en existe pas d'autres pour qualifier le mimétisme, tant dans le travail de composition que dans la jeu de guitare, de Robbie Blunt par rapport à Jimmy Page (WEA, SSK 59418).

### A B C

« Lexicon of Love »  
ABC a été la coqueluche de l'été britannique. Tout à fait dans le courant du vent qui souffle d'Albion depuis plusieurs mois, il en est même la quintessence, générique dans la forme et pinge dans la fond, la production hyper-léchée et les sentiments en liste d'attente. A défaut d'être captivant c'est plaisant. Des mélodies fleuveuses qui ont de l'ampleur, étoffées par des arrangements clinquants, cordes et cuivres à volonté, une rythmique au métro-nome, diplômée en électronique, qui se prête parfaitement au format des discothèques et une voix comme on les fait aujourd'hui, claire, tonique, magistrale. Funky et chic, élégant et plastique, prêt à l'emploi, chacun peut y trouver son compte pour peu qu'on ne soit pas effarouché par la fugacité (Phonogram, 63590 99).

### GO GO'S « Vacation »

Les Go Go's, ah ! les Go Go's ! Cinq Californiennes comme on les aime, Californiennes jusqu'au bout des ongles, la teinte bronzée à la chair pulpeuse, insouciantes et superficielles. Avec leur premier album, elles ont été cette année la brise qui a rafraîchi les sommets racornis des charts américains. La recette est simple, mélodie pop et voix fruitées, le riff en goguette sur un rock vitaminé, ce second 33 tours est une succette que l'on usera jusqu'au bâtonnet. La pochette fait office de mode d'emploi avec son titre, Vacation, et nos cinq beach girls en tutu qui exécutent un ballet façon Esther Williams sur des skis nautiques. Comment, après ça, ne pas s'adonner aux plaisirs délectables du rock ? (CBS, 85961 1).

### BAD COMPANY « Rough Diamonds »

On ne les attendait plus, Bad Company, tellement pas qu'on ne sait même plus à quand remonte leur précédent 33 tours. L'essentiel, au bout du compte, étant qu'ils aient aujourd'hui au rendez-vous d'un rock qui ne s'est pas déformé avec le temps. Dans les années 70, Bad Company a plongé corps et âme dans le sillage de Led Zeppelin

avec un rock qui avait l'apparence du hard rock, qui en avait la puissance et la fièvre, mais qui n'était pas du hard rock. Ils en empruntaient les rouages tout en évitant la systématisation de ses effets grâce à des racines blues fortement prononcées et un travail de composition plus racé. C'est ce qu'on retrouve ici avec en avant le voix superbe de Paul Rodgers, le timbre écorché et rugueux, et en assise les guitares tranchantes sur une rythmique massive. Un disque sans étincelles, soit, qui ménage les surprises, studieux en somme, mais pas besogneux (WEA, SSK 58419).

ALAIN WAIS.

### SELECTION

- DON HENLEY, « I Can't Stand Still » (WEA, ASK 52428).
- THE ISLEY BROTHERS, « The Real Deal » (CBS, 85790).
- AMERICA, « View From The Ground » (Pathé-Marconi, 400111).
- YAZOO, « Upstairs at Eric's » (Virgin, 540037).
- PETER FRAMPTON, « The Art Of Control » (CBS, 84905).
- KISS, « Killers » (Phonogram, 6302193).
- BRASS CONSTRUCTION, « Attitudes » (Pathé-Marconi, 400082).
- SLY DUNBAR, « Sly-Go-Ville » (Phonogram, 6313277).
- JOAN ARMATRAING, « Whatever's For Us » (Polydor, 2311172).
- JOE CDCKER, « Spica Captain » (Polydor, 2311168).
- GREGORY ISAACS, « Night Nurse » (Phonogram, 8313407).
- SANTANA, « Shango » (CBS, 85914).
- HOLLY AND THE ITALIANS, « Holly Bath Vincent » (Virgin, 204963).
- SURVIVOR, « Eye of the Tiger » (CBS, CX 85845).
- GEORGE THOROGOOD, « Bad to the Bone » (Pathé-Marconi, 400118).
- ZAKA PERCUSSION, « Spica » (La Chant du Monde, LDX 74775).
- SCOTTI BOLLITTI, « Songs to Ramenber » (Celluloid, CEL 6821).
- PHIL SEYMOUR, « 2 » (Vogue, 518513).
- ALTERED IMAGES, « Pinky Blue » (CBS, 85665).
- KING CRIMSDN, « Beat » (Polydor, 2311158).
- THE REDDINGS, « Steamin' Hot » (CBS, 85725).
- RANDY CRAWFORD, « Windsong » (WEA, WBK 57011).
- KEVIN COYNE, « Politic » (Virgin, 201918).
- GAP BAND, « IV » (Phonogram, 6337223).
- ROBERTA FLACK, « I'm the One » (WEA, ATLK 5089D).
- SWEET PEA ATKINSON, « Don't Walk Away » (Phonogram, 5313399).
- SOFT CELL, « Non Stop Ecstatic Dancing » (Celluloid, distr. Vogue 529815).
- JIMMY CLIFF, « Special » (CBS, 85878).
- WARREN ZEVON, « The Enjoy » (WEA, ASK 52354).
- SHOES, « Boomerang » (WEA, ELK 52408).
- JIMI HENDRIX, « The Jimi Hendrix Concerts » (Ara-belle, 301005).
- HAMBI AND THE DANCE, « Haartacha » (Virgin, 204774).

**25 MARQUES. PLUS DE 200 MODELES.**

Chez Hamm, vous trouverez probablement le plus grand choix de pianos de Paris. Droit ou à queue, quel que soit votre budget, un vendeur-conseil vous aidera à faire le meilleur choix.

**Hamm**  
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Proximité

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande.

# Le Monde

NOUVELLE C R E

## BULLE

par ANDRÉ LAUDE

**E**lle s'appelle Bulle. Elle est Bulle, tout simplement. Je n'ai jamais su d'où ça lui venait. De l'enfance, peut-être, mais Bulle ne parle jamais de son enfance. Bulle ne parle jamais de rien. Bulle boit, et, quand elle a bu, elle divague, elle dit n'importe quoi.

Quand j'ai connu Bulle, elle ne buvait pas. C'était alors une belle jeune fille à la peau éclatante. Blonde, coiffée à la « garçonne », des yeux marron profonds, une moue encore enfantine, une bouche fascinante aux lèvres superbement dessinées. J'étais venu dîner seul au café-restaurant du Petit Paris. Ce restaurant pratique des prix modiques. Aussi bien est-il fréquenté par toute une faune bariolée : journalistes, peintres sans le sou, techniciens de la télévision, anciens routards, anciens combattants de Mai 68, mal recyclés, comédiens aux maigres rôles, poètes soiffards. Ici, la cuisine est corrécte, le bachelier parmentier convenable, l'entrecôte acceptable. J'aime bien cet endroit. Les murs sont tapissés d'affiches du dix-neuvième siècle dénonçant, avec gravité, les fléaux de l'alcoolisme. Cela fait toujours sourire les nouveaux venus.

Ce soir-là, donc, j'étais en train de rompre avec Aline. Ça n'allait plus du tout entre nous. Pourquoi ? Difficile à dire. Était-ce notre différence d'âge ? Aline était à peine plus âgée que Bulle, et, moi, j'avais, depuis belle lurette, franchi la quarantaine. Était-ce à cause de moi ? C'est vrai, je suis violent, sauvage, souvent agressif. Je suis un inquiet permanent qui cherche dans la boisson un dérivatif à cette angoisse ancrée aux os. J'aime boire, c'est vrai. J'ai ainsi moins peur de la mort, moins peur d'ouvrir la boîte aux lettres dans laquelle, j'en suis persuadé, je vais trouver un avis d'huissier, un courrier de toute façon désagréable. Une rage sourde m'envenimait souvent.

Il m'arrive d'en vouloir au monde entier. Combien de fois, dans cet état de lave, me suis-je, faute de cible vraie, retourné contre Aline, multipliant les mots cinglants, les plus dures injures, les pires violences verbales. Il m'est même arrivé, deux ou trois fois, d'aller au-delà, et de frapper. J'en étais secrètement malade des heures durant. Aline disait alors qu'il fallait nous séparer à tout prix, que c'était un enfer invivable. J'acquiesçais. J'allais dormir « chez moi ». Nous nous ignorions quand nous nous croisions, plusieurs jours, puis l'un de nous deux — en général c'était Aline — craquait. Elle me murmurait alors d'une voix douce, brisée : « Veux-tu monter souper ». Elle disait toujours « souper » pour « dîner ». Sans doute un héritage de sa lointaine ascendance paysanne. Je montais. Nous allumions la télévision. Aline proposait de me nettoyer les ongles. J'acquiesçais toujours. J'esquissais alors une vague caresse. Aline se blottissait contre moi, sur le divan. Elle éclatait en sanglots. Des larmes ravageaient son beau visage qu'elle entretenait avec soin. Le ciel pur brillait quelques jours, puis l'enfer revenait au galop. Visage d'Aline muré, coururé de haine meurtrière. Et moi, fauve rugissant. Les voisins s'impatientsaient, cognant aux murs, menaçaient d'appeler la police.

Ce fut une longue agonie, je m'en souviens encore, ponctuée de ruptures et de retrouvailles échevelées. Jusqu'au jour où tout bascula. Aline — c'était quelques jours après ma première rencontre avec Bulle — se jeta dans les bras de Xavier, qui était amoureux d'elle, vivait à

Poitiers, mais séjournait, chaque week-end à Paris où vivait sa vieille mère. Préparant un doctorat en philosophie, il avait rencontré Aline à la bibliothèque de Beaubourg. Elle aussi se préparait à l'enseignement de la philosophie. Elle avait deux passions : Nietzsche et Cioran. Aline, au début, me parut d'un air déstabilisé de Xavier. Puis, quelques semaines plus tard, je notais que ses propos étaient de plus en plus affectueux à l'égard du jeune homme. N'étant point jaloux a priori, je questionnais peu Aline à propos de son emploi du temps. Mais je compris assez rapidement qu'Aline et Xavier se rencontraient ailleurs qu'à la bibliothèque. Xavier avait emmené Aline plusieurs fois au cinéma, au restaurant. Dans les pires moments de crise, elle m'avait souvent menacé d'aller se jeter dans les bras du premier venu. Je n'attachais pas beaucoup d'importance à cette menace.

Mais un soir l'irréparable survint. Aline me fit savoir qu'elle partait pour Poitiers — c'était la veille des vacances scolaires de Pâques — rejoindre Xavier, que c'en était terminé entre nous, qu'il me fallait déguerpir du studio. Elle s'en alla. Nous nous revîmes deux ou trois fois encore pour régler quelques menus problèmes liés à notre vie commune. Quelques mois plus tard, j'apprenais par une amie à elle qu'elle avait épousé Xavier et qu'ils allaient s'installer à Aix-en-Provence, ville où Aline et moi avions fait de longues promenades le long du cours Mirabeau, autour des fontaines d'été et du marché aux fleurs. Depuis, je ne l'ai jamais revue et je n'ai eu aucune nouvelle.

Ma découverte de Bulle précéda ce cataclysme. Cataclysme, oui, car, en perdant Aline, c'est plus qu'une femme que j'ai alors perdue. C'est l'espoir de parvenir à construire un couple. Le couple — vous pouvez sourire — est ma nostalgie douloureuse. Dix fois, j'ai tenté : avec Aviva, autrefois, en Algérie, avec Martine à Marseille, avec Françoise et Marie à Paris, avec Michèle dans une campagne du Midi. Dix fois, j'ai échoué. Pourquoi ? Aline était ma dernière chance. Je le pressentais en frissonnant. Je l'aimais, j'avais envie d'avoir un enfant avec elle, moi dont le jeune âge avait été marqué par deux paternités tristes. Je n'ai jamais vécu auprès de mes enfants. Ce sont les mères qui les ont vu grandir, s'épanouir, déchiffrer peu à peu le monde. Mais Aline me rendait ce goût de donner, de transmettre plutôt la vie.

Après le départ d'Aline, je devins renfermé. J'évitais les habitués compagnons de bar. Je m'enfermais chez moi, me nourrissant à peine. Au journal où je travaillais, je me taisais lors des comités de rédaction. A peine ceux-ci achevés, je m'en-

fuyais tandis que les camarades s'attardaient au café du coin. Je buvais de plus en plus, me jetant aux aurores tout habillé sur un lit aux draps défaits. Critique littéraire, je ne parvenais plus à lire sérieusement les ouvrages qui m'étaient adressés en service de presse. Mes articles s'en ressentirent, et, plusieurs fois, je dus essuyer des remarques acerbes de mon rédacteur en chef.

Quand je fis la connaissance de Bulle, Aline n'était pas encore partie, mais je savais qu'elle allait partir, à un moment ou à un autre. En ce temps-là, quand je rentrais au studio, j'hésitais à pousser la porte. J'avais le ventre rongé de crampes. Je craignais de trouver un logis vide avec, sur la table,

terrain connu. Très vite, les trois militaires commencèrent à s'intéresser à Bulle. Les traditionnelles plaisanteries grivoises, aux lourds et épais sous-entendus, fusèrent. Bulle faisait semblant de les ignorer. Mais les garçons en goguette n'arrêtaient pas. Excédée, Bulle s'empara, d'un mouvement vif, de son verre et vint se planter devant moi. « Puis-je m'asseoir ? » « Oui, bien sûr. » J'avais à peine levé les yeux. Bulle s'assit. Mais les choses ne devaient pas en rester là. L'un des trousseurs s'approcha et, s'adressant à Bulle : « On va danser ? » Je relevais la tête et, de façon brutale, je fis comprendre à l'intrus qu'il lui fallait s'éloigner, ne pas importuner Bulle. En quelques secondes, ce fut la « castagne ». Le garçon était solide, mais moi j'étais fu-

de rock. Elle me demanda ce que moi je faisais dans la vie. Je lui dis que j'étais journaliste et aussi écrivain. « Qu'est-ce que vous écrivez ? » interrogea-t-elle. « Des poèmes, mais aussi des romans, des contes pour enfants. » Elle me demanda si j'aimais *Au-dessous du volcan*, de Malcolm Lowry. C'était son livre de chevet. Cela tombait bien, car je relis, une fois au moins par an, cet admirable livre. Elle me demanda encore si j'aimais le rock, cette « musique des jeunes ». Je lui fis comprendre que je ne sentais pas si vieux que ça.

Elle me parla de son enfance dans une petite ville provinciale du centre de la France où la jeunesse s'ennuie à mourir. A mourir en faisant parfois des roadés suicidaires d'automobiles « empruntées ». Derrière le comptoir, Victor faisait ses comptes. La clientèle était toujours aussi maigre. Soudain, un violent orage éclata au-dessus de Paris. « J'ai peur des orages », dit Bulle, ajoutant : « quand j'étais petite, la foudre a tué mon chien. C'était un gentil chien, une vraie boule toute noire. »

Un long moment passa. Victor fit comprendre qu'il allait fermer. « La pluie avait cessé, je demandai à Bulle où elle habitait. » Dans l'île Saint-Louis, un petit studio au cinquième étage. Je lui proposai de la raccompagner. Elle accepta. Nous sortîmes. La chaussée était trempée, sillonnée de fines raies de lumière projetées par les lampadaires. Une voiture surgit de l'ombre et nous éclairoussa au passage. La rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie était quasiment déserte. Seules une ou deux silhouettes mouillées, réfugiées sous des porches, attestaient de l'existence humaine. Nous remontâmes la rue du Bourg-Tibourg, traversâmes la rue de Rivoli, et nous nous engageâmes dans la rue du Pont-Louis-Philippe. Au-dessus de la Seine, de gros nuages d'encre boursouflés, dé-

rièrent dans le même sens que les derniers bateaux-mouches. Au loin, scintillaient les lumières de l'illustre Tour d'Argent. Nous nous retrouvâmes très vite devant la porte de Bulle. Quelques paroles encore, et nous nous quittâmes sur un double « bonne nuit ».

Bulle était restée. Je lui offris une autre boisson. Nous parlâmes de tout et de rien. Je la trouvais charmante. Bulle me dit qu'on l'appelait Bulle. Elle ne savait pas très bien pourquoi. Elle croyait se rappeler que, enfant, sa mère l'avait surnommée « Boule », parce qu'elle était déjà rondelette. Mais de « Boule » à « Bulle », c'était le trou noir.

Elle me dit encore qu'elle vivait de petits travaux, qu'elle était amoureuse d'un musicien de rock. Elle me demanda ce que moi je faisais dans la vie. Je lui dis que j'étais journaliste et aussi écrivain. « Qu'est-ce que vous écrivez ? » interrogea-t-elle. « Des poèmes, mais aussi des romans, des contes pour enfants. » Elle me demanda si j'aimais *Au-dessous du volcan*, de Malcolm Lowry. C'était son livre de chevet. Cela tombait bien, car je relis, une fois au moins par an, cet admirable livre. Elle me demanda encore si j'aimais le rock, cette « musique des jeunes ». Je lui fis comprendre que je ne sentais pas si vieux que ça.

J'étais comme un arbre de ce pays, nouveau, noir.

Je restai absent de Paris durant presque cinq mois. Quand je revins, mon journal me félicita. Mes reportages avaient obtenu un grand succès. Je n'avais pas oublié Aline. Je n'avais pas oublié Bulle, non plus. J'éprouvais une immense tendresse pour elle, rien de plus. Je l'avais devinée fragile, douloureuse au plus secret de son être.

Deux jours après mon retour, je décidai d'aller dîner au Petit Paris. Immuable, Victor trônait derrière ses rangées de verres et de tasses. Il me demanda comment ça s'était passé. Il ne comprenait pas très bien ce que signifiait cette guerre. J'essayai de lui expliquer. Et puis, tout à coup : « Tu sais, Bulle, c'est terrible. » Je ne comprenais rien. Alors, Victor m'expliqua. Une semaine après mon départ de Paris, le père de Bulle était mort dans un accident de la route, broyé dans sa petite voiture par un gigantesque poids lourd. Bulle adorait son père. A partir de ce jour-là, Bulle commença à boire. Au début, ni Victor ni les autres patrons des cafés que nous fréquentions tous dans le quartier : *Le volcan d'Auvergne*, *Le perroquet*, *L'oiseau de nuit*, *Chez Ali*, ne firent aucun lien entre la mort du père et la chute dans la boisson.

Je quittai Victor. Mes pas me conduisirent jusqu'au seuil du *Perroquet*. Bulle était là, affalée sur une chaise, endormie, le visage enfoui dans les mains ouvertes. Bernard, le patron, me la montra du regard : « Elle est fièvre un coup. » Ces mots me firent mal. D'autres consommateurs parlaient d'elle en termes insolents, vulgaires. « Elle n'est même plus fourme de faire l'amour. » Je m'approchai de Bulle, relevai doucement sa tête pleine d'ombres et d'éclairs. Elle ouvrit lentement les yeux. Pendant une longue minute, elle me regarda comme si j'étais un étranger, un inconnu, puis, peu à peu, elle me reconnut. « Patrick... » Sa voix était enrouée, son regard trouble, ses paupières moites.

Cette nuit-là, Bulle dormit chez moi. Je l'installai sur le divan crevé que j'avais toujours omis de faire réparer.

Cette nuit marqua le début d'une existence infernale, pour Bulle et pour moi. Elle s'accrochait à moi, comme une épave, comme une petite fille épuvante.

Elle avait maintenant le visage bouffi. En quelques mois, elle avait grossi. Sa jeune beauté s'était détériorée. Le matin, après le réveil, et un rhéostat brillant, lucide, elle pleurait tout son saoul. Elle me demandait pardon pour les empiétements qu'elle me causait. Ce quartier, où j'avais mes habitudes, devenait lentement une jungle. Je n'étais dans les yeux de certains : « Comment peut-il coucher avec une pareille fille. » Je n'avais pas envie de leur dire que je ne couchais pas avec Bulle. Il y avait aussi les lourdes notes à régler. Je demandais aux amis patrons de ne pas la servir pour s'avoir pas à la rejeter ensuite. Je crois qu'un certain dimanche inavoué les possédait, proposer à Bulle, qui, bien entendu, ne refusait jamais, l'éternel, l'interminable dernier verre.

(Lire la suite page 7.)



VILLOUTREIX

bien posé en évidence, un carton couvert de ce seul mot : « Adieu ».

Ce soir-là, donc, au Petit Paris, je m'étais attablé dans un recoin, évitant les regards des autres, des « connaissances ». J'avais commandé un œuf à la russe, des tomates farcies et un demi-litre de costières du Gard. Je jetais un regard vague sur le Monde. Il n'y avait pas beaucoup de consommateurs, ce soir-là, mais un groupe de trois jeunes gens qu'on devinait être des soldats en permission, accoudés au zinc, menaient un certain tintamarre qui, visiblement, commençait à irriter Victor, le patron.

A un moment, Bulle entra, s'arrêta à la hauteur du bar et commanda je ne sais plus quel jus de fruits. Victor la servit, échangea quelques mots avec elle. A coup sûr, Bulle était en

jeux. Je me bannis comme si j'avais à défendre Aline. Le combat fut bref, car Victor, avec l'aide de son barman, une véritable armée à glace eut tôt fait de jeter les types à la rue. Ceux-ci n'insistèrent pas et s'éloignèrent en proférant, d'une voix vaineuse, d'obscures menaces.

Bulle était restée. Je lui offris une autre boisson. Nous parlâmes de tout et de rien. Je la trouvais charmante. Bulle me dit qu'on l'appelait Bulle. Elle ne savait pas très bien pourquoi. Elle croyait se rappeler que, enfant, sa mère l'avait surnommée « Boule », parce qu'elle était déjà rondelette. Mais de « Boule » à « Bulle », c'était le trou noir.

Elle me dit encore qu'elle vivait de petits travaux, qu'elle était amoureuse d'un musicien

**M**ON journal m'envoya couvrir une guerre au bout du monde. C'était une guerre obscure qui n'en finissait pas, mais qui multipliait les victimes de part et d'autre, les atrocités, j'étais loin d'Aline. Je dormais sur la pierre, je mangeais un riz léger à l'estomac, je contemplais, la nuit, durant le repos de la troupe, les étoiles froides au-dessus des bantes montagnes sèches.